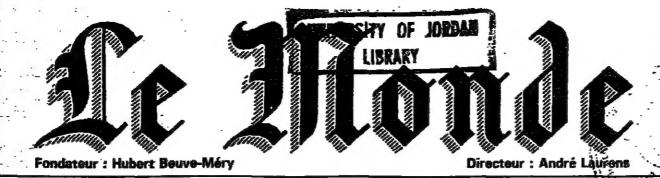
an and to the thirty

AUX ÉTATS-UNIS

M. Mondale accentue son avance sur ses concurrents

LIRE PAGE 4



«Le Monde de l'économie»

Pages 13 à 16

- Pourquoi et comment réformer la taxe professionnelle
- . L'industrie du pneumatique J face à la crise

Jean-Paul II et les Coréens

Se Pero Action One SEE SC. CALLED THE A Comment of the Comm

Agreement of the same of

With this ! I may Apres an alimbo

Me le Vere Committee

Her to Service talk

Marie Comments of the Party of · Se demande man

10 mg 11/10

SPACE I

- W /201

Transfer a full first to

to the second of the second

the Burney Come E.

AND PART OF STREET

Marie Care Control

ME ANTHONY OF THE SAME

A STATE OF THE STA

Bill State Comment

வைக்கி சிச்சர் வ

per caryo

grand and the

GART COLORS

fret de la

Element of the con-

Earling

建金烷 点。

Mary 1

48 **2**53 (1)

45 67 11

parall (T)

5 7500

差 可证

Ec. Philips

15 M. W. W.

, 2- -.

15 Carl

(# 1942 1917)

4 ~. .

447 m 1 - 1

Marin, Inc.

क्रा १७ १

网络 医生物

Wind all !

100

September 1

764 L

Bright Co.

King ...

4 Aug - 1

18-18-1

- 100 mg

7. Care . .

3.5

A. 4 . 1

* 500

A . .

3- 4- ..

1 2

生存不

200

- good of a second of the

 $\frac{1}{2^{\frac{n-2}{2}}} = (1, 0, 1)^{\frac{n-2}{2}}$

Section 1

夏命では、「日本名をおり

Le simulacre d'attentat qui a eu lieu dimanche à Séoul témoigne des risques que comporte le voyage du pape en Asie et en Océanie. On frémit en pensant à ce qui aurait pu se passer - en dépit de toutes les mesures de sécurité - s'il se s'était seulement agi du geste d'un déséquili-bré, porteur d'une arme factice.

Mais le pape affrontait en Corée du Sud d'autres dangers, d'ordre plus politique. Il rendait en effet visité à un pays où vit une forte communanté chrétienne mais actuellement placé sous l'anterité d'un pouvoir qui, pour se considérer comme un avant-poste du « monde libre » face à la « menace commuaiste », n'en est pas moins contesté par une partie de ses citoyens en raison des entraves qu'il impose hi-même à l'exer-cice des libertés démocratiques.

Il n'appartenait pas au souverain pontife de « légitimer » un régime dont l'existence et la survie dépendent d'autres forces que de soutien moral du Vatican. Jean-Paul II se trouvait cependant dans la position déli-cate d'être à la fois l'hôte officiel d'un gouvernement trop peu soucieux du respect des droits de l'homme — étudiants et ouvriers sud-coréens out eu le courage de le rappeler publiquement et avec vigueur – et l'autorité de recours de chrétiens profondé-ment engagés dans la lutte pour

Le problème s'était déjà posé pour le pape dans des termes voisins non semiement dans pla-sieurs pays d'Amérique latine mais également, l'an dernier, dans sa Pologné natale. Sa doctrine n'a pas, semble-t-il, beaucoup évolué, puisqu'on l'a entendu tour à tour encourager les chrétiens à prendre activetoutes sortes - à commencer par ceux qui souffrent d'un système d'exploitation économique - et recommander aux prêtres de ne pas se laisser entraîner trop loin dans les luttes politiques. Est-il possible de faire l'un sans l'autre, lorsque les libertés syndicales et d'information, entre autres, sont en jeu ? Il y a là une ambiguité du discours dont Jean-Paul II - sutorité spirituelle mais très sensible à ses responsabilités temporelles éprouve manifestement des difficultés à se dégager.

Ce goût de la conciliation a en revanche conduit le pape à beaucomp de prudence pour évoquer le sort des chrétiens qui vivent dans une muit totale en Corée du Nord. Quoi qu'il en coutât au chef de l'Eglise catholique, cette réserve était sage dans la mesure où elle devrait interdire au régime de Pyongyang de tirer parti de sa visite pour alimenter sa propre propagande.

D'emblée, Jean-Pani II a d'ailleurs parlé de la réunification de la Corée, refusant l'héritage d'une confrontation contre nature entre les deux parties d'un même peuple. Dans le contexte présent, où s'ouvrent de fragiles espoirs de dialogue entre frères ennemis, la caution qu'il apporte à une très délicate opération diplomatique est d'un poids appréciable.

Reste la dimension plus généralement asiatique de ce voyage : asiatique, c'est-à-dire notamment chinoise, en raison du poids culturel, politique et humain dont pèse la Chine dans cette partie du monde. Jean-Paul II, une nouvelle fois, a envoyé son message de conciliation en direction de Pékin. Il a également rappelé, à ce sujet, que l'Eglise catholique romaine se sentait armée pour l'épreuve de la patience.

(Lire page 3.)

au Salvador

Le dirigeant démocrate-chrétien est largement en tête à l'élection présidentielle

Trois élections ont en lieu le dimanche 6 mai en Amérique latine. Il s'agissait de désigner les futurs chefs de l'Etat du Salvador, de l'Equateur et de Panama.

Selon des résultats officieux. M. Napoleon Duarte, le candidat de la démocratie chrétienne, arrive lar-gement en tête, au Salvador, devant son adversaire, le major d'Aubuisson, représentant l'extrême droite. Il s'est d'ailleurs proclamé vainqueur ce lundi 7.

vement et dans l'ordre. A la différence du premier tour, qui a eu lieu le 25 mars, le scrutin s'est déroulé normalement dans la piupart des départements et dans la capitale, où aucun incident grave n'a été signalé. Dans les zones touchées par la guérilla (particulièrement dans le Morazan, San-Miguel et Cabanas).

l'armée aux insurgés du Front Fara-bundo Marti de Libération nationale

· Les Salvadoriens ont voté massi-

et de nombreuses localités de ce zones, abandonnées par leurs habitants ou occupées par la guérilla, n'ont pu participer au vote. A San-Miguel, une fusillade a fait plusieurs victimes et l'hélicoptère qui transportait l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Pickering, a été mitraillé; mais le diplomate n'a pas été atteint.

En Equateur, le candidat conservateur, M. Fabres Cordero, l'emporte, contre toute attente, sur son adversaire de la gauche modérée (voir page 4 le portrait du vain-

Au Paname, enfin, ou les citoyens devaient désigner, non seulement un président et deux vice-présidents, mais aussi 67 perlementaires, la participation a été massive. Aucun résultat n'était encore connu ce lundi 7 : les opérations de dépouille-ment ont été suspendues, alors que quelques affrontements ont opposé. l'opposition conservatrice au régime militaire populiste au pouvoir depuis quatorze ans se proclamait en tête.

Sous la menace de la guérilla

De notre envoyé spécial

Nord-Salvador. - Les habitants de Sensantepeque et d'Ilobasco, dans le département de Cabanas, dans le novel du Salvador, ent voté le disminché é mai sons le menace permanente de la guérille du Front Farabundo Marti. Ceux de Jutiapa, de Teintepene et de Santa-Marta. de Tejutepeque et de Santa-Marta, dess la même région, n'ont pas voté du tout. Les urnes ne sont pas arri-vées jusqu'à leurs villages occupés par les insurgés et hérissés de drapeaux blanes.

ont éclaté pendant la journée sur la route de Sensuntepeque à llobasco, les deux principales localités de ce département très pauvre, et autour d'hobasco même. Malgré ces incidents et les harcèlements de la gué-

rilla qui avait promis - de s'emparer de Sensuntepeque et d'Ilobasco -avent le scrutin, la participation électorale s été remarquable comme dans le reste du pays - et les conditions de vote ont été satisfai-

Depuis trois jours, l'armée avait engagé des moyens très importants – plusieurs bataillons d'intervention rapide venus de quatre départements - pour s'opposer à la progrès-sion d'une très forte colonne de guépius d'un millier d'homi Des combats très violents ont en lieu au nord et à l'est d'Ilobasco jusqu'à

MARCEL NIEDERGANG. (Lire la suite page 4.)

Succès de M. Duarte Réduction probable de 3 % à 6 % de l'impôt sur le revenu en 1985

Aucun arbitrage définitif ne sera rendu avant juin

Les particuliers et les entreprises paieront moins d'impôts l'année prochaine, a redit M. Jacques Delors, dimanche 6 mai à Europe 1.

Voulant effacer la mauvaise impression qu'avait produit ses propos de la semaine précédente à l'Assemblée nationale («Le budget de 1985 sera d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 1984 -), le ministre de l'économie et des finances multiplie maintenant les déclarations pour corriger le tir. Sa petite phrase sur le budget 1985 avait en effet donné lieu à un contresens important, chacun comprenent que les impôts allaient être de nouveau alourdis.

La rigueur en 1985 portera sur les lépenses de l'État : il va donc falloir faire des économies considérables.

déclare le ministre, provoquant ainsi la fureur de M. Marchais. Et d'insister : les impôts, eux, seront allégés. Les impôts de qui? demande M. Krasucki.

A trop insister, le risque existe de donner l'impression que les choix fis-caux sont maintenant arrêlés pour

1985, ce qui n'est pas du tout le cas. Pour la taxe professionnelle, trois solutions existent : suppression de cet impôt, ou suppression de la prise en compte des salaires dans l'établissement de l'assierte, ou bien encore abattement des contributions dues par les entreprises, comme cela se fait depuis des années. Pour l'impôt sur le revenu, plusieurs solutions existent également : réduction proportionnelle de 3 % à 6 % des cotisaétant elle-même reconduite ou non. Une autre solution consisterait à supprimer la surtaxe progressive et à n'accorder la réduction de 3 % à 6 % d'impôt qu'aux petits et moyens contribuables non soumis à la surtaxe exceptionnelle.

Le cout pour l'Etat de ces diverses mesures est très différent, variant de 6 milliards de francs (abattement de 3 % uniforme) à plus de 20 milliards de francs (suppression de la surtaxe et abatte-

Aucun arbitrage définitif ne sera rendu avant juin pour l'impôt sur le revenu. Pour la taxe professionnelle. une décision devrait être prise beaucoup plus tôt, compte tenu des délais écessaires à la mise en œuvre des

Comment desserrer la vis?

par PIERRE DROUIN

M. Mitterrand a donc pesé de tout son poids pour que soit tenue sa promesse de réduire d'un point l'an prochain le taux des prélèvements obligatoires : Jacques Delors l'a confirmé, le 6 mai sur les ondes d'Europe 1. Le moment aurait été très mal choisi pour que, devant les additions présentées, le président de la République renonce à cet objectif. Il y va de sa crédibilité, alors que lors de sa dernière conférence de presse, il a dû reconnaître qu'il avait déjà commis une erreur... partagée

par tous. vis-à-vis de l'opposition, la réus-site de cette opération aurait un autre avantage considérable : celui de montrer que la gauche «dépensière » a mieux fait que l'ancienne majorité pour réduire les charges de la nation. Le terrain est si sensible qu'on voit mal quels arguments les voir d'aujourd'hui serviraient à leurs troupes pour contre-attaquer.

Ce n'est pas seulement pour faire plaisir à ses adversaires, ou leur cou-per l'herbe sous le pied, que le prési-dent de la République a résolu de

demander à l'Etat cet effort considérable puisqu'il équivaut à une économie globale d'impôts et de cotisations sociales de quelque 60 milliards de francs. Il sait qu'il faut maintenir la barre élevée pour contraindre à l'effort, mot qu'il ne cesse de pousser en avant, pour purifier l'air du temps. Or une légère dérive a été constatée sur le déficit budgétaire de 1983 qui a atteint 3,2% du produit intérieur brut, au lieu des 3 % - affichés -.

administrative ne pratique pas l'économie... d'énergie, comment redon ner du cœur aux entreprises et faire accepter aux consommateurs une gestion plus rigoureuse de leurs

Si la machinerie socialo-

Dans une économie où le vent de l'innovation doit souffler de tous ment des producteurs doit être encouragée par tous les moyens, le boulet fiscal ne peut s'alourdir cha-

(Lire la suite page 8.)

M. Marchais: « faux-semblant »

Rien ne passe : ni la politique industrielle - et ce depuis longtemps, - ni le plan sidérurgie, ni même l'éventuelle diminution de l'impôt sur le revenu en 1985, annoncée par le ministre de l'écono mie et des finances.

M. Georges Marchais avait averti M. Jacques Delors, à la sin de la semaine dernière : • Il n'a pas fini de nous entendre. - Il a tenu parole

JEAN-YVES LHOMEAU. (Lire la suite page 8.)

La gauche perd la municipalité de Noisy-le-Grand

Lire page 9 l'article de MICHEL KAJMAN

Le socialisme grec à l'épreuve La Corse entre deux périls

I. – La galaxie Papandréou

Athènes. - Agacement à l'étraner, déception ou impatience à l'intérieur, le gouvernement de M. Papandréou est-il en train d'user à la fois la confiance de ceux qui l'ont porté au ponvoir en octobre 1981 et de ceux qui, à l'étranger, se veulent ses alliés? Chez ses partenaires occidentaux, il irrite: la constance avec laquelle il se démarque de toute résolution de l'OTAN ou de ses partenaires européens, l'arrogance avec laquelle il dénigre la CEE en même temps qu'il réclame – et obtient – subventions et exemptions, tout cels n'est guère dans les mœurs diplomatiques.

A l'intérieur, tandis qu'une cer-taine gauche exprime son amer-tume, la droite accuse M. Papan-dréou de faire le lit du communisme

De notre envoyée spéciale CLAIRE TRÉAN

et de conduire le pays à la catastro-phe économique. L'opposition affi-che, à l'approche des élections euro-péennes, un inébranlable optimisme et prédit une gifle pour le PASOK: l'échec, estime-t-on du côté de la Nouvelle Démocratie, est tellement patent que l'électorat, un moment infidèle, regagnera le rang et que le pays réel se montrera tel qu'il est: en rupture avec le pays légal, car au fond réfractaire au socialisme. On anticipe déjà sur la campagne à lan-cer, au lendemain des européennes, pour réclamer l'organisation immé-diate d'élections législatives. Mais que croire? Les slogans sans

que étrangère ou bien son habileté à négocier? Ce qu'il dit ou bien ce qu'il fait? Croire aux chiffres ceux du chômage, des faillites, de la récession. - aux slogans des grévistes qui manifestent? Ou croire à ce qui saute aux yeux, à Athènes : le luxe à usage d'une bourgeoisie nombreuse, qui, pour avoir mis à l'abri une partie de son bien en voyant venir le . changement ., n'en conserve pas moins ses aises : et puis surtout cet incroyable génie de la « débrouille » lié à celui de l'oisiveté, le rythme de ces après-midi athéniens nonchalants et bavards, les mille et un petits métiers qui donnent à la rue le caractère bruyant et coloré de la vitalité ?

(Lire la suite page 5.)

La fin d'une Assemblée

De notre envoyée spéciale DANIELLE ROUARD

du 25 avril, dans les couloirs de l'Assemblée de Corse, M. Prosper Alfonsi (MRG), président de cette institution, se fait-il rappeler « ses responsabilités » avec ironie par un de ses adversaires RPR. Le général de Gaulle démissionnera après l'échec de son projet de régionalisa-tion. Mais M. Prosper Alfonsi fait fi de l'illustre exemple. Pressé de toutes parts, il refuse de démission-ner. L'assemblée régionale fait eau, bloquée depuis le 12 avril faute de consensus. Son capitaine ne l'abandonnera pas. Reste la dissolution...

« Un simple changement d'exécu-tif ne ferait que prolonger un coma déjà dépassé, et la Corse mérite mieux qu'une vie végétative. » C'est en ces termes que le président tran-che enfin, le 4 mai au soir, sur FR 3-Corse. Il demande au premier minis-tre la dissolution d'- urgence ». Il souligne la « nécessité absolue » de modifier les conditions du seuil d'éli-gibilité — « préalable indispensable à l'avenement d'une nouvelle assem-

Quel retournement! Les champions de la régionalisation qui en appellent au pouvoir central... Au gouvernement donc d'organiser de futures élections, en vertu de la thérapeutique prévue dans l'article 34 du statut particulier de l'île de Beauté. M. Gaston Desferre doit recevoir M. Alfonsi le 10 mai. L'audience était prévue depuis long-temps: - Je pensais que s'il avait quelque chose à dire, il m'en réserverait la primeur », s'est étonné le ministre de l'intérieur. En attendant, le temps passe... Tous clivages oubliés, le monde politique insulaire

Ajaccio. — «Prosper, te prends-tu pour Mac-Mahon ou pour de Gaulle? Dans ce dernier cas... »
Ainsi, au soir de la séance houleuse

Le gouvernement n'a pas encore arrêté sa réponse, mais M. Mitter-rand serait, dit-on, favorable à une dissolution rapide pour sortir de la dissolution rapide pour sortir de la crise. M. Gaston Defferre, à l'inverse, serait réticent, tout au lution n'est inéluctable que quand le fonctionnement d'une assemblée est complètement bloqué », dit-il. Le père de la loi sur la décentralisation n'a guère envie, en pleine campagne des « européennes », de voir son rejeton devenir la cible des foudres

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

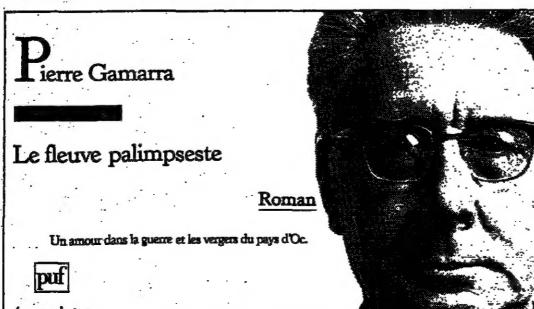
Dates

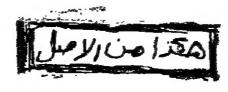
Le joli mois de mai s'ouvre sur un déluge d'anniversaires. Il y a trente-neuf ans, le 8 mai 1945, les Allemands per-daient la guerre face aux Alliés. Il y a trente ans, le 7 mai 1954. les Français perdaient l'Indo-chine dans la cuvette de Dien-

Il v a vingt-six ans. le 13 mai 1958, les pleds-noirs crurent qu'ils ne perdraient jamais l'Algérie. Dix ans plus tard, le 13 mai 1968, la gauche reva à une victoire sur le gaullisme. Il y a trois ans, le 10 mai 1981, le peuple français fit un vainqueur et un vaincu.

Chacun peut trouver l'occasion de commémorer l'euphorie d'une bataille gagnée Victoires chèrement acquises, mais jamais acquises.

BRUNO FRAPPAT.





A liberté de la presse est un des mètres-étalons de la démocratie. Aucune entorse ne saurait être acceptée à cet axiome. Cela dit, la presse, même libre, écrite ou audio-visuelle, s'essouffle. En quête permanente de nouveaux publics, elle connaît des modes et des vagues qui, si elles ne menacent pas sa liberté, compromettent sérieusement son objectivité. Les débats et polémiques actuels sur la presse écrite et sa concentration sont-ils bien les vrais débats et ne masquent-ils pas un malaise plus profond? La forme d'expression de la presse quotidienne est-elle encore n adaptée à son public? Même dite d'opinion, doit-elle continuer à mélanger informations et commer taires, comme elle semble le faire de facon croissante?

Une telle imbrication n'est pas habituelle dans les journaux scientifiques. Ceux-ci peuvent être des revues d'articles originaux on des revues de synthèse. Les premières rapportent des résultats nouveaux, assemblés dans un chapitre propre de l'article, qui contient a tous les résultats et rien que les résultats ». Il est clairement séparé d'un chapitre de « commentaires » dans lequel l'auteur peut très librement discuter l'originalité de sa méthodologie et de ses résultats, leurs limites et leurs

Tous les acquis importants de la science et de la médecine ont été, pour l'essentiel, publiés, à leur preière diffusion, dans des revues d'articles originaux : leur relation sous forme de résultats laisse un document dont aucun commentaire ultérieur ne pourra modifier l'objectivité. Les revues scientifiques d'articles de synthèse font, quant à elles, le point sur un ensemble de connaissances, donc de résultats, déjà publiées : ici le mélange entre informations et commentaires est permis, souvent d'ailleurs très intéressant, même s'il n'est pas toujours objectif. Les citations de travaux originaux sont parfois incomplètes, voire modifient la pensée des auteurs : les conséquences en sont limitées dans la mesure où la revue ne se borne pas à l'analyse d'un seul revue de synthèse, à visée didacti-

La presse quotidienne, écrite ou audio-visuelle, ne devrait-elle pas s'inspirer de ces pratiques? Le fait nal : il devrait donc être clairement séparé du commentaire. Colui-c relation des faits ne le peut pas. Ainsi, une nouvelle forme de présentation des quotidiens écrits ou audiovisuels pourrait être conçue, où la très grande majorité des informations, au moins d'une certaine importance, comporterait de laçon séparée dans l'espace ou dans le temps, d'une part une relation des faits. « de tous les faits, rien que des faits », d'autre part des commentaires dont la liberté et le volume n'auraient comme limites que la pagination du journal.

Certains journaux écrits, parlés ou télévisés ne manquent pas de se livrer épisodiquement à cette dis-tinction : mais, hélas ! elle n'apparaît que pour un trop petit nombre d'évéents, soigneusement choisis par la rédaction sur des critères souvent peu objectifs ou politiques. De facon oformations brutes et commentaires d'opinion pourrait se faire selon la séquence classique où le commentaire suit, dans l'espace ou dans le temps, le fait auquel il se rapporte, ou bien selon une nouvelle ntation comportant des pages de faits distinctes de pages de com-

La presse d'information à plus

PRIX DE VENTE

A L'ETRANGER

Algéria, 3 DA; Marce, 4,20 dfr.; Tunisia. 350 m.; Allemagne. 1,70 DM; Astriche, 17 sch.; Beigleus, 28 fr.; Canada, 1,10 8; Cha-d'Ivoire, 300 F CFA; Danemark, 7,50 kr.; Espagne, 110 pas.; E-U., 55 c.; G-B., 55 p.; Grèce, 85 dr.; Irlanda, 85 p.; Italia, 1 500 L.; Liban, 375 P.; Libye, 0,380 Dt.; Luxembourg, 28 f.; Horvéga, 5,00 kr.; Paya-Bas, 1,75 fl.; Portugai, 85 esc.; Sésségal, 300 F CFA; Suède, 276 kr.; Seisse, 150 f.; Yennoséria, 152 nd.

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Anciens directeurs :

Jacques Fauvet (1989-1982)

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

1983

Gérant : André Laurene, directeur de la public

7.75 kr. : Seisee, 1,50 (. ; Yougodie

imprimerie du Mande »

S. E. des Italiem
PARIS-UN

on mensuelle, peut être comparée, dans son esprit, aux revues scientifiques de synthèse, et me semble mieux répondre, dans sa forme actuelle, à l'attente des lecteurs. Affichant sa mission qui est de faire le point sur un événement ou une séquence d'événements, elle mélange intimement l'information et le commentaire, mais, curieusement, les faits y sont souvent relatés de façon plus complète et objective que dans la presse quotidienne, dont ce devrait pourtant être le but essentiel : le glissement d'un certain public de la presse quotidienne vers la presse hebdomadaire ne trouvet-il pas là une explication ?

Réponses aux critiques

La séparation, dans la presse quotidienne, des faits et des commentaires n'est, néanmoins, pas une panacée. On peut lui opposer plusieurs arguments :

1) Un quotidien n'est pas un journal scientifique : sa périodicité de parution, très courte, permet-elle une telle séparation? La réponse me semble positive, car il faut souvent plus de temps pour élaborer un commentaire alambiqué et politique ment orienté que pour assurer une relation puis une discussion simples d'un événement récent,

2) Le lecteur lit son quotidien parce que c'est un journal d'opi-

par CLAUDE MATUCHANSKY (*) nion : la séparation du fait et du commentaire n'altérera-t-elle pas sa fidélité? Il me semble évident que, même orienté politiquement, le lecteur moyen ne souhaite pas être, à chaque ligne, martelé et conditionné par des commentaires éducateurs voire rééducateurs, même s'il les approuve. Le lecteur a besoin d'oxygène et il faut lui laisser la liberté de consulter soit la relation des faits, soit leur interprétation, soit les deux.

Les fidèles des revues sportives ou hippiques n'aiment-ils pas d'abord lire les résultats bruts d'une compétition ou d'une course, avant que de se plonger dans des commentaires plus ou moins adaptés. 3) L'exposé séparé des faits n'est pas synonyme d'objectivité. Cet argument est certainement le meil-

leur. Le fait peut en effet être tronqué, amputé ou passé sous silence. Certes, mais le lecteur d'un quotidien aura alors tout loisir de comparer entre eux des journaux qui se prétendent « d'informations » et de constater le silence des uns ou la brièveté des autres sur des événements importants. Les journaux télévisés sont assez contumiers de ce type de silence : sous prétexte de temps limité, on omet complètement

(*) Hospitalo-universitaire, université de Poitiers : conseiller scientifique pour l'édition. mission de l'information et de la communication, Institut national de la santé et de la recherche médi-

certains faits, on en trouque d'autres, alors qu'on laisse s'hyper-trophier de façon verbeuse des commentaires politiques oiseux. L'apparition en surimpression de rubriques, à type de . fait du jour » ou - commentaires », est encore trop rare et paraît obéir à des critères de sélection mal définis.

4) Cette séparation devrait-elle s'appliquer à tous les faits, et, partant, est-elle réalisable en pratique ? Il est clair que les histoires de chiens écrasés ne justifient pas de tels efforts : c'est d'ailleurs pour elles que l'on dispose, en général, d'une relation brute des faits. Par contre, l'effort d'étendre la distinction entre informations et commentaires au plus grand nombre possible d'événements importants devrait améliorer l'adéquation entre la place donnée au commentaire et celle donnée à l'événement lui-même : il sera alors difficile de laisser s'installer une véritable désinformation ou un délire verbeux à propos de faits dont la relation objective ne prendrait que quelques lignes.

Ces quelques idées et suggestions ne sont, pour certaines d'entre elles, pas nouvelles. Elles nous semblent, néanmoins, trouver un regain d'actualité dans les problèmes actuels de la presse quotidienne, parce qu'elles pourraient aider à valoriser de façon objective une action journalistique qui reste une des plus belles qui soient, puisqu'elle est théoriquement synonyme de

« LA TZARINE », de Denise Dubois-Jallais

Une grande aventure journalistique

A Tzarine, c'est le titre d'un livre consacré à une jeune fille d'origine russa qui, pour avoir rencontré un monstre sacré de la presse, Pierre Lazareff. eut la faculté d'accomplis une grande aventure journalistique. En d'autres termes, c'est l'hommage rendu per une ancienne collaboratrice de Elle à celle qui fut la créatrice de ce magazine en novembre 1945, Hálène Gordon-Lazareff.

Denise Dubois-Jallais, qui fit ses débuts à Elle avent d'être rédactrice en chef, a voulu s'acquitter envers sa « mêre nourricière en journalisme, à qui je vais payer ma dette de mote pour l'empêcher de mourir à jamais ». Hélène Gordon vit, en effet, retirée depuis 1972 dans sa maison du Lavandou, telle une « patite fumée, et l'oubli en robe de laine », comme écrivair Philippe Soupault, son ament-poète d'un

Fabulouse aventure, on effet. que ce isnoement d'un magazine féminin, coincidant avec la maio rité politique reconnue aux femmes; première étape d'une émancipation qui s'accommodait à l'époque de dépenses vestimentaires et de fanfreluches dont la guerre les avait frustrées A l'instar de son mari, Hélène Gordon-Lazarett commanda, dirige, mais ne compte pas. Dans la grande maison de Louveciennes, le Tout-Paris politique et littéraire se bouscule pendant les week-ends. On baigne dans le luxe et la prospérité de deux affaires de presse (c'est aussi la grande période de France-Soiri.

La mérita de Denisa Dubois Jalleis, c'est de ne pas avoir cherché à tricher : alle dépent avec justesse ce petit monde sophistiqué de la mode et de la fernme-objet, les travers, les caprices de la tzarine. Ca se lit avec

CLAUDE DURIEUX.

★ La Trarine, Robert Laffont 6dit., 245 pages, 75 F.

LETTRES AU Monde

Je me réjouis pour nos finances

l'ai lu avec intérêt dans le Monde daté du 18 avril, à la page 40, l'article où il apparaît que la distribution d'un numéro de votre journal, le sa-medi, coûte 40 F à la poste. Je me suis réjoui pour nos finances de ne temps le numéro du samedi ne me parvient que le lundi matin, à la première heure, il est vrai. Comme ma bande d'abonnement en fait foi, j'ha bite dans le VII- arrondissement, qui est aussi celui du ministère. Je vous invite à partager ma satisfaction.

JEAN STOETZEL

Record historique pour la poste?

Dois-je me considérer comme socialement « demeuré » ? Jaurais besoin, en effet, qu'on m'expliquât en vertu de quelle règle, ou de quelle logique, les bureaux de poste étaient fermés le landi 30 avril, qui n'était pas, que je sache, un lendemain de lête, à la différence de calui de Paques (ou de la Pentecôte).

Il faudrait aussi qu'on me précise lepuis combien de temps cet usage (?) s'est établi, supposé qu'il ait déjà eu un précédent. Et que, pour compléter ces références, on me cite un autre grand pays, parmi ceux qui se prétendent « développés », où les guichets postaux restent interdits au public durant trois jours et demi consécutivement (de samedi midi à mercredi matin). Un record historique?

La distribution unique de ce même lundi ne constituait qu'une assez dérisoire compensation : bien entendu, aucune des correspondances mises par moi à la poste dans grande périodicité, hebdomadaire l'après-midi de samedi n'est parve-

ABONNEMENTS

3 mais 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1088 F

ETRANGER

PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérieune: turif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois voleta) voudrout bien joindre ce
chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisoires (deux semaines ou plus); nes
abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant seur
défent.

Joindre la dernière bande d'envoi à

Veuillez avoir l'obligeance de

rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimente.

TOUS PAYS ÉTRANCERS PAR VOIE NORMALE 1F 1245 F 1819 F 2360 F

BELGIQUE-LUXEMBOURG

Le Monde-

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 89 C.C.P. 4207-23 PARIS - Teles MONDPAR 650572 F

Tel.: 246-72-23

nue à destination par ce courrier-là, qui m'a en revanche apporté, à moi, un hebdomadaire distribué habituellement le vendredi.

Et je n'ai même plus la ressource de vous adresser cette supplique par eumstigue...

ANDRÉ BLANCHET, journaliste (Paris.)

Ne pas désespérer Longwy

L'héritage que le gouvernement

prend le risque de léguer, c'est non pas principalement une économie assainie et modernisée, mais bien un mouvement ouvrier affaibli dans sa capacité à représenter et à organises les salariés, à défendre les salaires et les conditions de travail, sans parler de la possibilité pour lui d'être réellement associé aux décisions en matière d'investissement, de technologie, d'emploi. La nouvelle citovenneté. dont il fut quelque temps question aux débuts du septennat, et que les lois Auroux et certains aspects des nationalisations semblaient devoir concrétiser, a été enterrée, sans que ses potentialités en matière de productivité, de maîtrise des coûts... aient été explorées, quand, en mars 1983, le gouvernement, affolé par les conséquences d'une relance aventurée, a décidé de privilégier l'extérieur sur l'intérieur, et finalement a de plus en plus recher-ché le compromis avec le patronat. Mais à rechercher ainsi le compromis avec un patronat qu'il méconnaissait et que certains de ses membres ou partisans vilipendaient, le pouvoir s'est lancé à la poursuite l'une chimère: le patronat peut attendre et fait monter les enchères n'ayant pas de cadeaux à faire à un uvernement qui n'est pas le sien. Il réclame, se plaint, obtient, mais jamais n'approuve. Le gouvernement aura à faire tout le chemin, pour se retrouver seul au bout du compte: il chante les louanges du profit et de l'entreprise mais casse la progression des salaires réels; il alourdit la fiscalité sur les ménages et reprend les vieilles habitudes d'incitations fiscales au revenu du capital on aux entreprises; il laisse faire les dégraissages massifs et admet la montée du chômage; il envisage de rendre plus flexible le droit du travail; il soutient la modernisation mais oublie la démocratic dans l'économie,

(Paris.)

Défense de Philippe Robrieux...

Ayant vécu, à la base mais à l'intérieur du PCF, cinquante ans de ma vie, après mon père qui avait milité pour l'adhésion à la III Internationale, j'apprécie hautement la valeur historique du monumental ouvrage de Philippe Robrieux.

Je sus donc profondément surpris par la véhémence des critiques que des historiens ont publiées dans vos du PCF (le Monde du 24 mars, sous la signature de M. Becker, et le Monde du 28 mars).

Quiconque a la moindre expérience des pratiques staliniennes doit savoir que leur première caractéristique est la discordance entre les orientations proclamées et les intentions réelles. De même les motivations théoriques ne sont for-gées que pour justifier des décisions prises pour des motifs secrets. L'idéologie n'oriente pas la pratique, elle est construite pour la justifier. qu'une histoire intérieure du PCF puisse être écrite sans s'appuyer, pour l'essentiel, sur une me témoignages soigneusement analysés et critiqués. Ce travail écrasant, Robrieux l'a fait.

Quant à l'affaire Jean Jérôme, qui semble bien (après l'affaire Mar-chais, à l'obscure biographie, après les révélations sur Thorez – et les trous dans sa biographie) avoir provoqué la colère contre Robrieux, je dois dire que la lecture des Mémoires de cet homme mystère m'a plongé dans la stupeur. Ils sont parsemés d'inexactitudes véritables. Par exemple (page 214) une énorme sottise : il ose écrire que les femmes et les enfants de Madrid allaient se faire tuer pour récupérer dans le no man's land les douilles s... Outre la méconnaissance des véritables problèmes d'armement (armes lourdes et modernes) qui ont été une cause importante de la défaite militaire de la République espagnole, cette absurde historiette démontre que M. Jérôme ne s'est guère approché, en 1936, de la Casa del Campo. J'y étais.

Plus grave est la relation, indubitablement fausse, des circonstances de l'arrestation de M. Jérôme et de ses suites miraculeuses. Il y a là un problème que l'historien – et l'honnête homme - Robrieux a en raison de poser. Et c'est ce qui doit lui valoir la reconnaissance de ceux qui ne veulent pas que l'histoire soit réé-crite à la stalinienne. Faut-il des exemples? Signé : docteur H. Chrétien.

déporté parce que médecin des FTP, veuf de Roza Zacharewicz, déportée

et gazée à Auschwitz, alors que son seul « crime » était d'être juive — comme M. Feintuch-Jérôme. Doctour HENRI CHRÉTIEN.

... l'exemple de Fried

Je voudrais m'étonner que les exigences qu'il a pour Philippe Robrieux du point de vue de la < méthode ». Je ne développerai qu'un seul exemple, à propos du paragraphe dans lequel il lui reproche de s'employer - depuis des années = 2 « démontrer » qu'Evzen Fried a été tué par des agents sovié-tiques. M. Becker écrit : « Nonobs-tant le fait qu'on est à peu près certain maintenant que Fried a bien été victime de la police allemande, la question n'a qu'un véritable intérêt : pourquoi les services soviétiques auraient-ils voulu faire disparaître un des représentants éminents de l'Internationale à l'Ouest? Or il faut dire que, sur ce point. Robrieux n'apporte guère. Tout le reste, alors, est vain. -

1. « On est à peu près certain, maintenant, que Fried a bien »...
Que d'incertitudes dans l'écriture! Je ne peux imaginer que M. Becker fasse ici référence à une source connue du public. C'est donc qu'il s'agit d'une « source privée ». Très franchement, il m'apparaît évident que M. Becker emploie les méthodes mêmes qu'il reproche à Robrieux d'employer, celles des « sources pri-vées », mais, moins franc que Robrieuz, il ne le reconnaît pas.

2. M. Becker sait parfaitement que l'assassinat de Fried est une sorte de sujet tabou. Il ne peut pas ignorer que la thèse de l'assassinat par les agents soviétiques (« les sbires de Béria ») a été exprimée par Louis Aragon dans les Lettres françaises, le célèbre article sur l'Aveu, et qu' - on » mi personne ne l'a alors contredit.

3. Les « on » qui sont « à pen près certains - devraient expliquer eux-mêmes, ou par la bouche de M. Becker, pourquoi la Gestapo abattit à Bruxelles sur le pas de sa porte un dirigeant communiste. alors qu'elle pouvait l'arrêter, le torturer, en somme pourquoi, maîtresse du maintien de l'ordre dans le pays occupé, elle tua Fried à la sauvette, si, comme l'écrit M. Becker, « c'est été victime »: Les mêmes sources privées doivent aussi en pessant rendre compte du fait - relaté par tous les survivants du procès Slansky que les liem avec Fried étaient, aux yeux des « référents » de Prague, à cette époque, un passeport pour

Personnellement, je n'ai là-dessus aucune certitude. Après le paragraphe de M. Becker, ses affirmations • à peu près •. Pembarres du style, l'absence de références et de démonstration, j'aurais plusôt tendance à penser qu'il a tort. Mais c'est une question que je veux poser : pourquoi, pour enfoncer Robrieux, M. Becker a t-il choisi un point d'histoire sur lequel il est aussi faible, qui est toujours en discussion et lié à la raison d'Etat soviétique?

4. J'avoue enfin me stupeur devant la question dont M. Becker nous assure ou'elle est la seule qui ait un . véritable intérêt », celle des raisons d'un meurtre particulier. M. Becker balaie an fond d'un geste négligent un homme comme Souvarine; qui a écrit un « martyrologe de l'Internationale communiste » : après tout, l'écrasante majorité des représentants éminents de l'I.C. n'ont-ils pas dispara sans qu'on sache, maintenant, pourquoi les représentants soviétiques les ont fait disparaître? Ou bien pense-t-ii que senis les meurtres élucidés ont leur place dans l'Histoire ?

PIERRE BROUE, professeur d'histoire. (Grenoble:)

La méprise et le mépris

Les vingt-cinq élèves de l'ENA qui ont fait paraïtre une annonce dans le Monde du 3 avril pour proposer leurs services au secteur privé ou aux collecti-vités locales se sont trompés.

Ils se sont trompés d'école. L'Ecole nationale d'administration n'a pas pour vocation d'assurer la promotion individuelle de ses élèves, les laissant libres de choisir, à l'issue de leur scolarité, une carrière à leur convenance. Elle forme, dans l'intérêt de l'Etat et pour les besoins des administrations, des fonctionnaires, soumis aux droits et obligations du statut général de la fonction publique. C'est à ce titre, et à aucun autre, que les fonctionnaires stagiaires sont rémunérés pendant

Ils se sont trompés d'image.

Les qualités que l'on attend généralement des anciens élèves de l'ENA - le sens du service public. le désintéressement - servent souvent d'excuse à la fatuité et à l'arrogance des « énarques », justifient, tant bien que mal, les privilèges dont ils bénéficient. C'est peu dire que ces qualités n'apparaissent guère dans l'annonce.

Ils se sont trompés de moment, Une telle annonce aurait eu sa justification, aurait même témoigné d'un certain courage si elle avait été publiée après une démission de ses auteurs. Intervenant de façon anonyme, alors qu'ils sont encore fonctionnaires, elle perd de sa vertu provoca-

On ne peut à la sois dénoncer les scléroses de la fonction publique, les pesanteurs de la scolarité à l'ENA, et vanter les mérites, sur soi, d'une forma-

tion de qualité. Us se sont trompés de nombre.

Frais émoulus de l'Ecole, sans connaissance ni pratique réelles de l'administration, ceux qui « pan-touflent » des leur sortie bénéficient habituellement à la fois de leur discrétion et de la rareté. Il n'est pas sur que la clameur et le nombre leur soient aujourd'hui un atout Pour reprendre un slogan à la mode : « Un énarque, ca va ; vingt-cinq énarques, bonjour les dégâts ! »

lls se sont trompés de message.

Il est peu cohérent, après avoir accepté, en entrant à l'Ecole, la logique du classement, de paraître la fuir lorsqu'il convient d'en tirer les conséquences. On ne peut alors s'empêcher de penser que ces conséquences sont moins favorables que pour-rait le laisser présager l'étiquette flatteuse dont ils

Une telle constance dans l'erreur prouve enfin. tout simplement, que, dès leur entrée à l'ENA, ils se sont trompés de voie.

Cela ne méritait peut-être pas tant de publicité. ALAIN ABECASSIS,

Papouasia

Impression

4.54

21 -200

The State of the S

tropic of

And the Street Did be or Day a carpain and analysis - Article gar.

1.70

- C--

a type

ع ست ج

TA STEE

Foreign States

Contracts of the The second secon

20 TA DO CONTINUE The second secon A real and the comments The same of the same

et « culto de

---であるという事を中で A TANK THE TANK THE PARTY OF TH THE PARTY NAME OF THE PARTY NA The second secon

2-1 - B 1-10 2-00--29. 20,1434 the franchist bear

A Registre The same of the sa the state of the s 142 May 100 Ma

The second second

a servicine of a The same of the sa STREET, SA

enture

COMPANIES OF THE STATE OF THE S

THE RESERVE TO STATE OF THE PARTY OF THE PAR

The same of the sa

The same of the sa

Parties and Community and Day

The last service of the la

On the second

E CENT OF SPICE WA

Mr & Pricemen St. - Street

Marie Co. Later to the Sales

Company of the party of the bar

The second second

を開発を発生されてい、1. 2 · 100

STAUDI DURBUY

Charles a comment

SHEP LEASE TO THE SERVICE

Martin Control

The state of the s

Marie Color Color

Section No. of Co.

動物会 タイニュ

Market St. Co.

実施性 さいじゅう

电弧电影 经工工工作 化

🛊 (2.255)

Maria Information

Bright State

at the end

14.27

を表示して

SOURCE CONT.

santite 4.

44.4

épri-

in the

#E.L.A.F.

y - 26 -

Des 12 "

华云蓝。

dor

451

PR 128 1718

WELL A THE !

er Similaria.

MA ...

Action Services

Salation of the

-

A Supplement of the section of

🖬 Salahi 🖖

₩ 35 3

The sale of the

A STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

gue

SECONDE ÉTAPE DU VOYAGE PONTIFICAL EN ASIE ET EN OCÉANIE

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a accueilli Jean-Paul II

Venant de Séoul, Jean-Paul II est arrivé une messe en plein air devant près de qua-lundi après-midi 7 mai en Paouasie- rante mille personnes et plusieurs centaines voyage en Asie et en Océanie. Accueilli

Nouvelle-Guinée, seconde étape de son de danseurs traditionnels. Mardi, Jean-Paul II est attendu à Mont-Hagen, aggloménotamment par le gouverneur-général, Sir ration située dans les montagnes de l'onest Kingsford Dibela, et le premier ministre, du pays, où quelque cent cinquante mille M. Somare, le pape devait se rendre au stade catholiques de cette région reculée doivent municipal de Port-Moresby pour y célébrer assister à l'office postifical.

Paul II avait été sainé à l'aérodrome de Kimpo par le président sud-coréen Chun Doo Hwan. Il avait exprimé sa gratitude pour l'accueil qui lui a été réservé en Corée du Sud et sa « grande joie » d'avoir assisté aux cérémonie du bi-centenaire de l'Église catho-

Impression d'enthousiasme et ferveur en Corée du Sud

De notre envoyé spécial

Sécul. - La visite de Jean-Paul II en Corée du Sud s'est achevée, ce lundi 7 mai, sur l'impression d'en-thousiasme et de ferveur qui a mar-qué la messe célébrée en plein air sur le leur Van De l'inception de le la place Yoe-Do à l'occasion de la ca-nonisation de cent trois martyrs. Tout au long de son itinéraire dans la périnsule, une foule dense, sponta-née dans ses applaudissements et ses ovations, était venue l'accueillir, Si les Coréens ont acqueilli Jean-Paul II avec chalour, c'est que sa ve-nue satisfaisait d'abord une certaine fierré nationale : un désir d'être reconnu. Sa visite témoignait, même pour les non-chrétiens, de l'importance que Rome accorde à l'Eglise coréanne. Peut-être plus encore que le contenu des discours, qu'au demeurant ils ne connaissent pas tou-jours intégralement (la presse n'en syant donné que des axtraits soi-gneusement choisis), ce qui a été es-sentiel pour les Coréens, c'est que le pape soit venu, « La réaction est d'abord celle du cœur », nous dit un

A la fierté s'est ajoutée, pour les catholiques la ferveur. Sur la grande place Yos-Do, un quartier neuf sur une ile du fleuve Han sur laquelle se trouve notemment le Parlement, avait été dressé un autel en forme de coquille, blanc at orange, frappé aux armes du Vatican et surmonté d'une gigantesque croix de plus de 30 mètres. L'immense place rectangulaire, bordée d'immeubles modernes et décorée de deux immenses bannières aux couleurs de la Corée et du Vati-can déployées dans le ciel par des bellons, était envahie, dès l'aube, par une marée humaine : près de 600 000 personnes. La majorité était lè depuis 5 ou 6 heures du matin, certains étant partis en pleine nuit de leur village. Une foule, en grande pertie, composée de gens simples. Contrarement à ce qui se passe souvent lors des messes en plein air cé-lébrées par le pape, l'attention de l'assistance n'a pes faibli un instant l'assistance n'a pas faibli un instant durant les quetre heures qu'a duré la cérémonie: Jusqu'aux range les plus reculés, tout le monde chantait ou-prisit, agenouillé sur l'asphaite; les-femmes, dans leurs targes robes tra-ditionnelles aux couleurs chatoyames déployées en corolles autour d'elles. Une piété profonde qu'un Polonais comparait à celle de ses concitoyens et dont témoigne le silence presque Jean-Paul II vénéra les reliques des

Cent trois canonisations

martyrs.

Ces cent trois martyrs des quatre grandes vagues de persécutions que connut la Corée dans la première que estte canonisation — la première hors de Rome — furent aussi pour les catholiques coréens un motif de fierté, C'était surtout la reconnaissance du long et douloureux chemi-nement de la foi dans leurs pays (la Corée compte près de dix mille mertyrs). Une foi dont on ne peut contester le caractère national puisque les premiers chrétiens furent des lettrés qui avaient été puiser en Chine

le message du Christ. Cette canonisation était aussi un hommage rendu à l'action des Mis-sions étrangères de Paris, dont l'apostolat en Corée commença au début du dix-neuvième siècle (1). Dix

DIX SAINTS FRANCAIS

Dix martyrs français figurant permi les canonisés de Sécul, II s'agit de trois évêques : Siméon Berneux, Antoine Daveluy et Laurent Imbert, ainsi que de sept prêtres des Missions étrangères de Paris : Pierre Aumître, Louis aulieu, Just Ranfer de Bretsnières, Jacques Chastan, Henri Dorie, Luc Huin, Pierre Maubant. Ils ont átá suppliciés entre 1839 et 1866.

La canonisation des cent trois martyrs de Séoul place désor-mais la Corée du Sud aux premiers rangs des pays class le nombre de leurs saints. A ce palmarès, l'Italie occupe la première place, suivie de la France et de l'Espagne.

missionnaires qui périrent durant les persécutions (la liberté raligiause ne fut accordée qu'en 1896).

Lorsque, revêtu du vêtement de deuil coréen (sang bok) - robe de chanvre blanc, chapeau de pail large bord et petit morceeu de tissu tendu entre deux bâtons pour se cechar la visage, — le père Pelisse, ré-gional des Missions étrangères de Paris en Corée, a remis au pape un énorme paquet contenant la réplique des effets qu'il portait, il rappelait comment ses prédécesseurs étaient arrivés clandestinement en Corés, prenant comme ils pouvaient cette langue particulièrement complexe qu'est le coréen, ils revêtaient cet habit de deuil pour se cacher et gegner la petite communauté qui les at-tendait. La personne en deuil, en Corée, était, en affet, traditionnellement considérée comme coupable d'avoir laissé mourir les siens et on ne lui

adressait pas la parole. Ce strata-gème à permis aux missionnaires, se cachant le jour et circulant de nuit, d'aller à la rencontre des chrétiens

pour leur donner les sacrements. « La magnifique éclosion de l'Eglise en Corée aujourd'hui est le fruit du témoignage héroique de ses martyrs », a déclaré Jean-Paul II, qui a fait également l'éloge de l'action des Missions étrangères de Paris. « Comme à toute grande fête, a-t-il ajouté, nous pensons inévitablement à ceux qui nous sont chers et qui n'ont pas pu venir partager notre joie : ces frères qui se trouvent dans le nord du pays, mais aussi en Chine, d'où la conneissance du Christ est passée en Corée. Nous prions pour qu'ils restent attachés au témoi-grage è rendre à leur foi. » En 1945, il y avait trois cent mille chrétiens surtout des protestants - dans le nord de la Corée. On estime que cinquante mille y vivent encore leur foi plus ou moins clandestinement.

Le pape paraît evoir trouvé au cours de sa visite en Corée cat équilbre, qu'il cherche souvent dans ses voyages dans des pays à le situation politique délicate, entre son souci de ne pas provoquer les autorités et sa préoccupation de rappeler certaines valeurs. Jean-Paul II a voulu consa-crer la position de l'Eglise coréenne qui se veut aujourd'hui une force modératrice, mais aussi le refuge d'un certain nombre de principes. Pour les Coréens, le christianisme

représente l'origine de la tradition li-bérale. Aujourd'hui, dans un climat politique qui ne laisse guère de place à l'opposition et sous un régime peut-être plus subtil dans son contrôle que le précédent, l'Eglise catholique apparaît comme une ge-rantie (pour beaucoup de travailleurs notamment, les Eglises chrétienne, catholique et protestar catholique et protestante, sont les seuls interlocuteurs en l'absence de

Le pape a illustré cette ettitude. D'abord lorsqu'il a rappelé, dès son vée, que i gouverner, c'est servir a une formule qui n'a pau menqué de frapper une population imprégnée de confucianisme. A Kwangju en-suita, la ville martyre, il a certes ex-horté les habitants à assumer la « défi du perdon », mais à aucun mo-A Taegu, dans son message aux jeunes prêtres, il a certes affirmé que tout en cherchant à être du côté du faible et de l'opprimé, le pestaur ne devait pas se leisser guider par un autre mobile que l'amour des autres. Mais, afin de couper court aux spéculations qu'avait provoqué ce passage de son discours (la presse coréenne titrait : « Le pape appelle les prêtres à ne pas soutenir les éssidents »), l'ambassade du Saint-Siège en Corée a, fait rare, diffusé un communiqué selon lequel de telles interprétations étaient dénuées de tout fondement.

De même, devent les ouvriers à Pusan, il a rappelé certains principes qu'une classe dirigeante emportée par l'essor industriel tend à négliger. « Trop souvent, a déclaré le pape, l'homme est traité comme un simple instrument de la production, tel un outil qui devrait coûter le minimum tout en produisant le maximum.» « Je sais, e-t-il ajouté, à quel point, solidaires de vos concitoyens, vous avez eu à souffrir, et vous souffrez encora, pour la naissance de cette

terre nouvelle » dans votre pays. Souvent confrontés à l'incompréhension, à l'indifférence, à des harcèlements même, vous avez porté la croix avec patience et courage. » Des propos qu'apparemment certains dirigeants d'entreprise n'avaient pas souhaité que leurs ouvriers en dent : selon un missionnaire de Pusan, beaucoup de patrons n'avaient pas donné de congé à leurs ouvriers pour aller écouter le pape. Certains prêtres ont pu se demander si le discours de Pusan e n'était pas passé au-dessus des têtes », regrettant que le pape n'ait pas été plus concret. D'autres soulignent l'importance du geste symbolique qu'il a eu lorsqu'il embrassa l'ouvrier qui venait de dé-noncer dans son discours d'accueil

Un semblant d'attentat

e les mauvaises conditions de travail at de vie qui paralysant la plupart

Jean-Paul II a quitté Séoul alors que règne encore l'euphorie qu'a engendrée sa visite. Mais beaucoup dans l'opposition se demandent quelles seront les suites de ca voyage. Certains craignent qu'après un relatif relâchement, les contrôles politiques ne reprennent de plus belle. C'est notamment le sentiment des étudiants, empêchés de sortir de leurs universités durant toute la visite. L'un d'eux a bien crié, lors de la rencontre du pape avec les jeunes, dimanche soir : « Je suis de Kwangju, vous devez savoir qu'il y a des gens qui sont opprimés. » Mais il ne s'est pes instauré un véritable disloque entre l'assistance at Jean-Paul II, les questions qui lui étaient adressées (sur l'absence de liberté de la presse, les conditions de travail) révélant pourtant de profondes

Une seule ombre au à ce voyage : un semblant d'attentat. Dimanche matin, alors que le pape se rendait à la cathédrale, à bord de sa voiture penoramique munie de vitres pare-balles, un jeune homme de vingt-deux ans surgissait de la foule une arme à la main, pointée en direction du véhicule. Puis, il jets à terre son tolet qui se brisa en mille morceaux : ce n'était qu'un jouet. Alors que le jeune assaillant se retournait vers la foule, les bras levés en signe de triomphe, il était aus par la police.

Selon cetta demière, il s'agissait d'un déséquilibré. Les interprétations sur ce semblant d'attentet divergent : pour les une c'est un défi des étudients à un service d'ordre qui voulait démontrer son efficacité (à chaque cérémonie, ceux qui voulaient y assister devaient déposer leur carte d'identité et leur nom était enregistré sur l'ordinateur de la police); pour d'autres, il s'agissait d'un moyen de détourner l'attention de la rencontre que le pape avait, à la cathédrale, avec des opposants, comme M. Kim Yong San, ancien président du Parti démocrate, aujourd'hui dissous, qui lui a demandé de prier pour les opposants en prison.

PHILIPPE PONS.

(1) Sur l'histoire de l'évangélisation en Corée et l'action des Missions étran-gères de Paris, celles-ci viennent de pu-blier un livre en s'appuyant sur leurs ar-chives : Cent trois martyrs en Corée, édition le Sarment-Fayard.

Le trentième anniversaire de Dien-Bien-Phu

Hanoî a célébré avec discrétion le trentième anniversaire de Dien-Bien-Phu, alors que la situation reste tendue à la frontière sinovietnamienne et semble se calmer à la frontière khméro-thailandaise. A cette occasion, le premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong, a déclaré à l'hebdomadaire américain Newsweck que « la porte était u-ouverte » à une normalisation entre Hanoi et Washington : « Il n'y a 10 aucune condition à cette normalisation si ce n'est le désir et la bonne volopté des deux côtés. (...) Nous sommes un peuple patient, nous pouvons attendre », a-t-il ajouté, avant d'affirmer qu'« il n'y a aucune base soviétique à Camranh ou ailleurs dans le pays. (...) Les facilités que nous avons données à l'URSS dans nos ports et aéroports sont du genre de celles accordées par n'importe quel pays à une nation amie. .

D'autre part, à Washington, la bibliothèque du Congrès a rendu public, le 4 mai, le premier volume d'un document préparé à la demande de la commission des affaires étrangères du Sénat sur les origines de l'engagement américain au Vietnam depuis 1945. Selon des propos cités de Foster Duller, ancien secrétaire d'Etat, les Etats-Unis étaient prêts en 1954, après Dien-Bien-Phu, à utiliser la bombe atomique sur le Vietnam et à courir le risque d'une guerre avec la Chine si le Vietminh « déclenchait une offensire pérale » au sud du 17º paralièle. Ce texte fixe au 8 mai 1950 - quand générale » au sud du 17º paramete. Ce texte time au 0 mm 2000 apresent de Foster Duller, annonça que les États-Unis allaient fournir une aide directe au Vietnam – la date du début de l'engagement américain dans ce pays.

A Hanoï, une célébration marquée par la simplicité et l'austérité

Correspondance

Hanoï. - Des cérémonies à Hanoï et à Dien-Bien-Phu ont marqué, les dimanche 6 et lundi 7 mai, le trentième anniversaire de la bataille de Dien-Bien-Phu. C'est la première fois depuis la défaite du corps expéditionnaire français devant les forces vietminhs du général Vo Nguyen Giap que cet anniversaire prend un certain relief. Une cinquantaine de iournalistes occidentaux ont ou à cet occasion se rendre au Vietnam et sur le site même de la bataille dans les semaines qui ont précédé ces manifestations.

Un meeting, qui a réuni plusieurs centaines de personnes, s'est tenu lundi salle Ba-Dinh, dans la capitale vietnamienne, en présence des membres du gouvernement. A Dien-Bien-Phu même, un spectacle folklorique des huit minorités ethniques que compte la province de Laichau, dont dépend le district de Dien-Bien, a été présenté lundi dans le stade de 15 000 places construit pour les cérémonies, en présence des dirigeants de la province et de quelques person-nalités venues de Hanoï, mais en l'absence du corps diplômatique, qui s'était rendu précédemment sur

La capitale vietnamienne s'est donné un petit air de fête pour ce trentième anniversaire. Des manifestations des pionniers et des « forces vives a de la nation ont ouvert dimanche le programme des festivités dans le centre de Hanoï, pavoisé de guirlandes, de drapeaux et d'oridaille des combattants de Dien-Bien-Phu. Elles ont été suivies en soirée de deux concerts de musique opposicale en face de la Banque centrale, surmontée d'un immense portrait de Ho Chi Minh et sur les bords du « petit lac », lieu de prome-nade favori des Hanoïens.

Le 7 mai n'a pas été retenu comme jour férié au Vietnam. L'heure n'est pas aux commémora-tions de grande envergure, et le mot d'ordre de cel anniversaire -« Exalter l'esprit de lutte des com-battants de Dien-Bien-Phu asin de poursuivre la construction du socialisme et de renforcer la sécurité du Vietnam - - est suffisamment clair pour qu'on ne se méprenne pas sur la portée de ces cérémonies. Leur simplicité marque la volonté des dirigeants vietnamiens de ne pas s'engager dans des dépenses coûteuses et inutiles en de telles circonstances. La nouvelle rigueur économique dominera d'ailleurs en juin prochain

les travaux du plénum du comité central du Parti communiste. Dans ce pays qui vit toujours une période de ni paix, ni guerre, l'autre point de mire est la situation . très tendue . sur la frontière chinoise.

La Chine dénoncée

Ironie de l'histoire, la Chine, qui a fourni une aide précieuse aux forces du général Giap à Dien-Bien-Phu, est aujourd'hui dénoncée au même titre que les - colonialistes - français et les « impérialistes » américains. Cette synthèse entre les différents ennemis passés ou présents du Vietnam est présentée dans des expositions de photos en plein air. Elles résument les trente dernières années de l'histoire du Vietnam par des documents choes : la reddition du général Christian de Castries, l'entrée des chars nord-vietnamiens dans le parc du palais présidentiel à Saigon, le 30 avril 1975, et une colonne de prisonniers chinois confiés à la garde de jeunes paysannes ton-kinoises en février 1979.

· La Chine nous a aidés pour nous tenir sous sa coupe, mais la politique de notre parti prône l'in-dépendance, souligne le général Giap. Je voudrais souligner qu'il existe une continuité dans le temps entre l'aide chinoise là Dien-Bien-Phu] et les attaques actuelles. »

Il est vrai que cette année les de part et d'autre de la frontière. Les journalistes présents dimanche dans la zone de Langson, à 150 kilomètres au nord de Hanoï, confir-ment la réalité de la tension. L'ag-glomération même, qui a subi d'importants dégâts en février 1979, lors de l'offensive chinoise, se prépare à toute éventualité en creusant des abris personnels.

Profitant du passage à Hanoï de la presse internationale, les autorités vietnamiennes ont présenté deux soldats chinois faits prisonniers le 28 avril dernier à 300 mètres à l'intérieur du territoire vietnamien. Une telle mise en scène n'avait pas eu lieu depuis 1979.

Page encore difficile de l'histoire entre la France et la Vietnam, la bataille de Dien-Bien-Phu a été commémorée avec retenue à l'égard de la France. Des rumeurs persistantes avaient annoncé la venue du général de Castries et d'une importante déiépation d'anciens combattants français de la « cuvette » (1). Il n'en a rien été. A Dien-Bien-Phu, les Vietnamiens ont fêté entre eux cette vic-

Mais, dans l'avenir et depuis l'ouverture du site cette année aux étrangers, les « anciens » de Dien-Bien-Phu obtiendront toutes les facilités pour s'y rendre. Un autre geste à l'égard de la France sers la pose, dans les prochaines semaines, d'une stèle à 200 mètres de l'ancien quartier général français. Il s'agit d'un lieu où auraient été enterrés de nombreux soldats tués dans les dernières semaines de la bataille. « Les relations entre la France et le Vietnam sont bonnes. Nous souhaitons que la France contribue à la paix dans le Sud-Est asiatique », a déclaré le général Giap.

JAMES BURNET.

(1) Le général de Castries avait suscité une violente polémique avec d'au-tres « anciens d'Indochine » pour avoir assisté, le 6 juin 1972, à une réception donnée à Paris par Mª Binh, qui dirigeait la délégation du GRP sudvietnamien à la conférence de Paris. Un autre ancien de Dien-Bien-Phu, le général Bigeard, avait assisté au déjeuner franco-vietnamien donné à l'Elysée en avril 1977 à l'occasion de la première visite officielle en France de M. Pham Van Dong. Il avait déclaré peu après : « Si j'avais êté Vietnamien, j'aurais été dans la résistance, car moi aussi j'aurai voulu ma liberté - (le Monde du 26 avril 1977). [NDLR]

Christianisme et « culte du cargo »

Quittent la Corée, où le christienisme naquit spontanément, le pape arrive en Papouasie -Nouvelle-Guinée dans un pays qui fut per excellence une terre de missions. C'est, aujourd'hui, la seule nation à avoir inscrit dans sa Constitution : « Ce pays est fondé sur la religion catholi-

L'évangélisation de la Papoua-sie-Nouvelle-Guinée, découverte au seizième siècle, mais qui ne commença à prendre une cer-teine importance qu'au début du vingtième comme colonie répar-tie entre la Hollande, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, avant de passer sous la tutelle australienne, débuta, en 1847, avec l'arrivée des pères maristes. Un des premiers martyrs fut, en 1845, un évêque missionnaire français, Mgr Jean-Baptiste Epalle, tué à coup de hache par un indigène qui voulait s'approprier son anneau épiscopal.

Décimés par les fièvres et l'insalubrité, les maristes seront remplacés par des Pères des missions étrangères de Milan. Mais ceux-ci durant aussi se retirer après l'exécution de l'un des leurs (Giovanni Mazzuconi, béstifié par Jean-Paul II en tévrier dernier). Ca furent finalement les sionnaires du Sacré-Cœur qui, en 1884, créèrent une base solide pour leur apostolat.

La Papoussie - Nouvelle-Guinée est une des terres de missions les plus difficiles. Non seulement en raison du climat et des conditions géographiques (ce qu'on appelle « l'enfert vert »), mais aussi à cause des difficultés que présente la traduction de la doctrine chrétienne dans un langage conforme aux traditions lo-cales. Les risques sont grands. Le christianisme a en fait été longuement perverti par les cargo, Fayard, 1974.

c'est toute l'histoire du « culte du cargo » (1), fondé sur la croyance indigène que les mar-chandises auropéennes - c'està-dire les cargos, bateaux ou car gaisons — avaient une origine divine. La caractéristique fondamentale de la religion tradition-nelle était en fait son matérialisme : plus qu'un véhicule de valeurs spirituelles, elle se présentait comme une pratique grâce à laquelle l'homme pouvait garantir son bien-être. « La chris-tianiame, écrit Peter Lawrence, fut refondu dans le même moule. Le thème central était que Dieu prête attention à l'homme et prend soin de ses intérêts ici-bas. Ainsi tous les grands enseignements de la nouvelle religion — la création, la chute d'Adam, le déluge, la résurrection et le re-tour du Christ — étalent-ils vidés de leur spiritualité et prenalent-ils une signification entièrement the de l'origine du cargo. »

Au demeurant, les croyances au cargo « chrétien » furent délibérément propagées par des auxiliaires indigènes des missionnaires, notamment pendant l'entre-deux-guerres, pour ac-croître le nombre des conversions. Autour du culte du cargo, qui connut plusieurs formes suc-cessives au début de ce siècle, se constitue en outre une sorte de « nationalisma embryonnaire » s'opposant à la domination européenne. La force politique qu'a constituée le mouvement « car-goiste » a certes périclité. Mais les croyances ne se sont peut-. être pas entièrement étaintes.

Ph. P.

(1) Peter Lawrence, le Culte du



RADIDACTIVITE IENAGE DOVERDOSE

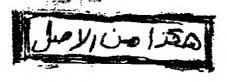
On ne la voit pas, on ne la sent pas, mais elle est partout et peut nous tuer. Même à petites doses, la radioactivité est dangereuse pour notre santé. Science & Vie a décidé de rompre la loi du silence et de tout dire sur les dancers des rayonnements ionisants.

Egalement dans Science & Vie :

- Pirater Canal Plus, est-ce possible?
- La génétique moderne, 100 ans après la mort de Mendel.
- Un vaccin français pour sauver 10 millions de chiens.

En vente partout 12,50 F





Etats-Unis

VAINQUEUR DE LA PRIMAIRE DU TEXAS

M. Mondale accentue son avance sur ses concurrents

De notre correspondant

Washington. - Remportant haut la main, samedi 5 mai, l'élection primaire du Texas (1), M. Walter Mondale a indiscutablement pris desormais l'avantage sur M. Hart dans la course à l'investiture démocrate. Aucun de ses deux adversaires n'est pourtant disposé à lui concéder dès aujourd'hui la victoire - ni le candidat noir, M. Jackson. arrivé, lui, ce même samedi, premier convention en sa faveur. en Louisiane, ni, moins encore, le sénateur da Colorado, qui refuse de s'avouer vaincu.

Une lutte complexe s'engage maintenant entre les trois hommes, et il n'est pas sur qu'elle ne se prolonge pas jusque et pendant la convention de juillet à San-Francisco. Ce serait là la pire des hypothèses pour M. Mondale, qui souhaiterait faire au plus tôt l'unité du parti sur son nom, afin de pouvoir, ses arrières assurées, se consacrer entièrement à la bataille contre M. Reagan, dont les télévisions vont diffuser, d'ici à deux semaines, les premiers messages publicitaires.

Malheureusement pour lui, l'intérêt de MM. Jackson et Hart est tout différent. Le premier considère que, plus il fera attendre son ralliement,

plus l'appareil démocrate et M. Mondale feront, pour l'accélérer, de concessions sur la place des Noirs dans le parti. Quant au second, il espère apparemment qu'en se main-tenant envers et contre tout jusqu'au 16 juillet, il parviendra à mettre en doute la crédibilité de l'ancien viceprésident et à retourner ainsi la

Numériquement parlant, M. Hart n'a plus aucune chance d'arriver à San Francisco avec l'investiture dans la poche. Avant même de le battre de quelque vingt-deux points dans le Texas, M. Mondale disposait déjà de deux fois plus de délégués élus que lui (1212 contre 644). Pour obtenir la majorité requise à la convention (1 967 voix sur 3 933), le sénateur du Colorado devrait donc remporter presque cent pour cent des votes dans les élections à venir. Il gagnera sans doute, ce lundi, le soutien de son propre État, mais perdra sans doute aussi mardi dans l'Ohio, l'Indiana et le Maryland. Son seul espoir est en conse quence d'obtenir le 5 juin, dernier jour des primaires, une très nette victoire en Californie, où les son-

dages lui donnaient encore récemment cinq points d'avance sur son adversaire et où seront en jeu trois cent quarante-cinq délégués, la plus nombreuse délégation à la conven-

Si M. Hart réussissait ce pari, M. Mondale ne serait alors proba blement pas en position de se faire élire au premier tour à San Francisco, le choc psychologique serait grand, et les nouvelles règles du parti n'obligeant pas les délégués à rester fidèles au candidat en faveur juquel ils ont été élus, un spectaculaire retournement de situation serait théoriquement possible. C'est la raison pour laquelle M. Hart a déclaré des samedi qu'il n'entendait nullement se présenter avec M. Mondale comme vice-président et qu'il allait - obtenir l'investiture et être élu à la présidence des Etats-Unis ». Pour cela, il compte essentiellement faire valoir que l'intérêt du parti est de l'investir puisqu'il aurait plus de chances que M. Mondale de battre M. Reagan.

L'ennui pour M. Hart est que cet argument est de moins en moins fort : s'il est vrai que le président sortant a, dans les derniers sondages, moins de points d'avance sur M. Hart que sur M. Mondale (9 contre 13), cette différence s'est régulièrement réduite depuis mars et n'est plus aujourd'hui que minime. Pour l'élargir à nouveau condition indispensable d'un maintien dans la course jusqu'à la primaire de Californie, - le jeune séna-teur devrait redoubler d'attaques contre l'ancien vice-président, afin d'essayer de remobiliser derrière lui les démocrates modérés, les indé-pendants et les républicains libéraux. C'est ce qu'il a fait depuis trois semaines, notamment en dénonçant violemment la faiblesse de « l'admisistration Carter-Mondale - lots de l'affaire des otages de Téhéran, mais cette tactique est dangereuse.

M. Hart s'entête

Outre qu'elle ne lui a guère réussi jusqu'à maintenant, elle choque nombre de démocrates, qui estiment que M. Hart donne ainsi des armes à M. Reagan. Cette démarche est, de surcroît, essentiellement négative, alors même que M. Hart souffre, avant tout, de n'avoir pas su donner un contenu réel à ses « nouvelles idées ». L'aspiration à un renouveau du Parti démocrate est certainement forte dans l'opinion américaine. C'est elle qui explique l'ampleur des premiers succès du jeune sénateur, mais encore aurait-il fallu, pour pouvoir la capitaliser, qu'il ait à propo-

ser un programme cohérent. A priori, M. Mondale devrait pouvoir faire rapidement lächer prise à son persévérant adversaire, s'il arrive à le faire apparaître comme le seul obstacle à l'unité des démocrates, c'est-à-dire à obtenir le soutien de M. Jackson. Cela sem-

blait en bonne voie, jeudi dernier après que le candidat noir eut accepté de le rencontrer à Dailas. pour étudier un compromis sur les conditions qu'il pose pour faire pleinement campagne contre M. Rea-gan, avec les démocrates, et leur pporter ainsi l'important paquet de

M. Jackson réclame essentielleent une modification de certaines des règles électorales du parti, qui défavorisent les minorités, et notamment les Noirs. Il voudrait ainsi que soient supprimées les primaires à deux tours, organisées dans dix Etats du Sud pour les élections locales et qui permettent aux voix blanches de se bloquer au second tour contre le candidat noir restant en lice. M. Mondale, l'appareil et certains elus noirs sont très réticents, car ils estiment que ce chan gement ne favoriserait, au bout du compte, que les républicains.

Problème plus délicat encore M. Jackson demande que soit également supprimé, dans les primaire présidentielles, le « palier » des 20 % es voix au-dessous duquel un candi dat ne peut prétendre à aucun délégué, et que soit, pour cette année même, corrigée la différence dont il souffre entre le pourcentage de voix qu'il a obtenu (17 %) et le pourcentage des délégués qui lui a été alloué (7%).

Il avait été envisagé, à Dallas, de charger une commission de person-nalités démocrates de trouver une solution satisfaisante pour tous. Sa constitution était déjà proche, lorsque, samedi, M. Hart a posé des conditions draconiennes pour y par-ticiper, en exigeant que M. Mondale rembourse au préalable quelque trois cent mille dollars que sa campagne avait indûment reçus des syn-dicats. Au même moment, M. Jackson - enhardi peut-être par sa victoire en Louisiane, où une forte abstention blanche lui a permis de remporter 40 % des suffrages

ses meilleures cartes. Plus longtemps M. Hart restera candidat, plus fort sera M. Jackson vis-à-vis du Parti démocrate, et plus longtemps M. Jackson restera dans la course, plus longtemps M. Hart de notre mort... » tie à trois se prolonge, M. Reagan peut envisager l'avenir avec

BERNARD GUETTA.

(1) L'élection du Texas s'est dérou-lée sous la forme de caucus, c'est-à-dire de multiples petites assemblées de quartier, et c'est la raison pour iaquelle on ne dispose encore que de résultats partiels. Avec 57 % des suffrages décomptés, M. Mondale avait 50,5 % des voix, M. Hart 28,1 % et M. Jackson 14,2 %. (2) M. Hart est arrivé deuxième en ouisiane avec 27 % des voix, devant

M. Mondale, 23 % des voix.

Ei Salvador

Sous la menace de la guérilla

(Suite de la première page.) La tension et l'inquiétnde étaient sensibles le 5 mai en fin d'après-midi dans cette localité. Les militaires patronillaient dans les rues de cette bourgade célèbre pour ses cérami-ques, et plusieurs centaines de réfu-giés, hommes, femmes et enfants, hébétés, chassés par les combats, étaient parqués sur une place.

Sur les pas de porte, les habitants commentaient la situation avec appréhension : « Ils sont tout près », en désignant les ruelles pentues vers le nord. Le président de la junte électorale, installé à la mairie, n'était pas très optimiste. «Nous risquons de ne pas avoir beaucoup de votants demain. » Le commandoment militaire, estimant la situation relativement stabilisée, décidait pourtant de retirer la moitié des bataillons spécianx pour les envoyer plus à l'est vers le Morazan et San-Miguel, zones traditionnellement vulnérables.

Sensuntepeque, à une trentaine de kilomètres d'Ilobasco, est la dernière bourgade importante avant la frontière de Honduras, située à une vingtaine de kilomètres plus au nord. C'est le bout de la route, dans un cirque de collines pittoresques. Samedi soir, le seul cinéma de la localité affichait : Le cauchemar commence à la tombée de la nuit. A Sensuntepeque, la mit de samedi à dimanche a été perturbée par de multiples coupures de courant et par des explosions. Là aussi, c'était l'attente et la perplexité, car la guérilla est tout autour de la petite ville. · C'est assez agité », admet le colonel Rivas, un gaillard athlétique qui commande le deuxième détache-ment militaire et est responsable de tout le département de Cabanas.

Mais les habitants n'ont pas perdu leur calme. Chacun de son côté, les responsables de la démocratie chrétienne, tout de vert vêtus, et ceux de l'ARENA, en bleu, blanc et rouge, ont préparé le scrutin avec beaucou de conscience et d'attention, à la lueur des chandelles et des lampes exprimés (2) - annonçait son inten- de poche. Au coin de la rue, les soition de rester, lui aussi, dans la dats faisaient claquer la culasse de course jusqu'à la convention et leur susil M-16; ils étaient de sacexpliquait que rien ne l'obligeait, tion à côté de la charmante église tout au contraire, à se priver si tôt de coloniale toute blanche. Devant une petite chapelle érigée en hommage à Bernadette de Lourdes, des enfants recueillis reprenaient sans cesse : «Sainte Marie, mère de Dieu, priez pour nous, maintenant et à l'heure

toutes les urnes étaient en place sous les arcades. Dès 8 heures, les ruelles en terre étaient envahies par des milliers de paysans venus des esviross à pied ou en camions affrétés par les militants du « Poissou» (les démocrates chrétiens) et par ceex de PARENA.

Le département de Cabanas est un fief de l'ARENA et M. Amaya, le député local de l'extrême droite, ne s'avoue certes pas battu. An volant de sa jeep recouverte d'un immense drapeau tricolore, en tec shirt et en jeans, il a déployé une grande activité, relançant les paresseux: « Tu as voté ?... »

Devant la maison du maire, au «aréniste», plusieurs centaines de nevent s'écrassient pour toucher eur - ticket-repas - ; une tradition Derrière leurs urnes, en plein air, les présidents de table étaient tous d'accord : « Aucun rapport avec la confusion du 25 mars. Cette fois,

Souriant, détendu, le colonel Rives contemplait les arcades, satisfait du travail de surveillance et de protection de ses hommes. Dans son secteur, un guérillero rallié, qui apporte son fusil, touche 200 pesos. -il y en a d'autres qui offrent 2000. Cest trop -, dit-il. Pius sérieux, il admet que - Cinquera, vide de ses habitants, et d'autre localités du département - sont occupées par la guérilla.

-

town or the second

 $c_{\mu}\circ b_{\mu}\circ a_{\mu}$

Un peu plus tard, à flobasco, c'était l'effervescence dans le poste militaire, commandé par le colonei Garcia. Le guérille, venait d'attaquer à la sortie du village. Trois camions bourrés de soldats filaient immédiatement sous les ordres d'un lieutenant vers le lieu de la fusillade, dont le fraces grandisseit. Le colonel Garcia, grand et rigolard, sautait, lui, dans une jeep, escortée d'un camion hérissé de fusils, pour faire la tournée des bureaux de vote avec le journaliste de passage. Il était visiblement heureux

La journée s'était, somme toute bien passée à llobasco, comme à Sensuntepeque. Les gens avaient l'air plus détendu, maigré la fusillade. Devant les uraes, bien rangées, il n'y avait presque plus personne. « C'est normal, dit un fomme en gilet ARENA; « cette fois il n'y a pas eu de bousculade...»

MARCEL NIEDERGANG.

Equateur

Le président Febres Cordero : un ingénieur conservateur

Selon des résultats non encore officiels, le candidat de la coalition conservatrice, M. Leon Febres Cordero, a remporté, le dimanche 6 mai, l'élection présidentielle en Equateur, avec plus de 47 % des voix, contre un peu plus de 43 % à son adversaire de la gauche modérée, M. Rodrigo Borja. Ce succès est une surprise à un double titre : M. Borja était arrivé en tête au premier tour le 29 janvier; et les sondages lui domaient une certaine avance pour ce second tour. Le résultat a été salué par de bruyantes manifestations de joie à Guayaquil, le grand port du Pacifique d'où M. Febres est originaire.

L'étu, qui recevra l'écharpe en août prochain de l'actuel président démocrate-chrétien, M. Osvaldo Hurtado, devra assumer son mandat avec une Chambre, élue le 29 janvier dernier, où la gauche est très fortement majoritaire.

M. Léon Febres Cordero, cinquante-trois ens, a été élu le dimanche 6 mai à la présidence de la République de l'Equateur, il est né en 1931, à Guayaquil, le grand port de la côte pecifique. Candidat de la droite et de l'oligarchie de ce pays de 8 600 000 habitants, il a une longue expérience comme chef d'entreprise. Sa formation, le Parti social-chrétien, s'est pré-semé aux élections à la tête d'une coalition de six partis conservatairs ou du centre-droit sous l'étiquette du Front de reconstruction nationale. Lors du premier tout, le 29 janvier, il était arrivé en seconde position : son adversaire de la gauche modé-rée, M. Rodrigo Borja, l'avait de-vancé d'une très courte tête.

Parlementaire depuis 1966, ce personnage haut en couleur, à l'épaisse crimère argentée, qui lui a valu le surnom de « Lion » (allusion également à son prénom), s'est fait remarquer l'année dernière par ses virulentes mises en accusation du gouvernament du président démocrate chrétien, M. Osvaldo Hurtado, à la Chambre des représe

Tout au long de le campagne électorale, qui a duré plus de huit mois, M. Febres a percouru le pays de long en large. It a usé du style direct, impulsif et perfois même brutal des gens de la côte, en contraste avec celui, plus réserve, de son adversaire social-démocrate, M. Rodrigo Boria, homme de la sierra.

M. Febres Cordero est marié et père de quatre filles. Après des études secondaires à Guayaquil, il a suivi des cours de formation comme ingénieur aux Etata-

M. Shultz cherche à limiter le caractère « extraterritorial » des lois américaines

Dans un discours prononcé sa-medi 5 mai à Columbia (Carolinedu-Sud), M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, s'est efforcé de tempérer les effets des tentatives, entreprises récemment tant par le gouvernement de Washington que par le Congrès ou même les Etats américains, d'obliger les alliés et partenaires des Etats-Unis à se soumettre aux lois des Etats-Unis. Ces disputes sur l'« extraterritorialité », a-t-il dit, e pourraient devenir une menace plus grave contre nos intérêts économiques que ne le sont actuellement les problèmes de tarifs, de quotas et de taux de change ». Elles risquent d'« envenimer la coopération politique entre les démocraties occidentales » et de saper le fondement moral de notre défense commune », a-t-il ajouté, après avoir noté que les mesures prises par Washington en 1981-1982 pour em-pêcher les filiales européennes des firmes américaines de participer à la construction du gazoduc soviétique avaient « considérablement mui » aux relations entre les Etats-Unis et l'Europe.

M. Shultz n'a pes pour autant annoncé une renonciation au principe de l'extraterritorialité, mais il a demandé que celui-ci soit appliqué · compte tenu des intérêts en jeu, qu'ils soient américains ou étrangers, polítiques ou économiques, à court ou à long terme ». Le secrétaire d'Etat a suggéré à cet effet une démarche en quatre points : un accord devrait être recherché avec les alliés sur quelques principes de base visant à limiter les exportations de

technologie avancée vers les pays communistes; les Etats-Unis ne devraient appliquer d'éventuelles sanctions commerciales qu'après « avoir essayé de prendre en considération les intérêts étrangers »; les diverses branches de l'administration américaine devront consulter le département d'Etat « lorsqu'elles envisagent de prendre des mesures pouvant éveiller à l'étranger les susceptibilités relatives aux conflits de juridiction »; enfin les Etats-Unis cherchent à mettre au point, par l'intermédiaire de l'OCDE et de l'ONU, des procédures permettant une consultation préalable dans les cas de ce genre.

A TRAVERS LE MONDE

and the second of the second o

Angola

 CONDAMNATIONS MORT. - Trois membres de l'Union nationale pour l'indépen-dance totale de l'Angola (UNITA) ont été condamnés à être fusillés, et cinq autres à des peines de prison de deux à vinga-trois ans, a annoncé, diman-che 6 mai, la radio de Luanda. Le procès des huit membres de 'UNITA, mouvement rebelle soutenn par l'Afrique du Sud, s'était ouvert le 30 avril dans la

ville de Menongue. ~ (Reuter.) Irlande du Nord

INCIDENTS ENTRES RÉPU-

L'ORDRE - Un soldat britannique a été bleasé par l'explosion d'une bombe et quatorze mili-tants républicains out été arrêtés après des incidents survenus en Irlande du Nord dimanche 6 mai. Les républicains, qui manifes-taient à l'occasion du troisième anniversaire de la mort de Bobby Sands, militant de l'IRA, mort d'une grève de la faim dans la prison de Long-Kesh, se sont attaqués à des commissariats et à des patrouilles militaires à Belfast et

Mauritanie

à Lurgan. - (AFP.)

 ARRESTATION DE M. BABA BLICAINS ET FORCES DE MISKE, - M. Ahmed Baba

Miske, ancien ambassadeur de Mapritanie à l'ONU, ancien porte-parole du Front Polisario, a été arrêté le 24 avril à Nouskchott, a annoncé sa famille à Paris. Sa détention serait liée aux récentes arrestations opérées en Mauritanie à la suite de la découverte d'un « complot prolibyen ». Se famille affirme que dépuis le changement de régime en 1978, M. Baba Misicé « a toujours démontré son soutien aux autorités; et s'est volontairement écarté de toute activité politique - Il avait déjà été assigné à

résidence à Akjoujt, sa région natale, de décembre 1980 à mars 1982

The same of the sa



LE TIERS-MONDE ET LES BANOUES (Claude Julien)

ET LA GESTION DE LA CRISE Eurocommunisme, eurogauche : les germes du changement (Litty Marcou).

LES PC OCCIDENTAUX

- En Italie : face à la nouvelle initiative des travailleurs (Adriano Guerra).
- En França: une certaine difficulté d'être (Jean Rony). ● En Espagne : fatale quête du «possible» (Edouardo Haro
- VERS UNE REPRISE DU COMMERCE EST-OUEST

(Marie Lavigne)



Un parcours de trente ans

Manière de voir (Claude Julien). - De l'enthousiasme au dénigrement : le recul des grandes espérances révolutionnaires (Paul-Marie de La Gorce). - D'une modernisation à l'autre : l'espoir, la prospérité et puis l'angoisse (Philippe Messine). -L'explosion de l'audiovisuel : spectacles du réel et simulacres de la fiction (Ignacio Ramonet).

DESTRUCTION ET CHATIMENT AU NICARAGUA (Richard J. Barnet et Peter Kornbluh)

> TRANSFORME LES ENTREPRISES (Hubert Kempf) SÉCHERESSE ET DÉSERTIFICATION

OUAND L'EXPLOSION DES SERVICES

DANS LE SAHEL ● Le climat et les hommes (Claire Brisnet).

- Un problème politique majeur (Edgard Pisani). Au-delà du fatalisme : que faire ? (Jacques Bugnicourt).
- La double crise énergétique et alimentaire (Bernard Duhamel).

L'ÉGYPTE AFFAIBLIE ET DANS L'ATTENTE La résurgence du Wafd et les calculs de M. Mouberak (Mohamed Sid-Ahmed). — Un islam populiste (Ellis Goldberg).

Wichiriati ad-variation. — En islam populisti (chis Golderg).

— Un modèle «non industriel» de croissance (Mohamed Abdel-Shafei Eisa). — La grand déclin de l'agriculture (Christine de Sainte-Merie). — Crise d'identité, crise des valeurs (Amina Rachid). - Ecrivains confinés dans l'isolement (Sayed Al-Bahrawi). - Ecrans témoins (Marie-Christine Aulas).

- Les Israéliens peuvent-ils renoncer à un contrôle direct du Sud-Liban? (Geoffroy Aronson).
- Mozambique exsangue : le prix de la sécurité (Colette Braeckman).
- Document : les «Mémoires» d'Enver Hoxha, récit d'une ruoture avec le Kremlin. Les livres du mois.

EN VENTE: 11 F, CHEZ LES MARCHANDS DE JÖURNAUX ET AU «MONDE» 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Magagine for a first and a second 66 1 W V THE ... Service Charles and the 暖を 成す でん Mary 25.7

10 m

Cordero : www.teur 🖦 bi vanina - Se a

MERCHANISM AND

♦ Nyaastaya isina ma SERRE DESCRIPTION OF THE many fight size with the control Marie de proposition de la constant THE CONTRACT WAST Mar de Posto with the same and the same

William St. Co. Co. Co. ABOVE A PART

🚜 Mar 5, 111

Marie . 1888 B. 121 Phys. 15

200

 $\min_{\boldsymbol{x} \in \mathcal{X}_{k+1} \cap \mathcal{X}_{$ **電多字和**-***! · · · ·

BOOKER STOLEN STOLEN September Service 1 1 1

Be at 1 To 1

to The water aspur Pares

an **a**ssert de les No. Sec. 15. 144-17. property of the second 1848 20 v 1 1 1 1

. S.76 .

3 . 5 . . A 412 " . 50 %

: R '4 ' \$100 1 - " " 14 A 18 1 1 1

. 4"

≌′ ·

R. .



Le socialisme grec à l'épreuve

(Suite de la première page.) désormais les deux fonctions à la En premier lieu, donc, considérer tête d'un grand ministère de l'éconoavec circonspection la rigueur de mis et des finances, chargé de met-certains indicateurs économiques, tre en œuvre une certaine politique tant semble développée cette face d'austérité. Mais il manque un complément d'explication, à savoir la fa-con qu'a le premier ministre de tran-cher de manière impulsive et sans s'embarrasser de précautions : faits du ponce, « politique de sultan » ou coupe de maître d'un très habile tac-ticien, dira-t-on selon la sympathic qu'on lui porte.

THE PARTY OF THE P

statistiquement - et l'iscalement -

cachée de l'activité : elle va des dou-

bles ou triples emplois aux multiples

services, artisanats, petits com-

merces au noir, en passant par les sommes d'argent colossales qui se jouent chaque soir dans Athènes on

par le paysan qui - onblie - de fac-

Se départir, en second lieu, de

tonte approche comparative sur le thème tentant de « deux uns et denn

de socialisme à l'épreuve du réel».

La Grèce, marquée par son histoire récente et douloureuse, n'est compa-rable qu'à elle-même. Et si l'on ren-

contre dans les hautes sphères gou-vernementales des hommes qui évoquent le quartier Latin dans le langage un rien rêtro des étudiants

des années 60, il faut se souvenir que

cette période reste pour eux d'abord celle de l'exil, pour d'autres celle de

Renoncer, en troisième lieu, à l'analyse logique, au pied de la let-tre, des discours politiques, car ils ont ici une foaction sentimentale,

psychologique ou tactique, plutôt qu'une valeur de message.

Tenir compte, enfin, de ce qui est la clé du socialisme grec, à savoir la personnalité du premier ministre.

Allez savoir, par exemple, pour-

nances, a été remercié au mois de

mars, ajoutant son nom à la liste

dejà longue des ministres « défences-tres » depuis l'arrivée au pouvoir du PASOK. « Il était impliqué dans un scandale », affirment les uns étun air entendu, faisant allusion à Tune des innombrables « affaires » qui

font les belles heures des cafés de la place Kolonaki et les manchettes des

vingt et un quotidiens nationaux (pour neuf millions d'habitants).

· C'est la dernière victime d'une va-

gue d'épuration qui écarte au ra-SOK les éléments prosoviétiques », déclarent certains, péremptoires. « Il était en conflit avec le ministre ue d'épuration qui écarte du PA

de l'économie », prétendent d'autres

encore - version qui semble la plus

plausible lorsqu'on sait d'où vien-

nent les deux hommes : l'un ism de la province et qui doit tout au parti, l'autre, M. Arsenis, économiste de

stature internationale, qui capaule

la prison on du camp.

turer sa production d'oranges.

Un talent

de rassembleur M. Papandréou est arrivé au pouvoir porté par un parti qui n'a cocore jamais tenu de congrès constitutif ni élu ses dirigeants. Ce parti, créé en 1974, à la chute des colonels, voulait être d'abord un mouvement et, avant de formuler un programm politique précis, occuper le vide en-tre une gauche communiste, prosoviétique, comme on n'en fait plus en Europe occidentale, et une droite démocratique qui n'avait pas de concurrent véritable. Grâce, en grande partie, an taleat de rassem-bleur de son chef, le PASOK est passé, en sept ans et en trois élec-tions, de 11 % à 48 % des voix. Il a railié, chemia faisant, les troupes modérées de l'ancienne Union du centre, des marxistes purs vovant en lui la seule chance pour la gauche d'arriver au pouvoir, d'anciens résis-tants aussi bien que des générations blus jeunes qui avaient connu dans l'exil les influences des gauchismes européens ou de la gauche améri-caine, ou encore les franges d'une droîte tranquille qui, sentant le vent tourner à partir de 1977, a progressi-

vement amoroé son virage. Dans un rassemblement aussi large et aussi puissamment dominé par son chef, il est difficile de repérer des constantes politiques dans les mises à l'écart ou les favoritismes; il est difficile aussi de discerner les

courants qui - faisant abstraction des querelles de personnes - incar-neralent un véritable débat politique Le PASOK va tenir son premier congrès national. Objectif : tenter de resserrer les rangs et se faire de la

Normaliser les statuts du parti et le réorganiser, dit l'un de ses responsables, qui recomaît candidement que 20 000 membres sont à présent mèlés de près ou de loin à la gestion des affaires de l'Etat, ce qui veut dire que plusieurs générations de cadres et de militants ont été absorbées par l'accession au pouvoir ». Le congrès clira un nouveau bureau politique, mais personne n'imagine pontique, mais personne i magni-qu'il pourrait être une épreuve pour M. Papandréou, lequel n'a d'ailleurs pas, jusqu'à présent, manifesté l'in-tention de soumettre au vote son

mandat de président. Ceux qui souhaitaient pour le prenier gouvernement de gauche de la Grèce une direction plus collégiale, un programme politique plus claire-ment défini, en out été pour leurs frais. Ce sont en général des critiques de gauche, qui contestent à la fois l'autoritarisme et les hésitations doctrinales du premier ministre. Ont été décus également ceux qui espéraient une modernisation des mœurs politiques et notamment l'éradication de ces maux dont a toujours souffert la Grèce démocratique : le bureaucratisme, une administration dont les compétences ne sont pas à la hauteur des effectifs et des pratiques assez proches du « clientélisme ». Le gouvernement ne s'est pas véritablement attaqué à la ratio-nalisation de la fonction publique, pléthorique, dans laquelle au tradi-tionnel immobilisme est venu s'ajouter le zèle militant de ceux que l'on appelle les « gardes verts » (le vert étant la couleur du PASOK), petits cadres du parti sortis de l'ombre et qui croient que tout est arrivé.

L'héritage

Ce constat déborde-t-il quelques cercles de l'intelligentsia, se combine-t-il, par exemple, à un réel malaise d'ordre économique? Le taux de chômage était de 2 % avant le changement de gouvernement, il est actuellement, selon le chiffre of-ficiel, de 6,8 %. Mais, outre l'exis-tence de l'économie « immergée », des correctifs s'imposent à la décharge du gouvernement, à com-mencer par l'héritage qui lui fut légué en 1981 : un endettement considérable, des structures économiques qu'on avait oublié de moder-

gouvernement de M. Rallis mais qui n'a fait que s'aggraver, de même que la fuite des capitaux à l'étranger; enfin, les effets négatifs sur les échanges, surrout les deux premières années, de l'entrée de la Grèce dans le Marché commun.

D'autre part, la récession internationale a eu pour effet une baisse des recettes « invisibles » qui couvraient précédemment le déficit de la baance commerciale en entraînant une crise de la marine marchande (un quart de la flotte hellénique est à quai), une diminution des recettes du tourisme, surtout en 1983, et une diminution des transferts provenant des nombreux émigrés. La conjonc-ture s'annonce meilleure pour 1984, tant en ce qui concerne la marine

marchande et le tourisme que les exportations. La marge de manœuvre de M. Pa-pandréou était étroite. Après une po-litique d'aide aux plus démunis et de soutien au pouvoir d'achat la première année (la masse salariale a augmenté de 35 % en 1982), il a bien fallu revenir à plus de rigueur, et M. Arsenis fut chargé de lutter sur deux fronts : le déficit des finances publiques et l'inflation. Les résultats sur ce deuxième point sont sensibles (24,5 % en 1981, 20,5 % en 1983), mais fragiles. Après un blo-cage de fait des salaires en 1983, on est revenu cette année à un système d'indexation disférée. Mais, outre que le contrôle de l'évolution des prix s'avère très difficile en Grèce, cette politique de modération est aussi tributaire de la pression sociale. Il y a eu plus de deux cents grèves depuis le début de l'année, et les employés du secteur public, traditionnellement considéré comme la

vache à lait, ne sont pas les derniers à descendre dans la rue. Le gouvernement s'est en outre attiré les foudres syndicales avec les mesures dites de · socialisation des entreprises du secteur public. Ces mesures prévoient l'entrée dans les conseils d'administration de représentants de l'Etat, des collectivités locales et des employés, et prétendent lutter de la sorte contre une gestion mauvaise ou corrompue en même temps que « démocratiser » la direction de ce secteur. Mais elles ont aussi pour but de réglementer le

par la majorité des membres inscrits au syndicat (mesure qui n'est pas vraiment respectée, mais qui continue néanmoins de faire hurler les syndicats et le Parti communiste).

l' étatisation », à propos notamment de la loi qui prévoit la prise de participation de l'Etat dans les entreprises en difficulté, lourdement endettées auprès des banques (nationalisées) et du Trésor. Là encore l'objectif est d'une certaine manière de « moraliser » la gestion, mais le succès de la démarche dépend en dernier ressort d'une reprise économique générale. La Nouvelle Démocratie cite encore, pour exemple de cette volonté d'- étailsation -. le projet de création de - kolkhozes -dans l'agriculture. Le projet ne vise en réalité qu'à lutter contre le morcellement en petites exploitations non viables et contre l'exode rural, en encourageant les regroupements en coopératives. Le milieu rural est d'autre part le principal bénéficiaire de l'entrée de la Grèce dans la CEE, tant sur le plan de la revitalisation des structures agricoles que sur celui du revenu des paysans, et le PASOK

peut légitimement s'attendre, aux

prochaines élections, à avoir le sou-

Le jouet des communistes ? M. Panandréou n'a nas besoin des communistes pour gouverner puisqu'il peut compter au Parlement sur l'appui des 173 députés du PASOK (contre 113 à la Nouvelle Démocratie et 14 au PC). Mais il suffit d'aller visiter le siège du PC dit . de l'extérieur . dans une banlieue populaire d'Athènes, pour comprendre que la force des com-munistes ne s'arrête pas à ces chiffres. Vu de la rue, l'immeuble vitré est déjà imposant. Mais, lorsqu'on y pénètre par la façade arrière, on est saisi par le gigantisme des terrasses de pierre blanche, du ball d'entrée. des bureaux auprès desquels ceux de la Nouvelle Démocratie sont tout bonnement - miteux -. Même à supposer une particulière ardeur à cotiser des membres du parti, toutes les

spéculations restent permises. A cette puissance, M. Papan-dréou a incontestablement donné des gages. Des gages symboliques, publicaté à quelques sensaines des miser, une stagnation de l'investisse droit de greve et supusent que tout commo le moit de greve et supus de la m

mille, exilés dans les pays de l'Est après la guerre civile : des gages politiques aussi, comme certaines mesures économiques et sociales ou certaines prises de position en ma-D'un autre côté, la droite crie à tière de politique étrangère. Les communistes se sont en outre très largement implantés à la télévision : ils contrôlent ou influencent une grande partie de la presse écrite. Tout ceci sans doute parce qu'ils dominent la majorité des syndicats. Mais surtout parce que le communisme en Grèce a une histoire - faite de persécutions, de résistance à l'occupant, de lutte pendant la guerre civile, - parce qu'il est une composante traditionnelle de la vie politique grecque, ce que n'est pas le PASOK. Nul gouvernement qui se prétend de gauche ne peut ignorer cette « sensibilité »-là. Il en résulte aussi le risque, plus grand ici qu'ail-leurs même s'il ne s'est pas encore vérifié, que le mécontentement se traduise dans l'électorat par un glis-

sement à gauche et pas seulement à droite. Dans le cas particulier des élections européennes - d'où l'enjeu du pouvoir est absent, - il est possible que les sympathisants communistes qui en 1981 avaient donné leur voix au PASOK pour « voter utile » la reprennent. Il est probable également que les petits partis (non re-présentés au Parlement) feront un meilleur score qu'en 1981 et grigno-teront aussi l'électorat socialiste. C'est probable en particulier pour le PC dit - de l'intérieur -, intellectuel et eurocommuniste, - le plus respecté et le moins influent », dit-on,

des partis grecs. L'optimisme de la droite est-il pour autant justifié et la prochaine consultation va-t-elle sanctionner une forte baisse de popularité de M. Papandréou ? Il faudrait pour cela que ses électeurs aient déjà oublié ce qui les avait avant tout séduits: l'impression que, pour la première fois, un homme parlait au monde au nom de leur pays en toute indépendance.

CLAIRE TRÉAN. Prochain article:

LES ÉTATS-UNIS, **ALLIÉS NÉCESSAIRES**

ET MAUDITS

3 &



EUROPE

Espagne

M. FELIPE GONZALEZ AU « CLUB DE LA PRESSE »

Le pourfendeur des archaïsmes

De notre envoyé spécial

gles, aime parler. Aussi bien en espagnol qu'en français. S'il a nyéféré s'exprimer dans sa langue natale pour ce « Club de la presse », c'est simplement qu'il doit aborder des sujets brûlants, et que, dans ces cas-là, toutes les nuances comptent.

Les sujets brûlants, ca sont bien entendu les relations francoespagnoles en général, le terrorisme basque et les incidents maritimes du golfe de Gascogne en particulier. Pesant ses mots, le président du gouvernement ne va pas faire de révélations mais il sera précis et net. Pour lui, même si la coopération des polices espagnole et française dans la lutte antiterroriste a'est améliorée, elle reste insuffisante; depuis le retour de la démocratie en Espagne, il n'existe plus de justification acceptable au terrorisme, donc à l'octroi du statut de réfugié politique à des citoyens espagnols par la France. M. Gonzales, qui évite de poser le délicat problème de l'extradition, est moins disert à propos des assassinats perpétrés en France par le GAL. « C'est un groupe récent... Nous ne savons pas grand-chose... > Et s'il condamne tous les terrorismes, il tient à rappeler plusieurs fois que celui du GAL n'est qu'un « terrorisme de réponse ».

Même position d'équilibre à propos des malheurs des pêcheurs du golfe de Gascogne. Madrid est préoccupée par le recours de Paris à des mesures de contrôles violentes, mais reconnaît que le non-respect par des citoyens espagnols des règlements communautaires pose

Mais d'où vient le fait que chaque problème francoespagnol dégénèra régulièrement en crise passionnelle ? M. Gonzalaz a été plus explicite sur le sujet, et il mérite d'être entendu car, en dénonçant l'ignorance per la France des réalités sociale, politique et économique espagnoles, il met le doigt sur l'aspect essential du problème. Que des socialistes scient au pouvoir aussi bien à Madrid ou'à Paris ne change rien à l'affaire, d'après M. Gonzalez, qui, manifestement, n'a toujours pas « digéré » la condescendance à laquelle il a eu droit, en 1974, de la part des socialistes français, lorsqu'il est arrivé à la tête du PSOE. « Nous

Madrid. -- M. Felipe Gonzales, n'étions pas connus en France, politique jusqu'au bout des on- raconte-t-il, à telle enseigne qu'en 1974 le président Mitterrand à été surpris des caractéristiques du Parti socialiste espagnol, ce qui ne fut pas le cas des socialistes suédois. Le président Mitterrand était convaincu que le résultat de la première consultation électorale en Espagne serait favorable à l'eurocommunisme de M. Carrillo, avec lequel étaient maintenues des relations plus étroites qu'avec nous-mêmes. Je me suis alors fatigué à répéter ce

qu'était la réalité sociale espa-

gnole. Je disais qu'elle était tota-

lement différente et qu'il n'y au-

rait pas de succès communiste.

J'affirmais que le modèle d'unité

de la gauche apoliqué en France

ne pouvait pas servir en Espa-

Pragmatisme

M. Gonzalez ne prononce pas la mot, mais il juge évidemment quelque peu archaïques les anslyses du Parti socialiste français. Il revendique hautement, en contrepartie, le pragmatisme dont il fait lui-même preuve depuis une dizaine d'années, ce qui le conduit à faire un éloge sans complexe du système de marché - sinon du système capitaliste. Pour lui, le problème de la balance des peiements, ou celui de l'inflation, n'est pas un problème de droite ou de cauche, et il est faux d'affirmer que la droite gère forcément mieux la crise que la gauche. En Espagne, en revanche, c'est à la gauche qu'il appartient de se préoccuper de questions non encore résolues comme l'enracinement de la démocratie, l'avortement, l'ensei-

្រែក'est pas étonnant dans ces conditions que Felipe Gonzalez le pragmatique sit conclu son intervention par un áloge de la politique de M. Jacques Delors, laissant entendre qu'il s'était inspiré des dix-huit premiers mois de l'expérience socialiste en France pour déterminer ce qu'il ne fallait pas faire en Espagne. Auparavant, il avait rendu hommage à la monarchie, qui a la grande chance de n'être défendue par aucun monarchiste, et qui contribue avec beaucoup d'efficacité à l'établissement de la démocratie.

JACQUES AMALRIC.

Italie

Etudiants et lycéens ont organisé à Rome la première manifestation nationale contre la Mafia

De notre correspondant

Rome. - Plus de quinze mille étudiants et lycéens, venus principale-ment du Mezzogiorno (le sud de l'Italie), ont défilé le 5 mai dans les rues de la capitale italienne pour verses - mafias - et des trafiquants de drogue. C'était la première fois qu'une telle manifestation contre la Camora (la Mafia napolitaine) et la N'Drangheta (Mafia calabraise) avait lieu au niveau national. Ses promoteurs : des associations et des comités, qui, dans toute l'Italie et en premier lieu dans les fiefs du « pou-voir mafieux » du Sud, s'étaient mointervention des pouvoirs publics, des organisations de jeunesse des partis – et, particulièrement, celle du PCI, – mais aussi des chrétiens

Pologne Mgr GLEMP A PARIS A LA MI-MAI

Varsovie (AFP). - Mgr Jozef Glemp, cardinal primat de Pologne, sera à Paris du 14 au 16 mai, a annoncé, samedi 5 mai, l'épiscopat de Varsovie. Le cardinal Glemp ordonnera des prêtres formés par le séminaire polonais de Paris, et devrait rencontrer le cardinal Jean-Marie Lustiger et des évêques français. Son dernier séjour à Paris remonte à novembre 1981. Il avait alors été reçu par le premier minis-tre, M. Pierre Mauroy.

comme ceux de l'ACLI (l'Association des travailleurs chrétiens).

La manifestation avait, en outre, reçu le soutien de la présidence de la République et des principales autorités concernées, tels le ministère de la justice, le Conseil supérieur de la magistrature et la commission parlementaire anti-Mafia, dont le président, M. Alinovi, défilait en tête du cortège. Des délégations étaient venues du Nord. Les veuves et les familles des victimes de la Mafia - dont Rita et Nando Dalla Chiesa. les deux enfants du général-préfet de Palerme assassiné le 3 septembre 1982 – étaient aussi représentée M. Enrico Berlinguer, secrétaire gé-néral du PCI, participait « comme

Le nombre des manifestants n'a pas pieinement répondu aux attentes des organisateurs. Ce rassemble-ment n'en a pas moins été salué comme un événement par la presse et la plupart des observateurs.

Le président de la République, M. Sandro Pertini, a reçu une délé-gation de quinze lycéens et étu-diants, qui lui ont demandé d'intervenir pour que les partis luttent avec détermination contre les « holdings du crime . Il a accepté « avec joie » une carte d'adhésion au comité d'organisation de la manifestation. Beaucoup d'adultes, a-t-il dit, sont effrayés, résignés ou compromis, mais, avec vous, il est possible d'avoir de l'espoir et la certitude de vaincre dans cette bataille. »

PROCHE-ORIENT

Liban

Les milices de tous bords ont fait échouer la marche de la paix

De notre correspondant

Beyrouth. - Les milices des deux camps ont démontré, samedi 5 mai. que le profond désir de paix de la population ne comptait pas : la marche de la paix, prévue dimanche, a du être annulée à la suite de la violence qu'elles ont déchaînée précisément

En effet, les obus qui se sont abattus systématiquement sur de nombreuses zones résidentielles vi-

Pour avoir seulement voulu exprimer son désir de paix, la population a payé un lourd prix : vingt morts et soixante-dix-huit blessés à Beyrouth-Ouest, deux morts et vingt-neuf blessés à Beyrouth-Est. Pas un seul milicien parmi les victimes. Les Forces libanaises, qui approuvaien la marche, avaient, paraît-il, une raison bien à elles de frapper durement l'autre partie de la ville : la veille, un



saient surtout le secteur du Musée. où le rassemblement pacifique était prévu. De même, les canons se sont tus, comme par enchantement, vers vingt heures, juste après l'annonce de l'ajournement sine die de la marche, alors qu'une série de cessezle-feu avaient été inopérants tout au long de l'après-midi,

De plus, la radio phalangiste avait fait état de tracts à Beyrouth-Ouest émanant des ultra-chines, les hezbollahis, menaçant les éventuels marcheurs de représailles. Personne n'a vu ces tracts, mais un indéniable climat d'hostilité à l'égard de la marche de la paix régnait dans les état-majors des milices de Beyrouth-Ouest, M. Walid Journblatt luimême, que l'on croyait favorable, sans condamner la marche, s'est montré très réticent, établissant un subtil distinguo entre la paix dans l'absolu et la paix réelle.

Il y a peu de chance que ce projet puisse être repris, compte tenu des circonstances de son report. Le comité organisateur s'est quand même rendu, dimanche, à l'heure dite, à la place du Musée pour retirer, dans un geste de protestation, la plaque commémorative qui aurait dû y être scellée. Il a rencontré un marcheur solitaire portant un panneau avec la mention - Non à la guerre -.

L'échec de cette initiative généreuse et spontanée était malheureusement prévisible. De toute façon, une équivoque entourait, cette marche de la paix. Le rassemblement de la place du Musée, unique point de passage intersecteurs d'une foule venant de Beyrouth-Ouest et d'une autre venant de Beyrouth-Est, symbolisait autant sinon plus, un désir de retrouvailles qu'un refus de la guerre. Or, en ces jours, le vœu pro-fond de la population est que chacun puisse vivre en paix et sans hostilité à l'égard des gens d'en face. En se rendant chez eux si nécessaire, mais chacun chez soi. Le - non à la guerre - est général, sauf bien en-tendu, parmi les milices ; le - oui - à la coexistence aussi, mais ce dernier n'implique plus un désir de vie en commun. Subtilité supplémentaire découlant de la complexité libanaise : la manifestation pacifique, ayant l'aval de l'islam sunnite, dérangeait en conséquence les chiites.

« petit chef » de cette milice avait été mortellement (et accidentellement) blessé par un obus.

Le calme revenu, les tractations ont repris comme si de rien n'était pour sortir de l'impasse gouvernementale. On serait sur le point de donner satisfaction au leader chiite, M. Berri, mais il n'est pas dit que le mécontement du leader maronite, M. Frangié, sera dissipé pour antant. M. Joumblatt, pour sa part, s'est déclaré décidé à participer au cabinet, même si M. Berri maintenait son refus, et ce en vue de donner un sens à la pacification du pays.

LUCIEN GEORGE.

 Manifestation à Paris. — Six. cents Libanais environ ont manifesté dimenche 6 mai à Paris pour la paix au Liban, en signe de solidarité avec la marche contre la guerre qui aurait dû se dérouler le même jour à Beyrouth. . Oui à la vie, non à la guerre . . La paix pour vivre », Stidarité avec la marche de paix au Liban empêchée par les armes - : brandissant quelques banderoles écrites en français et en arabe, les manifestants, toutes confessions confondues, sont allés de la place Victor-Hugo à la tour Eiffel. Cette manifestation s'est déroulée dans le caime, et aucun slogan n'a été lancé, chaque participant étant venu à titre individuel et non en tant que représentant de parti oude communauté. Seion les organisateurs, quelque huit cents signatures ont été recueillies à cette occasion en faveur de la paix au Liban.

 Renforcement du contingent rançais de « casques blancs ». – ingt-cinq officiers et sous-officiers français sont arrivés, dimanche 6 mai, à Beyrouth, pour renforcer le contingent de quarante « casques blancs » français qui se trouvent depuis le 28 mars dans la capitale libanaise. Ces renforts, qui pourraient être complétés prochainement par une quinzaine d'autres éléments, épondent au souhait du président libanais Amine Gemavel de voir doubler le nombre des observateurs français chargés de surveiller le maintien du cessez-le-feu à Bey-routh. - (AFP.)

Pékin est désormais favorable à une conférence internationale sur le Proche-Orient

De notre correspondant

Pékin. - La Chine est favorable à la convocation d'une conférence internationale, comprenant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies en vue de rechercher un règlement de la question palestinienna. Cette position a été exprimée, samedi 5 mai, par M. Zhao Ziyang, premier ministre, lors d'un entretien avec M. Arefat, président de l'Organisation de Libé-ration de la Palestine, arrivé le jour même pour une visite officielle d'ami-tié, à l'initiative du président de la République, M. Li Xiannian, qui l'a

M. Arafat, dont la précédente visite à Péloir remontait au mois d'oc-tobre 1981, a été accueilli sur la place Tian An Men avec les honneurs protocolaires dus à un chef de gou-vernement. Il a até reçu lundi par M. Deng Xiaoping,

La prise de position de M. Zhao Zivang en favour d'une conférence internationale sur le Proche-Orient du genre de celle de Genève marque une évolution notable de la part de la encore, voyait surtout dans une telle réunion un moyen pour l'Union soviétique de s'insérer de nouveau dans le processus de réglement du conflit.

La Chine manifeste également sa volonté de jouer un rôle plus actif dans la région, tout en soutenant fermement des pays ou des forces dont la stratégie n'est pas nécessairement ou exclusivement au service de l'un des deux Super-Grands. Le voyage de M. Li Xiannian en Jordanie, en mars demier, avait déjà témoigné de cette orientation.

Dans la crise interne qui secous l'OLP, le Chine, tout en appelant les eux et avec les pays arabes, « soutionnaire du frère Arafat ». M. Zhao Ziyang a félicité le chef du Fath de maintenir le dialogue avec d'autres organisations palestiniennes et exprimé l'espoir que le Conseil national palestinien pourra se réunir prochai-

MANUEL LUCBERT.

Israēl

L'ENQUÊTE SUR LE RÉSEAU TERRORISTE JUIF

La police a découvert des armes «en quantité ahurissante» à Kyriat-Arba

De notre correspondant

progrès accomplis dans l'enquête sur le réseau terroriste juif démantelé il y a une semaine per les services de sécurité. On en sait mainl'organisation et les agissements des extrémistes, alors que cinq nouveeux suspects ont été arrêtés au cours du week-end à Ofra et à Shilo, deux implantations de Cisjordanie proches de Jérusalem.

La police a identifié quatre cellules clandestines totalement étanches, et à découvert des stocks d'armes, de grenades et d'explosifs « en quantité ahurissante » à Kyriat-Arba, la colonia de pauplement qui surplombe la ville arabe d'Hébron. Une partie de ces armes, remises aux colons dans le cadre d'un programme d'autodéfense, avait mystérieusement disparu. Les divers groupes de suspects ont, d'ores et déjà, procédé à la reconstitution filmée de trois actes de terrorisme : la fusillada qui fit quatre morte germi les étudiants d'Hébron en juillet 1983; la pose dans deux mosquées de cette ville de bombes qui n'ont jamais explosé, et, bien sür, la tentative d'attentat contre les six autobus de Jérusalam-Est.

Cette demière avait été, d'un point de vue technique, si pariaitement mise au point que les sapeurs de la police chargés de désamorcer les bombes préférèrent recourir aux conseils des saboteurs eux-mêmes. Certains des terroristes se firent une gloire de leurs crimes. Deux des auteurs de l'attaque d'Hébron ont fait part aux encuêteurs de leur seul regret : le trop petit nombre de victimes tombées pendant la fusillade. Ces groupes étaient depuis plusieurs mois sous l'étroite et constante surveillance des services de sécurité, qui avaient néussi à c retourner > l'un des terroristes. devenu leur principal informateur.

Hostiles à l'évacuation du Sinai par Israël, ces extrémistes avaient déjà prévu à l'époque de lancer, en signe de protestation, un attentat de grande envergure à Jérusalem-Est; pour l'avenir, ils avaient programmé, entre autres, d'attaquer l'université Bir Zeit, près de Ramallah. La police a interrogé des vétérans de l'ex-unité 101, qui, sous la direction de M. Ariel Sharon, lança, dans les années 50, des actions de commandos en territoire jordanien et à Gaza. Cette équipe, spécialisée

Jérusalem. - Jour après jour, la dans la lutte antiterroriste, n'eut japresse israélienne se fait l'écho des mais plus d'une cinquantame de membres. Début févner, la police s'était déià intéressée aux activités de ces anciens baroudeurs, meis l'armée avait alors consuré les jourtenant beaucoup plus sur nalistes israéliens qui souhaitaient rapporter l'information.

Deux inconnues

A 100 OF

4.5

1,641,000,00

- - may 243

The American State

12 - 37/4/20

Section of

Service Committee

5000 THE BOOK

THE RESERVE AS ir 1_{9-dy}

である 後 町 神教

A Transport of the Control

- 1... - ... AFE.

the state of the s

Dix jours après leur coup de filet, les services de sécurit étentent de résoudre danx inconnues. La première est policière, la seconde plus politique. Contraints d'abettre feur jeu plus tôt que prévu, its s'efforcent maintenant d'identifier et de confondre au plus vite une dizzina de participants aux attaques de juin 1980 contre trois maires de Cisjordanie. Or ils ne disposent pour l'instant que de confessions partielles et orales et non d'aveux signés, qui constituerzient une pretive irréfutable. Il n'est pas sûr non plus qu'ils aient déjà appréhendé le CSTVERU > du réseau.

Les policiers cherchent, en outre, à savoir si les terroristes entretenaient des liens particuliers avec certaines personnalités politiques ou bénéficiaient de complicités au sein de l'appareil d'État. Ainsi, l'un des suspects arrêtés est un gros spéculateur foncier de Cisjordanie, bien impoluit dans les allées du pouvoir. Il avait construit illégalement sa résidence près de Napiouse et serait très proche de l'un des conseillers du gouvernement, M. Rafi Eytan. t-il, la « banquier » du réseau.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

• M. Herzog: condamne le terrorisme anti-orabe, - Les attentats perpétrés par des istaéliens membres d'un réseau terroriste antiarabe constituent - une trohison -, a déclaré dimanche 6 mai le président de l'État d'Israël, M. Halm Herzog, dans un discours télévisé à l'occasion de la célébration de la fête nationale. - Ces actes de folie commis par des irresponsables auraient pu provoquer un désastre pour le peuple d'Israël », a souligné M. Herzog. - Je n'ai pas de mots assez durs pour qualifier ces agissements, qui nient dans les faits la souveraineté du gouvernement israelien ., a-t-il déclaré. -(AFP.)

Le gouvernement adopte l'heure d'été malgré l'opposition des religieux

De notre correspondant

Jérusalem - Israel s'est mis di-L'adoption de cet usage, devenu ailleurs routinier, représente ici le dénouement - provisoire? - d'une longue controverse suscitée par les juifs orthodoxes.

Deux catégories sociales ont tou-jours lutté en Israël contre le réta-blissement de l'heure d'été : les propriétaires de salles de cinéma et les religieux. Les premiers redoutent de perdre une partie de leur clientèle, dissuadée d'aller au spectacle par la crainte de ne plus trouver d'autobus après la dernière séance nocturne.

Les seconds d'élèvent contre la désacralisation du repos sabbatique qui, chaque samedi d'été, s'achèvera bien avant l'apparition de la pre-mière étoile, au mépris de la tradition juive. La plupart des commer cants a'attendront pas, en effet, la tombée de la nuit pour reprendre leurs activités. En outre, les juifs pratiquants, qui, chaque matin, se rendent à la synagogue avant le tra-vail, auront moins de temps pour

Introduite par les Britaniques, l'heure d'été subsista pendant les dix premières années de l'indépendance. qu'au jour où les orthodoxes obtinrent sa suppression. Ministre de l'intérieur et chef du Parti national

religioux - une formation indispenmanche 6 mai à l'heure d'été. sable à toutes les coalitions gouvernementales, - M. Yossef Burg parvint pendant longtemps à préserver le statu quo, mais dut, l'an dernier, obtempérer à l'injonction de la Cour suprême en nommant un comité

> Ceux-ci ont décidé, à titre d'essai, de rétablir pendant deux ans, du dé-but mai à la fin août, une pratique préconisée par nombre de ministères et souhaitée par la grande majorité des Israéliens. Mais les orthodoxes n'ont pas dit leur dernier mot. Puisqu'il s'agit avant tout d'économiser la consommation d'énergie, ils suggèrent tout bonnement... de proscrire l'usage de tous les véhicules pendant un ou deux jours par an.

L'ITALIEN EN ITALIE Cours intensifs de langue instienne, tous niveaux, à Padoue. Cours messuet (80 heures) + béberge men = 2750 FF STITUTO CLATURALE HERTRAND RESSELL Via Cavour 1 - 35100 PADOVA Italie - Tel. (49) 654051

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en Vente de fonds de commerce Tous les lundis, dans le journal "Les Annonces" En Vente Partout 3,50 F et 36 r. Malte, 75011 PARIS. TEL (1) 805:30:30 __

avec, dans ses cales. 187 tonnes de

laissé derrière lui environ 150 mil-

lions de francs de dégâts, soit plus

en saccageant les cultures vivrières,

a compromis pour de longs mois la

bonne alimentation de la population. Mais, qui, dans ce climat passionnel,

saura dire si ces gens sans voix

n'auraient pas accepté de serrer sans

façon, pour cause de force majeure, « la main du diable » ?

L'ambition des « ultras »

savoir, certains Mahorais aont prêts à utiliser les moyens les plus discuta-bles, avec d'autant moins de scru-

pules, que, depuis l'entrevue que leurs élus ont eue, fin janvier à Paris,

avec M. Guy Penne, conseiller du président de la République pour les

affaires africaines et malgaches, ils

acquis à l'idée de voir leur île « se

rapprocher » des trois autres îles-

sœurs de l'archipel des Comores. M. Henry a beau affirmer : « Nous

avons l'assurance que le chef de l'Etat est soucieux de respecter la

giner que le gouvernement se rande coupable d'une forfaiture », il se

garde bien, comme d'autres notables

insulaires, d'exclure l'hypothèse de

queique « coup tordu ». L'autre jour,

lors de l'inauguration de la maine

annexe de Sada, le préfet a omis de

rtion. Nous ne pouvons ima

mue le i

Pour rester français, et le faire

The state of the s

Deux inconsues

ESPANSO I COMMITTED TO THE PERSON OF THE PER THE STREET, NY YOUR BE

THE RESERVE Control of the contro Marie Comment of the state of the state of M factorial treatment Marie Transport of the second F BART STRING TO STATE Market area to be a first The designation of the digital Con mortures - amount of

THE WEST AND THE PARTY And areas and Contract of the Contract of th Market Services 7.511.54 The second of the contract of

Bearing and the Con-بندائهم والأوالي **Jaco** ar exerci-Market Santa Santa

foote l'heure de on des religieux Part of the second

100 4 6 7 - 7 " Section & No. 日本の日本の でき

BANK SHITTEN

SHOT & THE

一年 日本

Bentlers : **电影器** 丁 Se marin -- . C. Action Control

S TEALEN END

SAME SEASON AND A T. commerce

Man à Kyriat-An MADE IN COLUMN

THE BOOK STATES And the state of the And the second second Action design design to the last the la Market Street Street BOOKS FATTER WAS

Mayotte par la France? Vous savez que les principes de la charte des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine visent à régler See that the second section is The state of the same of the s Section 1997 Man and Section 19 1972 les problèmes de toute nature entre les Etats, de manière paci-fique. Membres des Nations Carta de Lang The state of the s unies et de l'OUA, nous respec-tons ces principes. Nous patien-BARTON SECTION OF THE terons donc, aussi longtemps qu'il le faudra, pour obtenir, par le dialogue, la restitution de l'île A STATE OF STATE De personal property Service True True Service comorienne de Mayotte. Inches Ge as an about Mayotte ne se trouve pas sur-une autre planète. Elle fait par-THE PARTY OF THE PARTY OF THE RESERVE OF THE PARTY. tie de l'ensemble naturel como-The state of the s rien. La France joue au gendarine à Mayotte, mais nous ne resterons pas la bonche fermée. The state of the s 新 本本が to 1 -Filtery France puisse faire l'écono-mie d'une consultation de la

> - Cette question, il faut laposer aux autorités françaises. Nous n'avons pas à imposer telle on telle solution. Pour nous, Mayotte est une portion du territoire national, occupée par une puissance étrangère. La population comorienne, par une loi française, a été, dans son ensemble, consultée le 22 décembre 1974. Le processus d'antodétermination des peuples soumis à la domination coloniale a donc été engagé dans des conditions normales et réglementaires.

- Etes-vous convaincu que le chef de l'Etat français est ocquis à l'idée de rendre Mayotte aux Comores ?

- Estimez-vous que la

population mahoraise avant de sceller le sort de

- Lors du sommet des chefsd'Etat de France et d'Afrique à Paris en 1981 et à Vittel en 1983, le président Mitterrand m'a dit publiquement qu'il ne change pas de position quand il

. M. Mitterrand, lorsqu'il était député de l'opposition, avait, avec son parti, voté contre les lois visant à balkamiser les

Comme je l'ai fait le 22 octobre 1983, aujourd'hui, encore et du fond de mon cœur. pour ce problème de l'île comorienne de Mayotte, j'adresse un appel solennel au président de la République française, à son gou-vernement et à tous les élus du peuple français, pour leur demander d'y répondre avec le même élan et la même sincérité.

- Si la France vous rend Mayotte, êtes-vous prêt à lui accorder des facilités militaires?

- Mon pays est bien disposé à examiner sincèrement de nouveaux accords de coopération économique, culturelle et mili-

The second secon

Moroni, où il s'est entretenn avec le président des Comores, M. Abdallah, du problème que pose le territoire français d'outre-Les Comores sont-elles taire qui doivent lier la France décidées à patienter aussi longtemps qu'il le faudra pour obtenir, par le dialo-gue, la restitution de aux quatre fles constituant la République fédérale islamique des Comores. Nous avons avec la France des hers sentimentaux, historiques, culturels, et

UN ENTRETIEN AVEC M. ABDALLAH.

PRÉSIDENT DES COMORES

«Une portion du territoire national

occupée par une puissance étrangère »

Notre envoyé spécial à Mayotte s'est également rendu à

aujourd'hui économiques. . - Pour faciliter le retour comorien, êtes-vous prêt à modifier la Constitution dans un seus plus fédéral, voire à accorder aux Mohorais la double nationalité?

- Notre Constitution a été batie dans un sens federal, Modidier une Constitution n'est pas l'affaire d'une seule per-

» Mon pays a choisi sa voie, en toute indépendance, en toute liberté, en instituant sur le sol comorien un régime de démo-cratic libérale. Il y a le Conseil des îles: l'Assemblée fédérale et. à la tête de chaque île, un gouverneur, Si un jour la conjonctere politique on bien la machine administrative néces-site une modification de la Constitution, ch bien ! la question sera posée.

Pour ce qui concerne le pro-blème de la double nationalité, pourquoi seulement aux Mahorais? Nous sommes un État composé de quatre îles. Nous accordons une grande valeur à la vie, à la liberté. Donc, tous les Comoriens doivent bénéficier des mêmes avantages et suppor-ter les mêmes difficultés, si difficultés il y a ; c'est le propre de toutes les nations.

- S'its reintagrent l'ensemble comorten, les Mahorais ne risquent-ils pas de perdre de nombreux avantages socio-économiques que leur garantissait leur qualité de = citoyens français > ?

- Actuellement, nos frères mehorais sont dans une situation d'hommes irresponsables et assistés. On cherche à leur faire abdiquer leur dignité par la vaine : promesse d'avantages instériale dont le caractère illuscire n'échappe à personne.

- Comment jugez-vous la crainte exprimée par cer-tains Mahorais d'avoir à rejoindre un Etat à parti uni-

- Même le président Mitterrand dans Paris-Majch du 30 mars 1984 a dit : - Je ne me lasseroi pas d'en appeler à l'union des Français. » l'ai suivi-bien avant cette voie, qui me paraît être la meilleure, et les Mahorais n'ont pas à avoir de

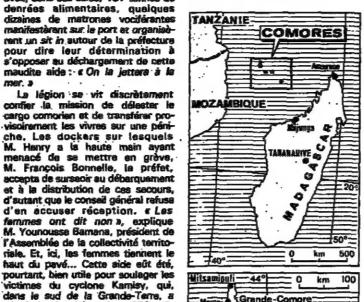
- Notre Etat est jeune, très jeune et, pour nous Comoriens, nous unir est un devoir sacré. C'est dans l'union que nous pouvons nous entretenir de nos prohièmes dans sine atmosphère de ion mutuelle.»

« Rester Français pour rester libres? »

De notre envoyé spécial

Dzaoudzi. — « Nous varrons bien si les Mahorais accapteront de serrer la main du dieble », nous avait dit M. Ahmed Abdellah Abderamane, clore son discours par la formule traditionnelle « Vive le France I », note chef de l'Etat comorien, faisant allule sénateur. A Dzaoudzi, l'heure est à sion à l'aide alimentaire qu'il avait décidé d'expédier à Mayotte après le la vigilance. En principe, le gouverne-ment est tenu de consulter, d'ici à la passage, début avril, du cyclone Kamisy. Sitôt averti de ce e geste de solidarité », salué comme tel par le fin de l'année, la population mahode l'île en tant que « collectivité terri-Quai d'Orsay, M. Marcel Henry, toriale ». La loi du 24 décembre sénateur centriste de l'île, dénonçait s cette action humanitaire plaine 1976, qui l'avait ainsi définie faute d'y voir clair sur son avenir, avait été d'arrière-pensées potitiques ». De son côté, M^m Zena M'Dere, présiprorogée de cinq ans en 1979. Le sera-t-elle une fois encore ? Les élus dente du Mouvement populaire mahorais (MPM), s'enflammieux, à un nouveau report mait : C'est de la sale propagande. Les secours de la France nous suffi-L'ambition des « ultras » mahorais sent... » Lorsque la nouvelle se répandit que le cargo Komor- El-

- et paut-être le rêve secret d'une majorité d'îliens - serait de devenir un département d'outre-mer de plein





exercice, une autre Réunion. Chacun sait, ici, qu'il n'en sera jamais ainsi, que Paris ne créera pas, dans l'océan sie ». Vaines queralles de mots? « Ce que nous voulons, explique M. Abdoul Anzizi, président du Rassemblement mahorais pour la Répu-RPR, c'est un statut définitif qui nous ancre à la France sans aucune possibilité de retour en arrière, » Or la solution de bon sens que Paris sem-ble préconiser et préparer est le retour en douceur de Mayotte dans l'ensamble comorien. D'où l'impor-tance des geranties que, en contre-partie, il faudrait obtenir de Moroni. « Nous ne sommes pas preneurs », affirme M. Henry. « Ces engagements n'auraient aucune valeur, la France serait incapable de les faire respecter per un Etat indépendant. » En revanche, M. Bamana joue, sans illusions, la carte de l'ouverture. Il se déclare « favorable à des discussions avec Ahmed Abdallah, à l'organisation d'une « table ronde », à l'initia-

tive du gouvernament, pour étudier

lesdites garanties ». A vrai dire, l'intérêt de redevenir comorism est loin de sauter aux yeux des insulaires. Ils savent ce que le « lâchage » de la France leur coûte rait en termes de niveau de vie. De Mamutsu à Boueni, en passant par Sada, c'est toujours un peu le même cri du cœur des paysans et des pêcheurs rencontrés en chemin : « La France, c'est bon... Comores, pas toutes sortes de va-et-vient fami-liaux, les Mahorais n'ignorent nen de ce qui se passe chez leurs frères d'à-côté. La sagesse les inciterait donc à tenir plutôt qu'à courir. Au lendemain du passage du cyclone Kamisy, ils n'ont pu s'empêcher de penser que

> appartenu à l'ensemble comorien. Certes, la métropole n'a pas à être fière de l'état d'abandon dans lequel elle a laissé croupir les Comores et en particulier Mayorte, « un territoire français pauvre parmi les plus pauvres sans l'armature d'une économie coloniale », souligne le préfet. Même sent que « la France n'a rien fait ici pendant cent trante-quatre ans ». En 1975, sur la Grande Terre, il n'y avait ni esu, ni électricité, quelques kilomètres de route goudronnée seulement... Depuis une dizaine d'années, Paris met les bouchées du primaire est achevée. Il y a quatre mille salariés dans le secteur tertieire, dont deux mille fonctionnaires ou assimilés, sur le traitement desquels vit une bonne partie de la

la métropole s'est portée à leur secours plus vite et mieux que qui-

Le SMIC a été porté à 801 francs le 1° février dernier. Le nombre des voitures a été multiplié par vingt en dix ans. Quant à la légion étrangère qui entretient, ici, un détachement de dépense sur place, chaque année, la bagatelle de 10 millions de france... « On a fait des insulaires des men-diants », remarque M. Ali Said, secrétaire général du Parti pour le rassemblement démocratique maho-rais (PRDM), qui milite pour le rattachement de Mayotte aux Comores. « La génération qui monte, ajoute-t-il, mesure les dangers d'une telle d'une lutte qui sera longue. »

La peur des Anjouanais

Et puis, il y a la peur diffuse dans l'esprit d'un certain nombre de Mahorais de voir, à la faveur d'une réunification, revenir en force les Anjouanais, qui sont trop à l'étroit sur leur île et qui, dans le passé. s'étaient déjà approprié beaucoup de terres. « Les Anjouanais me font paur, insiste M. Barnana. Il y a de la misère là-bas. C'est sûr, ils revierdront. 3 Ces arguments « alimentaires », les partisans du MPM, qui dispose de 14 sièges sur 17 au conseil général et contrôle 13 municipalités sur 17, les refusent avec indignation. Comme si l'affaire de Mayotte se résumait à une question de gros sous! Leur slogan : « Rester Français pour rester libres. » Tous ceux qui, ici, ont une position quel-

conque, des privilèges ou des intérêts à défendre, craignent, à tort ou à raison, de faire les frais d'un rapprochement avec les Comores où, « quels que soient les dirigeants au pouvoir, ce sera toujours la dictature, comme partout en Afrique ».

« J'aime la France, et, même si ce n'est pas réciproque, je sais qu'elle ne me tuera pas a affirme M- M'Déré par le truchement d'un Moussa, premier secrétaire du hureau exécutif du Front démocratique, il se prononce pour une « réintégration à conditions qui préserverait les avantages acquis », au nombre desquels le multipartisme et ... le SMIC. A tout bien considérer, les Mahorais dans leur ensemble n'ont pas gardé un souvenir ébloui des trente ens de vie commune qu'ils ont Comores. La décision de transférer la capitale de Dzaoudzi à Moroni, de la gorge. Ont-ils été aussi brimés que d'aucuns le prétendent? Peu mporte. Si le choix leur est offert, ils préférent faire cavalier seul.

D'ailleurs, n'ont-ils pas, dans le passé, manifesté un certain souci de frères comoriens, dont ils sont, pourvivre ? En 1958, ils dissient non è de Gaulle, alors que les trois autres llestaient leur choix sur M. Poher, tandis que le reste de l'archipel donnait ses suffrages à M. Pompidou. On devine, dès lors, ce que seraient les résultats d'un référendum à Mayotte, pour peu que le tout-puissant MPM, qui a su rallier les femmes à sa causa dans une ile aux traditions matriarcales, « fasse donner » sa propagande auprès d'une population largement illettrée. Ca serait un peu jouer sur du

Si ce n'étaient le navire-steller Jules-Verne et le petrouilleur rapide l'Epée, à l'ancre dans une rade qui les képis blancs et les pompons rouges, Dzaoudzi et Mamutsu reslieux de canton. Et encore... Mais, par les temps qui courent, là où elle passar inabercue. Si le cœur et la morale na commandent pas que Mayotte demeure française, comme elle l'a souhaité à deux reprises, en 1976, peut-être l'intérêt bien compris du pays l'exige-t-il, s'interrogent, en dernière analyse, les cultras a mahorais. « Attention. avertissent-ils, en désespoir de ve se passer ici. Attention encore, les Soviétiques sont à Diégo-Suaraz. »

Déjà le Front national de M. Jeandes cellules « Mayotte française ». Depuis le début de l'année, dans les Journal de Mayotte, M. Pinchon, le pharmacien-libraire de Dzaoudzi prêche la bonne parole. « Il est difficile de rester neutre », constate-t-il. C'est bien ce que lui reproche la préfet, qui voudrait éviter de mêler les finances de la collectivité territoriale à cette aventure de presse, ou plutôt à cette aventure tout court.

JACQUES DE BARRIN.





M. Delors : non au dénigrement systématique

Grenoble. - C'est sur un ton par ticulièrement offensif que M. Jacques Delors, s'est adressé, samedi 5 mai, dans la soirée, aux militants socialistes de l'Isère, réunis au stade Pierre-Mendès-France pour la fête de la rose. «Je vous parlerai avec M. Delors, qui n'a pas ménagé ceux qui, à gauche, critiquent sa politi-que. - Je constate, a dit le ministre de l'économie et des finances, que des experts étrangers, venus des Etats-Unis et d'Europe, ont décerné, cette semaine, à la potitique écono-mique de la France, des bons points; d'autre part, certains, à droite, mettens la pédale douce à leurs critiques. Paradoxe : au même moment, surgissent, au sein de la gauche, des voix, non pas pour proposer, pour infléchir, mais pour critiquer systématiquement et avec

M. Delors a mis en garde ses détracteurs : « A l'intérieur de la gauche, comme au sein du Parti socialiste, je dis oui au débat d'idées, car nous nous enrichissons de nos différences, mais non au dénigrement systèmatique de nousmêmes. C'est un luxe que nous ne pouvons nous payer, face à une droite qui est encore tout étonnée de voir ceux aui viennent du ruisseau exercer le pouvoir en France, qui conteste notre légitimité et qui va, à l'étranger, dire du mai de notre

Evoquant les critiques de M. Georges Marchais, le ministres a déclaré qu'e il faut vivre avec ses rhumatismes ». Il a, néanmoins, dénoncé le comportement de certains responsables syndicaux. « Nous ne pouvons nous permettre, 2-t-il dit, d'avoir de bons rapports lorsque nous parlons entre hommes – nous les ministres, entre ministres, et les ministres avec les responsables syndicaux - et, une fois sur le devant de la scène, d'oublier nos bons rapports pour canonner à plaisir. Cela n'est pas possible. Cela ne sert pas la gauche. -

M. Delors, qui a reçu un accueil enthousiaste de la part des socialistes de l'Isère, a insisté sur la pécessité de mener une politique de rigueur. - La rigueur ne veut pas dire la diète, mais une meilleu gestion de l'argent public », a-t-il observé. Il a précisé que le gouvernement ménagera, dans le budget de 1985, comme il l'a fait au cours des trois précédents exercices, des ressources nécessaires pour l'investissement, la recherche, l'emploi, le formation et l'éduca Pion.

« Faux-semblant »

(Suite de la première page.)

La démarche de la direction du PCF a sa logique. La rigueur lui convenait, bon gré mal gré. Mais pas l' • austérité ». La préparation du budget de 1985, qui sera débattu par le Parlement cet automne. l'inquiète », puisque la réduction des dépenses de l'Etat lui fait craindre que l'on ne touche aux crédits de la recherche, du logement, de la santé et de l'éducation. En regard, la prime à l'impôt sur le revenu apparaît à M. Marchais comme un faux-semblant . Logique, aussi : On vous enlêverait un peu moins de la poche de droite, mais dans le même temps, on vous enlèverait un peu plus dans la poche de gauche. -En somme, le coup de la feuille d'impôt ne serait qu'une mesure démagogique, élément d'une stratégie purement électorale. Et c'est, iustement, l'interprétation que le pouvoir cherche à éviter.

Pour M. Marchais, tout cela n'est que de la - mauvaise rigueur - qui, selon M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, va « trop dans le sens qu'exige le CNPF ». La bonne rigueur aux yeux du PCF est connue : taxation des plus-values et des exportations de capitaux, efficacité accrue de l'impôt sur les

Certains socialistes ont des doutes. Ainsi, M. Chevènement ne sait trop que penser. En tant que contribuable, il applaudit. En sa qualité de « citoyen », il préférerait détaxer les investissements plutôt que l'impôt sur le revenu, méthode qui lui paraîtrait plus conforme au dessein de M. Mitterrand : la modernisation industrielle. De ce côté-là, l'hypothèse avancée par M. Delors n'est guère prise au sérieux.

Il est vrai que l'affaire de l'allégement d'impôt n'est qu'une péripétie en regard du débat budgétaire qui s'engage. A l'automne, les commucront placés face à un choix décisif : adopter ou non un budget qui, s'il est vraiment, comme l'annonce M. Delors, « d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 1984 », sera bien un budget d' - austérité -. La logique voudrait, en l'état actuel des choses, qu'ils refusent d'approuver cet acte essentiel de la vie d'un gouvernement de manifester au Parlement une solidarité majoritaire qui n'est déjà plus De nos correspondants

Le ministre a déclaré qu'il n'est pas possible qu'une partie des Francais, notamment ceux qui travaillent dans les administrations, soient mis à l'écart de l'effort national. - Comment demander aux travailleurs des entreprises industrielles d'affronter la concurrence internationale, d'accepter un nouveau mode de produire, de subir les licenciements. pendant que tous ceux qui sont protégés, qui disposent de la garantie de l'emploi continueraient à vivre comme avant dans leur train-train? a-t-il demandé. On ne va pas envoyes au front quatre millions de travailleurs pendant que les autres continueralent dans leur routine. Autrement dit, dans notre époque, il n'y a plus de vaches sacrées, tout le monde doit mettre la main à la pate. L'argent qui sera mieux utilisé, qui ne sera pas dépensé à tort par les administrations et l'Etat. sera autant d'argent qui ira à l'investissement et au pouvoir d'achat des travailleurs les plus

Auparavant, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, président du conseil général de l'Isère, avait loué la *- politique éco*nomique courageuse - menée. depuis trois ans, par le ministre de l'économie. - Jacques Delors ne prone pas la rigueur pour la rigueur, comme certains voudraient le faire croire, a dit M. Mermaz. Quelle que soit la solidité de ses convictions et quoi qu'en pense notre camarade Georges Marchais, Jacques Delors n'appartient pas à je ne sais quel ordre de flagellants et il n'éprouve pas le besoin de nous inviter, comme on le faisait parfois au Moyen Age, à serrer notre cilice. La rigueur pour la rigueur n'est ni son ambition, ni celle des socialistes, ni celle du gouvernement d'union de la gauche. C'est un moyen, rien de plus, pour parvenir à asseoir sur des bases solides une juste socialement.

« Je saurais m'énerver »

Lyon. - A Saint-Fons, dans la banlieue lyonnaise, M. Delors avait participé samedi après-midi, à une journée de l'Europe », organisée par la fédération du Rhône du Parti

Le résultat qu'obtiendra la liste de M. Marchais aux élections européennes pèsera évidemment sur ce choix, puisque la direction duPCF invite les Français à émettre un vote critique. « Ne pas voter commu niste, estime le secrétaire général du PCF, c'est dire au gouvernement : Je n'ai pas de remarques à faire, ce qui se passe actuellement m · convient. · A coup sur, c'est contribuer à l'aggravation des difficultés. - La campagne européenne n'ajoute rien, sur le fond, à la contestation du pouvoir par la direction du Parti communiste, mais elle accentue certainement, aux yeux de l'opinion, l'ampleur de cette contesta-

Rien ne passe. Des experts érrangers reconnaissent-ils quelques mérites à la politique économique de la gauche, M. Raymond Barre décerne-t-il au pouvoir un tout petit brevet de compétence libérale, Humanité n'y voit qu'une raison supplémentaire de suspecter cette politique. De toute façon, ajoute, pour sa part, M. Chevenement, la France n'a pas à - chercher à l'étranger des satisfecit ». Ni même à accepter, comme le fait M. Delors, cenx accordés par l'opposition. Le gouvernement, accuse M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du PS, proche de M. Cherenement, « court après Raymond

Rien ne passe plus, tant le Parti communiste paraît fonder sa straté-gie sur l'échec économique des choix sur lesquels M. Mitterrand s'est engagé personnellement et sur c politique de la gauche. Il est vrai ou'au sein même du parti socia liste M. Chevenement dit depuis longtemps que la gauche s'est enga-gée dans une logique de l'échec économique qui porte en germe la rup-ture de l'union, donc la défaite

Chaque ville perdue à l'occasion des élections municipales par-tielles est considérée par le PCF comme un signe supplémentaire du mécontentement que provoque l'aus-térité. M∝ Marie-Thérèse Goutman l'a réaffirmé après son échec à Noisy-le-Grand. Accusation aussitöt renvoyée par M. Jean Poperen, numéro deux du PS, qui invite ceux dont les propos renouvelés contribuent à diviser la gauche » à s'interroger sur leurs propres responsabi-lités.

JEAN-YVES LHOMEAU.

socialiste. Le ministre a comparé la liste d'union de l'opposition à « un bateau vide, qui vogue sur un océan de banalités ». « Ce n'est pas avec des sauts de cabri qu'on fait avancer l'Europe », a-t-il ajouté en indiquant que la campagne du PS visera à rapprocher les Français de l'Europe, car, quels que soient les

efforts consentis au niveau national

il faut les prolonger en jouant de l'effet de dimension européenne ».

En réponse aux critiques du PCF et de la CGT, M. Delors a déclaré : - Je fais partie d'un gouvernement. si la critique devenait trop sélective, je saurais m'énerver (...). Faire la distinction entre le gouvernement et un ministre implique un défaut de la vue, qui doit être corrigé. » En revanche, faisant allusion aux propos nuancés tenus par M. Raymond Barre, député (app.UDF) du Rhône, sur l'action gouvernemen-tale, M. Delors a déclaré que l'ancien premier ministre « donne l'image d'une démocratie apaisée et constructive, qui rompt avec le manichéisme politique. J'espère que son exemple sera contagieux, a-t-il dit, car une société qui se divise à l'excès ne peut faire face aux défis

M. Marchais:

pour une bonne utilisation de l'argent

M. Georges Marchais a répliqué, dimanche 6 mai, lors d'un meeting à Amiens, à M. Jacques Delors, qui, selon le secrétaire général du PCF. en demande beaucoup - à la patience - des travailleurs. « Mais, a ajouté M. Marchais, cette question du budget est trop sérieuse, trop inquiétante, pour qu'on en plaisance =

La baisse des dépenses publiques, a dit M. Marchais, toucherait « des secteurs aussi essentiels que la sente, le logement, la recherche, l'éducation. On parle mainte-nant, ouvertement, d'austérité», le t-il ajouté. - Je sais bien qu'on nous dis: Oui, mais les salariés y gagne-raient, puisqu'ils paieraient moins » d'impôt, avec l'objectif de baisse » de ! % des prélèvements obliga-» toires. » Nous sommes déjà en mesure, malheureusement, de dire que c'est un faux-semblant. La réduction des dépenses dans des secteurs essentiels pour la vie des gens serait beaucoup plus lourde à supporter que les contributions fiscales ou sociales des salariés ne seraient allégées. Autrement dit, on vous enlèverait un peu moins qu'aujourd'hui dans la poche de droite, mais, dans le même temps,

on vous enleverait beaucoup plus dans la poche gauche. Et, pendant ce temps, les revenus du capital, eux, continueraient à augmenter.

Le secrétaire général du PCF a poursuivi : « Nous disons non à cette mauvaise rigueur, qui frappe à la mauvaise porte, qui laisse se multi-plier les gachis du capital et qui entrave la relance. Nous ne somi pas, bien sûr, contre une bonne utilisation de l'argent, contre la réduc-tion du déficit budgétaire. Mais, pour l'obtenir, il faut un impôt plus juste et plus efficace qui pénalise les gaspillages capitalistes. Savez-vous qu'en 1983 ce sont, au bas mot, 13 milliards de france qui sont partis s'investir à l'étranger? C'est cela qui ne va pas es qu'il faut modifier. Alors, quand va-t-on taxer les exportations de capitaux, les plus-values en Bourse, qui, à elles seules, ont permis d'accroître, en 1983, les fortunes de 60 mil-liards? Quand va-t-on mettre en œuvre le progrès de l'impôt sur la fortune? Quand va-t-on rendre l'impôt sur le capital efficace? Vollà qui serait une bonne rigueur, et pour celle-là, nous sommes pour,

(Suite de la première page.)

de notre temps. :

Mais des deux sources principales de prélèvements obligatoires impôts ou cotisations sociales, laquelle devrait voir surtout son débit ralenti ?

Si l'on veut ailer dans le sens que souhaiteraient la plupart des Fran-çais, c'est vers la réduction de l'impôt qu'il faut s'engager. Le poids des consations sociales, c'est bien connu, est plus lourd en France que dans tous les pays alors que celui des impôts, et particulièrement de l'impôt sur le revenu, est plus léger. Malgré cela, l'impôt est, dans notre que les charges de couverture sociale. On peut, à première vue, donner plusieurs raisons à cette attitude : comme la TVA, la perception des cotisations sociales pour les salariés est moins douloureuse parce qu'elle est automatiquement perçue : la conquête de la Sécurité sociale est très chère au cœur des Français et leurs sacrifices leur paraissent mieux et plus directe-ment compensés par les prestations que par celles que leur fournit l'Etat sous forme d'écoles, de tribunaux, d'armée, etc ...

Un chercheur, M. Jean Dubergé, voulu aller plus loin dans l'étude de la « résistance comparée à l'impôt et aux cotisations de couverture sociale -, en menant une anquête par interviews (1). Avant de commencer, notre auteur savait déjà, du fait des précisions fournies par les études de M. Stoetzel (2), que les Français figurent parmi les plus mauvais contribuables d'Europe, c'est-à-dire parmi les plus forts fraudeurs, juste derrière les Belges et les Irlandais.

Les résultats des recherches entreprises n'ont pas infirmé la thèse couramment retenue selon laquelle une majorité de Français est plus allergique aux impôts qu'au paiement des cotisations, mais cette majorité (53%) n'est pas aussi large qu'on le prévoyait. Pourquoi ? C'est qu'il existe généralement, on le sait, une différence importante entre l'opinion publique, farouchement hostile à tout ce qui a trait aux impôts, et les opinions privées des individus, beaucoup plus nuancées... Autre fait intéressant à relever : l'attitude très réticente, voire hostile, d'un grand nombre de profes-sionnels de la santé à l'égard des organismes de couverture sociale. Etrange comportement si l'on songe que leur clientèle s'est largement éveloppée grâce à ces prestations.

Elle s'explique par le fait qu'un

· La réforme du statut de la Polynésie. - M. Gaston Flosse, viceprésident du Conseil du gouvernement de la Polynésie française, ancien député RPR, a décidé d'annuler l'entretien qu'il devait avoir mercredi 9 mai avec M. Charles Hernu, ministre de la défense. Par ce geste, le chef de l'exécutif local de Tahiti a voulu protester contre le rejet par la com-mission des lois de l'Assemblée nationale, au cours de sa réunion du 2 mai de la plupart des amende-ments présentés par M. Toubon (RPR) au projet de loi portant sta-tut de la Polynésie française, qui vient en discussion publique les 9 et 10 mai. M. Flosse estime que ces amendements correspondaient aux vœux de la majorité locale du territoire et aux encouragements que lui avait prodigués M. Mitterrand lorsqu'il l'avait rencontré en octo-

médecin ou un pharmacien qui doit suspendre son activité, pour cause de maladie on d'accident, non seulement ne perçoit plus aucune rémunération, mais est tenu de trouver un remplaçant s'il ne veut pas voir son cabinet ou son officine péricliter. Pour percevoir une indemnité journalière de 333 F, en cas d'arrêt de travail, un infirmier de Toulon âgé de cinquante-deux ans, marié, ayant un enfant, s'est plaint « de verser une prime annuelle d'assurances de 10 000 F non déductible fiscale-

Comment desserrer la vis?

les « prélèvements »

L'enquête de M. Dubergé a été poussée plus loin. Si des impôts doivent être institués, pour compléter ou remplacer les cotisations, vent-ils être mélangés avec les autres? La réponse est sans équivoque : 80 % des personnes interrogées estiment qu'il faut les verser à une caisse spéciale, et 100 % estiment qu'ils doivent faire l'objet d'un contrôle spécial. C'est là l'expression très nette de la crainte que le produit de ces impôts de remplacemen ne soit détourné de sa destination sociale; 70 %, enfin, souhaiteraient qu'on extirpe même le nom « d'impôts » pour cette catégorie de prélèvements et accepteraient qu'on parle de - cotisations de santé et de converture sociale », alternative présentée par l'auteur du questionnaire.

Que l'on prenne la question par un bout ou par un autre, l'opinion serait beaucoup plus sensible, puisqu'il est question de desserrer la vis des prélèvements obligatoires, à une réduction des impôts qu'à une diminution des cotisations sociales. Si l'on sait combien est étroite la piste d'économies sur la Sécurité sociale (3). l'effort principal devrait

ques pour l'autre raison, non négligeable, qu'elle est politiquement plus rentable. Mais quelle catégorie d'impôts faire surtout bénéficier d'une diminution? Si l'on suit la même voie politique, l'impôt sur le revenu est certainement le plus approprié et les informations qui filtreat aujourd'hui vont dans ce sens. Economiquement, c'est une autre histoire. On pourrait justifier l'opération en disant qu'une certaine épargne pourrait être ainsi reconstituée, « matière première » des futurs investissements. Mais la propension des Français à ne pas lorsque leur revenu baisse, en tirant précisément sur leurs réserves. devrait inviter à favoriser les sociétés plus que les contribuables.

La logique de la restructuration industrielle le veut ainsi. En d'autres temps, d'autres cheminements pourraient être favorisés. Aujourd'hui, tout le paquet doit être mis sur l'amélioration du tissu productif. La diminution de la taxe professionnelle, envisagée semble-t-il, serait bien accueillie. La réduction de l'impôt sur les sociétés aurait un effet encore plus entraînant, en exemptant, par exemple, de prélève-ment fiscal les bénéfices qui sont investis. Puisqu'on ne peut plus manger à tous les râteliers, comme on l'a feit pendant des années, la réduction du chômage doit l'emporter sur l'augmentation du pouvoir

PIERRE DROUBN.

(1) Dam la Revue française des finances publiques, nº 5, premier trimes-tre 1984. Librairie générale de droit et

(2) Les Valeurs du temps présent, PUF, 1983. (3) Lire l'article de Guy Herzlich dans le Monde du 26 avril.

La vision de M. Marchais est trop limitée au 17 juin

déclare M. Debarge au « Grand Jury RTL-le Monde »

Invité au «Grand Jury RTL-le Monde», dimanche soir 6 mai, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, a considéré que la politique du PC consistant « à répartir sans produire et à vouloir trouver des débouchés à l'extérieur tout en limitant l'entréé de marchandises venant d'autres pays » est un « non-sens », « voire une impossibilité économique ». Selon lui, Jacques Delors a une vue d'avenir [tandis que celle de] Georges Marchais se limite un peu trop en ce moment au 17 juin ».

Constatant qu'entre PC et PS il y a des « divergences », M. Debarge a observé que, si les communistes maniscestent leur désir de rester au gouvernement, ils doivent faire prenve non seulement de « solidarité gouvernementale», mais aussi --- ce qui n'empêche pas l'expres-sion d'opinions -- de solidarité politique responsable. Après avoir noté que la - clarification - se poursuivra, il a expliqué que les socia-listes - ne veulent pas la rupture -mais - continuer à apparaître comme le parti de l'union de la gauche tout en posant au PC les ques-tions qu'il convient de lui poser sans haine et sans crainte. La confrontation est à l'ordre du jour », a-t-il continué, avant d'ajouter ; « Nous la poursuivrons sur tous les plans, politique, économique...»

Pour le sénateur de la Seine-Saint-Denis, « être pour l'union de la gauche ne peut en aucun cas. signister être pro-communiste, et critiquer le PC – qui ne se gêne pas pour critiquer [les socialistes] – ne peut pas s'assimiler à de l'antiunisme; c'est le débat (...) tout à fait normal ».

Après avoir - complètement désapprouvé les critiques de vènement sur la politique de M. Delors, M. Debarge s'est déclaré solidaire et « d'accord » avec l'action du gouvernement, · avec ure nuance sur l'éducation nationale .. A ses yeux, le gouvernement · commettrait une erreur » s'il appliquait à sa majorité l'article 9 alinéa 3 de la Constitution pour le projet de loi relatif à l'enseignement. Après avoir estimé que « le gou-

vernement ne sait pas suffisamment promouvoir sa production », et souhaité davantage d'information et une plus grande autorité », M. Debarge a déclaré : « Je ne conçois pas l'application d'une poli-tique, dans une période de guerre économique et de crise économique (...), sans l'autorité. L'autorité n'a rien à voir avec l'autoritarisme. L'autorité consiste, après la concertation, après la négociation, avec les partenaires sociaux, avec les partenaires concernés par tel ou tel problème, à construire une décision et à appliquer celle-ci. >

M. CHEVENEMENT SOUHAITE UN GOUVERNEMENT DE & SALUT PUBLIC . QUI « N'EXCLUT PAS » LES COMMINISTES.

M. Jean-Pierre Chevenement, ancien ministre de l'industrie, a déclaré, dimanche 6 mzi, au cours de l'émission « Forum », sur RadioMonte-Carlo, que, - de toute évidence, nous sommes à la veille de choix importants sur le plan politi-que, probablement même, aussi, sur le plan économique ».

« Je suis pour la rigueur, a dit le chef de file du CERES, qui consiste à mettre en grivre une politique économique conforme aux objectifs de la modernisation industrielle, mais je ne suis pas pour l'austérité, qui sacrifierait la modernisation industrielle sur l'autel des grands équilibres économiques. (...) Je constate que la croissance prévue par les grands organismes de prévision économique est pour la France, ceste année, inférieure de près de trois points à ce qui en prévu pour la moyenne de not partenaires; et de deux points l'année prochaine. (...) Si on mesure ce que cela signifie en termes de création de richesses, de toute évidence cette croissance ralentie non seulement n'élargit pas nos marges, mais elle les réduit.

Evequant l'hypothèse d'un gouvernement socialiste homogé M. Chevenement lui a opposé celle d'un - gouvernement de salut public, avec un homme qui symbolise [un] grand dessein de moderni-sation industrielle, choisi dans les partis ou en dehors des partis, avec une formule de large union n'excluant pas les communistes qui doivent prendre leur part dans effort de transformation de la société française, avec les qualités qui sont les leurs. - [formule] imprégnée d'esprit national, mais ouverte à toutes les sensibilités nisatrices, qui existent dans la société française ».

M. MAUROY: **ETAT SATISFAISANT**

M. Pierre Mauroy demeure hospi talisé à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, où il a été admis vendredi matin 4 mai. Les médecins, pouisuivant leurs analyses, ont pratiqué samedi matin sur la personne du premier ministre une fibroscopie da pourson. Un communiqué, diffusé samedi par le médecin chef de l'hôpital, indiquait ... M. Pierre Mauroy, premier ministre, continue son traitement. Les investigations se poursuivent. L'état de santé du premier ministre est satisfaisant. Aucun élément ne justifie la publication d'un nouveau bulletin de santé avant le 9 mai. • .

Le chef du gouvernement a recu dimanche soir, la visite du président de la République. MM. Mitterrand et Mauroy se sont entretenus pendant une henre.

[La fibrescopie pelmounire est une exploration directe de l'arbre trachéo-bronchique à l'aide d'un instrument très flexible utilisant, des fibres optiques. Cet exament vise à obtenir un état Cet exament vise à obtenir un état précis des nauqueuses des voles aéricanes — dont il permet d'obtenir des inages précises — et de leur éventuelle altération. En outre, ces techniques d'endoscopie permettent, le cas échéant, de prélever des fragments de tissu dont il sera possible de faire l'exament ausnomo-pathologique. Elles permettent ausni de pratiquer des prélèvements des sécrétions bronchiques, ce qui sutorise notamment des examens cytologiques (examen des cellules) et bactériologiques.]

« Judaïsme et liberté »

CREATION D'UNE ASSOCIATION DE JUIFS D'OPPOSITION

A l'initiative de M. Clande-Gérard Marcus, député RPR de Paris, maire du X arrondissement de la capitale, des élus et des personnalités membres de la communanté juive et appartenant divers courants de l'opposition ont constitué une association nationale sous le titre - Judaisme et liberté - Selon M. Marcus, cette association - fidèle aux inspirations de la tradition jaive se donne notamment pour objectif de lutter pour une société de liberté contre toute forme d'étatisme d'inspiration marxiste ».

Le bureau est ainsi composé : Pré-tident : M. Claude-Gérard Marcus, député RPR de Paris ; Viceprésidents : M. André Nahum, adjoint au maire de Sarcelles (sans étiquette), Mª Nicole Chouraqui, adjoint au maire de Paris (UDF), M. Jean-Pietre Pierre-Bloch, adjoint au maire de Paris (UDF); Secré-taire général : M. Lucien Finel, conseiller de Paris (UDF); Secrétaire général adjoint : Mes Gabrielle Mass, conseiller de Paris ; Trésorier : M. Jean Lubetzki, (sans étiquette); Délégué : M. Jean-Claude Weill

La majorit da Noisy-le-G

A 457 HE

year sec.

17. فتهينف STATE STATE وتتطا جعيان 一分 外传统 may rest 李文学 - Originalis s

医乳化剂 🎕

Section of S

THE PERSON NAMED IN Acceptant THE PERSON NAMED IN market.

TAK WALL

-

The same or newscare the

(Table)

A TO PERSON OF THE PERSON

48.74

7.6

BALL THE PARTY.

San Sa

- بنشد

- Haller and -THE REAL PROPERTY. AND THE PERSON NAMED IN PERSON A con in -

No. bertieb THE STATE OF STATE -States of the states of The second secon shifter house 中学: 电流流点点 - district and · -大きり山口をおける

The state of the

The second secon THE COURT OF Topos et débats -

M. Cot : Total raconte n'es and the same of th the state of the s

THE WAR STATE State of the state The second second second The second of th

M. Stirm: la for Darde Pardle &

The same and the The state of the s The state of the s C. 44 21 R. 1 ----A STATE OF THE STA

AND COMPANY The second secon

The street of th

Annual State of State

DEVELOPENT STORY SOUVERNEMENT MEALUT PUBLIC WEXCLUT PAS

M. Jone France But the state of the state of

Exceptants (The Control of the Contr PROPERTY NAME OF THE PARTY OF Chestament The gray continue of BANK STANCE OF THE SERVICE BOOK WAS TO THE TOTAL OF THE PARTY OF THE PA Market De Contract

輔 競為LROY:

ETAT SATISFAISATI.

SECTION AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PART

* Accessor of the second

er er 2000 Einemen Maraon In the

STES MARKETES.

140.07

Marie Commence of the Commence Market and Marie Control of the The production of the second A Maria Company Marie State The part from the second Marie San Property of the Control of And the same of th AND MERCHANT OF THE AND the state of the s the party Party of the State The state of the s Belle Berner Land Comment of the Control Manager Way of the second

Marie and the second Water and the second se Der Zt laurel eine e. MARKET THE PARK OF 最後機能 かけいりょう March & Server of the server THE PARTY OF THE P MARKET WAS TO THE DAY A STATE OF THE STATE OF

Appendix of the control of the contr STATE OF THE STATE May 1 Contract to the second second The second secon Constitution of the second and the second were fumer of the second 経験 変数 エスケイン ME CONTRACT THE PERSON AND A PERSON AS A PERSON AS

11 07

The second secon Marketin to ---new And Waster Company of the second of the s Control of the second THE PERSON NAMED IN And the second of the second o

FALLO DE CESTADO MAFS: TOTAL MINERAL COLUMN Marie Salar

E EN 131 1 M

Aug marin

MF M. 5-10-

Bank's the s BART TO and the A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH M. State Comment for managers getc. Tel \$4.4 × 45

****** Mark the -The state of AND 15 Char. No. Mario in P. Wille T. and the same M. S.

- 13 m

La majorité perd la municipalité de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis)

*Le 6 mai, il n'y aura qu'un, gration en tant que maire n'a pas été ressèque, porte la marque de deux four . annonçait avec matorité contestée à temps. l'appel de l'opposition aux Noiséens virtuellement absents à donner procuration pour l'élection municipale partielle de dimanche. Les électeurs ont confirmé cette proclamation anticipée et porté à la mairie de Noisy le-Grand (Seine-Saint-Denis) M= Françoise Richard (RPR) et la majorité de sa liste en leur accordant 52.96 % de leurs suffrages. Noisy le Grand est la cin-quième ville de plus de trente mille habitants reprise par l'opposition au après mars 1983 et les divers conten tieux électoraux, conséquences de

ces élections municipales. Le chemin - qui est pour M= Marie-Thérèse Goutmann, maire communiste sortant, et pour la ganche celui de la défaite - fut long. Mars 1983 : Ma Richard et M= Goutmann sont l'une et l'autre premier tour des élections munici nales par le succès estimable (18.67 % des suffrages) d'une troiième liste aux intentions ambigues.

Au deuxième tour, M. Gout-mann Pemporte - apparemment -de justesse sur la liste d'opposition de M. Richard, à laquelle M. Louis Cuq, chef de la troisième liste, s'est rallié: 7 647 voix pour le maire com-muniste sortant, 7 497 youx pour la liste de M= Richard. Mais Noisyle-Grand est soulevée, comme tant d'autres villes, par la lame du contentieux électoral.

Fallait-il ou non annuler tout uniment, au niveau des bureaux de vote ou, au prix de divers grattages, au niveau du bureau centralisateur, les suffrages de l'opposition symbolis par des bulletins entachés de fautes d'orthographe? Non, répondront ment le tribunal administratif et le Conseil d'Etat.

Aux termes d'une décision readue publique le 24 février, la Hante Assemblée inverse les résultats du denxième tour de mars 1983 et accorde 8 343 suffrages à la liste de M= Richard et 7654 à celle de M= Goutmann. M= Richard devrait dooc devenir maire... mais M™ Gontmann le reste car sa dési-

UNE ELECTION CANTONALE TARN-ET-GARONNE : CARTON

de Grisolles (1ª tour). Inser., 6941; vot., 4421; suffr. expr., 4240. MM. Arbean, MRG, 1367; Vovis, opp., 1350; Lacourt, PS, 869; Hersson, PC, 435; Imbert, s. ét., 219. Il y a ballottage

OUT, S. CL., 219. Il y a ballottage.

[Il s'agit de pourvoir le siège leises vacant pur le décès de Pierre Tajan, MRG, maire de Fahea et séanteur du Tarn-et-Garonne, surveus le 19 mins dernier. Pierre Tajan svait été réélis dis le presider tour des Sections cautonales de mars 1979 avec 3 231 voix coutre 735 à M. Hérimon (PC) et 635 à M. Bella (PS), pour 4601 suffinges exprissés, 4252 voinnis et 6333 les-crits.

crits.

M. Arbenz, cantidat de MRG, strive en tête de scrutin de ballottage avec 32,24% des suffrages exprimés. Le majorité devrait logiquement conserver et cauton, puisque les trois candidats qui la représentent recueillent 62,99% des suffrages les tronses accordé de server de la carefacte de la care des suffrages. Par rapport au seratis de des suffrages. Par rapport au seratis de astrs 1975; le PS enregistre una pro-gression de d.69 points. Le PC, en re-vanche, qui passe de 15.97 % à 10.25 %, recuie de plus de cinq points.]

dra que le conseil des ministres pro-nonce la dissolution du conseil municipal et que l'on revote le 6 mai. C'est désormais chose faite et la cla-

Pour sortir de l'imbroglio, il faul'évidence pas rassemblé tous les électeurs qu'une plus ou moins vague sympathie pour la gauche. assortie d'une plus ou moins grande rification recherchée, et obtenne, a réticence à l'égard du PC, pouvait

	6 MAI 1984	≯TOUR MARS 1983	I=TOUR MARS 1983
Inscries Abstections Suffrages exprimits Majorial (M= Goutmann, PCF) Opposition (M= Richard, RPR) Linte Serressique Linte CUO	21 725 37,29 % 13 428 4 928 (36,70 %) 7 112 (52,96 %) 1 388 (10,33 %)	21 624 24,50 % 15 997 7 654 (47,84 %) 8 343 (52,15 %)	21 676 30,07 % 14 828 6 370 (42,95 %) 5 689 (38,36 %) 2 769

* Rémitats rectifiés par le Conneil d'Etat. Les premiers résultats litigienx, proclamés le 13 mars, dommient 7647 voix (S0,49 %) à la liste Goutmain et 7497 voix (49,50 %) à la liste Richard.

pour les une et les autres.

Avec 52.96 % des suffrages exprimés, M. Richard fait mieux que maintenir son potentiel de voix du second tour de 1983, tel que l'avait rétabli le Conseil d'Etat : 52,15 %. En dépit d'abstentions nettement plus nombreuses: 37,20 % contre 24,50 % au deuxième tour de mars 1983. C'est dire que le thème majeur de la campagne de l'opposi-tion – la dénonciation de la fraude électorale – n'a joué qu'un faible rôle dans la décision des électeurs. Le rapport des forces était apparemment établi au détriment de la ganche dès mars 1983.

En s'affirmant haut et fort comme ce qu'elle est, l'opposition a su comerver une faveur que la gau-che s'est peut-être aliénée en apparaissant au cours de la campagne plus «noiséenne» que socialiste et

Pour la gauche, l'amertume de la défaite a plusieurs aspects. La liste sécessionniste de l'ancien premier secrétaire - dissident et exclu - de la section socialiste, M. Lucien Ser-

aniourd'hui des goats fort divers réunir. L'échec de la gauche va aussi lui être en partie imputé.

M. Goutmann ne s'en est pas privée, déclarant dimanche soir que la projonde division (...) au sein de la gauche a considérablement aggravé un phénomène de découragement de l'électorat populaire ».

A l'évidence, l'addition, en partie artificielle, des résultats de la liste de M Goutmann et de ceux de M. Serressèque, ne confère pas à la majorité la moindre chance. Mais la division de fait de la gauche ne l'a pas servie. Privée de toute dynamique, elle a offert pendant la campagne l'apparence d'une atonie qu'a mise en évidence l'assurance de opposition.

L'opposition prend donc des maintenant possession de Noisy-le-Grand, demain sans doute de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, dont Noisy-le-Grand n'est que l'une des parties prenantes et où la gauche vient de perdre la majorité précaire qu'elle possédait. C'est en 1986 en effet que sera formé le nouveau conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement de la

MICHEL KAJMAN.

RECTIFICATIF. - Le candidat

LE MESSAGE DE L'UFAC

Pour le 8 mai

La commémoration du 8 mai

ment du 6 juin en Normandie don-

nera lien, en particulier, à une

cérémonie à laquelle participeront notamment la reine Elisabeth

d'Angleterre et le président Reagan, sur la plage d'Utah-Beach.

A l'occasion de la célébration du

8 mai, M. René Peyre, président de

l'Union française des associations de combattants (UFAC) — qui regroupe deux millions de membres,

- a adressé un message qui déclare

notamment, après avoir rendu hom-

mage à tous ceux - soldats français

et alliés, résistants - qui sont tombés entre 1939 et 1945 : « Nous,

anciens combattants, dont les senti-

ments et les activités ne sont pas

suffisamment connus de l'opinion

publique, nous nous préoccupons de l'avenir des générations actuelles et

» Ensemble, nous demandons

aux Nations unies et aux chefs d'Etat l'arrêt de la course aux

armements, la réduction progres-sive, simultanée et contrôlée des

armes nucléaires, conventionnelles

et autres et la garantie, à chaque étape, de l'indépendance et de la

futures (...).

sécurité des Etats. •

· Le Parti démocrate français renonce à présenter une liste euro-péenne. - Le Parti démocrate franfigurant en dix-huitième position sur la liste ERE européenne n'est pas cais (PDF), dirigé per M. Guy Gen-nesseaux, & décidé de ne pascomme il a été indiqué à la suite d'une erreur de transmission dans le présenter de liste aux élections euro-Monde du 5 mai, M. Jacques Lévi, pécanes du 17 juin en raison de l'impossibilité à laquelle il s'est mais M. Jean Lévi qui est, notamment, l'initiateur du lycée expériheurté dans sa tentative de regrou-per plusieurs » petites litres » de la mental de Paris. **ANCIENS** communiqué publié dimanche COMBATTANTS de son bureau national, le PDF de son bureau national, le PDF déplore que « les apprentis leaders de toutes ces petites listes » n'aient pas profité de « l'espace politique important laissé vacant par l'opération de « caporalisation » du RPR et de l'UDF ». Selon le PDF, les perspectives électorales des penites listes sont « nulles » si elles ne se 1945, désormais jour férié, marquera cette année l'ouverture des regroupent pas, c'est après avoir contesté que « les égoïsmes des uns les ambitions des autres, la mégalocérémonies exceptionnelles voulues par le gouvernement à l'occasion du maniede certains, les interdits de quarantième anniversaire de la libéquelques uns. empêchent absolu-ment d'aboutir à un résultat ration. La célébration du débarque

sérieux », que le PDF a choisi de se retirer de « cette compétition

Propos et débats

M. Cot:

M. Chirac raconte n'importe quoi

M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre, troisième sur la liste du PS pour les élections européennes, estime dans une interview que publie l'hebdomadaire savoyard la Vie nouvelle : « Avoir comme objectif de mettre la Grande-Bretsgne dehors, ce n'est pas-sérieux. Jacques Charac racontre d'ailleurs n'importe quoi à ce sujet. C'est vrai que l'attitude du gouvernement anglais, d'une rigidité idéologique peu acceptable, est embarrassante, mais nous avons intérêt à ce que ce pays reste dans la Communauté. D'autre part, pour ne pas réduire l'Europe à un axe Paris-Borm, ensuite, pour des raisons technologi-ques et industrielles. L'Airbus et la fusée Ariane ont été construits avec l'Angleterre. Ce pays dispose en outre, comme la France, d'une force de frappe indépendante, et c'est important. »

M. Jean-Pierre Cot se déclare « choqué » per l'attitude du Parti communiste à propos de l'antrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. « Je ne comprends pas que ces pays, qui ont mis fin à leurs dictatures, puissent être tenus à l'écart de l'Europe démocratique. > - (Corresp.) .

M. Stirn:

Simone Veil, porte-parole de la droite

Répliquant à Mª Simone Veil, qui avait jugé que la liste ERE conduite par MM. Doubin, Lalonde et Stim est € ambiguê » et inspirée per M. Mitterrand (le Monde des 6 et 7 mai), M. Olivier Stim a déclaré, samedi 5 mai, à Mice : « Simone Veit s'inquiète, et l'inquiétude chez alle est mauvaise conseillère. Elle nous a traités d'ambigus, c'est elle qui l'est. Elle était centriste et européenne, elle est devenue le porte-parole de la droite et elle a perdu sa conviction européenne (...) Quant à imaginer que notre liste serait celle du président de la République, c'est nous faire beaucoup d'honneur », a ajouté le député du Calvados. Pour M. Doubin, «l'ambiguité» est «du coté de Mare Veil » car, a-t-il dit, « si quelqu'un couvre une liste d'un pavillon de complaisance, c'est bien elle». Les trois chefs de file de la liste ERE ont été reçus à Draguignan (Var) per M. Raymond Nicoletti, démissionnaire du PS (le Monde du 10 avril) et à Toulon par le maire UDF, M. Maurice Arcector. - (Corresp.)

(Suite de la première page.)

La Corse, point le plus avancé en mauère de statut, en est le talon d'Achille. On enterre la décentralisation sans en attendre le décès. Le gouvernement, souligne l'opposition, ne repousse-t-il pas lui-même à 1986 le projet prévu pour 1981 de l'élection au suffrage universel des autres assemblées régionales?

Dans l'île, les récents soubresauts de l'assemblée agonisante ont à peine déçu. « Elle a vécu ce que vivent les roses . ricane-t-on. « Encore un coup de sta pulitichella, la cuisine politicienne. - La fierté insulaire se rebiffe. Mais la dissolution n'est pas d'aujourd'hui. La naissance, en août 1982, de la nouvelle institution - - un petit parlement - et la mise en place du statut particulier transférant plus qu'ailleurs de nombreux pouvoirs à la région avaient pourtant suscité un grand espoir. Deux ans plus tard, l'image de marque de l'assemblée est « devemue détestable . aux yeux d'une opinion qui la juge « très sévèrement », selon les termes de son président, M. P. Alfonsi.

Sta publitichella »

Le temps des élections va-t-il revenir? Déjà la rue se nourrit de polémiques. Sur la scène corse, le ieu politique reste une mine d'or pour les conversations. L'Assemblée s'est destituée. Qu'elle fasse peau neuve. On tient tout de même à l'institution. L'ex-FLNC, dans une récente communication, fustige l'échec lotal de l'Assemblée des Corses -, mais on dit que le Mouvement corse pour l'autodétermination, association proche du mouve-ment dissous présenterait une liste aux futures élections.

L'homme de la rue, lui, s'inquiète d'une vacance de pouvoir - qui s'éterniserait ». « Qui va payer les fonctionnaires ? Qui versera les subventions aux communes? . Le budget 1984 n'a pas été vôté. Le préfet, commissaire de la République. M. Paul Bernard, a saisi la chambre régionale des comptes qui mettra en œuvre les dépenses et recettes urgenes - fonctionnement et engagements pluri-annuels déjà signés. Mais la plupart des crédits d'investissements restent en suspens pour le moment. Ainsi en est-il pour certaines dotations aux offices agricole et hydraulique, pour l'agence langue et la culture corses, la expliquer sa chute.

En pleine récession économique. l'incertitude de l'avenir effraie. Autre préoccupation : que devient le projet envisagé de réformer le statut fiscal insulaire? Avant même l'ouverture du débat prévu pour l'été et désormais ajourné faute de com-battants, l'opinion s'inquiète. Vat-on supprimer certains privilèges fiscaux comme ceux de la TVA on d'autres sur les droits de succession? - Si demain le gouvernement décidait seul... - Juridiquement, il n'en est pas question.

Quand le porte-monnaie est touché, le réalisme revient au galop. De fait, les divers offices et agences d'administration économique - înstances prévues par le statut particulier (1) - sont aujourd'hui en place. lls existent, même s'ils ont beaucoup de mal à fonctionner. Ce statut particulier est désormais la loi, m pour ceux qui, hier, s'y opposèrent, comme M. Jean-Paul de Rocca-Serra, le leader RPR de l'opposition corse appelé ici le . renard argenté . L'assemblée actuelle, elle. « meurt de ses défauts de jeunesse. Elle n'a après tout que vingt mois d'existence. Mais quelle his-

Eloge funèbre pour un président

Le « final » du 25 avril avec ses chœurs et ses ténors en retrace le fil. Ce jour-là, le Grand Hôtel grouille de caméras. Dans les jardins, un écran de télévision permet au public de suivre les débats. Tous les élus de la majorité et de l'opposition paradent. Seuls, au premier rang, les

La Corse entre deux périls

sation de M. Edmond Siméoni pratique la chaise vide depuis le 12 février dernier.

En début de séance, le président Alfonsi, fragile mais pugnace. fixe la règle du jeu. « Messieurs, sachez rester dignes (...) dans ce maëlstrom qui secoue notre assemblée... . Rires sur les bancs... Au perchoir se succèdent les tribuns du forum, jacobins et girondins, pour de violents réquisitoires. S'il vantent la · sagesse - du président, c'est pour mieux fustiger ensuite les tares de l'exécutif régional composé d'élus de gauche (MRG, PS, PC). Cet exécuul est d'autant plus critiqué que trois de ses membres ont exercé le pouvoir depuis décembre en raison de l'absence de M. Alfonsi pour cause de maladie.

Aujourd'hui, l'houre des bilans a sonné. « Notre seule chance, notre ardente obligation, lance M. Alfonsi, était de privilégier, dans le cadre du statut particulier et de l'unité nationale, la dimension insulaire - U sintimu nustrale - qui aurait du constituer notre dénominateur commun sur les clivages et les intrigues politiciennes, souvent venues d'ailleurs »... Rideau.

Après douze heures de séance, l'Assemblée vote enfin la motion présentée par M. Jean-Paul de Rocca-Serra au nom de l'opposition. Celie-ci se refuse à voter le budget. les contrats de plan et toutes autres propositions de l'exécutif Motif principal : cet exécutif, minoritaire. ne peut plus mener la barque. Il doit démissionner. S'il refuse, l'Assemblée doit être dissoute. La motion recueille 29 suffrages contre 27. Le score est sans surprise. Le blocage de l'institution est consommé. Mais comment en est-on arrivé là ?

En février, l'opposition avait voté les orientations budgétaires de l'année et les propositions de contrats publics pour 1984-1988. Elle avait donné mandat à l'exécutif pour négocier avec l'Etat. Deux mois plus tard, elle refuse d'en délibérer. Le revirement est dénoncé par l'exécutif, plus précisément par M. Toussaint Lucciani, polytechni-cien et MRG dissident. Pourquoi l'opposition a-t-elle choisi ce moment pour croiser le ser? On évoque l'éventuelle pression des étatsmajors nationaux lancés dans la campagne des « européennes ». Mais l'Assemblée de Corse a bien assez de ses propres motifs pour

Instabilité chronique

Que de compromis, de renversements d'alliances et de ralliements au cours de ses vingt mois d'exis-tence... En août 1982, Prosper Alfonsi n'accéda à la présidence qu'avec 23 voix sur 61 députés. Maigre résultat. Son rival malheureux. le chef traditionnel de l'opposition corse, M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR), en recueillit 20. Le leader UDF, M. José Rossi, avait refusé de le soutenir pour rompre avec la politique des clans tant décriée.

M. Rossi assuma alors le rôle de faux-frère dans l'opposition. Ne vota-t-il pas ensuite la reconnaissance de la notion de peuples corse ? Cela lui attira de sévères rappels à l'ordre. Mais · les temps chan-gent ·, explique aujourd'hui l'intéressé, revenu dans le giron de l'opposition. . Dans la tourmente que traverse la Corse, il faut qu'une volonté s'exprime à travers une majorité et un exécutif forts. Il faut c trancher dans le vif... - C'est un fait, l'exécutif a toujours été minoritaire, et l'opposition majoritaire. Elle aussi, au départ, a gagné

Trois événements marquants jalonnent la tumultueuse chronique bouclée le 25 avril. Le 21 mars 1983, deux élus UPC font dissidence. Entre la majorité gouvernementale (26 élus corses) et l'opposition (23 sièges), l'UPC, jusque-là apte et décidée à faire la balance au nom de la transparence politique et de la démocratic économique, se trouve réduite à cinq sièges. Son rôle est compromis. Peu après, un intergroupe des non-alignés », dit encore - des sept -, se forme.

Cinq mois plus tard intervient un deuxième choc. Le 23 août 1983, l'intergroupe vote avec l'opposition lors de l'attribution des présidences pour les divers offices régionaux. L'opposition prend ainsi le pouvoir économique, elle obtient tous les postes d'administrateurs. Les quatre nationalistes de l'intergroupe espéraient, par cette alliance, faire avancer les revendications « corsistes ». Le calcul s'est avéré, depuis, être un marché de dupes. Dès ce moment les dés sont jetés.

Enfin, le 12 février 1984, l'UPC se retire. Sa décision ne surprend pas. Selon elle, - les lois fondamen-

cinq sièges de l'Union du peuple tales du jeu démocratique ne sont corse (UPC) sont déserts. L'organi-plus respectées. Une minorité qui s'accroche au pouvoir politique, une majorité qui le refuse, des saupoudrages budgétaires, un verbalisme débridé, joints à un manque prolongé de moyens du au désengagement de l'État, ont provoqué un dysfonctionnement de l'Assemblée . Tel est le verdict de l'UPC, cohérente dans ses positions depuis le début. L'exécutif, désormais, ne peut plus compter que sur ses propres forces.

> L'opposition, deux mois plus tard, fait ses comptes. L'UPC n'est pas revenue sièger. Après le pouvoir économique, l'opposition briguerait-elle le pouvoir politique? Le 12 avril, elle refuse de délibérer sur le budger. Trois élus appartenant à l'intergroupe et connus pour leur sensibi-lité de droite la rejoignent. Ils obtiennent ensemble la majorité relative (29 voix sur 27). L'Assemblée a vécu. L'ère de la dissolution commence.

> De fait, ce sont les petites listes qui ont fait la balance. Demain, un bureau dirigé par l'opposition connaîtrait sans doute les affres de l'instabilité chronique. A moins de modifier le mode de scrutin... Là, la majorité des élus appartenant aux partis traditionnels fait chorus. Les clars prennent position.

Seuil de représentativité

Une seule solution pour éliminer les francs-tireurs : élever le seuil des suffrages requis pour siéger dans la future mouture de l'Assemblée. Pour M. François Giaccobbi, leader MRG de Corse, le gouvernement a donné à l'Assemblée - des pouvoirs exorbitants sans lui en donner les moyens, c'est-à-dire une majorité ».

Le scrutin à la proportionnelle, en 1982, permettait de siéger à quiconque obtenait au moins 2 000 voix. Il ent dix-sept listes. C'est ce qui a donné à la première Assemblée son aspect original et démocratique. Ainsi les diverses sensibilités nationalistes ont été invitées à faire œuvre commune dans le jeu parlementaire. Désormais, les partis traditionnels veulent l'instauration d'un seuil. Pour le RPR, ce pourrait être 5 %. Mais le PS luimême franchirait-il à coup sûr la barre? Son influence reste faible en Corse. Les nationalistes, nour leur part, se sentiraient et seraient peut-ètre exclus. Une partie des élus suggèrent donc 3 %. Ce sera au gouvernement de proposer le seuil et au Parlement de se prononcer.

Deux ans après sa création, le statut particulier va perdre sans doute une de ses originalités et le gouvernement un de ses paris : l'ouverture démocratique aux petites formations. Ces dernières pourraient se rabattre sur l'UPC. Encore faut-il que celle-ci annonce la couleur. Sa politique de la chaise vide, plus ou moins comprise sur le moment, lui assure aujourd'hui une image intacte loin des remous politiques récents

Un autre phénomène peut aussi modifier la distribution des cartes : l'effet - CFR -. L'Association pour la Corse française et République (CFR) constituée en septembre der nier, entend contrer par la voie démocratique et des movens pacifiques · le terrorisme et le séparatisme . Les animateurs de la CFR se disent apolitiques. Leurs adhérents votent RPR, UDF ou MRG. plus rarement PS ou PC. - Les électeurs sauront choisir leur camp grâce à la CFR », prédit un des sou-daveurs de cette association. Le camp de l'efficacité contre l'ex-FNLC. Pour ou contre le sépara-tisme : il faut se déterminer », poursuit le fondateur. Il explicite ainsi un élément supplémentaire dans le débat parlementaire.

La gauche est sommée d'affirmer ses positions. Certains de ses membres, principalement socialistes, ne défilaient-ils pas aux côtés des nationalistes avant mai 1981, contre la répression? On se plait aujourd'hui le rappeler dans les rangs de la CFR. L'association juge insuffisante l'action du gouvernement contre l'ex-FLNC. Ses troupes en campagne amèneront-elles demain l'union sacrée des sensibilités CFR sur les bancs de l'Assemblée corse? A

DANIELLE ROUARD.

(1) Le statut particulier de la Corse : une Assemblée élue au suffrage universal. Deux conseils consultatifs, le conseil économique et social, le conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie. Trois offices, celui du développement agricole et rural, celui de l'équipement hydraulique et celui des trans-ports. Quatre comités ou commissions mixtes : le comité pour le développement industriel de la Corse, celui pour la communication audiovisuelle : les commissions pour l'emploi et pour l'évaluation des transferts de charges. Le schéma d'aménagement de la Corse.



Locations France Amérique Latine: 18, rue du Congo, 93500 Pantin: 846-17-35
 Théitre des Champs-Elysées: 15, avenue Monaigne, 75008: 723-47-77
 on par l'intermédialrede sour collectivité, CE, CAS

Sous la haut patronage du Ministère de la Culture

L'UNICEF espère diminuer de moitié la mortalité des enfants dans le tiers-monde

Rome. – Le conseil d'administration de l'UNI-CEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) s'est achevé le 4 mai à Rome sur un triple résultat : un soutien renouvelé à la stratégie mondiale mise en œuvre par l'organisation depuis 1982; Un appel

de la vie (petite enfance, grossesse

lactation), l'encouragement de

l'éducation féminine et la promotion

L'adoption de cette stratégie en

sept points a marque une forte

inflexion dans l'histoire de l'organi-

sation, vouée à l'origine au relève-

ment des enfants victimes de la

seconde guerre mondiale, puis, dès

le début des années 50, au secours

de l'enfance du tiers-monde. Depuis

trois décennies, en effet, l'UNICEF

par des mesures d'aide comme

par des conseils aux gouvernements

- s'est affirmé, de plus en plus, comme un organisme de développe-

ment intégré, dont le pragmatisme

et l'efficacité sont reconnus au sein

parfois déconcerté: n'est-elle pas

trop précise, trop - concentrée - , par

rapport à l'immensité des objectifs

susceptibles d'intéresser l'organisa-

tion? Cette question a été posée,

avec quelque vigueur, à Rome, par

certaines délégations de pays industrialisés, celles de la Suisse, par

exemple, et de la Finlande, ou, d'une

manière plus seutrée, par la déléga-

M. James Grant a répondu en

détail à cette interrogation, qu'il

juge saine. Il n'est pas question, at-il dit en substance, de négliger les

éléments fondamentaux et tradition-

nels de l'aide de l'UNICEF, tels que

Aussi, l'articulation de la straté-

de l'espacement des naissances.

De notre envoyée spéciale Depuis 1982, l'UNICEF a adopté une stratégie en sept points, sur laquelle repose, estime l'organisal'approvisionnement en can potable pour lequel les dépenses ont crit tion, l'espoir majeur de diminuer de de 8 millions de dollars en un an moitié la mortalité des jeunes ou le renforcement des services sanienfants dans le tiers-monde, c'esttaires et sociaux des campagnes et à-dire de parvenir à une - révolution des villes les plus pauvres. • Il faut. pour la survie de l'enfant - : survoilnous a-t-il déclaré, faire comprendre par une forte impulsion donnée à ance de la croissance à l'aide de fiches simples ; mise en œuvre de la ces mesures simples que le premier protecteur de l'enfant est d'abord réhydratation par voie orale, pour parer aux effets désastreux des son milieu immédiat, et avant tout maladies diarrhéiques; promotion de l'aliaitement au sein dont le sa mère. Or, ce que propose l'UNI-CEF par cette stratégie est précisédéclin dans le tiers-monde se traduit ment à la portée des mêres, que par des millions de morts chaque nous pouvons aider par le biais de année : vaccination universelle ceux qui sont le plus proches contre les six maladies les plus comd'elles: les éducateurs, les secoumunes et les plus meurtrières de la ristes, les religieux, les responsapetite enfance. L'UNICEF a ajouté bles des moyens de communication à ces quatre composantes - désignées par le sigle anglais GOB. – la fourniture de suppléments alimenrépandus dans le tiers-monde . à commencer par les radios des pays taires au cours des périodes critiques

> Le Vatican et la Croix-Rouge

L'organisation propose donc une concentration sur ces mesures immédiatement réalisables. En ce sens, la réunion de Rome a enregistré le soutien public de deux organisations mondiales, un appui auquel M. Grant attache le plus grand prix, nous a-t-il dit: celui du Saint-Siège celui de la Ligue des Croix-Rouges.

Le soutien du Saint-Siège avait été déjà exprimé, il y a un an, par l'Osservatore Romano – seion lequel les mesures simples proposées par l'UNICEF recevraient un soutien maximum e de l'Eglise, puisqu'elles devraient permettre d'améliorer la santé de centaines de millions d'enfants chaque

Quelques jours avant son départ pour l'Extrême-Orient, Jean-Paul II a reçu l'ensemble du conseil de l'administration de l'UNICEF pour lui réaffirmer solennellement cet engagement. Ce soutien prend un relief majeur dans certaines sociétés du tiers-monde, où l'Eglise est solidement implantée, notamment en Amérique latine — où il est demandé au clergé d'encourager particulièrement la vaccination — et dans quelques pays d'Afrique et

d'argence à la communanté internationale pour l'Afrique noire, frappée par la sécheresse et la désertification; la reconduction pour cinq aus de M. James Grant à la tête de l'institution.

Un second appui important de l'action de l'UNICEF s'est affirmé au cours de la réunion de Rome par la voix de M. Hans Hoegh, secrétaire général de la Ligue des Croix-Rouges et Croissants-Rouges, qui compte à travers le monde quelque 250 millions de membres et de volontaires. La Ligue est déterminée, a déclaré M. Hoegh, à mettre en œuvre dès à présent des projets pilotes portant sur la lutte contre les maladies diarrhéiques et les déshydratations mortelles qui en résultent, et incluant un volet nutritionnel.

Concentrer l'aide, rassembler les

efforts des organismes multilatéraux et bilatéraux est effectivement une mesure d'urgence. Compte tenu de la crise qui affecte les pays industrialisés, les recettes totales de l'UNICEF, qui ont atteint 340 millions de dollars en 1983, ont diminué de 10% par rapport à 1982. C'est grave si l'on songe que, grace à ces sommes, l'UNICEF a pu, au cours de cette même année 1983, coopérer à des programmes de santé de l'enfant dans cent deux pays, développer des plans de nutrition dans vingt mille villages, fournir en cau potable, par le creusement de soixante-douze mille puits, près de treize millions de personnes, participer à la formation de quatre-vingt mille enseignants, pour ne citer que ces exemples. L'organisation a aussi porté une assistance directe à trentetrois pays frappés par des guerres ou des désastres naturels. L'appel qu'en fin de session le conseil a adressé à la communauté mondiale en faveur de l'Afrique noire, pour laquelle l'UNICEF souhaite recueillir au plus tot 50 millions de dollars supplémentaires, s'inscrit dans ces

mesures d'urgence.

En aucun cas, écrit M. James
Grant dans son rapport pour 1984,
l'effort ne doit se relâcher. L'optimisme qui prévalait, il y a encore
dix ans, n'est plus de mise
aujourd'hui, ajoute-t-ii, alors que
nous savons que les effets de la
récession mondiale frappent d'abord
les enfants et « que « les fonds destinés à l'assistance au développement se raréfient». L'UNICEF,
conclut-il, « ne prétend être que
l'une des multiples forces qui doivent se conjuguer pour cette révolution de la survie ».

CLAIRE BRISSET.

Rixes dans l'îlot Chalon : deux morts

Deux rixes ont en lieu à ringt-quatre heures d'intervalle au cours du week-end dans l'ilot Chaton, non lois de la gare de Lyon à Paris, provo-

quant la mort de deux personnes.

Dans la muit de samedi à dimanche, au cours d'une hagarre, dans un appartement situé au ciaquième étage du 3, passage Brunoy, endre des Maghrébins et des Noirs, l'un d'entre eux a lancé une bouteille de gaz qui est passée par la fenêtre et qui a mortellement blessé un passant. Mohammed Tonahi, trente-quatre ans, de nationalité algérienne, est mort des suites d'une fracture du crâne à l'hôpital Lariboisière, où il avait été transporté.

Dix-buit personnes ont été interpeliées après cette

Le leudemain, dans la soirée, un jeune Français, Christophe Rivière, dix-neuf ans, qui s'est trouvé pris dans une bagarre opposant à nouveau des Maghrébins et des Noirs, a été gravement blessé à la tête par une balle perdue. La victime, qui s'est alors réfugiée dan le hall du TGV de la gare de Lyon, s'est effondré à cet endroit. Le jeune bomme est mort peu après l'intervention du SAMU. Au cours de la même rixe, une jeune femme a été blessée à coups de barre de fer et bospitalisée.

Un siècle d'immobilisme a transformé l'îlot Chalon en Cour des miracles

L'îlot Chalon: 9 hectares de bâtisses, d'hôtels borgnes, de boutiques et d'anciens entrepôts qui pourrissent depuis un siècle à l'ombre de la gare de Lyon. Entre les voies du TGV et les trouées hausmaniennes du boulevard Diderot et de l'avenue Daumesnil, ce pâté de maisons, sillouné de quelques ruelles étroites, est reconna comme insalubre depuis longtemps. Près d'un siècle sans doute. Le premier projet sérieux de rénovation date de 1928. Le dernier de 1975. Depuis, les votes du conseil municipal et les enquêtes publiques ont déroulé leur lente procédure.

Actuellement, le quadrilatère renferme environ deux mille logements étroits, vétustes et très mal équipés, une vingtaine d'entreprises et plu-

> DES ÉLUS DE PARIS S'INTERROGENT SUR LES IMMIGRÉS

Sur proposition de son maire, M. Didier Bariani (UDF-rad), le conseil du 20° arrondissement de Paris a décidé de créer un centre d'études sur l'immigration dans l'Est parisien. La majorité des conseillers (les élus communistes et socialistes se sont abstenus) ont demandé l'organisation d'une conférence parisienne sur l'immigration dans la capitale. Dans le 20° arrondissement, la proportion des étrangers recensés est passée de 15 % en 1975 à 19,6 % en 1983.

Certaines écoles comptent, à présent, jusqu'à 70 % d'enfants d'immigrés. M. Bariani demande que l'on étudie aussi l'immigration clandestine dans son arrondissement. On a remarqué que M. Jean-Marie Le Pen, conseiller de l'arrondissement et leader du Front national, n'assistait pas au débat.

sieurs dizaines de magasins. Y vit une population pratiquement impossible à recenser, mais que les associations locales chiffrent à cinq

mille personnes.

D'abord des Français de sonche, modestes employés, retraités, pour la plupart locataires réguliers et de bonne foi. Une véritable mosaïque d'étrangers est venue se greffer sur ce noyau historique: des Africains de l'Ouest (Sénégalais et Malieus), des Maghrébins, des Asiatiques, des Yougoslaves, etc. Ce petit monde a cohabité sans histoires et même de manière assez chaleureuse pendant des décennies. Puis les projets de rénovation ont arrêté tout entretien. Certains locataires sont partis, des entrepôts ont cessé leur activité. Dans ces locaux vacants sont venus s'installer des occupants sans titre, des squatters et, sur leur trousse, les voyous, les trafiquants de drogue,

Plusieurs milliers d'expulsions

Le projet de la Ville consiste à nettoyer une bonne fois cette cour des miracles. On va commencer par jeter à bas mille quatre cents logements pour en reconstruire cinquents à la place. Puis on veut en révoner cent cinquante autres encore valables. Quatre ceut cinquante autres appartements sont récupérables tels quels.

Le tout doit s'ordonner autour d'une place surmontant un vaste parking. Alentour seront édifiés un hôtel, des bureaux, des commerces, des boutiques d'artisans, des écoles, un gymnase et un foyer pour travailleurs étrangers. Le parti est cohérent, équilibré, séduisant. Il s'harmonise avec la modernisation

complète des environs de la gare de Lyon, nouveau pôle économique et administratif, culturef et sportif de la capitale avec le palais de Bercy, le ministère des finances et l'Opéra de la Bastille.

Mais l'opération se soldera par l'éviction de la moitié des habitants : plusieurs milliers de personnes. Les locataires réguliers demandent à être relogés dans l'arrondissement et avec des loyers comparables. Or les HLM capables de les recevoir sar la ZAC de l'ancienne gare de Remilly on sur l'ilot Montempoivre n'existent que sur le papier. Comme il ne saurait être question de les expulser, la situation est bloquée. Quant aux travailleurs étrangers, ce ne sont pas les cent vingt lits du foyers des travailleurs migrants qui apporteront la solution.

Au reste, tout démarre très lentement. La déclaration d'utilité publique et la constitution légale de la zone d'aménagement concerté (ZAC) ne datent que de février 1984. La société d'économie mixte qui doit conduire l'opération vient d'occuper ses bureaux. Il lui faut à présent acheter 3 hectares de terrain et les immeubles qui les encombrent : le nombre et l'identité de leurs copropriétaires ne sont rénovation de l'ilôt Chaion démarre à peine. Elle durers des années. Pour avoir laissé pourrir ce quartier. pour avoir négligé la construction de logements sociaux - permettant la réinstallation des vieux locataires la Ville s'est laissé enfermer dans un imbroglio juridique, policier et urbanistique dont elle sura à présent le plus mai à sortir.

MARC AMBROISE-RENDU.

UN MILLIER DE MORTS EN

(De notre correspondant.)

OCCIDENTAL

New-Delhi. — Un millier d'enfants de moins de trois ans et une centaine d'adultes sont morts de dysenterie au cours des neuf dernières semaines dans l'Etat du Bengale-Occidental. L'épidémie, repérée pour la première fois le 27 février dernier, s'est étendue à seize districts ruraux de l'Etat et gagne peu à peu Calcutte.

Une centaine de victimes ont succombé au cours des huit derniers jours. Selon le gouvernement local, le nombre des personnes affectées par le bacille mortel a atteint vingt-sept mille, dont 95 % d'enfants.

L'UNICEF a offert son aide aux autorités, qui demandent l'envoi urgent de quarante millions de comprimés pour combattre le fléau. Dix millions seulement sont jusqu'ici pervenus à Calcutta. L'état déplorable du système d'alimentation en eau de la ville — les canalisations sont souvent parallèles à celles des eaux usées — et l'insuffisance dramatique de points d'eau potable dans les zones rurales sont à l'origine du fléau.

Au cours de la même période, trois cent vingt personnes atteintes d'hépatite virale sont mortes dans l'Etat du Gudjerat, et cent quetre-vingts dans le Karnataka. Avec la saison chaude et l'approche de la mousson, on s'attend également à une recrudescence du paludisme, y compris dans la capitale, à New-Delhi, où un millier de cas ont été enregistrés depuis janvier dernier.

DE MAI EST PARU

EN BREF

M. Peyrafitte veut « libérer » la presse et l'école

la presse et l'école (De notre correspondant.)

Nice. - Le 3º congrès organisé par l'association Presse-Enseignement a pris fin, le 6 mai, sur une intervention de M. Alain Peyressitem, ancien garde des sceaux, et présidem du comité éditorial du journal le Figaro. - Dans ces six derniers mois, a-t-il dit notamment, la liberté de la presse et la liberté de l'enseignement ont été menacées. Ces deux libertés concernent la conscience et la faculté de juger des citoyens. C'est pour cela qu'on les vies et la faculté de juger des citoyens. C'est pour cela qu'on les vies et la faculté de juger des citoyens.

Selon l'ancien garde des sceaux, « le pouvoir actuel souhaite faire valoir une conception uniforme et étatiste. Façonner les âmes, imposer silence aux esprits, c'est un investissement «. Il a ajouté que, s'il y a eu autrefois afliance du sabre et du goupillon, c'est aujourd'hui « l'alliance de l'entonnoir et du bâillon, c'est-à-dire la corruption de la laicité de l'enseignement tel que la concevait Jules Ferry en même temps que l'atteinte au piuralisme de la presse ».

 Plutôt qu'étatiser l'enseignement libre, ce qu'il faut, a conclu M. Peyrefitte, c'est libérer l'enseignement d'Etat. Cela passe par une pédagogie de la confiance et de la liberté dans la responsabilité.

Droit de cité aux bateleurs parisiens Le conseil d'Etat a annulé le

4 mai l'arrêté du préfet de police de Paris du 4 juillet 1981 qui interdisait les activités musicales et les attractions de bateleurs dans la plupart des rues et places de la capitale réservées aux piétons.

Cette décision avait été prise à la suite de nombreuses plaintes de riverains. Elle limitait à cinq les lieux où pouvaient se produire les musiciens, cracheurs de feu et acrobates, qui, de toute façon, devaient s'en retirer après 23 heures.

de toute façon, devaient s'en retirer après 23 heures.

Un conteur public, M. John Guez, qui s'estimait injustement frappé par cet arrêté, en avait obtenu l'annulation par le tribunal administratif de Paris, le 16 décembre 1982.

Le préfet de police avait alors saisi en appel le conseil d'Etat, qui vient de confirmer le jugement randu.

rendu.

L'arrêt considère que si le préfet de police est autorisé à réglementer, en ces de nécessité, dans l'intérêt du bon ordre, de la tranquillité et de la sécurité publique les activités musicales et les attractions musicales dans les voies et zones réservées aux piétons, « il ne pouvait légalement édicter une mesure d'interdiction générale et permanente de toutes ces activités et attractions, applicable sous la seule réserve de dérogations trop limitatives à la presque toulisé des voles et zones dont il s'agit ».

Trois accidents d'autocar : vingt-deux morts

Trois accidents d'autocar ont en lieu au cours du week-end en Espagne et en France; on a dénombré vingt-deux morts et cent dixneufblessés. Samedi 5 mai, dans la matinée, non loin de Cala-Millor (Baléares), un autocar de touristes britanniques s'est écrasé au fond d'un ravin après une chute de vingt mètres. Neuf personnes, toutes de nationalité britannique, ont été tuées et trente-sept autres, blessées. Trois heures plus tard, près de Guadalajara, un autobus transportant des supporters de l'équipe de football de rcelone, qui se rendaient à Madrid nour assister à la finale de la Coupe d'Espagne, a beurté un caon militaire. Sept personnes ont été mées et cinquante autres, bles-

La veille, dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 mai, six personnes de nationalité espagnole sont mortes et trente-deux autres ont été blessées dans un très grave accident survenu sur l'autoroute la Catalane, non loin du coi du Perthus, au Boulou (Pyrénées-Orientales). L'accident a été provoqué par un poids lourd abandonné par son chauffeur sur le bas-côté de l'autoroute. Le véhicule. dont les freins ont lâché, a dévalé une pente en marche arrière, emportant les glissières de sécurité et s'immobilisant en travers de la chaussée sur l'autre côté de l'autoroute.

Un gardien de la paix tué per un déséquilibré

Un homme de soixante-quatre ans, Pierre Goguet, a attaqué, samedi 5 mai, un gardien de la paix qui se trouvait en faction devant le commissariat central du 3º arrondissement de Paris, 5, rue Perrée. Il lui a porté à la gorge un violent coup de cutter, instument servant à découper des cartons ou de la moquette. La victime, M. Bernard Dhennequin, vingt-huit ans, marié et père de deux enfams, est décédé peu après.

enfants, est décédé peu après.

L'agresseur avait été appréhendé quelques instants plus tôt, alors qu'il était en état d'ivresse et menaçait des passants. Les policiers avaient décidé de le conduire à l'hôpital Saint-Louis. Mais le car dans lequel il se trouvait sans menottes dut s'arrêter pour des raisons de service devant le commissariat de la rue Pertée. C'est alors que Pierre Goguet en descendit et se jeta sur le gardien en faction.

Dans un communiqué, le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) a demandé que « les interpellations de malades mentaux sur la voie publique ne soient plus confiées à la police qui ne dispose d'aucun moyen juridique et matériel pour les mettre hors d'état de nuire ».

■ Légitime défense policière à Nancy. — Un Algérien de vingtquatre ans, Vinne Zegmiche, a été mortellement blessé, le 5 mai à Jarville, près de Nancy, par un gardien de la paix, M. François Garnier. Ce dernier avait été appelé avec un collègue par des habitants du quartier après que des coups de feu eurent été tirés par le jeune homme armé d'un fusil à pompe. C'est au moment où Zegmiche réarmait le fusil que le gardien lit leu. Selon le parquet de Nancy, qui a ouvert une information. « il apparât déjà que le fonctionvaire de police a tiré en état de légitime défense ».

Trois personnes périssent dans l'incendie d'un hépital. — Un incendie, dont ont ignore encore l'origine, qui s'est déclaré dans la nuit de dimanche 6 à lundi 7 mai, dans un bâtiment du centre bospitalier de la ville de Saim-Quentin (Aisne) a entraîné la mort de trois pensionnaires surpris dans leur sommeil par les flammes. Les victimes étaient toutes des personnes âgées.

EXPULSIONS DANS UNE CITÉ DE TRANSIT

La mort du « petit Portugal »

Trois families portuguaises ont été expulsées, le jeudi 3 mai, d'une cité de transit à Saint-Denis (Saine-Saint-Denis) spelée à être démolle.

Une crème d'expulsion I < De brave gens, honnêtes et bone payeurs ! » répète, navré, le représentant du préfet devant les carnions de déménagement. Le commissaira trompe son embarras en montant et dégringolant les marches branlantes des quetre étages, « Vous êtes de la brigade criminelle ? » demande un gamin à un gardien de la paix devent les boîtes aux lettres défoncées. Les expulsés offrent le café à l'huissier avec des gêteaux du pays. La cité du nsit de la « Pampa » à Saint-Denis se laisse emporter en douceur vers le garde-meubles. Dans sa détresse, elle n'oublie pas les bonnes manières.

Pourtant, ils y étalent accrochés, à leur « petit Portugal », les résidents. « lls avaient recréé un village », résume M. Jean-Laurent Calisti, chef du service de promotion des migrants à la préfecture de Seine-Saim-Denis. Presque tous originaires de la région du nord de Lisbonne, ces quelque quatrevingts familles avaient emménagé dans la cité de transit après la destruction d'un bidonville de Saim-Denis, leur premier trives francés.

Loin de la « Pampa »

Vingt ans déjà! Vingt ans d'un petit bonheur miraculeux dans ces bătiments construits à l'économie, entre les HLM et le grand parc de La Courneuve; « On a formé des équipes de football. Ouand une famille partait en vacances au pays, les voisins gardaient son apparament. » Les soirs d'été, on musardair sur les pelouses. Ce n'est pas à la « Pampa » qu'on aurait cherché le sommeil à la 22 long rifle.

Mais le gouvernement souhaite résorber ces cités à armeture métallique, proies trop faciles des incendies. Plusieurs

dizaines de familles de la « Pampa », la mort dans l'âme, ont accepté les propositions de relogement dans des bantieues environnantes de la GECIT, une filiale de la SONACOTRA qui

gère le cité.

Restent une trentaine de foyers irréductibles. « Mes enfants sont nés à Saint-Denis, ils y resteront jusqu'à leur sortis de l'école », répète mécaniquement M. Alvès, ouvrier du bâtiment en congé de maladie. Dans la salle à manger de son F 5, les déménageurs jettent sans tendresse ses fleurs artificielles dans de vieux sacs en plastique.

« Ma mère ne sait ni lire ni écrire. Elle a trouvé des heures de ménage à La Courneuve, tout près d'ici. Elle commence à 5 heures du matin. Si on nous reloge à Bagnolet, comment vatelle s'y rendre ? » interroge le fils d'un des foyers expulsés. Lui-mêms, cependant, ne semble pas mécontant « de pouvoir s'intégrer davantage aux Français ».

Rien ne peut y faire. Venu à la « Pampa » expliquer la situation, la préfet est accueilli par un silence poli et inébranlable. On avait rafusé obstinément de visiter les logements propos Vertiges ou hypertension, chacertificat médical à l'appui -de redouter les HLM. La préfecture s'est donc décidée à frapper un « coup psychologique » pour faire comprendre au « Detit Portugal > que les temps sont venus. Triste jeudi sous le cra-chin. Trois familles, parmi les plus obstinées dans le refus, vont pouvoir méditer dans un meublé sur les avantages des logements proposés par l'administration.

re On ne les sépare pas vraiment i répète M. Calisti, un peu pour s'en convaincre lui-même. Nous nous efforçons de les regrouper à plusieurs familles dans une même cité ». Oui, mais loin de la « Pempa ».

DANIEL SCHNEIDERMANN.



ETUDIANT.

- S - - 4 gar

· - 545

A CONTRACTOR

- Cran Brown

N 6440

- - +346

137

les merci

EPSCI - Avenue

LE BUDGET DES HOPITAUX EN 1985

Une lettre de M. Pierre Bérégovoy

Après la publication dans le Monde du 2 mai d'un article sur la limitation des dépenses des hôpitaux publics en 1985 (1), M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, nous écrit notamment:

Same als.

MANUE

a Maria 1

WE S'CH

ie, gibre de

and Springer

AME. As

MAK acies

動ないない

编 知识。

at the Bactery of

A CANADA CA

m westform pur

Alex No State and

Surface Charles 1

MASSACRIST !

provident to the

Berteader sein e

845% W Se.

M. A. Della Control of the

自動を演奏 できかたいにた

Brand Care and

<u> Marien des la la</u>

gran all the return of the

Andrew Line Control

AND ENGINEE

利用をおしてなったです。

海豚 2000 - 100

Marie Television

🚌 Šažos 🕖 🦠

Action Charles of

10 th and a second

-

Marketon Collection

greats and and

Address of the last of the las

£.3-2-

🙀 ig server

一种的人

AND STATE OF THE STATE OF

100 TN 100 TT 10

PROPERTY OF THE PARTY.

A STATE OF THE STA

क्रीत अभिनेत्र ।

Mary Parketter - - 1

Mark Transcon

Market Till

施农有与风险。

C'est avec une certaine surprise que j'ai lu l'article que vous avez consacré à ma circulaire du 27 mars 1984 concernant l'élaboration des budgets 1985 pour les hôpitaux publics et le secteur médico-social:

Vous parlez d'« augmentation des dépenses » alors que la circulaire fait référence au « taux directeur ». L'augmentation des budgets hospitaliers sora égale au taux directeur auquel s'ajoute le déficit éventuel de l'année 1983. C'est dire qu'en réalité l'évolution des budgets hospitaliers sera supérieure à 5,5 % pour les hopitaux ayant commu un déficit en

Vous rapprochez le taux directeur de 5,5 % du taux directeur de 1982 égal, dites-vous, à 13 % (il était en réalité de 13,4 %). Le rapprochement et centes saisssant, mais vous oubliez d'indiquer les chiffres intermédiaires pour les années 1983 et 1984: 9 % en 1983, 6,6 % en 1984. Par conséquent, une grande part de la décélération des dépenses hospitalières est d'ores et déjà réalisée.

Vous indiquez que le gouvernement est contraint de réaliser de rapides économies dans les hôpitaux publics sans toucher directement au secteur à but lucratif. C'est inexact. Dois-je vous rappeler que le taux directeur des établissements privés à été fixé pour 1984 à 5,9 % au 1= mars, contre 6,6 % dès le 1= janvier pour les hôpitaux publics. Il est donc erroné de dire que le secteur lucratif échappe aux mesures d'économies.

Enfin, l'article n'indique pas que la circulaire mentionnée invite à un simple exercice de préparation budgétaire et non à des propositions fermes.

Au-deià de ces erreurs factuelles, je regrette surtout que vous n'ayez pes relevé certains éléments impor-

1) Pour la première fois depuis de nombreuses années, les premières d'urgence un plan d'action pour la suvergarder ». Le chef de l'Etat estime qu'il y a anssi urgence « pour la forêt des pays pauvres du Sud : la déforestation, cruel apparentissement de ceux qui sont déjà les plus pauvres, aura des effets irréversi-

supplémentaire pour mener à bien

2) S'il est vrai que les extensions de capacité hospitalière doivent désormais être plus rares, l'année 1984 aura été marquée par un effort d'équipement sans précédent : qua rante scanners sont en cours d'installation (il y en avait cent sculement à

fin 1983), cinq appareils de résonance magnétique nucléaire seront installés en 1984 (il n'y en avait pas à fin 1983); l'informatisation des hôpitaux se fait à un rythme accéléré. Au total, pour la première fois dans l'histoire hospitalière, les crédits consacrés à l'équipement sont plus importants que ceux consacrés

L'hôpital public comaît actuellement des mutations en profondeur : si les ressources de la collectivité qui leur sont consacrées sont nécessairement limitées, il nous faut, en étroite concertation avec les étus et les personnèls médicaux et non médicaux, en trouver le meilleur usage. Tel est le sens de la politique que j'entends mener en liaison avec M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé.

(1) N.D.L.R. : dans nos premières éditions, le titre de l'article était erroné. Il a été rectifié dans nos dernières édi-

AVEC DE NOUVELLES STRUCTURES A L'ÉTUDE

Le Muséum national d'histoire naturelle risque de perdre sa spécificité

Les structures du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, qui sont toujours régles par le décret du 10 juin 1793, devraient très prochainement être changées. Mais le projet du ministère de l'éducation nationale risque de faire perdre au Muséum sa spécificité et non pas simplement de moderniser des structures vicilles de cent quatrevingt-ouze ans.

L'assemblée des professeurs — douze à l'origine, vingt-six actuellement — titulaires des chaires (on dit maintenant directeurs de laboratoire) est toujours l'unique organe de décision. C'est elle qui choisit les nouveaux professeurs et qui élit parmi ses membres le directeur du Muséum, étant entendu que toutes ces nominations doivent être entérinées par le ministre de l'éducation mationale.

Le Muséum est une institution très particulière dont la mission est triple: il est à la fois, par ses laboratoires et ses équipes de chercheurs, un établissement de recherche et d'enseignement supérieur de très haut niveau; par ses très riches collections et bibliothèques, un conservatoire du patrimoine scientifique national et même international; par

ses galeries permanentes, ses expositions temporaires, son Musée de l'homme, son Jardin des plantes, son pare zoologique de Vincennes et sa demi-douzaine d'« annexes » situées hors de Paris, un centre d'éducation du grand public.

Depuis 1907, le Muséum jouit de l'autonomie financière : il garde donc l'argent « gagné » essentiellement par le parc zoologique de Vincennes, le Musée de l'homme, les galeries et les expositions. Mais l'Etat a profité de ce statut pour réduire peu à peu la subvention annuelle qu'il donne à l'établissement : en 1983, le budget total du Muséum a été de 40 Millions de francs, dont 28 millions venaient des ressources propres de l'établissement (1). Cette parcimonie de l'Etat est responsable de la dégradation de nombreux locaux, qui met en péril des collections uniques au monde, en tout premier lieu celle de la grande galerie de zoologie, fermée au public d'ailleurs depuis 1965.

au public d'ailleurs depuis 1965.

Pour les collections, la situation est claire, Le Muséum en est le dépositaire, le conservateur, le responsable. En revanche, pour les quelque mille six cents personnes travaillant dans l'établissement, la situation est extraordinairement

Les unes (professeurs, sousdirecteurs de laboratoire, ingé-nieurs, assistants, ouvriers, soigneurs d'animaux, entre autres) appartiennent à des corps propres au Muséum. D'autres (chercheurs, techniciens et administratifs, par exemple) relèvent directement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou de l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM). Il y a aussi les maîtres-assistants, qui sont regroupés avec les maîtres-assistants des universités dans un corps national. De même, les laboratoires relèvent d'organismes variés, et certains d'entre eux ont des chercheurs dissi-minés dans toute la France. Quant aux crédits de recherche, ils vionnent de sources multiples : Muséum proprement dit, ministère de l'édu cation nationale, CNRS, ORS-TOM, contrats passés avec des orga-

nismes publics ou privés.

Depuis longtemps, les personnels demandaient à participer à l'administration de l'établissement. Mais, juaqu'à présent, l'assemblée des professours est restée le soul organe de

ses galeries permanentes, ses expositions temporaires, son Musée de l'homme, son Jardin des plantes, son tants des autres catégories de per-

L'autorité du directeur

Selon le dernier état du projet de réforme établi par le ministère, le Muséum verrait confirmée sa triple mission, mais serait divisé en trois sections et en un nombre encore indéterminé de départements.

Les trois sections (collections et banques de données; recherche; muséologie et diffusion des connaissances) seraient des structures horizontales et consitueraient le conseil scientifique du Muséum.

Chaque section réunirait de représentants élus par plusieurs collèges composés de personnels propres ou extérieurs au Muséum et des personnalités extérieures désignées par le ministre de l'éducation nationale, Elles instruirait les questions sur lesquelles le conseil scientifique est appelé à se prononcer et donnerait son avis sur la partie du budget qui la concerne.

Les départements regrouperalent des laboratoires, des collections et des services. Par exemple, le département « botanique » pourrait réunir les laboratoires actuels de phanérogamie, de cryptogamie, de biologie végétale, les services des cultures (qui sont chargés notamment de l'entretien des végétaux vivants), les herbiers (six millions d'échantilions), l'arborétum de Chèvreloup (sur les communes de Rocquencourt, Le Chesnay et Versailles) et d'autres « annexes » implantées en province.

Le regroupement en grands départements aurait l'avantage de mettre en commun des équipements tourds (microscope électronique ou moyens informatiques par exemple). Les départements seraient des structures verticales, dont certaines auraient un directeur nommé directement par le ministre de l'éducation nationale, et bénéficieraient de l'autonomie financière.

Chaque département serait dirigé par un chef élu parmi les membres d'un sous-collège où seraient regroupés aussi bien des professeurs et des sous-directeurs du Muséum que des professeurs des universités et des directeurs d'études à l'Écode pratique des hautes études. Il y surait aussi un conseil de département, où siègeraient obligatoirement des représentants des trois collèges ou sous-collèges regroupant les diverses catégories de personnels, des professeurs et ingénieurs aux administratifs et ouvriers.

Le Muséum serait dirigé par un directeur, choisi parmi les professeurs et sous-directeurs de laboratoire et nommé pour cinq ans par le ministre de l'éducation nationale.

Il y aurait aussi un conseil d'administration, un conseil scientifique et un conseil supérieur, chacun regroupant des représentants des sections et des diverses catégories de personnel, des personnalités extérieures et des représentants des ministères et administrations inté-

Si le projet voit le jour, on peut se demander quelle sera l'autorité du directeur du Muséum sur les directeurs de département nommés par le ministre. On peut aussi craindre que les départements qui « gagnent » de l'argent ne veuillent tôt ou tard « garder leurs sous », puis, à devenir indépendants. Ce qui priverait l'établissement de la plus grande partie de ses ressources. Comment, dans ce cas, pourra-t-on subvenir à l'entretien des bătiments et des laboratoires et aux dépenses inhérentes à la recherche scientifique ? En outre, les départements auront-ils tous les personnels compétents en gestion ?

Cet avant-projet de décret soulève plusieurs autres questions. Avec tous ces électeurs et éligibles extéricurs, est-on sûr que le Muséum conservers sa spécifité? Avec tous ces comités et conscils élus, peut-on espérer que le Muséum ne sera pas en effervescence électorale permanente? Les meilleurs scientifiques à d'Innombrables réunions qui leur prendraient trop de temps? Est-il toutes les catégories de personnel sur les programmes scientifiques ? Le Muséum ne perdra-t-il pas aussi sa souplesse de gestion, qui, actuellement, permet au directeur de labo ratoire de disposer de son budget et d'agir rapidement, en tenant seule ment informé le directeur du Muséum, pour résoudre un pro-

YVONNE REBEYROL

(1) Les salaires des personnels ne cont pas compris dans ces chiffres.

PLUIES ACIDES ET DÉSERTIFICATION

M. Mitterrand propose une conférence mondiale pour la sauvegarde de la forêt

« La Prance proposera à lous ses partenaires une conférence mondiale sur les problèmes de la forêt e, indique M. François Mitterrand dans un message adressé aux associations européennes de protection de la nature réunies depuis le 6 mai à Montdauphin (Hautes-Alpes). Félicitant ces associations de dessines e un éspace écologique européen», le président de la République observe que, pour les pays d'Europe, e la question la plus urgence est celle de la sauvegarde de la forêt, dévastée par les pludes acides. (...) L'Europe doit définir d'urgence un plan d'action pour la sauvegarder . Le chef de l'Etat estime qu'il y s'assis urgence e pour la forêt des pays pauves du Sud : la déforestation, cruel appauvrissement de ceux qui sont déjà les plus

« La Prance proposera à tous ses our l'équilibre biologique du monde » M. Mitterrand précise que « les dégâts causés par la progression dans un message adressé aux ssociations européennes de protection d'une conférence mondiale sur les problèmes de la forêt.

Le message du président français aux associations européennes mentionné aussi un projet de solidarité « pour lutter contre la pauvreté en eau des pays du Sud ». M. Mitterrand suggère, comme l'avaient fait récemment M. Christian Nucci, secrétaire d'Etat à la coopération, et à l'environnement, « une contribution volontaire, calculée sur la consommation en eau de chaque citoyen » pour « mobiliser les moyens nécessaires ».

EUTURS BACHELIERS 1,089, 109 Printers 1,089, 10 Pri



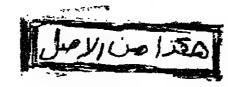
L'ÉCOLE DES PRATICIENS DU COMMERCE INTERNATIONAL

- Trois années d'études supérieures
- Une formation internationale opérationnelle
- Deux stages en entreprise
- Des débouchés nombreux

Vous invite à ses Journées "Portes ouvertes" les mercredi 9 et jeudi 10 mai à partir de 13 h et les samedis 12 et 19 mai de 11 h à 17 h



EPSCI - Avenue de la Grande-École - 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. (3) 038.38.00



Deuxième victoire pour Prost (McLaren) Metz et Monaco en finale de la Coupe de France au Grand prix de Saint-Marin

Imola. – Alain Prost sur McLaren a gagné, dimanche 6 Mai, le Grand prix de Saint-Marin devant René Arnoux sur Ferrari, l'Italien Elio de Angelis sur Lotus et le Britannique Derek Warwick sur Renault. Déjà vainqueur du Grand prix du Brésil et deuxlème de celui d'Afrique du Sud, derrière sou coéquipier, l'Autrichien Niki Lauda, Alain Prost se détache au classement provisoire du championnat du

La quatrième épreuve de la saison a aussi été marquée par les abandons de l'Italien Michele Alboreto (Ferrari) premier, il y a une semaine, du Grand prix de Belgique, du Brésilien Nelson Piquet et de l'Italien Téo Fabi dont les deux Brabham se sont arrètées à la suite de la défaillance - la quatrième depuis le début de la saison - de leur moteur BNW et surtout par le nouvel échec de Patrick Tambay (Renault) qui est sorti de la piste dès le premier tour après avoir été accroché par l'Américain Eddie Cheever (Alfa-Romeo).

épingle du jeu, les contre-performances successives de Patrick Tambay n'engagent pas sa seule respon-

che, constructeur des moteurs

turbo-compressés de l'écurie britan-

nique a, dans ce domaine, il est vrai,

l'expérience des courses d'endu-

rance où la limitation d'essence a été

différend qui a opposé au Brésil le pilote français à Gérard Larrousse,

directeur général de Renault Sport,

à propos des réglages de la voiture.

Mécontent du peu de cas qu'on fai-sait de son avis, Patrick Tambay avait imprudemment déclaré à des

journalistes : - il faudra bien qu'un

jour on apprenne à travailler

Des propos qui ont été tenus sans

doute dans l'ambiance surchaussée

des grands prix ; ils n'en traduisent

pas moins une absence de constance

entre les différentes composantes de

Les responsables de Renault qui

étaient les seuls à avoir établi une

politique d'information avec les

médias, ont changé d'attitude après

les commentaires qui ont suivi la défaite de leur équipe en Afrique du

Sud. La méssance s'est installée au

sein de l'écurie française. Pendant ce temps-là, Alain Prost, l'ancien

pilote de la Régie, continue de

GILLES MARTINEAU

gagner les grands prix...

l'équipe française.

Ce problème est venu s'ajouter au

imposée il y a déjà deux saisons.

Les malheurs de Tambay et de Renault

- La roue va tourner. Rendezvous le 20 mai prochain à Dijon pour le Grand prix de France». Renault cède parfois volontiers à l'optimisme pour expliquer une contre-performance. Patrick Tambay, pour sa part, n'explique plus rien. Après ses deux échecs de Rio-de-Janeiro et de Johannesburg, il n'attendait pas grand chose du Grand prix de Belgique à Zolder.

Le pilote français ne savait pas qu'à imola il connaîtrait une mesaventure plus désagréable encore. Parti en septième ligne aux côtés de Michele Alboreto, il ne devait pas terminer le premier tour de la course. Tassé dans l'un des premiers virages par l'Américain Eddie Cheever, il perdait, dans le suivant, le contrôle de sa voiture dont l'avant avait été endommagé. Quatre grands prix, quatre échecs. Sans que sa responsabilité soit engagée, son image de marque a été sensiblement

Arrivé chez Ferrari pour succèder au Québécois Gilles Villeneuve, victime d'un accident mortel en 1982 lors des essais du Grand prix de Belgique, le Français s'était, tout de suite, imposé aux yeux du patron de l'écurie stalienne, Enzo Ferrari, et du monde de la Formule 1.

Amertume

Vainqueur du Grand prix de RFA, il avait terminé la saison à la sentième place du championnat e monde sans avoir disputé la totalité des épreuves. La saison dernière, il faisait mieux. Battu seulement par Nelson Piquet, Alain Prost et René Arnoux, il prenaît la quatrième place après avoir gagné le Grand prix de Saint-Marin. Le commandatore qui avait promis une place de pilote dans son écurie à Michele Alboreto n'a pas, toutefois, apprécié le Français à sa juste valeur. Au terme de la saison il lui a signifié son

Patrick Tambay en a probablement éprouvé une certaine amertume : mais la Formule 1 se moque bien des états d'âme. De cette période de sa vie, le Français parle néanmoins avec sérénité : • J'ai eu la chance d'être engagé par Enzo Ferrari. Tous les pilotes rèvens de faire partie de l'écurle italienne. Et pourtant j'étais un pilote à qui on ne faisait pas confiance. Les écuries qui m'avaient alors engagé, Ensign, McLaren, Théodore et Ligier, n'ont pas su exploiter mes qualités. J'ai commence à prendre conscience de mes possibilités le jour où je suis monté dans une voiture rouge. Psy-chologiquement j'avais murt . Et pour expliquer ce changement il dit : « Conduire une Ferrari c'est autre chose. Cela donne des ailes ».

Engagé par Renault, peu après qu'Alain Prost eut été remercié à la

CYCLISME

Eric Caritoux parmi les grands

Eric Caritoux était connu comme un excellent grimpeur révélé par le tour du Vaucluse open en 1981. Originaire de Carpentras et spécialiste de l'escalade du Mont-Ventoux, il avait déjà battu tous les favoris au sommet de cet obstacle dans Paris-Nice après avoir remporté le tour du Haut-Var, mais c'est en gagnant, dimanche 6 mai, le tour d'Espagne qu'il a obtenu la consécration internatio-

Il n'est pas facile pour un Français d'inscrire son nom au pal-marès de la Vuelta, Bernard Hinault en sait quelque chose. Comme

le Breton, vainqueur de cette épreuve l'an passé – et il s'agit de sa dernière victoire. – Caritoux a subi l'hostilité du public mais il a

tenu bon el conserve, jusqu'à Madrid, le maillot « amarillo » qu'il

avait conquis une semaine plus tôt au terme de la grande étape de

montagne aboutissant à Lagos de Enol. Faisant preuve d'une autorité assez rare chez un coureur de vingt-quatre ans et demi, profes-sionnel depuis une saison seulement, le jeune routier provençal a repoussé tous les assauts, puls il a résisté à la pression de Torreion

leurs, samedi, au cours de l'étape contre la montre de Torrejon.

Dans cet exercice qui ne lui est pas familier, Caritoux s'est sur-passe pour se maintenir à la première place du classement général

avec 6 secondes d'avance sur Alberto Fernandez, son adversaire di-

Sa victoire a d'autant plus de valeur que l'opposition réunissait les meilleurs Espagnois du moment, dont Gorospe et Delgado, l'Italien Francesco Moser, les Colombiens Corredor et Jimenez, ainsi que l'Allemand de l'Ouest Raymond Dietzen, l'une des révélations les plus intéressantes de cette Vuelta au déroulement assez instituends.

Eric Caritoux, qui appartient, de même que l'Irlandais Sean Kelly, à l'équipe Skil-Reydel-Mavic dirigée par Jean de Gribaldy, est le septième Français vainqueur du tour d'Espagne. Il succède à Dotto (1955) Stablinski (1958), Anquetil (1963), Poulidor (1964), Pingeon (1969) et Hinault (1978, 1983). On le retrouvera au départ du tour de France qu'il avait terminé à la vingt-quatrième place en 1983.

JACQUES AUGENDRE

De notre envoyé spécial

fin de l'année 1983, Patrick Tambay n'igore rien des responsabilités qui incombent. A l'occasion du premier grand prix de la saison il confiait : « Piloter pour Renault, entreprise française, donne des devoirs », Patrick Tambay a alors pour objectif de devenir - champion

Son optimisme est sans faille : Le comportement de la nou-velle RE 30 est remarquable. Sur le plan technique, Renault est actuel-lement en avance sur ses adver-

Panne säche

Le pilote n'a pas encore mesuré les conséquences de la nouvelle réglementation qui limite la capacité des réservoirs d'essence à 220 litres. Il en est la première victime quand, dans le dernier tour du Grand prix du Brésil, il tombe en panne d'essence. L'affaire serait anecdotique si la même mésaventure ne lui était pas arrivée quinze jours plus tard en Afrique du Sud.

D'autres connaîtront par la suite les mêmes difficultés : Rosberg (Williams) à Zolder, de Cesari (Ligier) et de Angelis (Lotus), ici même à Imola. McLaren, en revanche, a une maîtrise parfaite du rapport puissance-consommation. Pors-

Même si Derek Warwick tire habilement son

La deuxième marche des Lorrains sur Paris

FOOTBALL

Metz. - Un mois après is manifestion des sidérurgistes, les Lorrains vont reprendre le chemin de Paris. Un train spécial, des autocars et des voitures particulières trans-porteront vendredi, vers la capitale, quelques milliers de supporters du Football-Club de Metz, bien décidés à prolonger la fête amorcée samedi 5 mai au stade Saint-Symphorien et, seion le président du club, M. Carlo Molinari, à « saisir l'occasion de dé-montrer la vitalité de la Lorraine ».

La finale de la Coupe de France opposera, le ven-dredi 11 mai au Parc des Princes, l'Association spor-

tive de Momaco, qui compte déjà quatre succès dans cette épreuve (1960, 1961, 1963 et 1980), an Football-Club de Metz, finaliste malheurenx en

1938. Les Monégasques, vainqueurs des Toulomais

Une demi-finale de Coupe de France ne saurait saire oublier la crise de la sidérurgie. Des comités de soutien collectaient des fonds aux portes du stade, mais l'heure était quand même à la lête pour ce match disputé à guichets fermés devant vingt-trois mille spectateurs. La pré-sence des footballeurs messins à ce niveau de la compétition n'avait-elle pas valeur de symbole pour toute la

Climat morosa

Il y a moins d'un an, en juillet 1983, le Football-Club de Metz avait bien failli disparaître, cin-quante et un ans après sa fondation. Confrontés à un déficit de plusieurs millions de francs et rendus plus pes simistes encore par les retombées de la crise sidérurgique sur la fréquen-tation du stade, les dirigeants avaient envisagé de renoncer. En contrepartie du retour à la prési-dence de M. Molinari, un « fon-ceur » qui fut champion de France de moto-cross dans sa jeunesse, et d'un plan de gestion très rigoureux commençant par le départ de quelques joueurs parmi les mieux payés, les pouvoirs publics avaient aidé le club à poursuivre la compétition. Avec une équipe rajeunie, la sai-son ne fut pas toujours rose. La De notre envoyé spécial

novenne des spectateurs est tombée à huit mille sept cents par rencontre. Sur le plan sportif, les Messins ont du attendre les deux derniers mapches du championnat pour écarter la menace des barrages et finir à la douzième place. Dans ce climat morose, piu

membres de l'équipe ont fait connaitre avant la fin de saison leur intention de quitter le club. C'est le cas de Henryk Kasperezak, un ancien international polonais venu à Metz pour jouer puis, depuis cinq ans, pour diriger l'entrainement. C'est aussi le cas de Jean-Paul Bernad, le capitaine et meneur de jeu, de l'an-cien international Eric Pécout, du buteur Zvonko Kurbos, qui sonhaiteraient trouver des clubs plus ambi-tieux. L'international espoir Jean-Philippe Rohr est, de son côté, très convoité par Bordeaux. Ainsé Jacquet, l'entraîneur des Girondins, est d'ailleurs venu le superviser contre Nantes. Seule une victoire en Coupe de France et la perspective de dispu-ter la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, pourraient peut-être limiter cette hémorragie des « cadres » de l'équipe.

Nantes écarté de l'Europe

A défaut d'apporter un énorme ballon d'oxygène à la trésorerie — car les recettes, frais d'organisation et d'intendance déduits, sont parta-gées à Metz entre le club, d'une part, et les joueurs, d'autre part, -la Coupe de France semble réserver ses faveurs aux Lorrains.

La maichance de Nantes, privé pour ce match décisif de Vahid Ha-lilhodzic, José Touré, Oscar Müller et Fabrice Poulisin, aura été la

Malgré un départ on trombe, les Nantais n'ont jamais pu concrétiser leur supériorité individuelle et collective. C'est au contraire l'avant-centre de Metz, Philippe Hinschberger, qui a connu la réussite en marquant, d'un tir de vingt mètres, le seul but du match à la vingtsixième minute. La clairvoyance de Jean-Paul Bernad et l'abnégation de tous ses partendes out permis and Lorrains de résister ensuite, plus d'une heure à la pression puis au ba-rond d'honneur des Nantais.

par 4 à 1 au match aller, out assuré leur qualifica-

tion, samedi 5 mai, en s'inclimant par 2 à 1.

Battus 2 à 1 lors du premier match à Nuntes,
pais vainqueurs de la deuxième manche par 1 à 0, les
Messins se sont qualifiés au bénéfice du but marqué
sur le terrain de leurs adversaires.

Sixièmes du championnat et écariés de la Coape de l'UEFA, les Nantais jousient contre Metz leur dernière chance de rester ceurodemière chance de rester a euro-péens » à une période importante de leur histoire. Mardi 8 mai, ils inau-gureront, en recevant l'équipe natio-nale de Roumanie, leur nouveau stade de la Beaujoire, d'une capacité de cinquante-deux mille piaces. Pour aider les dirigeants namais à résorber un déficit d'exploitate à de-pour aider les dirigeants namais à plusieurs millions de francs et à bilpusseum immeas de traces et à la cir une équipe capable d'attirer les grandes foules (la moyenne au stade Marcel-Saupin est tombée, cette sai-son, de seize mille à treize mille spectateurs par match), la munici-palité vient, à l'unanimité, de porter sa subvention à 3 millions de francs at de l'arces de l' et de voter un crédit exceptionnel de 5 millions de francs pour le recrute-ment. Victor Ramos, le meilleur buteur du championnat argentin, est arrivé à Nantes dimanche, mais les dirigeants misaient surtout sur one Coupe d'Europe pour mobiliser un vaste public régional à partir de cet événement. C'était compter sans la détermination de onze footballeurs presque incomus mais pour lesquels des miliers de Lorrains nunt prêts à marcher une deuxlème fois sur

GÉRARD ALBOUY.

CHAMPIONNAT DU MONDE

DES CONDUCTEURS

1. Prost (Fr.), 24 pts; 2. Warwick (G.B.), 13; 3. Acmonx (Fr.) et Da Angelis (it.), 10; 5. Landa (Ant.), Rosberg (Fin.) et Alboreto (it.), 9.

TOUR DE CORSE

Deux médailles d'or pour la France aux championnats d'Europe

Ebraniés par les résultats des derniers cham-pionnais du monde, à Moscou, où seul Fabien Canu avait gagné une médaille d'argent, les sélectionneurs de la Fédération française de judo ont repris confiance pour les Jeux olympiques de Los Angeles.

Sans préparation très poussée, l'équipe nationale est montée six fois sur le podium des championnats d'Europe, à Liège, pour recevoir deux médailles d'or - Marc Alexandre en demi-légers et Angelo Parisi en toutes catégories, - une médaille d'argent -

Serge Dyot en légers - et trois médailles de bronze - Patrick Roux en super-ligers, Michel Nowac en mi-moyens et Roger Vachon en mi-lourds.

Ces résultats, qui placent la France devant l'URSS (cinq médailles), la RFA, la RDA et la Grande-Bretagne (deux médailles), devraient permettre aux sélectionneurs d'annoncer, dès mardi 8 mai, l'ossature de la formation qui participera aux

Les « pépés » ont fait la loi

Trente ans. c'est l'âge de la retraite pour la majorité des sportifs de haut niveau. Dans la plupart des disciplines, l'expérience est alors un capital insuffisant pour compenser l'irrésistible perte des capacités physiques. Mais ces championnats d'Europe out montré que ce n'était pas le cas en judo. Les « pépés » ont même fait la loi à Liège : vice-champion olympique en 1976, l'Allemand de l'Ouest Neureuther s'est imposé en mi-lourds; médaille de bronze à Montréal, l'Italien Marianni a disputé la finale des

De notre envoyé spécial super-légers; champion olympique en 1980, à vingt-six ans, le Belge Van de Walle est monté sur les podiums des mi-lourds et des toutes catégories. Mais la plus belle illustration de longévité a été apportée par Angelo Parisi. Médaillé aux Jeux de Munich en 1972, il a gagné outre-Quiévrain son quatrième titre européen en s'imposant dans les toutes catégories.

Veritchev était le dernier combat de ces championnats d'Europe. C'en fut l'apothéose. Taillé dans le roc, ce soldat de l'Armée rouge à grosses moustaches avait fait, tout au long de la journée, un parcours impres-sionnant. Grâce à une vitesse d'exécution stupésiante chez un tel colosse, il avait successivement culbuté le Hongrois Kovacs, le Roumain Cioc et le Belge Van de Walle en jouant de toute la gamme des projections. En revanche. Parisi avait franchement été à la peine contre le géant polonais Resko et le Bulgare Zaprianov, qu'il avait pour-tant fait exploser en finale des poids lourds aux Jeux de Moscou.

Sa finale contre le Soviétique

Panache

Quand arriva l'heure du combat final, les forces en présence n'étaient pas aussi déséquilibrées qu'il aurait pu paraître *a priori*. En dépit de l'avantage de l'âge et du poids, Veritchev avait un sérieux handicap psychologique face à Parisi : au cours de leurs cinq rencontres précédentes, il avait cinq fois essuyé la poussière des tapis avec son kimono. Pour mettre un terme à cette série de défaites, le Soviétique n'avait qu'une solution : se ruer sur le Français comme un bolchevik sur le Palais d'hiver. S'engagea alors un combat de titans comme Jean-Luc Rougé en avait livré, en 1975, pour devenir champion du monde à Vienne. Et Parisi montra alors quelles pouvaient être les ressources insoupçonnables de l'expérience et de la détermination

L'expérience a appris à cet inconditionnel de l'attaque sabre au clair

qu'il fallait savoir laisser passer l'orage, même avec le risque d'être pénalisé pour non-combativité. La détermination a apporté à ce styliste au moral parfois fragile un surcroît de volonté pour aller chercher une victoire au bout de ses forces. Ce fut ainsi qu'après plusieurs attaques aux jambes très puissantes Verit-chev commença à céder comme un barrage que se fissure sous la poussée des eaux. Parisi le fit alors trébucher quatre fois. Bien qu'exténué il dominait irrémédiablement le Soviétique lorsque le gong résonna. Il conservait avec panache un titre acquis laborieusement l'an passé.

« Je voudrais continuer encore au moins une année la compétition », expliqua ensuite Parisi. Son objectif est, en effet, de monter sur le podium des championnats du monde 1985 à Séoul pour combier une lacune à son palmarès. On ne voit pas ce qui pourrait l'empêcher de réaliser cette ambition.

Son judo a, dans l'ensemble, paru moins pétillant que naguère. Il était beaucoup plus sobre, apuré des fio-ritures qui en faisaient le charme mais aussi la faiblesse. Tactiquement, il a renoncé aux dérapages contrôlés qui sont bondir le cœur des spectateurs. Il préféra la conduite avec pneus cloutés, plus large, plus sûre. S'il s'est autorisé encore quelques fantaisies avec le modeste Espagnol Rupio, il a pas tenté de coup de poker comme cette ultime attaque suicidaire face au géant soviétique Tiurine en 1980.

Le magicien est peu à peu devenu l'architecte de ses victoires. Comme Rougé avant lui. Reste à savoir si cette bonification par l'âge lui per-mettra de rivaliser, à Los Angelès, avec les grands crus nippons que sont Saito et Yamashita. Leur compatriote Fujii, quatre fois champion du monde des poids moyens consé cutivement, avait déjà fait preuve, dans les années 70, d'une exception-nelle longévité en subissant une profonde métamorphose de style. Or Parisi a bien retenu la première leçon des maîtres japonais ; en judo on n'a jamais sini d'apprendre. C'est l'un des secrets de sa longévité.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats

Athlétisme

RECORD DE FRANCE : Pour la troisième fois depuis le début de la saison, Walter Clofant a amélioré le record de France du lancer du marteau en le portant à 76,38 mètres, le 6 mai à Colombes.

Marche:

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Le Lyonnais Dominique Guebey est devenu champion de France des 50 kilo-mètres à la marche et s'est qualifié pour les Jeux olympiques de Los An-geles, en 4 k 4 mn 45 s, le 5 mai, à Ay (Marse). Gérard Lelièvre, favori de l'épreuve et déjà sélectionné pour les

Sports équestres CSIO DE ROME

Le Français Frédéric Cottler, sur Flambeau à remporté le Grand prix du CSIO de Rome. Seul cavalier à accomle Suisse Mellinger sur Van Gogh (4 pts) et le Britannique Smith sur Sa-nyo Shinning (8 pts).

Automobilisme

GRAND PRIX DE SAN MARIN A IMOLA

1. Alain Prost (Fr., McLaren Porsche), les 302,400 km en 1 h 36 mn 53 s : 2. Armoux (Fr., Ferrari), & 13 s; 3. De Angelis (It., Lotus Renault), & 1 tour; 4. Warwick (G.-B., Renault-Elf); 5. Bellof (RFA, Tyrell-Ford); 6. Boutsen (Bel., Arrows-Ford).



1. Alen-Krimaki (Fin., Lancia), 13 h 24 mn 56 s; 2. Biasion-Siviero (It., Lancia), à 4 mn 15 s; 3. Ragnotti-Thimonier (Fr., R5 turbo), à 8 mn 39 s; 4. Nicolas-Pasquier (Fr., 205 turbo 16), à 19 mn 54 s; 5. Blomovist-Cederbera (Sus., Andi quat-tro), à 20 ms 59 s. Le Finlandais Vatanen, en tête après

les deux premières étapes, au volant de la nouvelle Peugeat 205 turbo 16, a été victime d'une sortie de rouse, sumedi 5 mai. Sa voiture a brûlé et il souffre d'une légère fracture de l'omople

Motocyclisme GRAND PRIX D'ESPAGNE DE VITESSE A JARAMA

250 se : Pont (Esp./J.J. Köbes) 49 mn 02 s. (moyenns; 125,595 km/h); 2. Sarron (Fr./Ya-maha), à 3 s; 3. Lavado (Ven./Ya-maha), à 4 s; 4. Carter (G.B./Ya-maha); 5. Balde (Fr./Pernod).

Championnat du monde : 1. Pons, 25 pts : 2. Sarron, 24 : 3. Fernandez (Fr.), 15. 500 cc: 1. Lawson (E.U./Yamaha).

57 mn 05 s (moyenne: 131,257 km h); 2 Mamola (E.U./Honda), & 17 s; 3. Roche (Fr./Honda), à 38 s.

Championnat du monde : 1. Lawson, 42 pts : 2. Roche, 32 ; 3. Spencer (E.U.), 15.

Football

BARRAGE EARRAGE

Le match retour Racing club de Paris-Nice, comptant pour le barrage d'accession à la première division, a été interrompu, samedi 5 mai, en raison d'un trèt violent orage; alors que les divisions menaient 1 à 0. La rencontre sera rejouée jeudi 10 mai à Colombes.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Quarts de finale) A Albi : Béziers b. Tarbes, 22-12; à Bériers: Nice bat dax, 21-13; à Tou-louse: Agen b. Graulbet, 9-13; à Lyon: Montferrand b. Grenoble, 12-6.

Les dani-finales opposeront Agen et Nice, samedi 12 mai à Bordeaux et, le lendemain à Toulouse, Bézierd et Montferrand

Cyclisme

TOUR D'ESPAGNE (Classement final)

1. Eric Caritoux (Fr.), 90 h 8 mn 3 s; 2. Fernandez (Esp.) à 6 s; 3. Dietzen (RFA), à 1 mn 33 s; 4. Delgado, à 1 mn 43 s; 5. Carredor (Col.), à 1 mp 40 s; 6. Gorospe (Esp), 2 41 mp 41 s; 7. Jimenez (Col.), 2 7 mp 10 s; 8. Belda (Esp), 2 7 mp 14 s; 9. Recio (Esp), 3 7 mp 21 s; 10. Moser (it.), 2

te iourquoi Committee of the second of the

278000°

Jan Production

3-16-25-4

Please

YEAR 1

140

أيشونهم الدد

Mark Table

in Argentish

1.1

100 may 100 miles

100 60 5

17.76

10000

w Respon

A CARLODS

 $((a_1, a_2), a_3, a_4) \in \mathbb{R}^{n \times n}$

100 B

in a la san 🐡 🧐 🐗

of These Sections

e le marque, la

Art street

a contribution 1 3 cm - 1 sa agri Park the state of the said Charles on the Contract of Children Sinday in group.

Street, Towns of Parks 1 At 1 1 A 1 4 4 The same of a second way 日本での大型を The second of th A COLUMN THE PARTY OF The law services of the Control raile . The same same Action Consessed to **£**2---THE PARTY OF PERSONS PROPERTY ALL P The second second second Si sentill . TALES MANY NO IN COMMAN The same of the sa Anti-September 1 -W.M. William

-

The transfer on the latter THE PROPERTY. ع ع دو، الله A Trace Co 10,75% THE MINISTER 南龙鱼 # Mohamat AND THE PERSON OF THE PERSON O 1.000 Aug Berge

110.65

* * #h

5 1 5 5 44

14 2

the order

. . .

10 T 2 p

75.2

The state of the party of the p

THE SETTION

The Table

The second secon

Car ha

The factor was the

1 435

1 421 144

and the same of th

. . . 4 CK.

S. S. A. Market

utus 💥 🥫 S. Person retire 🙀 . PAN EX SOR WHAT Street was a

the property - Interest to 74 PM 1

star Sicili ALTERNATION OF THE PERSON OF T W MILES Marie . -The property of Fich Me

1500 m gill year. STATE OF PERSONS With the acres 1 section

Le Monde ECONOMIE

UNE TACHE URGENTE

Pourquoi et comment réformer la taxe professionnelle

Faut-il supprimer la taxe professionnelle? C'est ce que réclame depuis longtemps le patronat, qui dénonce les méfaits de cet impôt «anti-économique», aussi pervers que le retente à le graffe de 1976. la patente à laquelle il a succédé en 1976.

Mais la question se pose aussitôt de savoir par quoi la remplacer. Car on imagine mul que l'Etat prenne à sa charge les 60 milliards de recettes que représente cet

impôt, qu'il ne fait que collecter pour le compte des collec-tivités locales.

Le CNPF propose de majorer la TVA. Mais cette solution se heurte à l'hostilité conjuguée du ministère de l'économie et des finances, qui craint un dérapage des prix, et du ministère de l'intérieur et de la décentralisation, qui y volt une atteinte à l'autonomie locale.

Partageant les critiques du CNPF, l'auteur de l'article qu'on lira ci-dessous propose une autre solution, qui cherche à éliminer les inconvénients de la taxe professionnelle, tout en conservant le principe d'un impôt local. La taxe locale sur la valeur ajoutée (TLVA), qu'il propose d'instituer, pourrait aussi offrir quelques possibilités de réduction des prélèvements obligatoires.

UJOURD'HUI, tout le monde convient, avec le président de la République, que la taxe professionnelle, instituée en 1975, est un « lmpôt imbécile »... Quels sont les principaux repro-

pe de France

in and some deciment par 1

the present match a very

is an interfer to but the

Aget as cur.

Print of the second

The same of the sa

Con the second

The There are the same of the

The Control of the Co

100 mm - 200 mm - 2

The second of th

THE PROPERTY OF THE PARTY.

Petr

The second secon

A STATE OF THE STA

Table of the same

GREARD ALBOYS

SEASON NO CONTRACTOR

PROTEIN ALTERNA

■ 3.75 (1.87) (2.77)

The Table Born Co. Co.

March 1981

g Republic of the 2000 C

Marion Programme (1975)

Marie de para en la companya de la companya della companya de la companya della c

₩ Sa + a

M. tory clare

1 30

magnetic than the second

松素4%以 profession of N

· 金属 医抗多性 一点 2 (4.65)

 $\underline{\sigma} := \mathbb{Z}^{n} \times \mathbb{R}^{n}$

But week to be a

African in the B

大学 1000年

P MANAGETT !

FIRE MENT TO THE

Filips 5

Spr town . ..

1117

NEW A SPACE

新たちゃート·・・

THE SHEW

ALL STREET

. T. .

المناه المساجها

Apple & mark

Budgeth Street

は **基本** (大学) (1975年) **MOSE**) (まった) (1975年) **ABMIC だった**が

g ∰ See Control

and the second

क्ष्मिक्का देव 🐰 🥂

destine de de leure THE WAR SELECT THE THE SELECT

BROWN CONTRACTOR OF THE PARTY O

-- (----

Militaria.

F BURGON COLL

400 ALC: 1-1-1

المراسعين الأواج

itais

All distance

医特别基本 ()。 **Structus** control of the control of

r Paris

ches que l'on peut lui adresser ? 1) De peser très inégalement sur les différents secteurs d'activité et de frapper surtout l'industrie : celleci contribue pour 55 % du produit total contre i % pour le petit commerce de détail ;

2) De pénaliser particulièrement les entreprises de main-d'œuvre (textile, automobile...) et les activités en déclin (sidérurgie, chantiers navals...), qui ont ainsi d'autant plus de mai à se reconvertir ;

3) De fausser la concurrence, en taxant très inégalement les entre-prises d'un même secteur. Les écarts de pression fiscale peuvent varier de

4) De frapper l'outil de produc-tion - main-d'œuvre et machines et non les résultats de l'entreprise, ce qui constitue un frein sérieux à l'embauche et, surtout, à l'investisse-ment, dans la mesure où les amortissements ne sont pas pris en compte (

5) De peser en fait sur un tout petit nombre d'entreorises, généralement celles qui sont le plus exposées à la concurrence internationale. Vingt mille entreprises (moins de l % des redevables) supportent plus de la moitié de la taxe professionnelle ; à l'inverse, une entreprise sur quatre paie une taxe professionne dérisoire, inférioure à la taxe d'habitation moyenne de sa commune

Tout imbécile qu'elle soit, la taxe professionnelle n'en rapporte pas

moins 60 milliards de francs par an aux collectivités locales. En cette période de rigueur budgétaire, on imagine mal qu'elle puisse être suppri-mée d'un trait de plume et que l'Etat prenne à sa charge le cadeau ainsi fait aux entreprises. Il n'est d'ailleurs pas évident qu'une telle mesure serait compatible avec la nolitique de décentralisation menée depuis deux ans, laquelle suppose au contraire un renforcement des responsabilités confiées aux collectivités locales, y compris en matière

Dès lors, réformer le taxe professionnelle, c'est d'abord s'interroger sur les objectifs que l'on fixe à une

Trois impératifs

Une réforme réussie devrait, à notre avis, répondre à trois impératifs :

 Comerver le principe d'une taxe locale sur les entreprises.

Où serait la liberté des collectivités locales si leurs ressources fiscales - la taxe professionnelle en représente environ la moitié - étaient progressivement remplacées par des dotations octroyées par l'Etat? D'ores et déjà, dotations et subventions représentant près de 70 % des budgets locaux. Aller au-delà constituerait une menace grave pour l'autonomie locale.

Oue les entreprises contribuent au financement des charges que leur activité occasionne aux collectivités locales n'a, au demeurant, rien de choquant : alles sont aussi intéressées que les ménages au bon entrepar MICHEL SYLVAIN (*)

tien de la voirie ou au fonctionnement de l'éclairage public. Il y aurait même de graves inconvénients à ce qu'il n'en aille plus ainsi : les communes deviendraient réticentes à accueillir des entreprises industrielles qui ne leur rapporteraient plus que des ennuis. Les redevances versées par EDF n'ont-elles pas fortement aidé les municipalités à accepter l'installation de centrales nucléaires ou de lignes à haute

On ne saurait non plus prétendre qu'une taxe locale équitablement répartie porte atteinte à la compétitivité des entreprises. Sait-on que les entreprises allemandes supportent, au plan local, une - taxe sur les activités industrielles et commerciales » ensiblement plus lourde que notre taxe professionnelle?

Enfin, maintenir une taxe locale sur les entreprises constitue le seul moyen d'empêcher un formidable transfert de charges sur les mé-nages. Pen importe, è cet égard, que le transfert s'opère par le biais du budget – hypothèse où la taxe pro-fessionnelle serait progressivement supprimée – ou par le biais des prix - si la TVA était majorée à due concurrence. Le CNPF, qui défend cette dernière solution, faint de croire que la majoration de la TVA n'aurait pas d'incidence sur les prix ; il lui reste à expliquer comment certaines entreprises, qui paient actuellement une taxe professionnelle minime, accepteraient de payer deux à trois points supplémentaires de TVA sans majorer leurs prix.

• Eviter que cette taxe locale ne soit l'objet d'une contestation per-

tion, le nouvel impôt devrait répondre à trois conditions : - Ne plus représenter pour cer-

Pour satisfaire à cette préoccupa-

taines entreprises une charge insupportable, qui met en cause leur compétitivité Il n'est pas tolérable que des en-

treprises engagées dans la concurrence internationale supportent une taxe professionnelle, non remboursabic à l'exportation, qui peut repré-senter jusqu'à 6 % de leur valeur

- Ne pas provoquer, entre les secteurs d'activité et plus encore à l'intérieur d'un même secteur, de trop grands écarts de pression fiscale. Or. contrairement à une idée répandue, ces écarts ne proviennent pas des différences de laux que l'on rencontre d'une commune à l'autre, mais des bases même de l'impôt, La commission spéciale sur la fiscalité directe locale en a, en son temps, apporté la démonstration (voir le rapport nº 1043, Assemblée nationale, 6º législature).

- Profiter équitablement à toutes les communes. On est actuellement loin du compte : 10 % des communes ne tirent aucune ressource de la taxe professionnelle, d'autres au contraire en tirent l'essentiel, ce qui n'est évidemment pas sans consé quence sur l'imposition des ménages. Ainsi la Ville de Paris, avec une taxe professionnelle qui couvre près de 60 % de ses ressources (iscales, peut faire bénéficier ses habitants d'une taxe d'habitation nettement pius faible que dans la plupart

 Respecter les contraintes financières des entreprises, mais aussi celles des collectivités locales et de

Telle est la traisième et dernière condition à remplir pour s'engager avec succès dans une réforme de la taxe professionnelle.

On ne saurait contester la nécessité d'une telle réforme au motif qu'elle entraînerait des transferts de charges et provoquerait des grincements de dents. C'est le prix politique à payer pour plus de justice liscale et surtout pour éliminer la perversité économique de cet impôt.

Pour autant, ces transferts de charges ne seront acceptés par les entreprises, et aussi par les collecti-vités locales, que s'ils sont modérés et étalés dans le temps. Il n'est pas concevable de renouveler l'expérience de 1975 où, pour des raisons électorales, les allégements consentis à 75 % des entreprises ont été reportés en trois ans sur le quart

Il convient en outre d'imaginer des clauses de sauvegarde pour que les entreprises et les collectivités locales ne supportent pas, d'une année sur l'autre, et quand bien même ces transferts scraient justifiés, un trop brusque alourdissement de leurs charges ou une trop brusque diminution de leurs recettes. Les agents économiques ont besoin d'inscrire leurs projets dans la durée.

Il faut enfin savoir, avant de songer aux solutions :

- Que l'Etat supporte déjà une part importante du poids de la taxe professionnelle, à travers les multiples dégrèvements qu'il consent aux redevables : en 1982, ceux-ci n'ont effectivement payé que 46 milliards sur les 55 qui leur étaient réclamés ;

- Que la taxe professionnelle est déductible du bénéfice imposable, ce qui représente là encore, pour l'Etat, un manque à gagner appré-

- Que la perception des impôts locaux coûte cher à l'Etat, en raison de certaines - pertes en ligne - que connaissent bien les fonctionnaires des impôts et que l'on peut chillrer à 1.5 milliard.

La contribution du budget à une éventuelle réforme de la taxe professionnelle devrait donc, en tout état de cause, rester limitée.

Si les entreprises, les collectivités locales et l'Etat s'entendaient - estce inconcevable? - sur ces trois objectifs, il ne resterait plus alors, si l'on peut dire, qu'à définir les modalités de la réforme.

(Lire la suite page 15.)

A propos de l'Argentine. du Soudan, du Niger et d'autres débiteurs

N n'attend pas de recommandations spectaculaires de la part du « séminaire d'études » que la Banque tédérale de New-York, que préside M. Anthony Salomon, a réuni sur le thème de l'endettement international

Les solutions les plus récemment envisagées pour alléger le fardeau des débiteurs, telles que la « capitalisation des intérêts » (qui consiste à rajouter une partie des intérêts dus au principal de la dette et à accorder des délais de remboursement - rééchelonnement - pour le tout), ne sont guère que des artifices techniques pour essayer d'obtenir des établissements prêteurs quelques concours supplémentaires. La vérité est que ni dans son ensemble ni dans ses détails, l'énorme problème posé par la dette extérieure des pays sousdéveloppés ou en voie de développement n'est réglé, en ce sens que ni le FMI ni les banques ni les nations endettées ne savent « où ils vant »,

Citons pêle-mêle quelques ivénements récents qui ne font qu'ajouter à la confusion géné-rale, même quand il s'agit de décisions en apparence pos

Quelques jours après la promulgation de la loi martiale par le général Nemeiry, les représen-tants officiels des Etats créanciers du Soudan, qui, depuis cinq ans, est incapable de faire face à ses obligations, se sont réunis au prend que pour des raisons stratégiques (le Soudan est un pays « modéré », limitrophe du Tchad) on ait le souci d'aider le gouvernement de Khartoum, mais lui consentir (pour la deuxième fois) un délai de remboursement particulièrement long, seize ans, avec une période de grâce de six ans. ne facilitera sens doute pes les négociations avec d'autres pays qui, jusqu'à nouvel ordre, « n'ont droit » qu'à huit, neuf, exceptionnellement, dix ans. Au sein du même Club de

Paris, les discussions préliminaires avec l'Argentine - le « dosaier argentin » a veleur aujourd'hui de test - ont fait apparaître, entre autres choses, un délicat aujet de désaccord entre. d'une part, les Pays-Bas et la RFA et, d'autre part, les repré-sentants de Buence-Aires, Néerlandais et Allemands refusant de considérer comme « rééchelonnables a des paiements dus au titre de certains contrats commer-

Un problème de même nature se pose actuellement entre la République du Niger, avec laquelle pourtant des accords de consolidation bancaire auraient été récemment conclus, et certains fournisseurs français qui attendent toujours le règlement de plus de 200 millions d'arriérés de paiements (non assurés par la COFACE), qualifiés de « dette occulta » par les spécialistes. D'autres créanciers, notemment américains, se trouvent dans le même situation, auraient été payés. Un autre exemple, mais à rebours, de la pratique du « deux poids deux mesuree », qui empoisonne un peu plus les relations entre créanciers et débiteurs.

P. F.

La contribution britannique au budget communautaire : une mauvaise méthode de calcul

Les modes de caicul auxquels s'accroche la Grande-Bretagne pour affirmer que sa contribution an budget communautaire est inéquitable et excessive sont-lis vraiment justifiés ? Ne s'agit-il pas au contraire d'une comptabilité ru-dimentaire, celle qui consiste à dégager des soldes sets : en soustrayant de ce qu'un pays transfère à la Communauté ce que la Communauté dépense sur son territoire? C'est ainsi qu'on obtient pour le Royaume-Uni une « contribution » de 2 milliards d'ECU, dout ceinici demande à récupérer les trois.

L faut regarder de plus près le contenu. Du côté des versements, tout le monde reconnaît aujourd hui que les droits de douane et les prélèvements agricoles n'appartienment pas au pays où les importations du dehors ont fait leur entrée : aul ne sait quel sera-l'utilisateur final. Et que se passerait-il si les Pays-Bas devaient parder les sommes percues sur tout ce qui transite par Rotterdam? Les prélèvements sur les produits agricoles les amènent au même prix que ceux du Marché commun. D'un mot, si l'on acceptait de créditer la Grande-Bretagne des prélèvements qu'elle opère pour compte commun, autant dire que ce qu'elle fait pour accroître le déficit extérieur de l'Europe, accélérer l'accumulation d'ex-cédents agricoles et aggraver le chômage, ce serait la contribution dont elle devrait être remboursée. Scule la TVA communautaire est un transfert ; elle est normalement assortie à la richesse de chaque pays, sous une seule réserve : comme elle ne porte, en fin de compte, que sur la consommation puisque les investissements sont déductibles, la part de la Grande-Bretagne à ce ture est plus élevée que sa part dans le produit communantaire global parce qu'elle investit moins que les autres pays.

Les formules sur lesquelles on discute aujourd'hui comparent la part de chaque pays dans la TVA communautaire et les dépenses faites sur son territoire rapportées au total ; il garderait à sa charge une fraction d'autant plus élevée de la différence

par PIERRE URI

entre les deux pourcentages que son revenu par tête serait lui-même plus élevé. Cette solution compliquée ne met pas en doute que les dénenses en retour puissent être correctement calculées et imputées. La question mérite fondamentalement d'être po-

Soit un produit agricole du pays A, transformé dans le pays B, exporté avec subvention de la Communanté : la subvention est imputée au pays, d'exportation. Il est évident que le producteur initial en bénéficie aussi bien, an vendant au prix intérieur plutôt qu'au cours déprimé du marché mondial. Du seul fait qu'il y a un Marché commun, le bénéfice des dépenses ne se confond pas avec le lieu-où elles sont opérées.

Il y a plus. Si les montants compensatoires n'avaient pas été in-ventés, c'est-à-dire des taxes sur les produits des pays dont la monnaie s'est dépréciée, des subventions pour ceux où elle a augmenté de valeur, la France et l'Italie, moins chères au taux de change normal, vendraient tranquillement dans le Marché commun. Ce n'est donc pas à elles qu'il faut imputer les restitutions qui leur sont versées pour écouler leurs pro-duits sur les marchés tiers. Les vrais bénéficiaires sont les agriculteurs des pays à monnaie forte. D'un mot, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ne paient pas pour la France et l'Italie mais pour leur propre agricul-

L'autre voie de l'équité

L'écart entre les coûts et avantages économiques et les apparences comptables va bien plus loin. Quand les montants compensatoires ont été introduits, il ne semble être venu à l'esprit de personne qu'un pays dont la monnaie augmente de valeur et dont les prix s'élèvent voit aussi s'abaisser les coûts de ses produits d'exploitation importés. Faute de cette correction, les revenus agricoles dans les pays à monnaie forte n'ont pas seulement été maintenus mais accrus, et les agricultures les plus chères ont reçu des moyens parfaitement artificiels de se développer au détriment des moins chères. les consommateurs. La méthode du se joindre sans arrière. On n'empêche pas seulement le mar-soutien des prix a peu fait pour les exaltante aventure!

ché de fonctionner, on le fait fonc-

On le voit, les contributions nettes

tionner à l'envers.

ne peuvent être raisonnablement calculées, encore moins jugées iné-quitables : la notion même n'a pas de sens. Ce n'est pas une raison pour rejeter les considérations d'équité, mais il faut chercher dans une autre voie, la même qu'emprunte un pays unifié. On ne cherche pas à mesurer quelle part des dépenses publiques profite à tel département ou à telle région. On s'efforce d'obtenir que. du côté du financement, les ressources proviennent essentiellement des régions les plus riches et des revenus les plus élevés. S'il y avait un impôt communautaire sur le revenu, le résultat serait atteint. On n'en est pas là. L'objection qui peut être sou-levée légitimement, c'est que le seul transfert désormais reconnu, la TVA communautaire, pèse du même taux et du même poids sur les pays membres riches et pauvres. Si incertain que soit le calcul, il serait concevable de rendre le taux progressif avec le revenu par tête des États membres. C'est sans doute une modification des règles convenues jusqu'ici, et elle paraît requérir l'unanimité. Politiquement, on voit mai la

de contribution volontaire. Tout blo-cage dans l'augmentation nécessaire des ressources propres serait évité. L'autre voie, qui dans chaque pays se combine avec les sources de ancement, ce sont les dépenses destinées spécialement aux régions les moins favorisées d'un pays, celles du développement régional, et aujourd'hui les zones de conversion. Ces instruments existent dans la Communauté et peuvent acquérir une ampleur accrue. Encore faudrait-il tenter de réduire ces dépenses qui répondent le moins à l'es-

Grande-Bretagne s'y opposer si on

lui réclame moins qu'à d'autres. Et aucun veto ne serait possible si les

pays dont le revenu est supérieur à

la moyenne communautaire déci-

daient d'accroître leur taux à titre

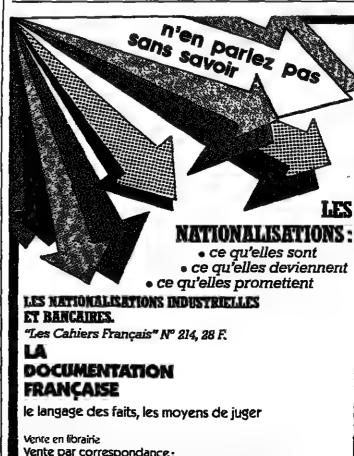
prit du traité de Rome. Le chapitre agricole se donnait pour objectif essentiel de concilier un revenu convenable pour les producteurs, des prix convenables pour les consommateurs. La méthode du

petits producteurs, elle crée une rente pour les plus gros. Des méthodes existent pour corriger cette déviation. L'une serait les « quanta », où les prix garantis seraient réduits par des taxes au-delà de quantités définies par personne occupée dans l'exploitation. L'autre, ce serait des réductions de prix sur les produits en excédent, compensées par des subventions calculées sur le rendement moyen dans la Communauté, et dégressives avec la taille de l'exploitation. Les revenus les plus faibles seraient donc améllores, ceux qui n'ont pas besoin de prix aussi élevés soraient incités à se tourner vers des produits en déficit : la subvention leur serait alors main tenue. L'équilibre serait établi, les consommateurs y gagneraient, d'au-tant plus que les dépenses alimentaires pèsent plus lourdement sur les budgets familiaux les plus serrés. Ce serait un test d'objectivité si M= Thatcher prenait l'initiative de cette réforme, alors que les exploitations britanniques sont les plus éten-dues et seraient les plus affectées par la disparition d'un système de

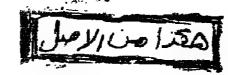
La Grande-Bretagne commence à prendre conscience qu'elle ne peut rester dans le groupe des grandes puissances qu'à travers l'ensemble imposant que constitue l'Europe. Elle aussi a commencé d'accomplir la même réorientation de son commerce que la France vers le marché d'importation dynamique de la Communauté. Si elle reste déficitaire sur les produits manufacturés. ce n'est pas la faute des autres, c'est sans doute l'effet d'une exploitation trop rapide du pétrole de la mer du Nord, qui a poussé la livre à des niveaux où la capacité concurrentielle de l'industrie est mise en péril.

L'Europe s'était fondée sur les industries stratégiques de l'époque, le charbon et l'acier, aujourd'hui en déclin. Sa chance, c'est un nouveau départ sur la base des industries de l'avenir, qu'aucun de ses membres ne peut développer seul ; son risque est de rester sur le rivage face à une Amérique et un Japon qui navigueraient toutes voiles dehors.

A la Grande-Bretagne de se bloquer sur des calculs fallacieux ou de se joindre sans arrière-pensée à cette



124, rue Henri Barbusse 93308 AUBERVILLIERS CEDEX



Les économies d'énergie, les limitations de vitesse, la baisse du

pouvoir d'achat, ont pesé sur la demande. Le marché du renouvellement,

tale du pneumatique, bâtie sur les rives du lac Érié, moyen de transport idéal pour ce type de production de masse qui, parti de la ré-gion des Grands Lacs, va diffuser dans tout le territoire des États-Unis. A une heure d'avion de New-York, Akron (Ohio) offre l'aspect d'une ville bien proprette où la matière grise a progressivement relégué vers d'autres contrées les unités de production où s'exercait le dur métier de - pneumaticien ».

Il y a seulement quatre ou cinq ans, Goodyear Tire and Rubber, le numéro un mondial de la profession, employait encore 33 000 ouvriers à Akron. Aujourd'hui, ils sont à peine 10 000 à rester sur place. Les autres ont suivi leur usine, déplacée vers des régions « non syndiquées » du sud et de l'est de l'immense territoire, là où se pose avec moins d'acuité le problème du « work practice » (définition des tâches pour chaque catégorie de salariés, agréée et strictement surveillée par les syndicats), admet avec franchise un responsable du groupe.

Éclatée à présent dans une cen-

treate pays, Goodyear emploie 70 000 personnes, dont plus de la moitié hors des États-Unis, et 9 000 pour les seules plantations de caoutchouc naturel (essentiellement en Asie du Sud-Est), qui fournit 30 % de la matière première pécessaire à la production, les autres 70 % provenant du caoutchouc synthétique pronan de caontenous synthetique pro-duit essentiellement dans la région de Houston, le grand centre pétro-lier américain. C'est pourtant dans cet État de l'Ohio, à Akron, que le groupe a vu le jour en 1898 lorsque Frank Seiberling décidait de créer ce qui était alors la première manufacture de caoutchouc en lui donnant le nom de Charles Goodyear, mort quarante ans plus tôt. En hommage à la mémoire de cet inventeur qui avait découvert en 1839 le procédé de vulcanisation du caoutchouc, consistant à incorporer du

se diversifie

L'activité pneumatique ne représente plus que 60 % de la production du groupe (une proportion qui de-vrait encore baisser à l'avenir). Parmi les onze autres divisions de production, citons celles qui sont spécialisées dans le matériel de taine d'usines réparties dans plus de transport, l'aérospatiale, la défense

soufre dans le caoutchouc naturel

afin de le stabiliser.

et l'énergie nucléaire. Une diversifi-cation qui constitue le troisième vo-let du plan d'ensemble élaboré par Charles-J. Pilliod Jr., le patron de

cette multinationale du pneu. Dans un premier temps, . il falaccomplissant un gros effort tech-nologique, ce qui supposait des investissements très importants et un endettement accru. Ensuite, il convenait de comprimer les dettes ainsi contractées, et, une fois l'entreprise modernisée et sa situation financière assainie, pouvait alors être abordée la phase d'ouverture vers d'autres domaines d'action ». explique-t-on au centre de recherches ultra-moderne d'Akron. Edifiée sur l'emplacement d'une usine désaffectée, cette unité a coûté 75 millions de dollars. Couvrant 125 000 m², elle est capable de sortir chaque jour 1 200 pneumatiques exboratoire et sur la piste voisine.

Jusqu'à présent, le programme a été suivi à la lettre. En Europe, les pneus à carcasse radiale représenient 100 % de la production de Goodvear (sauf en Grande-Bretagne : 90 %) et cette part, assez faible au départ, est remontée à 70 % de l'activité totale aux Etats-Linis. Parallèlement, un important effort d'investissements a été consenti, le groupe dépensant ac-tuellement 500 millions de dollars par an en frais d'équipement et autant en frais de recherche. Côté ges-tion, on a serré les boulons au maxiretombé en peu de temps de 48 % à 33 % (le plus bas de ces demière: années) dans un secteur où il est traditionnellement très élevé.

Le concurrent le plus dangereux n'est plus Michelin

Dernière étape en date : la diversification. En février 1983, Good-year rachetait pour 825 millions de dollars (5,7 milliards de francs à l'époque) la compagnie américaine en dehors de Celeron Corp. Spécialisée, outre des activités pétrolières, dans la recherche, la production et le transport de gaz, son siège est en Louisiane, à Lafayette. Dans un premier temps, les analystes n'ont pas vu d'un bon ceil le spécialiste du pneu venir mettre le pied dans un secteur énergétique alors déprimé et, qui pius est, au moment où le gaz naturel, domaine privilégié de cette société qui détenait des concessions à terre et en mer dans quatorze Etats, souffrait d'une conjoncture particulièrement morose.

Les commentaires peu favorables émis à cette occasion ont fait baisser le titre à la Bourse de New-York. mais Goodyear poursuit son idée avec un projet de gazoduc pour Ce-leron reliant le golfe du Texas à la Californie. Une opération qui devrait coûter en dix-huit mois 800 millions de dollars au groupe, l'équivalent du prix d'achat de cette petite compagnie.

Leader incontesté sur le marché américain, dont il détient 30 % envi ron, Goodyear est talonné par Mi-chelin (20 % en pueu de remplacement et un peu plus de la moitié pour la « première monte » équipant les voitures neuves) en raison de l'avance technologique que continue à lui conférer le lancement du pneu à carcasse radiale bien avant ses concurrents. Mais c'est surtout la montée en puissance de Bridgestone qui préoccupe les dirigeants d'Akron. Considérée il y a sept ou huit ans comme une petite entre-prise nippone, sans plus, cette firme a rapidement bénéficié de l'expansion de la production automobile ia ponaise (elle couvre plus de 50 % du marché national) et de ses têtes de pont à l'exportation, notamment vers les Etats-Unis. De plus, dans une industrie de main-d'œuvre où les coûts salariaux représentent, en moyenne, 35 % du prix d'un pneu (les matières premières 50 % et les frais généraux 15 %), la compétitivité élevée des entreprises japonaises constitue un atout très important. L'exemple ne vaut pas qu'outre-Atlantique. En France également, où Goodvear et Michelin se retrou vent également en concurrence directe (dans un ordre inversé. naturellement). les milieux profes sionnels voient dans l'arrivée de Su-

Dunlop-France, l'entrée inopinée du loup dans la bergerie ». SERGE MARTI

travers la reprise des unités de

Toutes les prévisions de croissance ont été déjouées. Par exemple, c'est seulement en 1983 que la France a produit un nombre de pueus (605 000 tonnes) correspondant à peu près à l'objectif fixé en 1974 pour

Pneumatique : les effets conjugués de la crise et de l'innovation technique

Plusieurs manufacturiers out dispara comme Phoenix Gummi et Metzeler (RFA), d'autres out quitté les rivages du Vieux Continent, comme Uniroyal, Goodrich, pour se réorganiser dans leur pays d'origine, les Etats-Unis. Au bord du naufrage, le britannique Dunlop vient d'être racheté par le japonais Sumitomo. L'autrichien Semperit est maintenu en survie par son actionnaire le Creditanstalt Bankverein de Vienne. Kléber l'est par Michelin. Chef de file du «radial» dans une industrie antrefois florissante. Bibendum a vu ses propres installations,

françaises et européennes, vieillir sans trouver la force nécessaire de les rajeunir après avoir dépensé toute son énergie à s'installer outre-

Un seul a bien pris le virage : Goodyear (Etats-Unis). Mais il n'a dû son salut qu'à sa seule, mais énorme capacité financière. Asjourd'hui dans une plaine désolée, où campent les japonais (Bridgestone, Sumitomo), le groupe américain triomphe, il se diversifie à toute vitesse. Firestone, qui, à force de tenacité, d'élagages surtout, a réussi à sarvivre, l'imite. Après bien des déboires, l'allemand Continental et l'italien Pirelli en font autent.

Figé dans sa production, car il ne sait et ne reut faire que des enveloppes (95 % de sou chiffre d'affaires), Michelin tente désespérement de s'allèger pour refaire surface.

LES JAPONAIS A LA RESCOUSSE

Dunlop-France s'est bien vendu en travaillant plus

ARE d'Amiens, 17 h 30. Une chaude après-midi s'achève dehors dans le brouhaha de la circulation. Les voyageurs sont peu nombreux, et la brasserie est à peu près déserte. Deux hommes entrent, l'air soucieux. Ils sont flanqués de deux Japonais, tout joyeux. Bir. Bir -, bredouillent-ils à l'adresse du garçon Leur mise est celle du « businessman ». Vont-ils

chez Dunlop? Depuis le mois de février dernier, date à laquelle Sumitomo Rubber avait déposé ses pramières proposi-tions de rachat, M. Guy Pégot, directeur de l'usine installée dans la zone industrielle de la capitale de la Picardie, une des nombreuses ayant appartenu à l'ancienne filiale francaise du groupe britannique Dunkop, n'en a pas revu un seul. Il aurait bien aimé faire le voyage au pays du Soleil Levant avec la poignée d'ouvriers de Montluçon invités làbas pour visiter les installations de Sumitomo et voir ce que producti-vité veut dire dans le langage nippon. Ce sera pour une prochaine fois, quand il lui faudra prendre ses

instructions et s'imprégner de l'esprit maison. Visiblement, comme tous les ouvriers s'affairant à la fabrication dans une atmosphère fortement chargée de noir de carbone, M. Pégot est maintenant soulagé, car, ici, tout le monde a eu une - trouille - bleue de voir Sumitomo, lassé par les « atermolements des pouvoirs publics -, renoncer et acculer Dunlop à fermer définitivequelques sacrifices, la vie va maintenant pouvoir reprendre. Reprendre? En réalité, elle n'a jamais cessé. Singulièrement, si faillite est très sou-vent synonyme de démobilisation, à l'usine d'Amiens, elle a. au contraire, soudé les énergies. « Travailler, travailler encore pour mieux se vendre. » Ce leitmotiv a forgé les volontés. « Le dépôt de bilan, en octobre dernier, avait déjà agi comme un révélateur, conste M. Pégot, et - provoqué chez nous plus qu'allieurs un remarquable sursaut d'efficacité.» « Pourtant, ajoute-t-il, à la fin, personne n'y croyait plus beaucoup, et le ras-de-bol, ces dernières semaines, était général. - Mais quand, au fil des jours, les chances de rachat s'amenuisaient, M. Pégot s'est employé à ranimer la flamme. Le courant est

passé et même bien passé. Quand le moral a été au plus bas, les quatre syndicaus - CGT, CFDT, FO, CGC - ont organisé en ville une manifes-tation monstre pour infléchir la décision des pouvoirs publics, « sans un homme politique », dit M. Pégot. . Il fallait le faire. »

Résultat de cette farouche détermination à demeurer vivant en faisant valoir son talent : la production de pueus tourisme, tombée l'an dernier à moins de 13 000 par jour, a augmenté de 12 % environ durant le mier trimestre pour atteindre 14 200 pièces avec un personnei déjà comprimé, et « le mois de mars, assure encore M. Pégot, a été excellent. Nous avons vendu tout ce que nous avons fabriqué. »

Des décisions en juin

Le sentiment d'attachement que tous éprouvent pour la maison a joué son rôle. Tout comme Michella, Dunlop est une grande famille ; c'est une marque prestigieuse, et chacun a cultivé l'idée d'en servir la cause. Et puis, à Amiens, Dunlop n'est pas rien. Dans la zone industrielle, l'usine est, avec ses 940 personnes, au coude à coude maintenant avec Goodyear, le second employeur derrière Valéo (i 900), le troisième aussi dans la région après l'équipe-mentier automobile italien Veglia (1 400). Avec sa capacité de 16 000 pneus/jour, l'usine est encore une des plus importantes du groupe Duniop en Europe. Ces rôles. M. Pégot entend continuer à les quand même, un brin d'anxiété à l'idée d'avoir encore devant lui la táche rude et ingrate de réduire ses effectifs (212 personnes dont 120 en pré-retraite) avant l'arrivée des Japonais, quand dans cette zone industrielle tant d'usines ont fermé leurs portes et d'autres sont moribondes. Mais cette perspective ne paraît pas affecter vraiment le personnel. Même si les traces du traumatisme récent causé par les événements he se sont pas encore toutes effacées, à l'intérieur de l'établissement le calme est revenu.

Le chômage serait-il accepté comme une nécessité pour permettre au plus grand nombre d'en réchapper? . Pas d'interviews ici, recommande fermement M. Pégot. Ils ont été trop choqués. »

Onels critères retenir pour mettre à pied des hommes que l'on connaît en côtoie depuis dix ans? L'age, bien sur, fera la différence, et, pour les autres, M. Pégot veut utiliser un cocktail, ensemble de critères savamment composé d'absentéisme et d'une bonne dose de facteur humain. En juin, toutes les décisions capitales devraient, en principe, être

Pour l'avenir, M. Pégot est optimiste. Le prix du caontchoue naturei? Certes, c'est un problème (+ 50 % de hausse de janvier à soft 1983), mais qui peut être contourné en améliorant la producti-vité. La productivité? Parlons-en. Sur un poste de travail, une dizaine d'ouvriers s'affairent à classer consciencieusement les nappes de fils synthétiques qui, plus loin dans la chaîne, seront noyés dans la

« Ce travall répétitif et fastidieux sera bientos automatisé », assure M. Pégot. D'autres, tout aussi ingrats, le seront sans doute. L'usine n'est pas encore démodée mais elle n'est plus très jeune (vingt-cinq ans), l'outil de production non plus, l'air est vicié. Ne pouvait-on plus tôt changer des machines, améliorer les conditions de travail? - L'argent nous était compté », insiste M. Pégot, et les maigres sommes allouées par la maison mère étalent consecrées d'urgence à moderniser ce qui pouvait l'être à ce prix. Avec les moyens du bord, l'asme tourne 220 jours par an seulement, quand Michelin et Goodyear en sont à plus de 250 jours (345 jours au Japon). Mais - Sumitomo va investir 100 millions de francs ici, dont 60 millions la première année -, se félicite M. Pégot. Pour lui, c'est un gage de réussite, grâce aux commandes que pessera « certainement e le nouvel actionnaire. l'usine devrait faire beaucoup mieux que les 400 millions de francs de chiffre d'affaires réalisé l'an dernier. Ultérieurement, M. Pégot est formel sur ce point : • de réelles possibilités d'embauche existent ».

Dehors, il n'y a plus personne. La relève s'est faite durant la visite, mais, comme une invitation au succès, le soleil, voilé depuis plusieurs mois, commence à britler par endroits au gré des nuapes encore épais, qui s'enfuient vers le nord:

ANDRÉ DESSOT.

Une longue genèse

ÉUNIR et rassembler l'incompatible. Ainsi peut-on résumer la technique de mise au point d'un pneumatique qui nécessite de longues études d'envi-ron deux à quatre ans. Le mariage de matériaux aussi différents que l'acier, la gomme et le nylon, pour un produit qui subit d'importantes déformations, n'est pas une tâche ai-sée. Depuis vingt ans, une firme comme Goodyear a poussé jusqu'aux essais dans son centre du Luxembourg deux mille types de pneus hiver, dont seuls deux ou trois modèles ont été mis en vente. Une recherche empirique coûteuse, que les difficultés de réalisation rendent

La chronologie de la naissance d'un pneumatique est à ce titre édi-fiante. A la demande du service marketing ou à l'occasion d'une découverte du centre de recherche, une nouvelle ligne de produit est mise en chantier. Son schéma de base se détermine en fonction d'un cahier des charges précis (type de véhicule et utilisation : hautes performances, pluie, hiver...). Les expériences précédentes servent alors de référence pour la structure (ceinture plus ou moins rigide); pour les types de rainures (pourcentage des creux), et pour les alliages de gomme, suivant des chimies dont chaque constructeur conserve jalou-

Sur la vingtaine de dessins proposés au départ, dont certains peu-vent être réalisés par des stylistes extérieurs, six ou sept projets sont retenus et dessinés à la main. Les éhauches sont testées pour leur ni-veau de bruit et leur capacité d'écoulement d'eau. Les quatre ou cinq prototypes jugés satisfaisants font l'objet d'un tirage d'une dou-zaine d'exemplaires en vue d'essais fonctionnels réalisés en laboratoire et sur piste. Les dessins peu performants au regard du cahier des

charges sont éliminés, et l'on recherche pour les autres l'optimisation de leur dessin afin d'en diminuer les faiblesses ou d'en accentuer les

qualités. A la suite de ces corrections, la réalisation d'un moule expérimental permet la production d'une série plus importante (une soixantaine d'unités). Des essais rigoureux s'effectuent sur route dans des conditions climatiques diverses et parallèlement se poursuivent les recherches pour améliorer les matériaux et étudier les déformations dans toutes les dimensions à l'aide d'ordinateurs de grande capacité.

· La mode

A ce stade, près d'un an et demi s'est déjà écoulé. Le choix du mo-dèle retenu conduit aux essais d'usure. Au laboratoire, ceux-ci ont lieu sur des machines entraînant de gros cylindres de formes diverses aui reproduisent les différents revêtements et tournent vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Sur la piste, l'on procède aux essais de vitesse et aux contrôles d'aquaplaning. Une caméra capable de prendre dix mille images-seconde est placée sous une plaque de verre recouverte d'eau co-lorée. Pour chaque vitesse, l'on obtient ainsi l'image exacte de l'adhérence du pneu sur sol mouillé. Enfin, sur la route, des essais en situation réelle, à l'aide de complexes appareils de contrôle donnent une idée des réactions du pneumatique dans des conditions d'utilisation normale. De légères modifications de dessins

sont encore possible après ces essais. Après les études de construction industrielle. le pneu est mis à la disposition des - services de tests commerciaux » avec des variantes de mélanges et de structures. Les essayeurs sont des chauffeurs de taxi ou des livreurs qui effectuent 60 000

kliomètres par au au minimum et qui sont tenus, en échange de la fourniture des pneumatiques, de faire procéder à des contrôles réguliers dans les centres de la firme.

Avec la présentation aux constructeurs, la décision de production industrielle est prise et l'on commence à constituer les stocks dans les différentes dimensions (une cinquantaine) avant de débuter la commercialisation. Le produit arrive alors chez les distributeurs, où interviennent les aléas de la vente et les phénomènes de mode,

Un pnen « tout temps » par exemple, qui existe depuis plus de dix ans aux Etats-Unis, n'est proposé an France que cette année. Les modèles cloutés v étant autorisés les distributeurs préfèrent tout naturellement la vente et l'entretien de deux trains de pneumatiques par an...

Il y a quelques années, des mo-dèles « économie d'énergie » étaient mis sur le marché. Il permenaient un abaissement de 2 à 3 % de la consommation là où un simple rétroviseur supplémentaire du côté droit conduit à une augmentation de 5 %. Un résultat bien maigre et un pro-

duit « à la mode » vite abandonné. La volonté des fabricants de réduire d'un an le temps d'érude et de mise au point suppose donc une concertation plus poussée avec les constructeurs automobiles. Elle se beurte pour l'instant à la règle du secret des prototypes, même si quelques expériences ont déjà été

Autant de paramètres qui conduisent les manufacturiers à rêver d'un pneu universel possédant: d'excel-lentes qualité de base et capable de s'adapter à tous les véhicules. Les produits spécifiques à de petites unités étant alors réservés aux voitures d'exception.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Numéro un mondial, second en France

faires de 9,73 milliards de dollars en 1983 (contre 9,59 milliards l'année précédente), dont 60 % seulement réalisés dans le pneumatique, Goodyear Tire and Rubber Company est incontestablement le numéro un mondial dans ce secteur d'activité, très loin devant le club assez restreint des autres - pneumaticiens - qui ont pour nom Michelin (France), Firestone (Etals-Unis), Bridgestone (Japon) et le britannique Duniop (jusqu'à la récente cession de ses activités européennes au nippon Sumitomo, numéro quatre sur son marché), pour ne citer que les cinq principaux fabricants mondiaux.

Tout en restant inférieur au résultat de 1982 (379 8 millions de dollars), le bénéfice net enregistré par Goodyear l'année suivante a atteint 305,5 millions alors que les analystes escomptaient tout au plus quelque 270 millions de bénéfices pour le groupe d'Akron, en raison du rachat de la firme Caleron et des pertes de change enregistrées sur certains pays au gré des dévaluations monétaires (notamment en Amérique latine). Les pertes sont répercutées sur Goodyear International qui recense toutes les activités du groupe hors des Etats-Unis et du Canada, le rôle de Goodyear Tire and Rubber Cy étant celui d'une société mère.

Cette dernière a enregistré une forte progression de ses résultats au premier trimestre 1984 avec un bénéfice net de 111.8 millions de dollars contre 51.6 millions pour la période comparative du précédent exer-cice pour un chiffre d'affaires en hausse de 11,5 % pour atteindre 2.51 milliards. An cours de ces trois premiers mois d'acti-vité 1984, la contribution d'ensemble a été particulièrement marquée. Les ventes locales ont permis de hisser le chiffre d'affaires américain à 1.72 milliard de dollars, en progrès de 15 % d'un trimestre à l'autre mais, dans le même temps, le bénéfice net a bondi de 78,5 % à 91,8 millions de dollars.

Cette amélioration n'est pas spécifique, d'ailleurs, à Good-year. L'ensemble de l'industrie du pneumatique a effectué une forte remontée après trois années de forte récession aux Etats-Unis. Les usines tournent ictuellement en moyenne à 85 % de leur capacité de produc-tion et les spécialistes de Detroit, la capitale de l'automobile. constatent que, pour la première ces installations doivent faire face à une forte augmentation de la demande de pneumatiques

▲ VEC un chiffre d'af- à carcasse radiale, à la fois pour les voitures de tourisme et pour les camions, en raison de la forte reprise des ventes de véhicules.

> En Europe où le groupe américain emploie quelque treize mille personnes réparties dans une demi-douzaine de pays, la situation est plus contrastée, notamment en France où la filiale Compagnie française Goodyear, fondée en juillet 1960 (mais le groupe est présent dans l'Hexagone depuis 1912), possède deux unités de production, l'une à Amiens (pneumatiques) et l'autre au Havre (chimie), employant environ, ensemble, deux mille quatre cents personnes. Avec Michelin, qui détient 60 % du marché national en pneumatiques de remplacement et 40 % en première monte (voitures neuves), la lutte est serrée et Goodyear France, qui vient en seconde position derrière Bibendum, ne représentait, fin 1983, que 9 % à 10 % du pneu de remplacement et 12 % à 13 % en première monte, après avoir gri-gnoté environ 2 % du marché français l'année précédente. En 1979, sa part n'était que de 3 %.

- Goodyear France a perdu beaucoup d'argent jusqu'en 1978 -, admet son président, M. Sam Gibara, soulignant que le solde d'exploitation a été légèrement positif par la suite. En 1983, le résultat net, non encore arrêté, devrait varier entre un bénéfice de 10 millions de francs et un déficit sensiblement dentique sur un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs (après une perte de 10 millions sur 1,4 milliard de francs de s'étant redressée au premier trimestre 1984 avec un résultat net positif, dans la ligne des prévisions établies pour l'exercice en cours : un bénéfice net de plus de 25 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 2 milliards

Mais cette rentabilité est encore insuffisante pour financer un programme d'investissements qui a représenté 35 millions de francs en 1982 et un peu moins l'année suivante, d'où la nécessité de recourir à une augmentation de capital de la Compagnie française Goodyear. Celui-ci a été relevé de 270 à 426 millions de francs en décembre dernier. l'augmentation ayant été entièrement souscrite par la maison mère. L'opération avait alors été présentée comme ayant un caractère purement financier et destinée à permettre à la firme de poursuivre ses activités - dans un contexte économique particulièrement difficile -.

SM



35 chances d ्र (क्राप्तः । द्वीप कारासी 95 - 77 53

· ve the

4.25 4. Y The Water graphen . BA 6-7-47 12 VX964 Lat. 165-1 State str. ter Made o

- Marin Stage of 4-2154 Land of the State State

Pour**quoi**

11年 新山 京 ويقيد دوتها 1 7 82 8 N with the same and the second T AMERICA

Astron #### 7# 43 100 100 ينجي الأثباد Stephen W. per A sep والمؤق بالمانية

5 1 V.

THE STEELS WITH

the entropy of a second

电影 二十二 海绵

Colored and the second and address of the second and the second an

Table 1 of the Wall

三型 / (1) ·

The first and the second

10 31 to 1 12 1 14

在北京大學 中心 中年 八十年 中華

Water Services - Confidence

The state of the state of the state of

ART A TOWN AND AREA

Berrard Commercial on April 2

The State of the Statement

The second of the second secon

CONTRACTOR OF THE SEC

Samuel Comments of the Comment

The second second

Milk Andlieben See

Annahite Andre San

100 mg 200 200 200 200 mg.

は基準数できてとできる。

State of the second

English of the

at mind da a majing Address, Paris spaint. in. **第4 等。 4** THE THE SEC

والمراجعة المراجعة STREET, *** Williams St. WHEN MARKET # 業件 流

The letter a might Jan State St 1 4 4 mg Transport to make. The state of the s

the Boundary of the same of

THE WASTE STOOM

TO BE THE REAL PROPERTY OF THE PARTY. The trans transmit



technique desired in States were suffered of

the state of the state of Company of an delegate Brat States Manual Comments of the second Section of Contract of the Party of the Part

and the state of the control of the property family designation of the

travaillant plu Ber driffer All the train

Serve Serve AND THE PARTY OF San Service Strain Makes Series San Carry Cong. Mark Courses

場所があるに かって -Character and a second talen erika da araba Araba da ar Bernye gir in ... Marie Charles and the Maria Commercia Milliam general ge-W STORY THE THE STORY OF THE ST Mill British Co. C.

Lineage 50 STATES Y

AM. 10030

28 3 2 - 9 € altra i n Married 17.4 Mary and the 794.W 1 1 T

CONTRACTOR STATE 100 July P. . ## 28g **美** Marks 18 MARKET TO A **新** (2017)。 **72.**多 3.75 Palamaran Trans 44804 1 1 275 F 11 T 👚 😉 🕟 .

ुराष्ट्रिक 🕶 🤜 18 42 ...

6 Km Harris and the second ME CONTRACTOR STATE # switches MACON SOLD State Production 1982 AND STORY OF And the second **20**70年 七月日 -

BENEVICTED STA ME 5 13 P . M2-10 1 4 4 4 4 ******** September 19 mg addition. Skilleri i 蜿 🔑 🏞

Billian - -中國後 -

The state of the s

Le Monde de l'économie

L'INDUSTRIE FRANÇAISE DES CIRCUITS INTÉGRÉS

Les chances d'avenir suspendues à des négociations budgétaires annuelles

que, pourtant filiales du groupe nationalisé Thomson, se voyaient refuser leur caution. Crédits coupés. Leurs ratios d'endettement étaient tels que ces deux entreprises de circuits intégrés, qui constituent la « pointe avancée » de la technique française, étaient même dans l'impossibilité de déposer un dossier de demande d'aide au Fonds industriel de modernisation (FIM), éma-nation de l'Etat... Au même moment, les discours gouvernementaux vantent e la modernisation industrielle », soulignent « les efforts dans les industries d'avenir » et la « nécessité absolve » de bâtir une industrie puissante de compo-sants électroniques, clé de « l'indé-

pendance du pays ». endance du pays ». Certes les choses se sout, depu améliorées. Thomson, doté de l'milliand de france dans le cadre du budget 1984, en versera les trois quarts à sa division « composants », que », il fut calculé que l'industrie répartis en 645 millions de francs française des circuits intégrés devait consacrer 4,1 milliards de francs à la

IN 1983, les banques-les 105 millions de francs pour les com-avaient inscrites sur leur liste posemts passifs (1). Leur situation comptable redressée, EFCIS et Enrotechnique ont pu renouer le dialogue avec les banques.

> Ce sauvetage in extremis pose une question de fond : pent-on suspendre le sort d'une industrie stratégique à une négociation annuelle et litique sur les dotations budgétaires des entreprises publiques? M. Fabius n'aime pas les plans sectoriels. Pourtant, ils présentent l'avantage de dégager des aides publiques sur une longue période, durée nécessaire pour redresser une industrie comme celle des circuits intégrés. N'est-ce pas ce à quoi devaient servir les nationalisations?

> Ce qui a été jugé indispensable pour la sidérargie (lui assurer 17,5 milliards de france d'investissements entre 1982 et 1986) ne l'a pas été pour les circuits intégrés. En 1982, lors de l'élaboration du programme d'action « filière électron

recherche et au développement entre 1982 et 1986 et 3,3 milliards de francs à ses investissements (en francs de 1981). Telles étaient les conditions jugées nécessaires pour reconquérir une certaine indépendance vis-à-vis des groupes améri-cains et pour équilibrer globalement, en ce qui concerne l'ensemble des composants, les échanges exté-

Les prix en hausse de 20 % à 100 %

L'aide à la recherche fut à peu près convenablement versée (le Monde du 22 sentembre 1983) Mais tel ne fut pas le cas pour l'aide aux investissements qui n'avait fait l'objet d'aucune ligne budgétaire, Sans doute les groupes ont-ils pu combler en partie leurs besoins par des voies détournées (contrats d'études des armées ou des PTT notamment). Mais l'essentiel man-quait. D'où l'absence de fonds propres et leur situation financière désastreuse.

L'effet ne s'était pas fait sentir jusqu'ici, parce que c'est seulement en 1982 qu'ont commencé à produire, sans encore utiliser leur pleine capacité, les nouvelles usines créces à la suite du plan « composants » de 1978 : Eurotechnique, née filiale de Saint-Gobain et de l'américain National Semiconductor et reprise début 1983 par Thomson; et Matra-Harris-Semi-conducteurs (MHS), fruit de Matra et de l'américain Harris, il en a été de même pour EFCIS (autre filiale de Thomson) qui se cantonnait dans les produits spécifiques. Mais en 1984 il faut investir. Le marché mondial est entré dans une phase de pénurie l'an dernier. Tous les clients, en particulier les Américains, attendent leurs « puces » jusqu'à cinq mois. Les prix ont été relevés de 20 % à parfois 100 %. Le contexte est favorable : il faut produire, vendre et investir vite pour conquérir des positions. Il faut, de surcroît, commencer à rénover l'outil qui se démode tous les trois ans dans cette industrie (passet notamment à une fabrication des

« puces » à partir de tranches de silicium de 5 on même de 6 pouces, contre 4 actuellement).

Etats-Unis et Japon se livrent à une course effrénée. Intel, le champion californien, inventeur des microprocesseurs, dépensera 350 millions de dollars cette année pour améliorer le potentiel de ses usines et 140 millions pour la recherche et le développement. Motorola, en 1983, aura investi 500 millions de dollars au total. National Semiconductor va bătir une nouvelle usine en Ecosse pour 1.2 milliard de francs. Les groupes japonais (Nippon Elec-tric, Hitachi, Toshiba) ne sont pas en reste. L'hebdomadaire Electronique Actualités a pu calculer (pour son numéro daté du 16 mars 1984) qu'ils dépenseront... 18 milliards de francs d'ici un an dans les semiconducteurs : quatre fois plus en un an que les Français en quatre ans ! Course à le technologie, course

aux nouveaux produits, course au marché mondial qui devrait croître cette année de 20 ou 30 % pour atteindre environ 20 milliards de dollars. Ces investissements gigan-

aux entreprises les plus imposées majorerait indirectement – avec

toutefois un décalage d'un an - les

recettes attendues de l'impôt sur les

sociétés. Les gains réalisés par les

grandes entreprises nationales

(EDF, GDF, SNCF), qui ont été les

grandes victimes de la réforme de

1975, permettraient de même de

réduire les subventions que l'Etat

leur accorde ou de limiter la hausse

de leurs tarifs et donc de freiner

l'inflation. Enfin. le coût de la

réforme serait partiellement com-

pensé par la suppression des dégrè-

vements à la fois coûteux (18 mil-

liards) et largement inefficaces que

l'Etat a consentis aux entreprises ces

deux dernières années. Le rappor-

teur général du budget, M. Chris-

tian Pierret, ne soulignalt-il pas

l'absurdité d'un mécanisme de

dégrèvements qui profite à tout le

monde, sauf précisément aux entre-

prises qui supportent la pression sis-

Avec la taxe locale sur la valeur

cale la plus lourde?

permettre de résorber la pénurie actuelle avant la mi-1985. Puis, à cette époque, le marché se retourpera selon le cycle classique de cette industrie. D'ici là il s'agit, pour tous les producteurs, de gagner des parts de marché et de les conserver.

Dans ce contexte, les moyens financiers dont disposent les figure. L'industrie française aurait pu, avec de meilleures aides de l'Etat actionnaire, prendre de l'avance sur son plan de rattrapage, et accessoirement créer quelques fonds propres risque, au contraire, de ralentir la cadence.

MHS va investir quelque 250 mil-

lions de francs cette année. Thomson, 600 millions. Son plan prévoyait pourtant des apports de fonds propres de 1,5 milliard sur 1984 et 1985. Après avoir obtenu avec tant de difficultés 650 millions en 1984, le groupe recevra-t-il, l'an prochain, les 850 millions qui lui manquent (1 500 moins 650) ? Au-delà, il faurait 8 milliards de francs au groupe nationalisé pour atteindre son objectif qui est de croître à un rythme double de celui du marché mondial et d'en conquérir ainsi 3 % en 1990. Après avoir perdu sans doute plus de 500 millions de france en 1983, Thomson espère atteindre l'équilibre d'exploitation de sa division semiconducteurs en 1985 ou 1986. Mais l'autofinancement de cette division ne sera trouvé que deux ans plus tard... si tout se passe bien, en particulier si le coup de tabac prévu pour 1986 et 1987 avec le retournement du marché est bien absorbé. D'ici à la fin de la décennie. M. Gomez aura donc besoin d'injecter 5 ou 6 milliards de francs dans son activité de circuits intégrés : soit 1 milliard par an.

 Il s'agit d'une activité indispensable pour l'indépendance technologique de Thomson », estime-t-il. Le ésident du groupe nationalisé tient à tenter le pari et se dit prêt à renou-veler en 1985 son effort de 1984. Mais le pourra-t-il seul, sans que l'Etat l'assure sur une longue période d'aides régulières ? A l'évidence la réponse est négative, comme elle l'est également pour

La France n'a pas perdu toutes ses chances dans cette industrie, contrairement à ce qu'essaient de faire croire les groupes américains. gement des pouvoirs publics, programmé sur plusieurs années.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Les composants électroniques se classent en composants pessifs et en composants actifs. Ces derniers comprennent les tubes et les semiconducteurs, qui eux-mêmes se subdivi-sent en discrets et en circults intégrés (les - puces -), qui constituent comme les pivots de l'ensemble.

Pourquoi et comment réformer la taxe professionnelle

(Suite de la page 13.)

A piusieurs reprises, M. Jacques Delors a déclaré que la taxe professionnelle avait certes bien des défants, mais qu'il n'était pas question de la supprimer tant qu'une solution de rechange ne serait pes trouvée. Et si cette solution existait ? S'il était possible de remplacer la taxe professionnelle par un impôt plus juste, qui préserve l'autonomie ocale sans avoir d'effets économiques aumi pervers ?

Cet impôt, nons l'appellerons taxe locale sur la valeur ajoutée. En pronant d'emblée grand soin de préciser qu'il ne s'agit nullement d'une taxe lie à la TVA, mais d'un impôt prélevé par les collectivités locales sur la richese produite par les antreprises.

La façon la plus simple de calculer la valeur ajoutée

Il exista deux manières de calculer la valeur ajoutée.

Soft par addition de différents postes : frais de person amortissements, frais financiers, impôts et taxes, bénéfice . Solt per soustraction : venter

es de la variation des stocks) moins achats et

C'est cette dernière solution, la plus simple, qu'avait retenue la loi du 10 janvier 1980 qui proposait déjà d'asseoir la taxe professionnelle sur la valeur Si ou compare cette assistie, sisément calculable, à cella, ef-

froyablement compliquée, résulte de la législation actu ou imagine l'allégement que cela représenterait pour les aires chargés de l'établissement des rôles d'imposi• Qu'est-ce que la TLVA ?

On pout la définir comme un impôt local, essis sur les résultats de l'entreprise, perçu à un taux variable mais toujours modéré, et dont le produit serait équitablement réparti.

1, Concernant l'assiette du nouvel impôt, il n'est pes nécessaire de se livrer à une bien grande débauche d'imagination. Une simulation, portent sur 200 000 entreprises, a été réalisée en 1980 pour évaluer l'incidence qu'anrait une nouvelle assiette, constituée per la valeur ajoutée des entreprises au seus où la définit la loi du 10 janvier 1980 (voir encadré). Ses résultats ont été longuement ensiysés par le député Alain Richard (rapport nº 891 A.N. du 19 mai 1982). Il écrit, en conclusion de son étude, que « loin d'appo-ratire catastrophiques (comme cer-tains l'avaient laissé entendre) les rézultats de la simulation confirment la pertinence – et plus encore l'urgence – d'une réforme de la taxe professionnelle ».

Outre ses avantages économiques - allégement sensible de l'industrie, et notamment des sutreprises de main d'œuvre, - l'assiette «valeur ajoutée » aurait, pour les collectivités locales, l'avantage de rester localisable, et donc de maintenir le lien entre leurs ressources fiscales et l'activité des entreprises implantées sur leur territoire. La implantées sur pinsieurs communes serait répartie au prorate des salaires versés et des investissements immobilisés dans chacuns.

De manière à éviter les perturbetions qu'a provoquées en 1976 le remplacement de la patente par la taxe professionnelle, le changement d'assiette pourrait être étalé sur cinq

. 2. Les collectivités locales seraient libres de fixer-le toux de la FLVA leur revenant, à l'intériour des fourchettes prévues par la loi. Le taux communal pourrait être

de 1 % et un taux plafond de 2 %. Le taux départemental pourrait de même être compris entre 0.5 % et 1 %. D'une amée sur l'autre, les collectivités locales pourraient faire varier leur taux d'un dixième de point. Les autorités locales bénéscieraient ainsi d'une liberté qui leur est aniourd'hui refusée, et les entreprises seraient de lour côté assurées que leur pression fiscale serait maintenue dans des limites tolérables :

Le passage des taux actuels (TP) aux taux nouveaux (TLVA) sc ferait selon un système de conver-sion qui, la première année, ne modifieralt pas la pression fiscale exis-

elle ne dépasserait jamais 3 %, soit

la moitié du plafond actuel.

3. Quant au produit retiré du nouvel impôt, il serait plus équita-blement réparti qu'aujourd'hui. A la fois parce que toute la matière imposable scrait prise en compte, alors qu'aujourd'hui seuls les établisseenta exceptionnela, du type centrale nucléaire ou barrage, donnent lieu à péréquation. Et parce que la redistribution serait renforcée au profit des communes les moins favorisées de chaque département, et aussi au profit des départements les plus panvres qui aujourd'hui ne recoivent rien des Fonds nationaux

Les grands principes de la TLVA rer l'incidence de la réforme sur les différents partenaires concernés. Et à répondre par avance aux quelques objections que notre proposition ne manquera pas de susciter.

• Quelle seruit l'incidence de la

1. Pour les entreprises, il est incontestable qu'elle entraîners des transferts de charges. Mais, d'une part, ils seraient modérés et étalés dans le temps, et surtout, contrairement à ce que certains out voulu faire croire, ce ne sera pas systématiquement au profit de la grande

ainsi compris entre un taux plancher industrie et au détriment du petit de taxe professionnelle consentie commerce et de l'artisanat. Sait-on par exemple que les petites entreprises verraient en moyenne leurs cotisations diminuer et non augmen-

> Ce qui est sur, c'est que les entreprises sous-imposées contribueraient davantage et que les entreprises surimposées verraient leurs charges diminuer nettement. On pourrait même envisager, dans le cadre de la réduction des prélèvements obligatoires décidés par le président de la République, que le taux maximal de pression fiscale soit ramené, des 1985, de 6 % à 3 %. Ce serait un coup de fouet salutaire pour nos entreprises confrontées à la concurrence internationale.

> Resterait un point à régler, en concertation avec les autorités de Bruxelles. Serait-il possible que la TLVA soits comme la TVA, déductible à l'exportation ? On ne volt pas a priori ce qui, dans les règles communautaires, l'interdirait. Seules les modalités devraient être précisées. pour tenir compte de la pluralité des taux d'imposition.

2. Les collectivités locales trouversient un intérêt certain à la réforme. L'assieue de l'impôt serait plus large qu'aujourd'hui, et plus évolutive aussi. Mais, surtout, la fixation des taux serait beaucoup plus libre : les communes dont le taux de taxe professionnelle est faible remouversient une liberté qui leur est aujourd'hui refusée, la taxe professionnelle devant évoluer de la même façon que les autres impôts locaux, taxe d'habitation et taxes foncières : à l'inverse, les communes rurales pratiquant des taux artiliciellement élevés, du fait de bases mai appréhendées, pourraient abais-ser jeur taux et, ainsi, ne plus faire fuir la matière imposable.

3. Quant au budget de l'Etat il n'aurait pas trop à souffrir de la réforme, même s'il devait accorder des compensations temporaires à certaines communes. La réduction

ajoutée, le gouvernement tient une solution pour sortir les entreprises du piège fiscal où la loi du 29 juillet 1975 les a fait tomber. Solution qui, au demeurant, s'inspire largement de celle qu'avait préconisée le Parlement en janvier 1980 mais que la Rue de Rivoli a tué dans l'œuf. Certes, on peut à l'égard de cette proposition formuler telle ou telle critique, soulever telle ou telle

gement. Mais ce qu'il n'est pas pos-sible, en l'état actuel de notre économie, c'est de passer cette proposition sous silence, de faire comme si elle p'existait pas. MICHEL BYLVAIN.

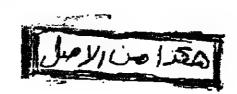




LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE COMPTE SUR **VOUS A L'OCCASION DE SA JOURNÉE NATIONALE,** LE DIMANCHE 13 MAL AIDEZ-LA POUR QU'ELLE PUISSE CONTINUER A AIDER LES AUTRES.







Pa

Si divers sont les transports, dans leur structure, leurs moyens, leur clientèle et, plus encore, dans leur mode de gestion, publique ou privée, que l'affectivité et le prejugé trouvent, dans ce domaine, un terrain de choix. Ces deux défauts classiques sont ici heureusement évités.

Sans doute, l'auteur, dont on regrette la récente disparition, a-t-il quelque peu, à l'égard de la voie ferrée, les yeux de Rodrigue pour Chimène, mais il contrebalance, ainsi, les vues quasi classiques trop sommaires, inspirées d'une information très inégale et un jugement quelque peu inconscienment fondé sur l'ordre chronologique

des découvertes.

Compétition ou terrains propres ? Il y a toujours, en dépit des spécialisations, une zone commune, elle-même mobile, en fonction des prix et de la situation économique.

Les données techniques abondent, sous une forme accessible et, le plus souvent, dans une intention prospective. Les nuisances elles-mêmes et l'écologie ne sont pas oubliées, exception faite, êtrangement, pour la sécurité. La vie humaine n'a, selon le dicton, pas de prix. C'est pourquoi, peut-être, elle est, comme si souvent, oubliée.

Vues bien frappées sur les décisions des gouvernements, qui, toutefois, nous laissent un peu sur notre faim.

★ Editions Economics, Paris 1984, 21 cm, 62 pages, 35 F.

ANTOINE MANSOUR. – Palestine : une économie de résistance en Cisjordanie et à Gaza. Préface de Michel Chatelus.

La primanté de la politique sur « l'intendance » se manifeste dans tous les temps de violence, mais, dès que cessent les tensions extérieures, le souci économique reprend, si l'on ose dire, ses droits. Cet ouvrage vient donc bien à son heure, en décrivant des conditions assez peu connues.

Dès l'abord, l'excellente préface du célèbre orientaliste grenoblois nous ouvre largement les portes sur le sujet, tout en contenant des réserves sur la solution proposée, qui conduirait à une simple assistance extérieure du peuple opprimé.

Vient alors le réquisitoire minutieux, dressé par le Palestinien, lui-même enseignant à Grenoble; réquisitoire sans passion, du moins largement descriptif (26 tableaux). Le système employé par les Israèliens se distingue tant de l'apartheid et du colonialisme classique que de l'occupation allemande des pays occidentaux pendant la guerre.

dant la guerre.

Après un rappel historique, jalonné par les trois dates : 1917 (déclaration Balfour),

1948 (décision des Nations unies), 1967 (guerre de six jours) et marqué par une domination croissante, vient la dénonciation de la politique suivie, qui consiste, en son fond, à nier l'existence même du fait palestinien.

Seulement, comme ces hommes sont là et que les besoins de main-d'œuvre s'accentuent (ralentissement de l'immigration juive), l'exploitation, dans les deux sens du mot, était sinon fatale, du moins logique, en dépit des divergences au sein non seulement de la population israélienne (le Likoud vise à l'annexion totale des territoires occupés), mais du Parti travailliste lui-même.

En proposant un plan de résistance économique, l'auteur semble oublier que la principale forme de résistance est l'existence même des hommes et la croissance de leur nombre. L'aspect démographique (la forte différence entre les taux de natalité est curieusement passée sous silence) nous paraît plus important que les questions de change. L'expulsion lente vers les pays arabes est, certes, un objectif pour les Israeliens, mais la question reste à traiter dans son fond.

On est aimé voir, en fin de volume, une bibliographie des diverses sources. Editions L'Harmattan. Paris 1983. 21 cm. 235 pages. 85 F.

 HENRI BOURGOIN. – L'Afrique malade du management. Perspective 2001.

Si la nécessité du « développement », disons plus exactement du progrès économique, social et sanitaire, n'est contestée par personne, nombreuses sont, en revanche, les critiques contre le « mal développement », dont la plus retentissante a sans doute été celle de E. Naraghi, un an avant la révolution islamique en Iran.

Si le terme « management » l'emporte ici

sur le vocable classique, c'est que la critique porte beaucoup moins sur les choses que sur les hommes, non sur les faits et comptes économiques, mais sur l'organisation de la hiérarchie et les relations dans l'entreprise.

C'est un sondage, réalisé sur 560 cadres de Côte-d'Ivoire, qui a ouvert la voie. Après la critique rituelle du colonialisme (tempérée, si l'on peut dire, par des reproches formulés contre le progrés européen lui-même, qualifié de « barbare »), vient une étude systématique de l'encadrement dans les entreprises.

Les « différences culturelles » qui caractérisent le management sont de quatre sortes et se mesurent chacune par un indice : hiérarchique on inégalité, incertitude ou mal connaissance (qui risque de mener au conformisme), individualisme et masculinité. Un tableau curieux compare, sous cet angle, la situation de la Côted'Ivoire à celle du Japon, de cinq pays occidentaux et pays en développement. Diffé-

rences prononcées et souvent inartendues.

Le spécialiste ivoirien, énarque en son pays, décrit ensuite les théories américaines sur la motivation, entre les deux pôles du freudisme et de la hiérarchie des besoins, selon Maslow. Revient souvent aussi le nom peu attenda de Machiavel, non sous la forme inadéquate du «machiavélisme», mais par une sérieuse prise en considération de cet homme mal connu.

Si puissante et si réfléchie que soit la thèse, elle souffre largement du manque d'exemples, même théoriques. A la fin, cependant, vient une image suggestive : l'entreprise doit être considérée comme un « village », ce qui conduit à préconiser un fonds de solidarité communautaire et à refuser un système à base de licenciements du personnel. Peut-être le Japon, peu cité cependant, a-t-il inspiré quelqués vues, ou du moins quelques refus.

Nous devois espérar de l'anteur une suite plus concrète comportant des suggestions plus positives.

Bibliographie composée de dix-huit ouvrages en français (Aron, Crozier, Gélinier) et anglais (Drucker, Hofstede). * Editions Jean Picollec. Paris 1984. 22 cm. 218 pages. 70 F.

PIERRE VIGREUX. – Investissement et marché financier. 1949-1963. Préface de Yves Flornoy.

Les alternances de progrès et de dépression ou stagnation, les problèmes de l'emploi, les accidents mosétaires ont, ces lernières années, retenu bien plus l'attention des économistes que les mouvements boursiers, si significatifs qu'ils soient et souvent précurseurs. En 1929, cet indice n'at-til pas précédé, de huit mois, le « vendredi noir ?

La préface de l'ancien syndic, M. Yves Flornoy (il a cédé la place à M. Xavier Dupont à la fin de 1983) se termine curieusement par une vue prospective, mais sous une prudente forme interrogative.

Une première partie nous rappelle ou nous montre la façon dont sont calculés ces indices de haut intérêt, dont la série remonte à 1856. L'indice général des valeurs à revenu variable (en fait, des actions), seul en vue ici, doit, bien entendu, être, dans la longue durée, converti en francs constants ; il l'est ici par référence à l'indice des prix de gros (qui peut être contesté). Ces indices mensuels sont ramenés base 100 en 1938.

On peut regretter que l'auteur n'ait pas poussé plus profondément l'étude en calculant ou en reproduisant l'indice du capital en valeur réclle, compte tenu des dividendes distribués. Cet indice si significatif, calculé à diverses reprises par l'INSEE (et qui semble un peu en disgrâce), devrait, en outre, tenir compte de l'impôt sur le revenu, lequel peut modifier largement le résultat et même, en certains cas, changer le signe de la variation. La seconde partie porte sur la capitalisa-

tion boursière globale, en faisant intervenir les quantités négociées. Une tout autre optique, non moins utile.

La grande question posée par ces mouvements, disons le grand mystère, reste le

La grande question posée par ces mouvements, disons le grand mystère, reste le maximum atteint en 1962, douze ans avant la fin des « trente glorieuses » et jamais récupéré depuis. Le niveau actuel consacre, pour le porteur, une perte des deux tiers, pen connue et, en tout cas, toujours sousestimée. Une comparaison internationale est peut-être fourni quelques lumières.

Un champ encore largement ouvert, des tâches nouvelles s'offrent au professeur de Toulouse, à l'expérience si affirmée.

LGDJ Paris 1983, 24 cm. 112 pages, 75 F.

CVI VAIN WICKHAM __ 1/Ten:

SYLVAIN WICKHAM. – L'Economie mondiale.

Seisir les lignes maîtresses d'une constellation de cent cinquante-six pays, en urer le suc le plus substantiel et le concentrer suffissemment pour le faire tenir dans 126 pages de petit format, en présentant clairement les questions les plus controversées, tel est le tour de force réalisé par le professeur de Dauphine. Il s'agit de l'économie mondiale, dans ce que l'on n'ose pas appeler son unité; les pays socialistes de l'Est n'interviennent donc que par leur apport aux mouvements d'ensemble.

La première attention est accordée, primanté bien rare, à la population et, en particulier, à l'explosion démographique des pays développés, laquelle n'est, pour le moment, qu'une implosion. Les perspectives établies par M. Tahah, aux Nations unies, jusqu'en l'an 2100, auraient trouvé ici leur place, l'unité de temps étant, dans ce domaine, la génération.

Dans l'excellente mise au point sur les milliards de bouches à nourrir est dénoncée la consommation animale excessive des pays de l'Ouest, au détriment du reste; bonne utilisation des résultats de J. Klatzmann, mais non-connaissance des découvertes si remarquables et quelque peu apaisantes de J.-C. Chesnais et A. Lefebyre.

Si bien jugé que soit le coup de tonnerre, déclenché en 1974 par Jupiter OPEP, il faut regretter de ne pas trouver les malfaçons, dénoncées par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE, sur la fixation des prix des produits pétroliers dans les pays occidentant

Et voici le point, encore tout chaud, de l'endettement international, rendu moins supportable encore par la baisse profonde, en 1981, des matières vendues par les débi-

Après une mise au point, sans concesions, sur les multinationales, nouvel acte _ par Alfred SAUVY

i Monde

200

 $\gamma_i \gamma_i + \beta$

. -3-- - 2

7.47 B

هايعونس الأد

and the second

La port disper

La Constitution

grand beregieb

Collegendary

and the second section of

and the second of the second

\$ 74 To 188

Just Broken

24. 🌲

in president the

Commence of the second section of the processing

garan in graduntasi gar

- 1911

25.5

prospectives, curiensement plus fragiles, est-il dit, sur les pays planifiés. C'est l'Asie qui va s'affirmer, Inde en tête.

Courte, mais judicieuse bibliographie.

Une remarquable réassite.

* PUF. collection - Que sais je ? .. Paris
1984, 126 pages, 20.50 F.

GABRIEL POULALION. – La Science de la population. Préface de J. G Mérigot, professeur à l'université de Bordeeux-L

Longtemps science sauvage, dans l'antichambre, sinon à la porte de l'Université, la démographie acquiert leatement une place, encore contestée.

Il est d'usage de distinguer l'analyse démographique (branche de la science mathématique des ensembles renouvelés), peu influencée par l'idéologie, et l'étude des causes et conséquences, qui débouche dans le vaste champ des sciences sociales et biologiques. Ce sont les deux domaines qui sont présentés ici, offrant une luxuriante richesse, an détriment parfois, il fant bien ie dire, de la qualisé.

Cette observation crinique ne vaut guise pour l'analyse, encore que l'écueil, à pen près classique, des relations entre vicillissement de la population et allongement de la vie n'a pas été évité.

Dans « L'explication démographique », de la seconde partie, les points de contestation sont phis nombreux, mais, pent-être, moins accusés. C'est ainsi que l'exposé historique, tant sur les événements que sur les
doctrines, manque trop souvent de pénétration ; tel est, notamment, le cas de la Grèce
et de la Rome antiques. Il faut aussi regretter la faible attention au problème qui
préoccupe tant les historieus : le décalage
d'un siècle, entre la France et les autres
pays, dans la marche à la basse natalité.

Nous en venons emuite aux politiques de population; c'est peut-être la partie la plus nouvelle ou, du moins, la plus préoccupante aujourd'hui. L'aspect écologique, si nouveau ou, du moins si ravivé depuis quinne ans, cède ici quelque pen à l'attraction fascinante du cycle, d'où le silence sur l'accroissement continu, depuis un demisiècle, du CO2 dans l'atmosphère, qui inquiète tant les météorologues.

La pénétration aventureuse d'un domaine a souvent été jugée prélérable au refus de connaissance, puisqu'elle se prête, en un second temps, aux mises au point. Tout en regrettant les déviations et lacunes, tenons pour certaine la maturation de l'auteur, dans cette remarquable école de Bordeaux, témoin vivam d'un effort de décentralisation, encore très imparfait, dans cette science vitale.

★ Litec (Librairies techniques), Paris 1984. 224 cm. 333 pages. 188 F.

Créateurs d'entreprisées, l'entreprendre.

Vive l'énergie d'entreprendre.

Création d'Entreprisées, nous mettons

Votre énergie des responsables de nos POINTS ACCUEIL.

Toute l'énergie des responsables de nos POINTS ACCUEIL.

Toute l'énergie des responsables de nos POINTS ACCUEIL.

AGENCE NATIONALE
POUR LA CREATION D'ENTREPRISES

Vive l'énergie! Vivent les créateurs d'entreprises!

de concrétiser vos projets.



POINTS ACCUEIL

Aismer: M. Dubois C.C.I. 83, ind Jean-Bouln. B.P. 33. 02106 Saint-Quentin Codes. (23) 62.33.16. Ardbech: M. Hugon A.D. I. av. de Chomérac (7900) Privas. (75) 64.63.10. Averyrous in Carrie C.C.I. 10, place de la Cité. B.P. 530. 12005 Rodez. (65) 42.63.52. Clasveste: M. Rouvillois C.C.I. 27, place Bouillaud. (16021 Auguoleine. (45) 92.24.33. Charveste: M. Rantilime: M. Fabiani C.C.I. 14, rue du Palais. 17022 La Rochelle. (46) 41.92.11. Cheer: M. Santeix C.C.I. Route d'Hasoudain. B.P. 54. 18001 Bourges Cedez. (48) 50.48.08. Corrième: M. Banteix C.C.I. 10, av. du Marchal-Leder. 19100 Brive. (55) 71.42.52. Colesse du-Roval: M. Banteix C.C.I. 10, av. du Marchal-Leder. 19100 Brive. (55) 71.42.52. Colesse du-Roval: M. Banteix C.C.I. 10, av. du Marchal-Leder. 21000 Dioin. (50) 67.31.22. Devious: Mill Husson C.C.I. Place du Palais. 28910 Valence Cedez. (73) 42.29.77. Exerc M. Pethyros C.C.I. 35. rus du Dociser Oussel. 27001 Brive Cedez. (57) 42.29.77. Exerc M. Pethyros C.C.I. 35. rus du Dociser Oussel. 27001 Sveute Cedez. (57) 42.29.77. Exerc M. Pethyros C.C.I. 35. rus du Dociser Oussel. (56) 522.115. Geass M. Rebeyrotte C.C.I. 24. rus de lichele. 23005 Chartres Cedez. (37) 21.02.20. Gandt M. Bonnefoi C.C.I. 2, rus de lichele. 23003 Auch Cedez. (66) 522.115. Geass M. Rebeyrotte C.C.I. 24. put de la rebis Cedez. (61) 55.60.47. Indive M. Burbaud C.C.I. 24. place Gambetta. 36900 Chiterarous (54) 270.16. Indive et Actore M. Semple C.C.I. 43. pp. 39016 Lone-le. 30016 Tours. (47) 66.6111. Juna r.M. Benotl-Guyod. 8-rus Sebile. B.P. 392. 39016 Lone-le. 30016 Tours. (47) 66.6111. Juna r.M. Benotl-Guyod. 8-rus Sebile. B.P. 392. 39016 Lone-le. 30016 Tours. (47) 66.6114. Juna r.M. Benotl-Guyod. 8-rus Sebile. B.P. 392. 39016 Lone-le. 30016 Tours. (47) 66.6114. Juna r.M. Benotl-Guyod. 8-rus Sebile. B.P. 392. 39016 Lone-le. 30016 Tours. (47) 66.6114. Juna r.M. Benotl-Guyod. 8-rus Sebile. B.P. 393. 39016 Lone-le. 30016 Tours. (47) 66.6114. Juna r.M. Benotl-Guyod. 8-rus Sebile. 30016 Tours. (47) 66.6114. Juna r.M. Benotl-Guyod. 8-rus Seb

Caracina Contraction of the Cont

NOTES

- Per Alfred SAU

A STATE OF THE STA

Service State Control of the S

The State of the S

POULATION

the de la propulation; # ME I S Menigot order

and the de Borden

Mary State

the sales of

A STATE OF THE STA

Park In so.

that were the

S & Louis Comment

25

A STANDARD

Was Barry .

and the area.

1 The marie

SHEET ..

Marie the on a

施工的管理 海洋电池

· Lineage and

Marie Letter

resident of the same

MORE THAN THE A

京都 とうべい

All more . .

the way and

e Martine .

Lineague

Mary St. Sept. 1

980 € 3 3 4 5 5 5 5

East Children . .

建筑有效的 100 元

2 - Company

16°C 1679 1€1.54

見ぎなさる いっちゃ

・ 施工をよっている。

PARTY CHARLES IN LA

Property of

18/17 Kg 1

MODELLEY OF

Parties of

Chare - . .

節機ない 、

电子程 // /

30 B 1

All Assessment of the second

American dia -

The state of

A

and the same

Augus .

Page 40 CC

e San Alberta

All Care Contract of

jamas - Weit III.

i Lamenca

Mary See -

St. 40.

(12) Sept.

439A 1

ar. Salati. id.

建磷矿 化

Long the Co

Ber Thangen

* "T/36

We are to a fee you.

المواسطة "كاف

A

مورد والمعاد

- ton

St. Page 1

Every -

A 20 and

Market Marie

- 40

file to there is a set

A CONTRACTOR OF THE

Barbara . . San t

en siensk i

1988 (1987) 1987

Topology Survey

William Comme

PROPERTY AND SPECIAL

● 100 mm = 100 mm Edition - Market

Mr. Albert Serve All the Carlot

Alexander of the second

2000

100 30 0

March 2 Notes

 $x \to x (M^{-M_1 \delta})$

8-17-50

Market and a second

STANCE OF THE PARTY OF THE PART

乾 京朝 (2) (7)

1000

State of the

A DREUX

La rupture

S'ouvrira, s'ouvrira pas? C'est la question que se posaient jusqu'à samedi les responsables du centre culturel du Lièvre d'or, à Dreux, à propos de l'exposition La Rupture, une exposition itinérante sur le thème de l'immigration conque et réalisée par un artiste peintre et sculpteur, Antoine de Bary (le Monde du 27 avril 1983), et qu'ils avaient programmée pour le centre depuis plusieurs mois.

L'exposition risquait en effet de ne pas s'ouvrir, des conseillers muni-cipaux zélés de la nouvelle majorité municipale ayant entamé une procédure pour diffamation à l'encontre de la manifestation, après avoir découvert dans le photomontage consacré à l'histoire de l'immigration, la présence du maire de Paris. là où l'on voit cité abondamment Hitler (mais aussi Blum et Jaurès), et cela, à plus de dix mètres en amont de ce dépliant de quarante mètres de long qui ne constitue qu'une partie de l'exposition.

Finalement, elle s'est ouverte le 5 mai, si le maire de la ville, M. Jean Hieaux, m M. Jacques Chirac, n'ayant donné suite. Et avec le soutien moral du ministre de la culture, de Ms Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des travailleurs immigrés, et de nombreuses autres personnalités qui l'ont fait savoir par télé-

A Contra da Lièvre d'or, jusqu'au 30 mail. L'exposition comporte un cata-logne. Avec des textes de Tahar Ben Jel-

Théâtre

« LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ » selon Lindsay Kemp

Les coups de tête de l'âne

Sur une musique de Carlos Miranda, Lindsay Kemp dirige des danseurs dont les costumes, les visages peints, et les inventions de lignes dans l'espace, répondent, avec beaucoup de talent, à la poésie de la féerie de Shakespeare, le Songe d'une muit d'été. Ce ne sont pas les soènes, qui sont tant évoquées, que leur esprit, leur rêverie, leur émotion. Lindsay Kemp lui-même a créé décors et costumes, et interprète le drôle. Hétéros et homos des deux sexes dansent des enlacements croisés d'une agréable fraîcheur. L'ane Bottom devient un anelicorne, ce qui lui permet de brandir, sur son front, un appendice supplé-mentaire, tendu bien droit, commode à caser. Bref une heure de récréation, pas bête, graciouse, libé-

M. C. * Théâtre de Paris, 20 h 30.

Variétés

CONVENTION DU DISQUE A LA BASTILLE

La brocante

La première Convention internationale du disque, qui s'est tenue samedi 5 et dimanche 6 mai à l'ancienne gare de la Bastille, res-semblait à s'y méprendre à une brocante où plus de cent exposants vendaient ou troquaient des 78 tours ou des albums de rock des années 50, 60 et 70.

Les enregistrements des héros du rock n'roll se sont vendus à 30 F l'album, à 200 F le paquet de cem 78 tours, dans lequel s'étaient glissé Dario Moreno chantant SI tu vas à Rio, Tino Rossi murmurant la Fète du tabac et Frankie Laine clamant A kiss for to morrow.

Un monde coloré d'images houleuses était là présent dans l'ancienne gare, et on réentendait les voix de chanteurs qui sont devenus comme un bien public, qui ont tissé les rêves de plusieurs générations, qui ont été le facteur permanent et rassurant de ces trente dernières

Un immense stand RCA était entièrement consacré à Elvis Presley ct à l'ensemble de sa production phonographique. Les Beatles avaient eux aussi leur propre stand, et le club des fans d'Eddy Mitchell exposait affiches, posters et pochettes de disques de leur idole.

a EUROVISION. - Le groupe sui-dois Herrey's a remporté, samedi 5 mai, le vingt-neuvième concours Eurovision de la chanson, qui opposait à Luxembourg des représentants de dix-neuf pays européeus.

The state of the s

MUSIQUE

THE BOSTON SYMPHONY CHAMBER PLAYERS, à Londres

culture

Les solistes d'Ozawa

Le Wigmore Hall est une des salles de concerts les plus amusantes de Londres. Plus petite que Gaveau, elle remplit le même rôle, et l'on y entend, chaque soir, solistes et ensembles les plus célè-bres, dans une intimité délicieuse. Voûtée comme une chapelle romane, elle offre dans une conque, au-dessus des musiciens, un étonnant bas-relief préraphoélite, où le soleil irradie un éphèbe et deux femmes nues, ainsi que deux per-sonnages en robe de bure, un ange qui joue peut-être du violon et une sorte de moine qui écrit fiévreuse-ment (de la musique?) sur une lon-

Le quarante-sentième Mai musi-

cal de Florence s'est ouvert de laçon

pour le moins houleuse le samedi 5 mai où était présenté la première du Rigoletto, de Verdi, monté par un metteur en soène soviétique exilé à Londres, louri Lioubimov.

Pagaille, chahut immédiat dans les rangs du théâtre communal, cela

s'est terminé par des injures

(« Lioubimov, retournez en Sibé-rie! ») venues du parterre, décidé à

hner le spectacle tandis qu'une antre

moitié du public n'économisait pas

Bataille d'Hernani, querelle des Guelfes et des Gibelins que déjà la presse italienne et la petite société

florentine entretenaient depuis des

jours à l'endroit de cette production

dont la misc en place n'a pas été

Il y a une semaine, en effet, le chef d'orchestre désigné, Bruno Bar-soletti, démissionnaire, a dû être remplacé par Hans Graf. Quant au

rôle de Rigoletto, c'est finalement

Georg Tichy qui l'a assuré, se substi-

Remous à Florence

autour du «Rigoletto» de Lioubimov

paradoxe bien britannique, vers l'arrière des spectateurs! C'est le que nous sommes venus

écouter, quelques jours avant leur concert de Paris, les Boston Symphony Chamber Players, qui réunissent quelques prestigieux solistes de l'orchestre de Seiji Ozawa. Depuis vingt ans, ils préservent et affinent ainsi amoureusement leur talent en se livrant aux ioles de la musique d'ensemble, dont le bienfait rejaillit automatiquement sur la qualité de leur orchestre – c'est aussi le but poursuivi par Daniel Barenboim avec les concerts de chambre donnés par les membres de l'Orchestre de Paris.

gue bande de parchemin. La salle On n'imagine pas sonorités plus est en pense légère, mais, par un riches, onctueuses, éclatantes,

tuant à la dernière minute à Toni

Salvadori (officiellement - souf-

frant ») ...qui lui-même remplaçait

la vedette initialement prévue, Piero

Capucilli... (qui avait « renoncé»). La distribution comptait malgré

tout encore des artistes comme

Edith Graberova on Kurt Kydl.

Mais c'est Lioubimov, l'ancien

directeur de la Taganka de Moscon

- limogé par les autorités soviéti-

ques en mars dernier - qui était d'abord visé.

Sa mise en scène, selon le compo-

siteur Luciano Berio, responsable

artistique du Mai musical - met en

lumière le caractère obsessionnel

négatif de Rigoletto ». Le même Berio, qui bientôt devra quitter Flo-rence cà il n'a plus les moyens de

que contemporaine et qui se déclare

communiste, n'a pas dissimulé dans

une interview accordée au journal

la Reppublica que la bataille autour

de Rigoletto n'était pas sans soubas-

sements politiques.

jouent avec une grâce et un humour très français.

clarinette, de Mozart se déploie dans un climat de beauté lumineuse et de paix. Les plus suaves mélodies des cordes, le timbre charnu de la clarinette, éclosent au sein du mystère et nous entrainent doucement dans l'uu-delà de Mozart, même si ce calme parfait nous donne parfois la nostalgie de la ferveur et de la sonorité métaphisique de Michel

Entre ces deux œuvres, la voix de Jan De Gaetani, mezzo aux couleurs nuancées, miroitante dans ce phrasé d'un galbe souverain, chantait huit Songs, de Charles Ives, que l'on n'ensendra malheureusement pas à Paris (extravagant mélange de chansons populaires, guerrières, zentimentales, d'hymnes, et de mélodies concentrées comme du Wolf) et les trois admirables Chansons madécasses, de Ravel sur des poèmes d'Evariste Parny, accompa-

épousant les mots français, se chargeait d'un dramatisme violent. de cris durs comme la pierre, dans la pièce centrale : « Aous ! méliez-vous des Blancs!», première musique d'un anticolonialisme virulent, si surprenante sous la plume de Ravei et à cette date : 1925. On souhaiterait beaucoup de concerts aussi intelligemment composés et merveilleusement interprétés.

JACQUES LONCHAMPT. ★ Même programme salle-Gaveau le 19 mai, à l'exception des Songs d'Ives, remplacés par un Divertimento pour mezzo et quintette de Dallapiccola.

savoureuses comme un bon cru de Touraine, que celles des instruments à vent dans le Sextuor pour piano, flute, hauthois, clarinette, basson et cor, de Francis Poulenc. sete joyeuse et brillante, avec sa part de reve, que les Bostoniens

En contraste, le Quintette avec

gnées par le plano, la flûte et le vio-loncelle.

La voix voluptueuse et languide,

réclie, actuelle, de cette non-pièce, les suppressions de postes, le chô-mage. C'est le décalage entre le

THÉATRE

« BATAILLE NAVALE », de Jean L'Hote

Sur fond de chômage et de terrorisme

Dans une pièce un peu exigue de l'ambassade des Etats-Unis, avenue Gabriel, à Paris, un citoyen, Gordon Barnett, figure à lui seul un service : celui des «épaves». Les épaves des bâtiments coulés devant la côte nor-mande pendant le débarquement de 1944. Ces navires sont répertoriés là, dans d'épais classeurs, avec leurs caractéristiques. Gordon Barnett veille sur eux. Il n'est pas tout à fait seul, puisque lui est adjointe une secrétaire, Karin Ashley.

Les heures de présence sont de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30. Tout au long de ces heures, ces deux êtres ne font rien. Ils n'ont rien à faire. Aucune lettre. Aucun téléphone. Deux mots du texte, un moment, nous donnent à entendre que le standing des ambassades repose, entre autres choses, sur le chiffre des effectifs.

Gordon Barnett et Karin Ashley sont, si l'on veut, deux épaves, eux aussi, mais vivantes, non coulées par le fond. Deux épaves néanmoins distinctes : Karin Ashley a un enfant, parfois maiade comme tout enfant. et un mari, qui cherche du travail, elle est là pour gagner sa vie, et les jours perdus au bureau sont perdus aussi pour sa vie, et elle ne le supporte pas trop bien. Alors que Gordon Barnett, marié, sans enfant, s'ennuvant chez iui, a trouvé un vrai second souffle, une manière d'équilibre sinistre, dans le néant absolu des beures passées à ne rien faire devant les dossiers des navires noyés.

Voici donc une pièce de théâtre, Bataille navale, de Jean L'Hote, extrême en son genre, puisqu'elle n'implique aucune action, aucun conflit, aucun itinéraire, aucune perspective - l'auteur a pris soin de n'indiquer aucune attache de sentiment, de libido, entre les deux partenaires. Or certe pièce se laisse écouter avec attention, avec quelque chose comme une « mélancolle intri-

guée -, et cela pour deux raisons. La première, c'est la situation C'est la crise des emplois chez nous,

- performant . comme l'on dit à présent, de cette femme et de cet homme, et leur salaire, l'argent qui leur permet d'acheter par exemple de quoi manger ou de payer les notes assez aberrantes de l'EDF. C'est aussi le fait que nous sommes dans une ambassade, lieu si étrange dont les singularités sont aujourd'hui en mutation, compte tenu, notamment. du terrorisme.

Il y a en somme beaucoup de films, de pièces de théâtre, de romans, dont un propos soutenu. nourri, évolue dans une absence, un certain oubli, du monde réel. Bataille navale est un oubli, une absence, de propos et d'action, qui évolue dans un rappel, une présence. des faits vrais et proches de cette année 1984. Et nous sommes requis alors par un retournement de l'illu-sion optique du théatre, de l'emploi du théâtre, qui, au lieu de peu dire en disant beaucoup, dit beaucoup en disant peu.

La seconde raison de se - laisser aller . à l'écoute de Bataille navale. c'est que les deux acteurs jouent bien. Annick Blancheteau dissuse, irradie, sans trucs, sans maniérisme, simplement en - étant là . d'une manière un peu détournée, le désarroi poli, l'amertume rentrée, de la femme à qui la vie est confisquée par une servitude matérielle. Henri Garcin exprime, par tout un jeu luyant, ombreux, de gestes inachevés, de signes de lubies brusques, l'aliénation comme « indurée » de l'homme qui s'est trouvé une sorte de rythme de croisière affreux à se laisser porter par le vide entier des heures, des jours.

La direction d'acteurs de Georges Werler doit être bonne, puisque les acteurs sont à leur affaire. Le décor de Pace, net, n'obscurcit rien.

Bataille navale est une curiosité : une certaine plénitude du vide, qui fait sourdre, par écho, plusieurs de

MICHEL COURNOT. ★ Studio des Champs-Élysées, 21 Beures

GAVEAU

Salle Cortot Dimandhe

20 h 30

Mardi 22 mal, 20 h 45

Loc. kiosque en façe

Trois disparitions Canari, est mort le 2 mai à Detroit (Michigan). Il était âgé de soixante-

Gustave Singler

Le lyrisme en peinture Nous apprenous la mort, survenue Paris, du pointre Gustave Singier.

Il était âgé de soixante-quinze ans. Gustave Singler appartient à cette lignée de peintres abstraits, formée en pleine Occupation, pens'affirmer de «tradition française», dans le mémorable exposition de 1941, galeria Braun. Ils étaient vingt, dont Manessier, Bazaine, Le Moal, Pignon...

[Né en Belgique, à Warnaton, an 1909, Singier avait dix ans lorsque ses parents vincent à Paris. Et quinze ans lorsqu'il commence à peindre ses pre-mères toiles. Elève à l'école Bouile, il meres tottes. Eleve a l'esse bostie, u gagne ensuite sa vis comme dessinateur chez un décorateur-ensemblier, pei-gnant plus que jamais, dans la solitude et la recherche d'une voie où il pourrait s'exprimer. Se reacontre avec Charles Walch l'expressionniste l'enhardit à regarder du côté des couleurs fortes et contrastèss.

En fait, il était loin de sa nature. Porsonnage grand de taille, corpulent, tem-pérament généreux, Singier l'a montré par la suite, n'étair à l'aise que dans une peinture en apparence contraire : sub-tile, sensible, en demi-tons et en accords

C'est après 1945 qu'il se trouve, alors qu'il est l'un des fondateurs du Salon de mai, et parricipe à la grande liquidation des images entreprise par la peinturs contemporaine de l'après-guerre. On a beau la rapprocher de l'art de Manessier, de Le Moal, de Bazaine, l'abstraction de Gustave Singier n'est à nulle autre pareille. Ce peintre n'avait pas dans sa mémoire le parfum post-cubiste, dont certains s'entoursient encore. Si, en revanche, il a, comme beaucoup de ses contemporains en modernité, beauses contemporains en modernité, beau-coup regardé la picturalité de Bonnard, c'est du côté de Klee qu'il faut se tour-

c'est du obté de klee qu'il faut se tour-ner pour lui trouver une parenné.

Des petites aquarelles de Klee aux grandes toiles de Singier, on retrouve le même envoi de formes abstraites qui déchirent doucement un grand voile de picturalité en camateu. Sa peinture a la modulation d'une petite musique de nuit, ayant de comradictoires sonorités sigrelettes et amples à la fois, des pointes aiguês et de larges courbes. Son art s'accommode fort bien de la réplique en ranjesserie et il a utilisé son beau en tapisserie et il a utilise son beau talent de dessinateur dans une série importante d'œuvres sur laine.

Durant les années 50-60, au moment où toute la peinture se tournait vers les images de la société dite de consommation avec la figuration du Pop'art, c'est dans le doute que Singier a poursaivi sa démarche poétique, cherchant lente-ment sa voie avec le sentiment de ne

JACQUES MICHEL

Le dessinateur **Bob Clampett**

Le dessinateur américain Bob Clampett, créateur de Titi le Frenkel peignait avec tendresse le Schtetl disparu, les mariages tradition-nels, le petit homme qui porte son vio-loncelle dans des paysages de neige

[Né à San-Diego en 1914, Bob Clampett était - cartoonist - pour is Warner Brothers dans les années 30. Il avait créé Titi le Canari en s'inspirant de sa Une rétrospective de son œuvre avait eu lieu en 1981 à la Maison de la culture de Grenoble. Il avait également publié un ouvrage sur les Peintre juifs de Momparnasse. Critique littéraire pour propre photo, en bébé tout nu, posés sur la cheminée chez ses parents. Il avait aussi dessiné Bugs Bunny, Daffy Duck et Porky Pig, et il est le co-créateur de Gross Miner, le seuffre-dessigne de Tiel. journal du Bund, Unser Stimme, il semaine dernière, à la Vie et au destin Bob Clampett a été désigné par le du Soviétique Vassili Grossman.] magazine américain Mediascene comme l'un des huit plus grands créa-teurs de dessins animés de tous les temps. La Cinémathèque frança

Le peintre **Borvine Frenkel**

Nous apprenons la mort du pein-tre Borvine Frenkel, décédé près d'Evreux le 1ª mai.

l'Institut du film américain et le Musée

[Né au tournant du siècle dans un vil-laga de Pologne occidentale, près de Kalish, dans une famille juive très croyante. Boris Borvins Frenkel avait quitté la Pologne au début des amées 20, après avoir été emprisonné pour ses idées révolutionnaires; lui-même se prévalait de n'avoir jamais appartenu à aucun parti et d'êre un « anarcho-socialisse ». Il séjourne à Berlin et à Paris, fait le tour du monde comme matelot, et, après avoir été expulsé de Belgique et du Luxembourg, se fixe à Paris en 1929. Né au tournant du siècle dans un vil-

· Peintre yiddish non croyant - comme il aimait à se qualifier, intimecomme i amati a se quantier, infine-ment lié à l'art sous toutes ses formes — outre la peinture, il avait fait du théâtre et du cinéma, — il était aussi critique théâtral et littéraire. « Je suis de noissance slave, de culture yiddish et de nationalité française «, disait-il encore. Avec humour, ce conteur né, foarmil-lant d'histoires incroyables — qui lui étaient réellement arrivées, — Borvine



LOCATION SUR PLACE ON PAS CORRESPONDANCE 45, rue La Boetie 75008 PARIS



CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS

DE CONCERTS AU PROFIT de l'INSTITUT ELYSEES MOZART 9 mai 20 h 30 Sonates
pour PIANO et VIOLON

BOEGNER MOUILLÈRE

Tháitre des CHAMPS WEISSENBERG قبط الإيلا FRANCK, SCHUMANN, RACHMANINOV

BRAHMS Motets Valses d'amour chaur 20 h 46 Loc. FNAC ok. Jacques Grimbert Royal Tourisms Hons. : 251,69.11 (p. e. Womer

Ste-CLOTTLDE BACH Jeugi 10 mai Cantates 4 et 68 C. viol. Htb. du Mont 1" C° Bbgeols Ensemble Bach de Peris (p.e. Werser) de. JUSTUS VON WEBSKY

t Les couseurs
tans l'Harmonie »
6 séances publiques d'Inter-prétation planistique par
MAGDA Rens. 7, rike Jean-Goujos 359-41-27 TAGLIAFERRO 11, 15, 18, 22, 25, 29 mei à 20 h 15. Théitre des CHAMPS Bach - Mozart

ELYSEES Bride Serge Southard : onsiq us oris Varsano.

Martin Egel CHAMPS ELYSEES 16 comi 20 h 30 Les plus beaux

Marisa Borini Lieder Allemands

Dir. J.-Pesi J.-E. Bayouzet L. Korcia

violon BEETHOVEN - BRAHMS Marc Jean-Bernard Bach Debussy Albenii

(p.a. QAJ Villa-Lobos etc. LA FONDATION PATHE THE ATRE du MARCOM POUR LA MU-SIQUE (THOMSON) Lundi 21 stel 20 h 30 MADELEME RENALID J.-L. BARRAULT présentent LES NOUVEAUX SO-

LISTES: Ph. AICHE, L. CABASSO, Ph. CUPER, L. HERY, L. KORCIA, J. M. LUISADA, L. VERNEY, D. WALTER, D. do WIL-LIENCOURT

Michel Beroff, Bruno Pascuier. Michel Portal, Lifi Laskine **MOZART:**

Egine Seint-Eustocke 2 r. du Johr 29 Symph. **HAYDN:** RER Metri Concerto nº 3 pour guitare Soi : Alexandre LAGOYA MOZART Messe église et par tél, 656-85-42 du Couronnement Ens. Orch. de Rouen Solistes et chanteurs de Saint-Eustsche Dir. : yean-Pleme

Sam, ap.-midi Dimanche BERLINGEN toe ia journáti Eglize de la Madeleiss Marcii 15 Moruredi CONCERTS LAMOUREUX Requiem de à 21 hourss Loc. à Verdi L'égise à pertir du 8 mai, 11 h à 17 h Dir. Jean-Claude BERNEDE

Sol : J-A. PICKENS, įp.e. Vakneište E, WEINGARTNER, J. DUPOUY, H. DWORCHAK Chorale E. Brasseur Chœurs

du Conservatoire de ROUEN

18 h 30

ime heure stas entrocte 33 F

du 8 au 12 mai

les musiciens

du nil

chants musiques danses

de Haute-Egypte

du 15 au 19 mai

souffle

et rythmes

de l'inde

du nord et du sud

mercradi 16 et vendredi 18

musique karnatique

du sud

mardi 15 et samedi 19

musique hindoustanie

du nord

ieudi 17 mai

ensemble rythmique

«tala vadya»

location

274,22.77

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE Dir. : James CONLON CHIEURS DE RADIO FRANCE BRAHMS : REQUIEM NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

or. : Marek JANOWSKI Emmy Verhey, violen SCHOENBERG - BRUCKNER 11 mai. 20 h 30

ACDUSMATIQUE INA-GRM 18 h 30 : J.-L. CAMPANA X. GARCIA 20 h 30 : B. PARMEGIANI GRAND GRCHESTRE DU XVIII SIÈCLE

CONCERT FRANCE MUSIQUE THÉATRE DES Dir.: Frans BRUGGEN John Gibbons, pien HAYDN - MOZART BEETHOVEN

20 h 30

NOUVEL ORCHESTRE PHILBARMONIQUE THÉATRE DW. JIHI BELOHLAVEN Paul Terteller, victorcale MAIL 20 h 30 NOVAK - DVORAK - MARTINU

MUSIQUE DE CHAMBRE GRAND Alain MARION, 11000 Pascal ROGE, pieno MOZARY - BOWNETY - SCHOMAR ROUSER - JOLNEY - PROKORRY

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agénor

Mardi 22 mai - Temple de l'Oratoire - 20 à 30 - 145, rue St-Honoré

la MAITRISE DE L'ORATOIRE DU LOUVRE

(subventionnée par la Ville de Paris)

chantera LE MESSIE (G.-F. Haendel)

Sol. E. Seilg - A.-M. Gaudois - C. Chenille - B. Cottret - Organ : M.-L. Girod-Parret Soli, chœurs, organ, orchestre dir. HORACE HORNUNG

SERVICE LITURGIQUE Places 80, 50, 30 F. Location Royal Tourisme Oratoire, 4, rue de l'Oratoire - Lib. Protestante

Ensemble InterContemporain

Direction Gustav Kuhn

Lundi 14 mai - 20 h 30 - Théâtre du Rond Paint

Une heure avec les solistes de l'EIC .-

Location à partir du 25 avril de 11 h à 18 h - 256.70.80

Jeudi 17 mai 18 h 30 - Centre G. Pompidou - Grande sallei

LE BOOM H.E.C.

A partir de 20 h 30, sur le Campus H.E.C.

1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas

Réservations: 3 FNAC, ou par tél. au (3) 956-01-60

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES.

Un film taillé pour l'aventure. C'est grandiose !

A OSCARS HOLLYWOOD 1984

JEAN-JACQUES GOLDMAN

PIERRE DESPROGES...

LIBERATION

LE BARON = MADERNA

ZIMMERMANN - STRAUSS

Schoenberg Donatoni Ravel

VEN. 11 MAI

avec Raili Viljakainen, soprano

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX FEMMES DE COULEURS - Their LE NOUVEAU TESTAMENT - H6 beriot (387-24-24), 21 h. SIGMUND'S FOLLIES — Dichar-gears (236-09-02), 20 h 30.

Les salles subventionnées

TEP (364-80-80), Claims: 20 h : le Poist du jour, de L. Daquiq ; Vive la Sociale !, de G. Mordillet.

hex. U. Mortina.

BEAUBOURG (277-12-33), Déhuts/Conférences-manée: 18 h 30 : sitantion de l'art contemporain à travers
les grandes manifestations internationales; à 19 h : P. Willems; à 21 h : males; a 19 h : P. Waltems; a 21 h : Phoné 2 : inventions de la voix; Cacceta-animation : 30 h 30 : concert 2c2m : « Voyage en Chine », dir. G. Akoka; Cinéma-Vidéo : 16 h : le Temps d'un éclair; 60 000 Lignes sous les mers, de N. Drouzy; 19 h : Logique du catch, de Ch. Loizillon.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (361-19-83). 18 h 30: G. Tacchuno: Ch. Bou-Ber: M. Vialatte (Ravel, Saint-Saens, Paganisi...): 20 h 30: 2 concer-référendum (O. Holt, compositeurs

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77). 18 h 30 : Hussein El Masry.

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34), 21 h 30 : la BOUFFES PARISIENS (296-60-24),

21 h : les Trois Jeanne.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h: Revieus dormir à l'Elysée. DAUNOU (261-69-14), 21 h : S.O.S. DÉCHARGEURS (236-00-02), 22 h : le

ÉPICERIE THÉATRE (272-27-05), 19 à : Împréva pour an privé ; 20 à 30 : l'Ile des chèvres. PONTAINE (\$74-74-40), 20 k 30 : les

Avectures de Diss.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la

Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Leçou;

21 h 30 : Bonsoir Prévert.

LUCERNAIRE (544-57-34). L 18 h 30: Fando et Lis: 20 h 15: Six beures au plus tard; 22 h 30: L. Kourilski. IL. 20 h 15: l'Ambassade; 22 h 30: la Panthère bioue. Petite safie, 18 h 30: Pique et pique et foëet drame; 22 h 30 : le Drap de sable.

MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 I

PALAIS-ROYAL (297-59-81) Rencen-tres, 20 h 30 : M. Achard - Voulez-vous jouer avec lui ? PARC DE LA VILLETTE, sons chapi-tens (24:-31-53), 20 h 30 : On a tons les jours cest ans.

POCHE (548-92-97) 20 h : Molly Bloom. QUAL DE LA GARE (523-48-78), 20 h 30: Moby Dick.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84).
21 b : Yes a marr... et vous. THÉATRE DEDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h : Fils de butte on les Sei-gneurs de Montmartre. TROES SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : la Péche à la mouche.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Danses et musiques de Terquie.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : 20 h 45 : LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h 45 ; R. Bahr, chansons populaires juives. OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : F. Valéry.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90),
20 à 30 : Hobiday ou Ica.

Les concerts

Raffo-France, grand mulitorium, 20 b 30 : Orchestre de chambre de R. Orzheim, dir. D. Joerez (Haydn, Volkmann, J.S. Bach...).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Wallez (Haydn, Mo-zart, Beethoven). Salis Gaveau, 20 h 30 : E. Dubourg (Chopin, Liszt, Scriabine...),
Athénie, 20 h 30 : E. Sodestrom, R. Vignotes (Schubert, Strauss, Tchalkovski...).

Thélitre des Chemps-Elysées, 20 h 30 : To-kyo Philharmonic Orchestra, dir. T. Otaba (Dwark, Takemitta, Chostako-vitch).

Salle Cortet, 20 h 45 : A. Tamet, M. Bien-aimé, K. Grochowski (Berg, Webarn, Schönberg...). Hanelegh, 20 h 30 : Trio Boi sique baroque autrichieune

orbume, grand amplithéâtre, 20 h 45 : Orchenne de Paris-Sorbume, Chang an-tional, dir. J. Grimbert (Gluck). Hötel Saint-Aiguna, 21 h : K. Koleva (Beo-thoren, Brahms, Chopin).

cinéma

La Cînémathèque

CHAILLOT (704-24-24) 18 h. Filoss de l'IDREC : Amore mio, de Kekemenis ; l'Arcane sans nom, d'A Meriet : Trac, d'A Troulet ; l'Affaire habituello, de B. Fafeur ; Victoria, d'A. Sommer; Onagadougou, Onaga 2 roses, d'I. Ouedraogo.

BEAUFOURG (278-35-57) 17 h. - Photo et cinéma - : Blow up, de M. Antonioni : 19 h. Films expérimentaux : Trainé de have et d'éternité, d'1. Isou. Le Monde Informations Spectacles 281 26 20 Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles Ide II h à 21 h sauf dimanches et jours fériés! Réservation et prix préférentiels avec la Came Club

Lundi 7 mai

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr. *): Rex 2* (236-83-93): UGC Odéon. 6* (325-71-08): UGC Montparnasse. 6* (544-14-27): UGC Beatritz, 8* (723-69-23): UGC Boaleward. 9* (246-66-44): UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59): UGC Gobelius, 13* (336-23-44): Parnassicus, 14* (329-83-11): UGC Convention, 15* (223-20-44)

(a.24-30-44).

L'AFFRONTEMENT (A. v.o.): Studio Alpha, 5 (354-39-47): Epéc de Bois, 5 (317-57-47): Paramount City Triomphe, 8 (562-45-76). – V.f.: Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparasse, 14 (329-90-10).

Montparnasse, 14" (329-90-10).

ALDO ET JUNIOR (Fr.): Berlitz, 3" (742-60-33): Richeisen, 2" (223-56-70); UGC Danton, 6" (329-42-62); George V, 8" (562-41-46): Manignan, 8" (359-92-82): UGC Ermitage, 8" (359-15-71); Montparnasse Pathé, 14" (320-12-06); Genmont Convention, 15" (828-42-27) : Images, 18 (522-47-94) ; Toureties, 20 (364-51-98). ALSINO Y EL CONDOR (Nicerague,

v.o.): Denfert 14 (321-41-01). L'ANGE (Fr.): Studio des Ursulines, 5 (354-39-191) A NOS AMOURS (Fr.) : Epée de Boia, 5

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.): Capri, 2 (508-11-69). LE BAL (Fr.-lt.) : Studio de la Harpe, 5º (634-25-52) ; UGC Marbouf, 8º (225-18-45).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).

BAQUEFARRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-46-18); Stu-dio 43, 9 (770-63-40). CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoches, 6 (633-

CARMEN (Franco-It.): Gaumont-Halles, 1" (297-49-70): Gaumont Richelies, 2-(233-56-70); Vendöme, 2- (742-97-52); Hautefeuille. 6- (633-79-38); Gaumont Champs-Eiysées, 8° (359-04-67); Athéan, 12° (343-00-65); Miramar, 14° (320-89-52); Kinopanorama, 15° (306-

LES CAVALIERS DE L'OI (Franco-Yougoslave): Ambassade, 8-(359-19-08); Rápublic Cinéma, 11-(805-51-33).

(805-51-33).

CENT JOURS A PALERME (Pranco1L); Forum, 1° (297-33-74); Richelieu,
2° (233-56-70); Quintette, 5° (63379-38); Paramount Odéon, 6° (32559-83; Marignan, 8° (359-92-82); Pablicia Champs-Elysées, 8° (720-76-23);
Saint-Lazare Pasquier, 9° (387-35-43);
Prançais, 9° (770-33-88); Paramount
Opéra, 9° (742-56-31); Nation, 12°
(343-04-67); Paramount Bastille, 13°
(343-79-17); Fauvette, 13° (33). (343-04-67): Paramount Bastille, 12-(343-79-17): Fauvette, 13- (331-6-86); Paramount Gelazie, 13- (580-18-03): Montparausse Pathé, 14- (320-12-06); Paramount Montparausse, 14-(329-90-10); Gaumont Sud, 14- (827-84-50): Gaumont Convention, 13- (828-42-27); Convention Saint-Charles, 13-(579-33-00); Victor Hugo, 16- (727-49-73); Paramount Maillot, 17- (758-24-24); Pathé Clichy, 13- (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20- (636-10-86).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 19: (554-46-85). LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.):
UGC Danton, 6: (329-42-62); UGC Rotonde, 6: (633-08-22); UGC Marbonf, 8:
(225-18-45).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Ganmont Halles, 1" (297-49-70): Berlitz, 2s (742-60-33): UGC Opéra, 2s (261-50-32): Saint-Germain Studio, 3s (633-63-20): Pagode, 7s (705-12-15); Colisée, 8s (359-29-46): Montparnos, 14s (327-52-37): Athéna, 12s (343-07-48).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (BOUS-A., mf.): Impérial Pathé, 2s (743-72-52).

DIVA (Fr.) : Cinoches, 6 (633-10-82). ECOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PIQUERAY (Fr.): Saint-Andrédes-Arts, 6 (326-48-18).
L'EDUCATION DE RITA (Angl., v.a.): UGC Marbent, 8 (225-18-45).
EMIMANUELLE IV (**): George V. 8* (562-41-46): Marcéalle, 9* (770-72-86). L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.): Paramont Mariyan, 2 (296-80-40). ET VOGUE LE NAVIRE (L.) (v.o.):

Studio de la Harpe, 5 (634-25-52); Bojte à films, 17 (622-44-21). Bote 3 tuns, 1" (02.44-21).

L'ETOFFE DES HEROS (A.) (v.a.):
UGC Biarritz, 9" (723-69-23); Escurial.
13" (707-28-04): UGC Odéon, 6" (325-71-08): 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (575-79-79): V.F.: Grand Res., 2" (236-83-93); Bretagne, 6" (222-57-97)); Nation, 12" (343-04-67): Pathé Clichy, 18" (522-46-01).

(522-46-01). (\$22-46-01).

FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME
(A. F.A.): Gaamout Halles, 1v. (297-49-70); Saint-Gormain Village, 5v. (633-63-20); Gaumout Ambassade, 8v. (359-19-08); Montpernos, 14v. (327-52-37); (v.f.): UGC Opéra, 2v. (261-50-32); Lumière, 9v. (246-49-07).

LES FAUVES (*) (Fr.): Grammert Ambassede. 3* (359-19-08); Français, 9* (770-33-88); Miramar, 14* (320-95-2); Gamment Sad, 14* (327-84-50); Gaussent Corvention, 15* (828-42-27); Gaussent Convention, 20* (636-10-96). FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.): Mo-vics, 1" (260-3-99); 7" Art Bembaurg, 3" (278-34-15).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.): Mari-grau, 8' (359-92-82): Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montpar-nuec, 14' (329-90-10). LA FEMINE FLAMBRE (All, v.o.)
(**): Logos 1, 9 (354-42-34); Panasiens, 14 (320-30-19).

FORBIDDEN ZONE (All., v.o.): 7" Art Beautourg, 3" (278-34-15). FRAULEIN BERLIN (All., v.o.): Ma-cuis, 4" (278-47-86).

GUERRES FROIDES (Ang. v.o.): Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23). L'HABILLEUR (Ang., v.o.): Clany Ecoles, 5 (534-20-12).

LE JUGE (Fr.): George V. 2: (562-41-46); Marignan, 8: (359-92-82); Français, 9: (770-33-88); Nation, 12: (343-04-67); Montparmase Pathé, 14: (320-12-06); Mistral, 14: (539-52-43); LE LEOPARD (Fr.) : UGC Biarritz, *

LOCAL HERO (Beit., v.a.) : Quintante, 5 (632-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (326-58-00) : George V, 5 (562-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

LES MALHEURS DE HEID! (A., v.l.) : Comed Bauein 14 (555-48-85)

Grand Pavols, 19 (554-48-85).

MEGAVIXENS (A., v.l.) (**): Septieme Art Beambourg, 3* (278-34-15).

MEURITE HANS UN JARDUN ANGLAIS (Brit., v.o.): Forum Orient Express, 1* (233-42-25): 14-Juillet Racine, 6* (326-19-68): 14-Juillet Parmasse, 6* (326-19-68): 14-Juillet Parmasse, 6* (326-58-00): George-V, 8* (562-41-46).

LES MORFALOUS (Fr.): Berlitz, 2* (742-60-33): Bretagne, 6* (232-57-97): Le Paris, 8* (359-53-99): UGC Biatritz, 8* (772-69-23): UGC Normandie, 8* (359-41-18): Gaité Rochechonant, 9* (770-10-41): Fauvente, 13* (331-56-86): Gammont Sud, 14* (327-84-50): Pathé Clichy, 18* (522-46-01).

NAITOU (Guinéen, v.o.) : Studio Salat-Séverin, 5 (354-50-91).

NEW-YORK NIGHTS (A. w.a.) (***): UGC Opéra, 2º (261-50-32): UGC Danton, 6º (329-42-62): UGC Normandie, 8º (359-41-18). - V.f.; Rex. 2º (236-83-93): Paramount Marivant, 2º (296-80-40): Paramount Galaxie, 13º (580-40): Paramount Calaxie, 13º (580-40): Paramount Cala 18-03): Paramount Origans, 14-(540-45-91): UGC Convention, 15-(828-20-64): Paramount Montmarire, 18 (606-34-25).

18' (606-34-25).

OSTERMAN WEEK END (A., v.a.)
(*): Gaumout Halles, 1" (297-49-70);
Chusy Palace, 5" (354-07-76); Gaumont
Ambassade, 8" (359-19-08); Olympic
Balzac, 8' (561-10-60); Parasstiens, 14'
(329-83-11). — V.f.: Gaumost Berlitz,
2" (742-60-33); Hollywood Bealevard, 9"
(770-10-41); Montparnos, 14" (32752-37); Gaumont Convention, 15" (828-52-37); Gaumon Covention, 15* (\$28-42-27); images, 18* (\$22-47-94).
PERMANENT VACATION (A., v.o.);

POLAR (Fr.): Clumy Ecoles, 5 (354-20-12); UGC Marbonf, 8 (225-18-45). POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Mo-

vies, 1= (250-43-99).

BETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.):
Forum, 1= (297-53-74); Paramount
Odéon, 6= (325-59-83); Mariguan, 8:
(359-92-82): Paramount City Triomphe,
8= (362-43-76). — V.f.: Paramount
Opéra, 9= (742-56-31); Maxéville, 9:
(770-72-86): Paramount Bastille, 12:
(343-79-17); Fauvette, 13= (33156-86): Paramount Momparnasse, 14=
(329-90-10); Momparnasse Pathé, 14=
(320-12-06); Convention Saint-Charles,
19= (579-33-00); Gaumont Convention,
15= (828-42-27); Muratt, 16= (65199-75); Images, 18= (522-47-94). 99-75); images, 18 (522-47-94). RISEY BUSINESS (A., v.a.): George-V.

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Epéc de RUSTY JAMES (A., v.c.) : Cinoches, 6"

(035-10-27).

SAHARA (A., v.o.): UGC Ermitage, 8*
(339-15-71); Murat, 16* (651-99-75);

v.f.: Rex., 2* (236-83-93); UGC Bouleward, 9* (246-66-44); UGC Gare de Lyos, 12* (343-01-59); UGC Couvestion, 13* (828-20-64); Secrétan, 13*
(241-77-99).

SCARFACE (A., v.a.) (*) : George-V, \$-(562-41-46). — V.L.: Français, 9 (770-33-88). SCÉNARIO DU FILM PASSION (Ft.): Studio 43, 9 (770-63-40). STAR 80 (A., v.f.) : Opéra Night, 2: (296-

STAR WARS LA SAGA (A., v.o.): in Guerre des étoiles; L'empire contre-attaque; le Retour du Jedi : Escurial, 13-(707-28-04).

LES FILMS NOUVEAUX

NOUVEAUX
CELESTE, film alleasand de Percy
Adlon (v.o.): Logos, 5: (35442-34); Gaumont Ambasade, 8:
(359-19-08); Olympic Entrepôt,
14: (545-35-38); Parmasiens, 14:
(329-83-11).

LA FORTERESSE NOURE, film
américain de Michael Mann (v.o.):
Gaumont Halles, 1* (297-49-70); Colysée, 8: (359-26-46); (v.f.): Gaumont Richelieu, 2* (233-56-70);
Berlitz, 2* (742-60-33); Chary Palace, 5* (354-07-76); UGC Gare de
Lyoa, 12* (343-01-59); Pauveñez,
13* (331-56-36); Miramar, 14*
(320-89-52); Mistral, 14* (53952-43); Gaumont Convention, 15*
(828-42-27); Images, 18* (52247-94); Geumont Cambetta, 20*
(636-10-96).

LE SANG DES AUTRES, film

(636-10-96).

LE SANG DES AUTRES, film franco-canadien de Claude Chabrol: Foram Orient Express, 1* (233-42-26); Publicis Saint-Garmain, 6* (22-72-80); Publicis Matignon, 8* (359-31-97); Paramount Mercury, 9* (562-75-90); Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Paramount Bastille, 12* (343-79-17); Paramount Gobelins, 13* (707-12-28); Paramount Galaxie, 13* (580-18-03); Paramount Monlaparnasse, 14* (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15* (579-33-90); Paramount Maillot, 17* (758-24-24); Paramount Maillot, 17* (758-24-24); Cichy Pathé, 18* (502-46-01).

UN NED AU VENT, lika soviétique

UN NID AU VENT, film soviétique de Olev Nepland (v.n.) : Marais, 4: (278-47-86) LA CORRIDA, the soviétique de Olev Neuland (v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80). STREAMERS (A., v.o.): Movies, 1* (260-43-99); UGC Opers, 2* (261-50-32); Studio Logos, 5* (354-42-34); Olympic Balzac, 8* (561-40-60).

TCHAO PANTIN (Fr.): UGC Opers, 2* (261-50-32); UGC Opers, 6* (325-71-08); Blarritz, 8* (723-69-23); Mourperpos, 14* (327-52-37).

TENDRES PASSIONS (A. vo.): Fo.

perpos. 14* (327-52-37).
TENDRES PASSIONS (A., v.o.): Foram. 1** (297-53-74); Ciné Beaubourg. 3** (271-52-36); Paramount Office. 6** (325-59-83); Publicis Champs-Elysées, 8** (720-76-23); Marignan. 8** (359-92-82); Paramount; 14** (329-83-11). ~
VI.: Paramount Mariyanu. > (296-80-40); Paramount Opéra. 9** (742-56-31); Convention St-Charles, 15** (579-33-00).
THE WIZ (A., v.o.); UCC Marbenf. 8**

THE WIZ (A., v.o.): UGC Marbeuf, 2 (225-18-45). TO BE OR NOT TO BE (A. V.A.):

strescurpe, 5 (325-78-37). TOOTSIE (A., v.I.); Optra Night, 2 A TRACE (Fr.) : Lucasseire, & (544-57-34).

TEAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.): Luccrosine, & (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cab., v.o.): (H. sp.) Denfert, 14 (321-41-91).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.): Ods-sene, S (633-79-38); Olympic Baizac, 8 (561-10-60). UN BON PETIT DABLE (Fr.): Grand UN BON PETT DIABLE (Fr.): Grand Pavois, 15* (554-46-85).
UN DUMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.): Gaunon: Halles, 1= (297-49-70); Impérial, 2- (742-72-52); Histotréculle, 6- (633-79-38); Pagode, 7- (705-12-15); Colinfe, 8- (357-94-6); Saim-Lazare Pasquier, 8- (357-34-31); 14-Juillet Bastille, 12- (357-90-81); Gaunout Sad, 14- (327-84-30); Parpassian, 14- (320-30-19); PLM St-Jacques, 14- (589-68-42); 14-Juillet Beamgre-nella, 15- (544-25-02); Passy, 16- (288-62-34).
UN HOMME PARMI LES LOUPS (A.,

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (233-42-26); Quinsette, 5" (633-79-38); Qeorga-V. 8" (562-41-46). — V.f.: Impérial, 2" (742-72-52); Montparmasse Pathé, 14" (320-12-06).

VENT DE SARLE (Alg., v.o.) : Focum Orient Express, 1⁴ (233-42-26) ; St-Germain Huchette, 5⁴ (633-63-20) ; Bo-maparte, 6⁴ (326-12-12) ; Gasmour Ass-bassade, 8⁴ (359-19-06) ; Bienvenne Monsparnasse, 15⁴ (544-25-02) — V.f. ; Maxieville, 9⁴ (770-72-86).

Manéville, 9 (770-72-86).

VIVA LA VIE (Fr.): Res., 2: (236-83-93); Ciné Boaubourg. 3: (271-52-36); "UGC Montpermaste, 6: (344-14-27); UGC Danton, 6: (329-42-62); UGC Normandie, 8: (359-41-18); UGC Boulevard, 9: (246-66-44); UGC Gare de Lyon, 12: (343-01-59); UGC Gobelins, 13: (336-23-42); Mistral, 14: (539-52-43); 14-Juillet Beangrenelle, 15: (575-79-79); UGC Convention, 15: (828-20-64); Marrat, 16: (651-97-75); Paramount Maillot, 17: (758-24-24); Pathé Clichy, 18: (522-46-01); Seuréten, 19: (241-77-99).

VIVE LES FEMMOES (Fr.): UGC

VIVE LES FEMMES (Fr.): UGC Opera, 2 (261-50-32); UGC Rotonde, 6 (633-08-22); Biatritz, 8 (723-69-23); Maxéville, 9 (770-72-86); UGC Boolevard, 9 (246-86-44). VIA LES SCHTROUMPTS (A. V.F.) :

George V. 8 (562-42-46); Lumière, 9 (246-49-07); Maxéville, 9 (770-72-86); Nations, 12 (343-04-67); Grand Pavois, 15 (554-46-85). LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.) : Po-

LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.): Foram Orient Express, 1* (233-42-26); Paramount Odéon, 6* (325-59-83); Monte-Carlo, 8* (225-99-83). - V.f.; Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Paramount Gaiaxie, 13* (580-18-03); Paramount Montparmane, 14* (329-90-10). WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.): Olympic, 14* (545-35-38). YENTL (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3* (271-52-36); UGC Odéon, 6* (335-71-08); UGC Rotonde, 6* (633-08-22); UGC Champs-Elysées, 8* (359-12-15); 14-Juillet Beatille, 11* (357-90-81); 14-Juillet Beatille, 11* (357-90-81); 14-Juillet Beatille, 11* (357-90-81); 14-Juillet Beatille, 14* (357-90-81); UGC Montparmanse, 6* (544-14-27); UGC Bouleward, 9* (246-66-44); UGC Garefe Lyon, 12* (343-01-59); UGC Gobelins, 13* (336-23-44); Mistral, 14* (539-42-43).

Les grandes reprises 🕆

ALIEN (A., v.o.) (*): Galande, 3* (354-72-71); Arcades, 2* (233-54-58). AURELIA STEINER (Pt.): Dessert (H. sp.), 14* (321-41-0)). LES ARISTOCHATS (A., v.J.) : Napo-icon, 17 (755-63-42). BLADE BUNNER (A., v.o.): André-Bazin, 13 (337-74-39). BLANCHE-NEIGE (A. v.f.) ; Napoltos 17. (755-63-42). CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA BACH (All., v.A.) : Reflet Quartier latin, 5° (326-84-65).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PAR-FAIT (A., v.A.) : Action Christine, 6-(325-47-46). LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Action Christine Bis, & (325-47-46) ; Olympic, 14 (545-35-38).

DELIVRANCE (A., vo.) (*) : Boite à films, 17 (622-44-21). IE DERNIER TANGO A PARIS (L., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16). DERSOU OUZALA (v.o) : Action Rive

genche, 5' (329-44-40). LES DÉSARROIS DE L'ÉLÈVE TOER-Changie Luxem-LESS (All., v.o.) : Olympic Luxembourg, h.sp., 6 (633-97-77). DETRUIRE DIT-ELLE (Fr.): Denfert (H.sp.), 14 (321-41-01).

LES DIABOLSQUES (Fr.) · Olympic Lurembourg & (633-97-77).

EMMANUELLE (Fr.) (**): Paramount City, 8 (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranciagh, 16 (228-64-44).

Ranciagh, 16° (288-64-44). LE FACTEUR SONNE TOUJOURS
DEUX FOIS (A.) (*): Templiers, 3(272-94-56). (272-94-56).

FEMMES ENTRE ELLES (IL): Olympic Luxembourg, 6: (633-97-77).

FENETRE SUR COUR. (A., v.o.): Reflet Quartier Latin, 9: (226-94-65); Saint-Michel, 5: (326-99-17); 14 Juillet Parmanne, 6: (326-58-00): Elystes-Lincoln, 8: (339-36-14).

LE FLEUVE (A., V.o.) : Elysées-Lincoln, 3º (359-36-14) ; Action Christine Bis, 6-(329-11-30). FLASHDANCE (A., v.o.) : Calypen, 17 (380-30-11); LES FRAISES SAUYAGES: Studio Bertrand, 7- (783-64-66). FURYO (A., v.o.); Saint-Lambert (H. sp.), 15- (532-91-68).

13

200 ng Ste بهجد الماك. - 1877

> A 2 1 Land Section The Parks Will Buy 11 to 30 feet 1.5-300 -unite 8 76 67

可能产生 动物的 Section 5 miles --29. jagstag يهي دينانيد . -Part : Translation - Blacker . As Filter W. Sign

. A. C. 189.

بهذا الإيهانيان A STATE Company of the last Canada N AL WE THE , was Figh . adj. jiha pajg. .

The state of the state of the state of

275000

- 10 mm (2 mm) (2 mm)

Marie Contract Confidence Transfer 1.

Terror Brest

* * **-*-

The Market State of the

10.

11467

ers greenst

No State of the Control of the Contr Andrew Stranger * *** * Triple Terraper Topics. Marianti - --**在一种一种**

PR MARKET AND PARTY. Mar Marie Ser milital manage material state of * ** *** de transport Project Control of the Control of th

0.1

The second of



COMMUNICATION

SPECTACLES

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6" (325-60-34). CLESSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Pt.) (**) (H. sp.): Denfert, de la 14 (321-41-01) GOLDFINGER (A., v.o.) ; Righto, 19-

GOLDFINGER (A., v.o.); Rinto, 19-(607-87-61). LES GUERRIERS DU BRONK (A., v.f.): Paramount Montmartre, 19- (606-34-25); Max-Linder, 9- (770-40-04). HAIR (A., v.o.): Bolte & films, 17- (622-44-21): Ciné-13-Première, 18- (259-62-75).

Control of the second

S Program

The state of the s

The same of the Manager

1 4 10 to

TOTAL THAT I WILL !

BET SHOWN THE STATE OF THE STAT

Michigan Test of the Company

Service .

SECTION DESCRIPTION OF FREE PERSON OF FREE PERSON OF PER

Se MART THANKS

times or

A 49 COMMAN

Maria de la companya del companya de la companya del companya de la companya de l

Property of the straight

Andrew Color

The state of the s

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

The force of

King Photogram

BE BEIGNES STORE OF ST

化基金 建设 电电路

APRIL DE

fer ber ber

Marin Effective

igger (f. Utau s Grants Co.

W . *

高高 山

Mary Services

建筑在一条作为179万里

· September 1 FAMIL SET S

The Bolton Co. Co.

BOOK OF ! **第4条**并,2.7

Carried -Fig. 7 11 . 30 50 E 35 ' 國王 本代字解 1 ... March September 1 工具的 "你 康 6.76. 下 1144

Maria Salaman Carlo

A4 948 ...

+ 778 (g) - 10 - 10 g

fige g sq

Mar. Car.

UKE .

BEA FAMILIES

HAROLD ET MAUDE (AME, V.C.) Rialto, 19 (607-87-61). RAUTE SOCIETE (A. v.o.); Pauthéon, 5 (3541504). L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP

(A., v.o.): Forum, 1= (297-53-74); Ciné-Beaubourg, 3= (271-52-36): Haus-feuille, 6= (633-79-38); George-V. 8= (562-41-46); Marignan, 8= (359-92-82); (562-41-46); Marignan, B (359-92-82); Action Lafayetta, 9 (329-79-88); 14 Juillet Bastille, 12 (357-90-81); Parmassiens, 14 (329-83-11); 14 Juillet Beaugreuelle, 15 (575-79-79). V.f.; St-Lazare-Pasquier, B (387-35-43); Prançais, 9 (770-33-88); Maxécille, 9 (770-72-86); Nation, 12 (343-04-67); Fauvette, 13 (331-56-86); Mistral, 14 (539-52-43); Montparmasse Pathé, 14 (320-12-06); Maylan, 16 (525-27-06); Paramount Maillet, 17 (758-24-24); Pathé-Clichy, 18 (522-46-01). L'HOMME QUI VOULUT ETRE BOE

(A., v.o.): Espace. Gallá, 14 (227-95-94). L'HONNEUR PERDU DE KATARINA BLUM (All., v.o.) : Cine Beaubourg, 3-(271-52-36) ; Elysées Lincoln, 8- (359-

IL POSTO (IL, v.o.) : St-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

LTMPORTANT C'EST D'AIMER (Pr., H. sp.) (**): Boîte à films, 17 (622-44-21): Saint-Lambert, 19 (532-91-68).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.f.): Peris Loisirs Bowling, 18- (606-64-98). JÉSUS DE NAZARETH (IL. v.f.) Grand Pavois, 15' (554-46-85).

Grand Pavos, 13" (354-48-85).

JEUNE ET INNOCENT: (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (223-42-26);

Quintette, 5: (633-79-38); George V, 1= (562-41-46); 14 Juillet Bastille, 11= (357-90-81); Parmasiers, 14 (320-30-19). – V.f.: Lumière, 9 (246-49-07). LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Champo, **5** (354-51-60).

LA LUNA (lt., v.o.) : Seint-Lembert, 15-(532-91-68). LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.): Bohte à films (H. sp.), 17* (622-44-21).

(H. sp), 17 (622-44-21).

LA MALLE DE SINGAPOUR (A., v.o.): Hannsfeulle, 5 (633-79-38).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.):

Rex., 2 (236-83-93); 'UGC Opéra, 2 (261-50-32); UGC Montpanasse, 6 (544-14-27); UGC Erminge, 8 (359-15-71); 'UGC Gare de 'Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelina, 13 (336-23-44); Napoléon, 17 (755-63-62);

Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

MIDNIGHT EXPRESSE, LA ... (5 10-9) MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**): Capri, > (508-11-69).

LA NUIT (IL, v.o.) : Rollet Médicie, S-NOBLESSE OBLIGE (A., va.) : Action Ecolos, 5+ (325-72-07). LE NOUVEL AMOUNT DE COCI-NELLE)A., v.L.) : Napoléon, 17- (755-

63-42). L'ŒUF DU SERPENT (Sold., v.o.): ORANGE MÉCANIQUE (A., v.s.) (**): Studio Galando, 5* (354-72-71)-; Arcades, 2* (233-54-38). ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavols, 15

v.o.) (*) : Seint-Lambert, 15 (532-91-68).

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan., v.o.): Templiera, 3º (272-94-56). REINCONTRES DU TROSSIÈME TYPE (A., v.o.): Espece-Galté, 14 (327-95-94).

RÉVE DE SINGE (lt., v.o.) : Républic Cinéma, 11° (805-51-33). SCARFACE (H. Hawks) (A., v.o.); Mac Mahon, 17 (380-24-87); Action-Carle-tine, 6* (329-11-30). SA MAJESTÉ DES MOUCHES (A., v.o.); Boite à films, 17 (622-44-21).

SHINING (A., v.o.) (*): Rieleo, 19-(507-87-61).

(339-31-00); SUEURS FROIDES (Vertign) (A., v.o.); Ciné Reaubourg, 3* (271-52-36); Saim-Michel, 5* (326-79-17); Paramount Moni-parnases, 14* (339-90-10). - V.f.: Capri-2* (508-11-69); Secrétan, 19* (241-77-99).

The second se

Le congrès FTILAC-CFDT « Les réseaux câblés sont une chance

à ne pas laisser passer »

(De notre correspondante.) Valence. - Les mutations technologiques et culturelles actuelles ont été au centre du congrès - le troi-sième - des syndicats spécialisés de la CFDT regroupés désormais dans la Fédération des travailleurs de l'information, du livre, de l'audiovi-suel et de la culture (FTILAC), réuni du 2 au 5 mai à Valence.

- Il ne faut pas, a expliqué

M. Michel Rey; secrétaire général de la Fédération, essayer de protéger la profession des cochers de fiacre à l'époque de l'automobile, mais au contraire préparer les cochers à conduire des automobiles. Le créneau des loisirs prenant de plus en plus d'importance, c'est autant de sources nouvelles d'activités possibles pour les travailleurs de l'information, de la culture et de l'audiovisuel. Scul le secteur de l'imprimerie lourde devrait poser de réels problèmes de reconversion.

Dans la motion finale du congrès, la FTILAC exprime sa volonté de participer activement au développement de la production audiovisu en particulier à travers le plan câble. « Cette production doit contribuer à l'affirmation de l'identité culturelle nationale et régionale. Les réseaux cáblés sont une chance - à ne pas laisser passer – de permettre une expression pluraliste. La mise en place du cable doit s'accompagner de garanties concernant les statuts des personnels. Ce qui suppose l'ouverture immédiate des négociations pour la convention nationale de l'audiovisuel. »

La FTILAC-CFDT, qui fédère désormais les syndicats de la communication et de la culture, a d'autre part adopté une structure horizontale : les syndicats nationaux disparaissent (1), au profit des syndicata régionaux ou départementaux. Toutefois, deux «unions fédérales - ont été créées, l'une pour les journalistes, l'autre pour les fonctionnaires de l'action culturelle.

(1) Les syndicars étaient ceux du livre, des journalistes, de l'action culturelle, de l'audiovisuel, des artistes, des fooctionnaires de l'action culturelle.

M. V.

• Une nouvelle lettre d'information: « Afrique Energies ». - La mentation internationales (BIDI); qui édite depuis deux ans la Lettre de l'océan Indien, a lancé un nou-vean bulletin d'information : la Lettre Afrique Energies. Bimensuelle, cette lettre, desonée aux milieux professionnels de l'énergie, rassem-ble sous forme de brèves et de dossiers l'ensemble des informations concernant les secteurs pétrolier, minier, hydroélectrique, nucléaire, so-

 ★ La Lettre Afrique Energies, 39, rüe
du Sentier, 75002 Paris. Tél. ; 506-14-88.

laire, etc. en Afrique.



LA PUBLICITÉ SUR LES RADIOS PRIVÉES LOCALES

Le Conseil d'État devait exarattraper les faits!

miner, ce kmdi 7 mai, en procédure d'urgence, le projet de réforme concernant les radios locales privées inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil des istres. Il n'aura donc fallu qu'un mois, à compter de la conférence de presse du président de la République (le Monde du 6 avril), pour mettre en route la machine, organiser programme de concertation avec l'ensemble des professionnels concernés, solliciter des avis divers (notamment celui du Coeseil national de la communication audiovisuelle, daté du 4 mai) et mettre au point cette loi - très brève - que viendront compléter bientôt des textes

→ On n'a nas besoin de remanier la lol. Cela peut se faire dans la pratique le plus tôt possible a... En bien non, justement. Ce n'est pas el simple, et M. Mitterrand a bien dû en convenir en relisant, aprés es conférence de presse au Pavillon Gabriel, le femeux article 81 de la loi, sur lequel reposait le verrou de la publicité.

Ce n'est pes si simple, et pourtant ce fut rapide. M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, vu la volte-face à laquelle on le contraiquait publiquement, aurait eu des raisons de traîner les pieds. Il a feit preuve au contraire de difigence et

agir vite, si l'on voulait donner une chance à la nouvelle législation de

La clarification ne résout pas tout

Le résultat a le mérite de la clarté. D'un côté des associations qui, privées de recettes publicitaires, seront les seules à bénéficier, en contrepartie, des aides sur fonds publics (subventions des collectivités territoriales, fonds de soutien, etc.); de l'autre, des sociétés autorisées à vivre de la publicité. Voilà enfin admise officiellement la pluralité des vocations sur la bande FM ! A chacun désormais d'affirmer plus clairement son identité. Peut-être cette dualité des devoirs différents, risque-t-elle d'opposer les deux secteurs, mais c'était, semble-t-il, le meilleur rempart contre la marginalisation probable des radios associatives. Face au secteur commercial, il était bon que soit reconnue publiquement la possibilité d'une expression non lucrative aur la bande FM. le Canada étant à cet égard le modèle et la référence

Mais le dichotomie peut aussi paraître trop simpliste. Comment ne pas s'interroger sur l'avenir et la viabilité des queique 950 radios autorieées ou en passe de l'être ? Les prévisions économiques concernant les investissements publicitaires permettent de penser qu'une centaine de redios seulement pourront vivre correctement de la publicité. Et parmi elles, d'abord, les radios à stratégie

• Pervent désormais présenter use demande d'autorisation « des associations déclarées selon la loi du l'' juillet 1901 » et des • sociétés ». Ce dernier terme englobe les divers types de statuts juridiques (sociétés anonymes, SARL, coopératives, unions d'économie sociale...) à l'exclusion des OIE (groupements d'intérêts économiques).

Les grandes lignes du projet de loi

 La collecte des ressources publicitaires et la diffusion des messages de même nature sont Interdites - aux radios ayant choisi la forme associative. Ces dernières en revanche, pourront, seules, bénéficier des contributions de l'Etat, des collectivisés territoriales ou d'établissements publics », ainsi que d'un système d'aide alimenté par un «prélèvement sur les ressources provenant de la publicité diffusée par voie de radiodiffusion nore et de télévision ». Il s'agit du fonds de soutien, déjà en activité, et dont les subventions seront d'autant plus importantes que le nombre des bénéficiaires va être réduit et que les radios optant pour le statut d'entreprise devront y souscrire.

sanctions en cas d'infraction à la législation, la nouveauté venant de ce que celles-ci sont désormais graduces, conformément à ce que sou-baitait notamment la Haute Autorité. Alnsi, à l'article 86 précisant que les autorisations peuvent être retirées par l'autorité qui les a accordées, sera jointe la mention : • ou suspendues pour une durée de six mois au plus ». Voilà qui devrait satisfaire M. Cotta, qui avait déclaré publiquement répugner à recourir à la « bombe atomique » que représente pour une station de radio le retrait de l'autorisation.

Des peines d'emprisonnement et des amendes sanctionneront également les émissions sans autorisation, ainsi que « toute violation des dispositions concernant l'émission sur une fréquence autre que celle attribuée, la puissance de l'émetteur ou le lieu d'implantation de l'émet-

e Eufin, un doute subsiste encore - que devrait résoudre le Conseil d'Etat - sur la procédure à dopter durant la phase transitoire La logique juridique tendrait à exi-ger des essociations souhaitant se transformer en sociétés qu'elles adressent une nouvelle demande. laquelle, par un nouvel acte, recon-pairrait donc le nouveau statut de la station. Mais que de complications et de retards en perspective! Aussi le secrétariat d'État se montrerait-il partisan d'un transfert automatique d'autorisation de l'association à la nouvelle société, dès lors que le sertionnement restent identiques.

scission a éclaté au sein de la Fédération nationale des radios libres (FNRL). Lors du congrès de cette organisation, samedi 5 et dimanche 6 mai à Bordeaux (*le Monde* du 5 mai), une partie de ses adhérents ont décidé de fonder la Confédération nationale des radios libres (CNRL). Lors d'une conférence de presse, réunie dimanche soir, la CNRL a indiqué que cette création, décidée lors d'un - vote majoritaire, laisait suite à des pro-blèmes de fonctionnement de la fédération. Alors que les dirigeants de la FNRL ont quitté le congrès, la CNRL le poursuit seule ce lundi

Scission à la FNRL = Une

d'enthousiasme. C'est qu'il fallait commerciale pouvant faire la preuve de résultats d'audience satisfaisants, arrosant un large bassin de population, et éventuellement maillons à l'intérieur d'un réseau de stations.

Même embarras si l'on regarde du côte des associations, où la coupure apparaîtra d'elle-même entre les radios émanant de grosses associations, celles qui, immergées dans le tissu associatif local, peuvent reellement compter sur le soutien du «milieu» (selon le terme consacré par les radios communautaires québécoises dont elles s'inspirent souvent), celles quidées par une conviction, un engagement, un combat, qui recoivent apontanément l'appui de militants... et toutes les autres, pas assez ancrées dans la population nour requeillir son aide ni assez écoutées, organisées, relayées, pour collecter et vivra de la publicité. C'est à toutes celles-là, les «hybrides», les c bâtardes », que le double secteur risque d'être fatal. Elles à qui il faudrait, pour équilibrer leur budget, un peu de publicité locale, et quelques subventions municipales, ce que la ioi imerdit.

Les règles déontologiques

Alors, fallait-il, comme la suggé rait la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, autorizer le publicité pour tout le monde, y compris pour les associations ? C'était renoncer aux exigences de transparence de destion et de financement qu'implique le statut d'entreprise, et inciter beaucoup à se contenter du eflou » associatif. Et puis comment justifier encore un fonds de soutien, qui a rapporté 63 millions de francs en 1983, et auguel refuseraient alors de contribuer les stations périphéri-QU65.?

Maintes questions ne seront, en

fait, résolues que par la voie réglementaire, notamment toutes called relatives à la collecte de la publicité. Faut-il vraiment prévoir une limitation horaire ? On risquerait slors de ne prendre en compte qu'une certaine forme de publicité, en l'occurrence le « spot ». Faut-ii préférer la publicité locale ? Le critère permettant de la reconnaître semble bien délicat, une annonce nationals pouvant toujours être « localisée » per la mention du concessionnaire de la marque, Faut-II définir les formes de publicité autorisées ? Ce qui importe, c'est d'insisannonceurs et sur l'importance des règles déontologiques, sfin que le message publicitairs soit nattement intifiable dans le cours des l sions. Quant aux secteurs autorisés ils ne sauraient échapper totalemen aux règles auxquelles est soumise la RFP (Régie française de publicité) pour les chaînes de télévision, mais l'on voit mai pourquoi les radice associatives ne pourraient pas profiter de la publicité de nature institutiponelle

La reconnaissance du double sec teur va certainement clarifier la situetion, mais ce sont des dizaines de stations qui risquent de disparaître, comme tant d'illusions. Faudra-t-il se résoudre, comme le font aujourd'hui la question : «La Franca a-t-elle las moyens de s'offrir un millier de redios ? »

ANNICK COJEAN.

L'AVIS DU CNCA

Clair, bref, l'avis du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA), sollicité par M. Fillioud le 7 avril dernier, ne diverge guere des positions exprimées d'abord par le président de la République puis par le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication. On y approuve largement I's instauration de deux régimes juridiques a pour les radios locales privées, Le CNCA souhaite toutefois que cette évolution s'accompagne « d'un soutien affirmé au service public de la radio, notamment à Radio France, dans sa politique d'implantation de racios décentralisées ».

Ce principe affirmé, le consell semble soucieux d'inscrire dans la loi quelques contraintes et exigences diverses supplémentaires à l'égard des radios de type commercial, allant, semble-t-ll, bien au-delà de ce que réclame le gouvernement. Se réservant la possibilité d'émettre un avis sur les textes d'application concernant le statut des personnels et « sur le refus de laisser s'installer deux ou trois monopoles publicitaires au contrôle des sociétés de radio», le CNCA demande, en effet, que figurent dès à présent dans le texte de la loi quelques dispositiona propres à garanti l'∉indépendance et la liberté du système radiophonique». Ausai le texte devrait-il orévoir :

1. La transparence des structures et des ressources, au même titre que dans les entreprises de presse écrite ;

2. L'autonomie des équipes rédactionnelles, seule susceptible d'éviter la constitution, par le blais de rédections uniques, de réseaux régionaux, voire nationaux:

3. L'équilibre des deux secteurs : à la loi, dit-on, le soin de prévoir l'égalité dans le partage des fréquençes, région par région, entre les secteurs associatif et commercial, et de réserver aux radios associatives le bénéfice des aides sur fonds

4. L'interdiction de réseaux de programmes et de réseaux . publicitaires

5. Des sanctions sévères et progressives.

. M. Jeantet (MRG) demande un moratoire pour les télévisions libres. - En attendant un texte législatif .autorisant clairement - jes télévisions libres, il faut appliquer un morgioire - et prendre des mesures - pour permettre de telles expériences -, a estimé, mercredi 18 avril, M. Thierry Jeantet, porteparole du MRG, invité de Radio fréquence libre. M. Jeantet a aussi souhaité que les radios locales aient le libre choix de leurs statuts - - à partir du moment où l'esprit de non lucrativité reste respecté - , comme l'autorisation ou la coopération.



LES GRANDS MAGASINS SERONT LE MARDI 8 MAI

■ GALERIES LAFAYETTE

SAMARITAINE

TROIS-QUARTIERS/MADELIOS

■ BAZAR DE L'HOTEL-DE-VILLE ■ BON MARCHE

; }

- Solen, Laurence et Denis HAUTIN-GUIRAUT, ont la joie

Maé.

Pa

(redif.). Un antiquaire, toujours à la recherche d'objets d'art qu'il tient à conquerir, mêne ses affaires à toute allure, conclut un mariage par intérêt, veut aller plus vite que le temps. D'après un roman de Paul Morand, considéra-blement transformé pour Alain Delon, tel qu'il conçoit ses rôles, son propre personnage. La mise en scène illustre son parcours.

h Étoiles et toiles. Magazine de cinéma de M. Jouando et F. Mitterrand. Un document sur Marlène Dietrich ; des portraits de Dirk Bogarde et de Toshiro Mijune ; un entretlen avec 22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Lucienne et le

boucher.

De M. Aymé, mise en schne P. Tchernia. Avec A. Ferreol. B. Fresson, M. Aumont, D. Ceccaldi...

Lucienne, belle, conquérante, délaisse son vieux mari jouillier pour séduire Duxin, le boucher sentimental dont elle fait son amant. Pour une pièce que Marcel Aymé souhaitait « hautement morale », l'histoire commence bien mai! Elle s'achèvera en fait tragiquement, le trio Aumont-Fresson-Ferréol y mettra tout son talent.

22 h 3B La traversée des apparences : les années déstine.

Série proposés par l'INA, de R. Depardon et R. Ikhlef. Il a tout fait, traqué les vedettes comme les paparazzi, traversé le Tchad pour interviewer M.— Claustre, filmé la campagne de Giscard, la naissance du Matin... Raymond Depardon est un des plus grands reporters actuels. L'ail fizé sur ses souvenirs — c'est-à-dire sur ses photos - Depardon roconte vingt ans de sa vie Extraordinaire! 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 Cinéma : Attention les vœux. Film français de G. Pirès (1975), avec.C. Brasseur, A. Pousse, G. Marchand, S. Varenil, J.-P. Darras,

Faute d'avoir pu réaliser la Chartreuse de Parme, un jeune cinéaste accepte de tourner un « érotique de qua-jeune cinéaste accepte de tourner un « érotique de qua-lité » et se retrouve sur le plateau d'un porno minable. Les intentions satiriques de cette comédie se perdena dans des situations et des plaisanteries à la mesure des vrais pornos fauchés du cinéma français.

Journal. 22 h 35 Thalassa Magazine de la mer de G. Pernoud.

Lundi 7 mai

Les fans de multicoque, reportage de Lise Blanchet.

23 h 10 Prélude à la nuit. Concerto pour clavecin en re majeur, de Manuel de Falla par l'Atelier de musique de Ville-d'Away.

PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD. 17 h 11 Cabaret occitan.

17 h 50 Saveis-tu que...

(Lascaux ou la recherche des racines de l'homms). 18 h 8 Dessin animé : Inspecteur gadget. 18 h 30 Sports.

18 h 55 Atout Pic.

19 h Informations. 19 h 35 Feuilleton : Galpps. 19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'autre scène, on les vivants et les dieux, Jules Supervielle ou le voyage dans la brousse de l'être.
21 h 50 Musique : un soir à Dieppe.
22 h 30 Ninita magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE 20 h 30 Concert : (semaine de musique ancienne d'Inns-bruck 1983) : Ouverture en ut majeur ; Concerto en fa majeur, de Telemann; Concerto pour hauthois et cordes en si bémoi majeur, de Haendel; Concerto brandebourgeois nº 5 en ré majeur, de Bach, par le Concentus Musicus de Vienne, dir. N. Harnoncourt, sol. J. Schaef-

22 h 4 Les soirées de France-Musique : feuilleton - Hugues Cuénod > : Œuvres de Fauré, Honegger ; à 23 h 10, Le musicien de minuit.

ein, hautbois.

M= Henri Johanet, M. et M= Gustave Johanet, M= Anne-Marie Johanet, M. et Ma Rémy Johanes

Paris, le 29 avril 1984.

Décès

- On nous prie d'annoncer la décès

Marguerite ALBIN, veuve Edmond Wellhoff,

survenu à son domicile, 6, villa Chonez 75016 Paris, le 26 avril 1984.

Les obsòques ont été célébrées dans stricte intimité, le 30 avril.

- M. et Mª Hubert-Gérald et leurs enfants, Régis et Nicolas. M= Hélène Perin-Hubrecht M. et M= Maurice Dumaine

et leur famille. ont le douleur de faire part du rappel à Dien dans sa quatre-vingt-neuvième année, le 3 mai 1984, et muni des sacre-

M. Georges HUBRECHT,

professeur émérite de la faculté de droit de Bordeaux, honorar professor de la faculté de droit de Bonn,

de Reims et d'Alsace, officier de la Légion d'honneu omandeur des Palmes académi

La cérémonie religieuse aura lieu le 7 mai 1984, en l'église Saint-Seurin de Bordeaux, à 14 h 30, suivie de l'inhuma-tion dans le caveau familial du nouveau cimetière de Blarritz.

LE CARNET DU Monde

M. et M= Philippe Johan M. et M= Vincent Drago et leurs enfants, M. et M= Yves Guillemain d'Echon

et leurs enfants. ML et M™ Hervé Burckel de Tell, Antoine, Sophie et Isabelle Johanet, Hervé Johanet,

Laurence, Pauline et Emmanuel Johane ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père et arrière-

M. Henri JOHANET.

surveau le 3 mai 1984, à Versailles, dans es quatre-vingt-quatrième aunée.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 7 mai 1984, à 9 heures, en l'église Notre-Dame, rue de la Paroisse, à Ver-

L'inhumation au cimetière de Donzyle-Pré (Nièvre), à 15 heures. 39, avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles.

- M= Valdiodio N'Diaye ont la douleur de faire part du décès de

M. Valdiodio N'DIAYE.

avocal, ancien ministre du gouvernement du Sénégal, urvenu à Dakar le 5 mail 1984.

Dekar (Sénégal).

2. place de l'Indépe

Nos abonnés, bénéficiant d'une fuction sur les insertions du « Carnet du Mande -, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cetse qualité.

Anniversaires A l'occasion du denzième anniver-

Pani-Jean BENOIT, conservaneur des Eaux et Forêts.

urvem le 8 mai 1982, que pensée est demandée à tous coux qui l'out cousse et

Communications diverses

- L'Association des veuves de guerre, au sein de la Fédération des groupements d'ACVG de la RATP, fait savoir qu'elle organise un grand gala de bienfaisance an Regi-Skulia, à Mondon, le 15 juin 1984, à partir de 20 heares, et bal de anit avec l'orchestre Toni-Ripoll.

Soutenances de thèses

- Université Paris-IV, mercredi 9 mai, à 9 h 30, salle Louis-Liard, M. Jean Bruyes : «Calendrier historique et computation autronomique. Intro-duction à la chronobiologie des sociétés à rocation urbaine anciennes et

 Université de Paris-II, vendredi
 11 mai, à 9 h 30, saile des communicies
 M. Ivo Paparela : « Les difficultés et les réformes de l'économie yougoslave

Institut d'études politiques de Paris, jeudi 17 mai, à 14 heures, salle André Siegfried, M= Nonza Mayer :
 Les classes moyennes indépendantes dans la vie politique : le cas des petits commerçants français ».

- Institut d'études politiques de Paris, lundi 21 mai, à 14 h 30, salle 302. M. Stéphane Dion : « La politisation des administrations publiques : l'exemple de l'administration communele française ».

Mardi 8 mai

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

11 h 30 FT 1 Vision plus. Les rendez-vous d'Annik. 12 h Les rendez-v 12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal. 13 h 45 Portes ouvertes.

Magazine des handicape 14 h Cinéma: Vivre libre.
Film américain de J. Renoir (1943), avec C. Laughton, M. O'Hara, G. Sanders, W. Slezak, K. Smith (N.).
Dans une petite wille de France, sous l'occupation, un instituteur garde une attitude prudente qui le fait passer pour un liche. Amoureux d'une institutrice appariement. à la Résistance, il va prendre parti. Tourné par Renoir en exil aux Étais-Unis, ce film fut jugé irréaliste, invai-semblable, en France, après la guerre. C'est une œuvre de propagande corare la collaboration, exaliant l'attide propagande corare la collaboration, exaltant l'atti-tude morale des opposants aux nazis. Charles Laughton

15 h 40 Haroun Tazieff raconte « sa terre ».

16 h 35 Monte-Carlo show. Avec les Joubinos, Elsa et Waldo...

17 h 25 Le village dans les nuages. 17 h 45 Série : les Secrets de la mer Rouge.

18 h 25 Hip-hop. 18 h 50 Jour J.

19 h 15 Le Bai.

19 h 40 Les petits drôles.

Journal. 20 h 30 D'accord pes d'accord.

(Magazine de l'INC.) 20 h 35 Édition spéciale : Résistance et collabora-

Émission d'Anne Sinclair, réal. A. Tarta.

Pour l'anniversaire de l'armistice de 1945, Anne Sinclair a invité sur le plateau d'« Édition spéciale » deux grands résistants : M. Jacques Chaban-Delmas et M. Lucie Aubrac. Pourquoi, comment devient-on résistant ou collaborateur ? Avec une interview de Lucien Combelle qui a dirigé de 1940 à 1944 l'hebdomadaire Révolution nationale) et, sous réserve, d'Henri Amou-

21 h 55 Vagabondages : Artistes contre la tor-

ture. Émission de Monica Soro et Roger Glequel. Dix jours avant la soirée organisée pour Amnesty inter-national à la salle du Zémith à Paris, les producteurs de « Vagabondages » ont décidé de consacrer leur émission mensuelle à cet événement.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45). 12 h 10 L'Académie des neuf. 13 h 35 Feuilleton : La vie des autres.

13 h 50 Aujourd'hui la vie. 14 h 55 Cinéma : les Tontons farceurs.

Film américain de J. Lewis (1965), avec J. Lewis, D. Butterworth, N. Hamilton, M. Frome, S. Cabot (redif.)

Pour toucher la fortune de son père, décédé, une fillette doit choisir un tuteur parmi ses six oncles. Accompagné de son fidèle chauffeur, elle les rencontre successivement. Comédie burlesque, originale par ses gags à retardement, mais aussi sentimentale, avec une réflexion sur le métier d'amuseur. Jerry Lewis tient sept rôles. Un festival !

16 h 40 Reprise : La chasse aux trésors. A Sri-Lanka (diff. le 6 mai).

17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jau : Des chiffres et des lettres. 19 h 15 Au pays du dragon. 19 h 40 Le théâtre de Bouverd.

Journal,

20 h 40 Cinéma : Drôle d'embrouille. Film américain de C. Higgins (1978), avec G. Hawn, C. Chase, B. Meredith, R. Roberts, E. Roche, D. Moore. L'archeveque de San-Francisco est assassiné deux jours avant la visite officielle du pape Ple XIII. Et une jeune bibliothécaire se trouve aux prises avec les tueurs d'une mystérieuse organisation. Divertissement = policies parodiant, parfois, Hitchcock. C'est très amusant et apprécie la fantaisie – et l'énergie – de Goldie Hawn.

22 h 20 Mardi cinéma.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

17 h Télévision régionale. Programme autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux. 20 h 35 Cinéma : On efface tout.

Film français de P. Vidal (1978), avec Y. Beneyton, C. Pascal, C. Murillo, B. Cremer, B. Fresson, G. Lar-

Pour avoir aidé une jeune fille appartenant à une orga-nisation terroriste, un journaliste gauchiste se retrouve sans travail, surveillé par la police et entrainé dans une bizarre aventure. Malgré quelques allusions politiques, il s'agit, essentiellement, d'un « thriller » à la française, attachant maigré les maladresses de la mise en scène. 22 h 20 Journel.
22 h 45 Prélude à la nuit.
Bagatelles opus 126, de Beethoven interprétées par
Pascai Rogé au piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'Histoire de France en BD.

17 h 11 Cinéma : Mise à sac. Film policier d'Alain Cavaller (avec Michel Constantin, Daniel Ivernel...)

18 h 40 Savais-tu que... (plus léger que l'air : les Montgolfières et autres ballons). 18 h 55 Atout Pic. Histoire et gastronomie : le brochet aux

19 h 15 Informations régionales.

19 h 20 L'ami du Petit Prince.

19 h 35 Feuilleton : Galops.

19 h 50 Gil et Julie. FRANCE-CULTURE

h Les chemins de la commissance : Claude Bruaire ; à 8 h 33, Max Weber, Georg Simmel et la ville ; à 8 h 50, le sarment de lune.

9 h 5 La matinée des autres : Swiftdoor, Chaman, guer-

10 h 30 Le texte et la marge.
10 h 50 Musique: Black and blue (présence du calypso).
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama: Jeanne d'Arc.
13 h 30 Présence des arts: Debussy et le symbolisme.

14 h Disques.
14 h 19 Un livre, des volx ; «Stalingrad», de Theodor

14 h 50 Minutese : le monde selon Schaeffer. h 3 Les yenx de la tête: portrait de cire; 16 h 30, mardiscophilie; 16 h 45, moteur; 17 h 5, générale; 17 h 15, la grosse pomme: 17 h 40, terre des merveilles.

osse pomme : 17 h 10 Le cri da 🗪 18 h 30 Ferilleton : La vie entre les figues. Actualités.

19 h 25 Jazz à l'ancienne.

19 h 30 Sciences : les états-limites (la psychosomatique),
avec Jean Guir, psychanalyste lacamen. 20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Dialogues : les droits de l'homme et les cultures.
21 h 45 Lectures.

21 b 50 Musique: « Jeanne d'Arc », de Verdi. 22 h 30 Nusis magnétiques : l'invitation philosophique. FRANCE-MUSIQUE

h Musique légère : œuvres de Roger-Roger, Walberg, Popy, Doppler.
h 10 Actualité du disque.
h 5 Musicieus d'aujourd'hui : Teresa Stich-Randall interprète Bach, Mozart, Schumann, Purcell, R. Strauss.

h 5 Concert: œuvres de Stravinsky par les Chœurs et l'orchestre de la Suisse romande, dir. H. Stein, chef des chœurs A. Charlet, sol. F. Laurent, L. Devos, M. Bro-13 h 32 Repères contemporains. 14 h 30 Les exfants d'Orphée : école braissonnière.

h 30 Les exfants d'Orphée : école bruissonnière.

h L'après-midi des musicians : Henry du Mont, compositeur et maître des chapelles du roi et de la reine (1610-1684) ; cuvres de du Mont, Rossi, Roberday, Conperin, Schronx, Lully.

h 5 L'imprèva.

h Le temps de jazz : feuilleton « Punch Miller » ; intermède : portrait d'un jazzman.

h Premières loges : Irma Kolassi, mezzo soprano, interprète des œuvres de Falconieri, Haendel, Fauré, Paisiello, Dunare.

interprete des œuvres de l'accoulent, l'accusion, seille, Duparc.

29 h 30 Concert: Mokça Vinokça, de Taira (création);
INL, de Saguer (création); Im fröhlichen Ton, de Lenot;
Concerto pour piano et orchestre, d'Ohana; Pour
mémoire II, de Lenot, par l'Orchestre national de France,
dir. J. Mercier, sol. H. Harpeb, soprano, J.-C. Pennetier,

22 h 34 Les soirées de France-Musique : feuilleton - Hugues Cuenod - ; Jazz-club : le Bighand Jazzband Orchestra de Vincent Seno, le quintette de Christophe

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 7 MAI

M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, est l'invité de l'émission « Découvertes », sur Europe 1 à

- M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, participe au magazine « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

CIRCULATION LÉGION D'HONNEUR

L'AUTOROUTE A 86 PASSERA SOUS LE CIMETIÈRE DE THIAIS

Consultez les élus locaux avant de y gagnerez. Telle est en gros la morale que l'on pourrait tirer de l'affaire qui vient d'opposer le maire de Thiais (Val-de-Marne) aux services

Au centre du débat, la fameuse A 86, ce superpériphérique qui doit ceindre d'un ruban de béton l'agglomération parisienne, détourner du périphérique actuel déjà apoplectique le trafic des poids lourds, et assurer la llaison entre les banlieues. Une œuvre de longue haleine très coûteuse, exécutée par morceaux, et dont l'avancement se heurte aux sites les plus difficiles : les hauteurs boisées de l'ouest parisien, l'est où il fant franchir la Scine et la Marne, le sud hyper urbanisé.

A Thiais, précisément, la future A 86 bute à la fois sur la ville et sur l'un des plus vastes cimetières de l'Île-de-France. Aussi le tracé avaitil été modifié déjà par deux fois. Le premier passait au nord de la ville. Le second a été adopté, il y a quel-ques mois, par le ministre des trans-ports, M. Charles Fiterman, ancien député du secteur, lors d'une réunion de concertation avec les élus du département. Il entournait la nécropole par un curieux et périlleux itinéraire en baïonnette qui, en outre, aurait déposé une véritable marée sonore au pied d'un ensemble d'immembles collectifs.

Ce projet a été, évidemment, contesté par M. Richard de l'Agnola, le maire (RPR) de Thiais, qui en a fait étudier un autre par ses services. Son idée : fair plonger l'autoroute pendant 200 mètres, de manière à passer à la fois sous le cimetière et la nationale 7. Il fallait y

penser! On économisera 1 400 mètres sur les précédents tracés. Seule condition : l'accord de la Ville de Paris à qui appartient la nécropole. M. Jacques Chirac e dit oui. Oui aussi de la part de M. Michel Giraud, président du conseil régional qui finance l'ouvrage à 70 %. Devant une telle unanimité, le ministère des transports n'a pu qu'inscrire la traversée soune de Thiais au schéma direc-

teur de la région parisienne. FRANCIS GOUGE.

Ministère de la défense But élevé à la dignité de grand-croix : M. Louis Petchot-Becqué, déporté,

Soat promes commandeurs:

MM. Louis Mourot, Roger Nathan
dit Murat, déportés-résistants; Pierre Cazonave, Paul Gérard, mutilés de paerre : Henry Bertrand, Raymond Du-rand, Georges Marcou, Henri Masi, Jo-seph Wachspress, tons déportés résistants; Sont promus officiers:

MM. Francois Babot; André Bon-nieux; Hocime Chabaga; Jacques Com-pagnat; Roger Demessins; Jean Per-rin; Robert Found, tons mutilés de

Mme Maria Angulo, venve Pujol; MM. Albert Besançon; Georges Branit; André Capet; Roger Chazette; Lucien Countot; Francis Decembri; Georges Delamarre: Mime Germa Delépine; MM. Gérard Dubourdieu; Blaise Girandi; Jean Laffinte; Simon Lagunas; Charles Lemaigre; Heari Maralel; Georges Martin; Amédés Méaums; André Metral; Paul Négrotto; François Puyaubert; André Raust; Marcel Sibade; René Terrasson; Mª Idora Wateriot, tous déportés

MM. Robert André; Louis Begot; Philippe Breison; Guy Dauvergne; Maurice François; Cipriano Gonçalves de Brito; Emile Labarbe; André Luciani ; Raymond Murzilli ; Joseph Pouly ; Jacques Roux ; Michel Torrès ; Jean-Pierre Vey, tous mutilés de guerre.

MM. Louis Boculat; Emile Boutin; Marcel Burtin; Léon Casimir; M= Alice Curateau, épouse Bonnet; Jean Ferry; M= Marcelle Fournier, épouse Foehrenbach; MM. Jean Honrion : Henri Jacquemai ; Mª Raymonde Kleinholtz ; MM. Jean-Marie Le Fur ; Alfred Louis ; Bernard Sternhac ; Paul Varin; Martin Winterberger; Félix Zanyslooy, tous déportés résistants M. Georges Treilhac, mutilé de

MM. Robert Barnier; Zarrouk Be-nonahab; Vincent Cavaille; Guy Côte; Gérard Croizé; Roger Delalande; Si-mon Duyas; Louis Dumoulin; Edmond mon Duvas; Louis Dumouin; Edmond Ferré; Michel Foucre; René Four; An-dré Gaultier; Joseph Gorry; Marc Guery; Jacques Haran; Lucien Ho-chart; Mohamed Jabb; Engène Laloy; Jean Lecourtier; Joseph Le Vagne-resse; Rodolphe Mass; Jules Mariani; Antoine Martin; Lean-Cloude Niese; Antoine Martire; Jean-Claude Nisse: André Quartire; Jean-Ciande Nisse; Juan Ramirez; Jean Sicard; Alain Si-mon: Achille Stucklé; Maixent Viot, tous mutilés de guerre.

Clovis Considéré ; Alphonae Conve-nant ; André Dalbergue ; Antoine Dan-Mme Louise Dalval, verve Den

MM. Henri Dietrich; Robert Dubeis; Marcean Dupin; Petres Dupuy; Jean Escudier; Mª Marie Even; M. Gabriel Ferry; Mario Therese Fourquin; Pierre Gendry; Robert Gendry; Robert Gladien; Roger Guilloed; Roger Guth; Marcel Haméon; Aziène Harbrocht; Lucies Huss; Michel Juli Albert Julitta : René Jurine ; Jean Kem ler; Jean Kieffer; Joseph Kontzeer; Louis Leurion; Léon Lavellée; Louis Locleron; Joseph Lingot; Mis Thérèse Loyer; MM. Engène Malzac; Bernard Martz; Simon Mary; Jaime Masip; Pierre Matrat; André Mesnard; Jean Mennier; Jean Mille; Jean Monany; Jean Neinlist : Louis Otrembu : Antoin Pacaiet; Paul Peiot; Joseph Perdox; Emile Picard; Mme Odette Pour-chasse; MM. Ruggero Predi; Gustave Raballand; Etienne Rabot; Mme De-nise Rattier; MM. Gilbert Rey; Gaston Rock; Mme Chawal Rosenewaig. épouse Golgevit; MM. René Saenger; Valériano Sanz; Edonard Schlosser; René Schori : René Simonet : Stanishe Szewczyk : Aristide Tellier : Ernest Thumy: Juan Torrès: François Tosi-goat: Marcel Vénist: Roger Vissac: André Vosgien; Vincent Vozel: Alfred Zimmer: Charles Zugmeyer, tous dé-

MM. Louis Saillet, mutilé de guerre. Mme Renée Bimo, épouse Meriaud; MM. René Breton; Joseph Campayo; René Couhier; Melle Marcelle Dailet; M. André Ecrement: Mme Simont Fournery, épouse Magand; MM. Jo-seph Gabalda; Lucien Graby; Pierre Guehl; Marius Meyer; Pol Pilven; André Rebès : Alfred Smoniar : Mme Georgette Vion; Melle Marcelle Vivot, tous déportés réastants.

M. Jean Février, déporté résistant ; Mme Fanny Hangar, épouse Kern, me-MM. André Gratadoux: Maurice

MM. André Gratadoux; Maurice Passemard; Jean Calliau; M. Micheline Eude, épouse Altmann; Nelson Fumeau; M. Jeanne Gheusi, épouse Fournial; Andrée Jadin, veuve Goubillon; M. Joseph Jegado; M. Marguerite Le Bihan, épouse Rol Tanguy; MM. Georges Ducrus; Georges Fabre; Georges Filip; Pierre Girardot; Adolphe Le Trocquer; Dominique Pierrin, dit Pierre Darcourt; Armand Simonnot; Georges Thévenot; Pierre Villaume;

MM. Robert Amouroux: Joseph Bachelard : Jules Bourgeois : Maurice Car-ril : Joannès Cellard : André Decros : André Degorse; Marius Escoffier; Lu-cien Fieyre; Marc Groscolas; Sziama Jakabowicz; Ywes Le Picard; René Le-roy; René Lévy; Florentin Mendiza-bal; Alexis Richard; Léon Rondine; tous mutilés de guerre.

MM. Albert Anaf; Roger Arnaud;

Mm Irise Assirelli; Mm Rose Bagot dite
Guérin; M. Maurice Besson; Mm Jaliette Burger; MM. Stéphane Burtin;
iouis Carrère; Georges Cavaroz; Fernand Chabert; Jean-Jacques Chandre;
nand Chabert; Jean-Jacques Chandre;
Jean Chiariglionne; Joseph Clausset;
Jean Chiariglionne; Joseph Clausset;

André Degorse; Marrus Escother; Lucien Fieyre; Marc Groscolas; Szlama
Jakubowicz; Yves Le Picard; René Lévy; Florentin Mendizabel; Alexis Richard; Léon Roudine;
René Roussel; Emile Seurat; Lucien
Titant, anciens combattants 1939-1945,
pour faits de résistance.



The second secon dute & Ma and the state of t TO THE SHAPE ₹ \$ in the day in ANTE CO · * ... id A ... AND ... AND ... Same of St. April 10 miles # . Fare

WHO! 7 MAI M

The same of the AND THE STATE OF Control design ere The Table Property of the state of the st Apply 12 May 1 The same 10000 بيسمه به ودود، 40.00 8-2 - 12 - 12 - 12 - 12# Sec.

dimeter (44)

ALC: YEAR'S

Burn School Berry

Land Sept 1 (1994)

医脊髓内壁 :

and the same of the same of the

will necht ...

and the B

2. 12 Tel 1

人名英格特斯 美

1876年中海4月

PERMITTED BY

وبالهائه ور

مهري 🚗 🕟

1920 **- 188**

Same April

10 May 100

المجمورة فالقرمان

Sirving Alfa Ting

gather of a

garage and the

ne madelle

Sept of the sections

*** The second second

Sag4 - 3

at merget side

St. or other Printers

place un

6 MM --

THE R. LEWIS CO., LANSING

The spiriture

电阻性处理器

Andrew Street

ACTION AND IN

THE PARTY NAMED IN

Charles 198

Marting the Contract

STATE . MA

a maria

THE RESERVE

And the same

Sapricing - Ser

图图 图 图

A page

A ## 1 ##

· Thurst No. 74

1 C 4

1988

4-46

1986 40

9.56

A LANGE

11.50

12/12 2

 $M_{\rm c} = 10^{10} \cdot \frac{100}{100} \cdot \frac{100}{1$

* A

two are to a

 $e^{\frac{2\pi i}{3}(2\pi i)} e^{\frac{\pi i}{3}}$

G Andrews

46 - L

Tires .

State of the state of

And State of the s

marie di

District P

The Special Park

TROISIÈME AGE

Anniversal

A Commence in decision in

Pad-less REVOIT

March of the Control of the Control

Communications dwarf

PRESENT OF SECURITY OF SECURIT

per garden at the same of the party of the same of the

Marie and Transfer Transfer

Contempress de the

Marie Branch Control C

Marie 1 de le region de la reconstitue del reconstitue de la recon

The second secon

Marian Annual Control of the Control

a banker of care related

-

August (School of America

Applications of the control of the c

And Familians and Com-

the state of the s

de genetit ber gemeint ber ge be

Property Carlo Control of

Page 1- ages 200 Forgadi

Radio est

April 1985 Sept 18

A page

Marie Control

Military 119

😼 Design (St. 1)

Party Berry

Brigger Myster

10.24

Maria Caroler

Hara Ton

智慧 ひかいと

Service Basic Services

Address & collect

way to the second

15 Kg 15 July 27

المالية المورانية المالية الم المالية المالي

4.00

 $\frac{d_{1}}{\sqrt{1+\alpha}},\frac{d_{1}}{d_{1}},\frac{d_{2}}{d_{1}}$

N. 18 15.

100

1 gr (r2

140 Apr. 2

Committee Williams

tang Ar while and the second

Charles Training

1 de 4 25' C

Un soutien à domicile pour les personnes âgées « désorientées »

M. Chirac, maire de Paris, e. tences : «On ne peut prendre récemment présenté à la presse que ce qu'on peut partager ! » le rapport établi par M. Bernard . Elle habite à la limite du Beck, premier président honoraire de la Cour des Comptes, sur l'amélioration de la condition des personnes âgées de Paris, M. Beck s'est intéressé, entre autres, au sort des vieillards « désorientés », en perte d'autonomie, pour lesquels il prône le realisation de « centres d'accueil de jour » ouverts sur les quartiers et intécrés dans le réseau relevant de l'organisation des soins aux malades mentaux, suivant le modèle mis en place pour les enfants, et qui seraient des sortes de « secteurs gérontospychiatriques ». La rapporteur suggère de tenter une « expériencepilote » à partir de l'activité du spensaire d'hygiène mentale situé rue Garancière (6"). . .

L'Intérêt que leur porte sinsi M. Beck a réjoui l'équipe soignante et Me le D' Amado, chef de service et responsable de ce secteur de santé mentale, cer il y e un peu plus d'un an, un dossier pour la création, justement, d'un « centre de jour » a été déposé à

Les personnes âgées « déso-rientées » ne sont pas déleissées par les autres services d'hygiène. mentale, simplement, certains leur accordent - pour des raisons variables - plus ou moins d'attention dans leur réflexion.

Le service d'hygiène mentale du'VIº arrondissement se singula-rise en ce sons qu'une petite équipe — une infirmière, un paychiatre - focalise aon traved aus le « soutien à domicile » de ces malades particuliers et qu'au centre même, deux fole persemaine, ont lieu des « repas thérapeutiques » pour ces personnes agées. Des fernmes en majorité, movenne d'êge : quatre-vingts à quatre-vingt-dix ans.

En fait, l'activité « repas » commence vers 10 heures et se termine en fin d'après-mici. Les convives, dès la début de la matinée, a scheminent vers la rue Garancière. Certains viennent source et muette de naissance. devenue preesus avende svec l'âge et qui repèré son chemin en : trottoirs. D'autre sont accompsgnés par leurs enfants. Mª C. conduit sa mère, qui ne pade pratiquement plus et dont la vous baiser le main pour dire bonjour. M. X... viendra seul. En fett, il va blen. C'est se femme qui est malade, mais on le recolt € en. prévention », en quelque sorte pour l'a aider à tenir ».

Par contre, il faudra aller chercher en voiture Mee D., quatrevingt-quatre ans, qui loge dans un ancien relais de poste. construit sous Henri IV. Pittores-que cartes, mais inadapté. Elle tient à son quatrième étage dont elle descend et monte l'escaller à « pas de vis », marche après marche, agrippée à la corde qui sert de rampe. Elle attendait « se chère arnie » pour aller au centre. Qualques phrasse banales sur le beau temps, sur se senté. Et c'est la faitle. Elle annonce : e Vous savez que ma mère est morte. Et je travaille plus l'a La memoire la trahit. Désorientée, elle sait « d'instinct », dit-elle, qu'on est jaudi et qu'elle va au centre. « D'ailleurs, j'entends la voiture sortir du garage. »

Toute douceur, elle n'aura que des gestes, des mots d'amitié et d'affection entracoupés de sen-

Le Mardi 8 MAI étant férié.

DERNIER DÉLAI DE VALIDATION

LUNDI 7 MAI AU SOIR

Vir arrondissement e misérable » - entre le boulevard Saint-Germain et la Seine - et de la partie cossue qui s'étend entre le Luxembourg et Montparnasse. Mme V., occupe un deux-pièces dans un de ces immeubles bourgeois. Un cinquième étage avec ascenseur. Une c dame de compagnie a en permanence, et devient peu à peu confuse. Elle oublie d'un instant à l'autre ce qu'elle a fait, ce qu'elle a dit. Elle tombe quand elle se sent aban-donnée. Un kinésithérapeute du centre la suit à domicile pour de le relaxation. Mme V. est aussi « déprimée ».. D'un épisode délirant, elle a gardé des « idées fixes » ; ses enfants l'ont volée. Ella pleure en permanence. Grande, mince, élégante, excoiffeuse, ex-couturière, elle utiise un autre service du centre ; la coiffure et l'esthétique mise à la disposition des maisdes movement participation financière - une fois par semaine.

Bientôt, côte à côte, checun épluche légumes et salades, met le couvert, engage une conversation. Dans une ambiance gaie et chaleureuse, un courant pesse permis ces.« solitaires ».

La présence, nombreuse, du personnel jeune « dilue » les mouvements d'humeur. Dans elques semaines, cas « habiensemble - huit ou neuf malacies et oind soignants - en Bretagne pour une huitaine de jours. Le dispensaire dispose ausel, en dehors de ces repes, d'une veste organisation de prise en charge des maiades mentaux. prise en charge dont peuvent bénéficier, comme tout un chacun, les personnes âgées habi-

Le centre, rettaché à l'hôpital Sainte-Anne propose un e accueil a, ouvert vingt-quatre heuras sur vingt-quatre; qualreire, pour éviter si possible l'hospita fisation en pavillons, des activités de créstivité le mercredi : poterie, peinture sur soie, la réunion, deux fois per semaine de « groupes d'accueil » où l'on cultés (1). L'équipe soignante de Sainte-Aone et celle du dispenseira s'occupent tour à tour ou ensemble des personnes âgées.

Pour alles, ce e soutien à domicile » passe per un traveil de coordination avec les autres services : aide ménagère, infirmières è domicile pour les soins, les toilettes, rencontres avec le voisinege, dont la tolérance permettra ou non à la personne âgée de rester chez elle, antretiens avec les familles, etc. « Nous tâchons de rétablir la circulation autour de la personne âgée ».

CHRISTIANE GROLIER.

Centre d'hygiène mentale,
 rue Garancière, 75006 Paris.
 Tél.: 329-05-30.

. Le Centre documentation recherche « Approches » organiso, à Paris, les 26 et 27 mai, un week-end de réflexion sur «La crise des politiques de la vieillesse dans la perspective de l'Etat providence » avec Anna-Marie Guillemard, sociologue, maître-assistant à Paris VII. * Renseignements : C.D.R. 108 bis, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : (1) 222-07-48.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 6 mai :

DES DÉCRETS

• Du 3 mai 1984 relatif à l'élaboration des plans d'exposition aux risques natureis prévisibles.

Du 3 mai 1984 fixant, en application de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public, les conditions de nomination des membres des conscils d'administration on de surveillance des banques et des compagnies financières nationales autres que les représentants élus des sala-riés.

Du 3 mai 1984 fixant la composition du conseil d'administration de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation. • Du 3 mai 1984 modifiam le décret du 29 octobre 1975 portant

organisation de la Société nationale industrielle aérospatiale. Du 3 mai 1984 modifiant le décret du 15 février 1983 portant organisation de la Société nationale

des pondres et explosifs. UN ARRÊTÉ

Du Il avril 1984 relatif à la émunération des fonctionnaires de l'Etat chargés des fonctions de secrétaire administratif des syndi-cats de communes et des associations syndicales de propriétaires.

· Aux importateurs relatifs au tarif des prélèvements agricoles et des montants compensatoires monétaires applicable à l'importation en provenance des pays tiers.

PROBLÈME Nº 3704

Zt.

HORIZONTALEMENT

I. L'accent de la Marseillaise

accompagne ses marcheurs. -

IL Sœurs dont deux sont géantes alors que la troisième a la taille fine.

if. A fa de Louis XVI. – IV. Personnel. Réaliser une union des plus dura-bles. – V. Inconsistant. Extrait

combattants de l'ombre y furent

dans leur élément. Participe passé. - XI. Il prête difficilement ses

pièces. Peut, à la fois, traîner en lon-

. VERTICALEMENT

1. Sorte de mess pour le repos du

guerrier. Déclaration qui ne saurait

constituer une attestation d'assu-rance. - 2. Peut être, à la fois, transi

et débordant de chaleur. Participe.

- 3. Qui n'ont plus qu'à faire preuve de savoir-vivre. Place de grève. -

4. La droite poar un gaucher. Marque le succès de l'entreprise. — 5. Son bois ne donne aucune chaleur

an feu. Fait preuve de sentiments inavouables. - 6. Plume indienne.

Le bouquet préféré d'Amphitrite. -

7. Jouées. C'est courant chez les Périgourdins. – 8. Organes de direc-tion. Lot de javelles. – 9. L'un des moins recommandables des alca-loïdes. L'ardeur de l'élan.

Solution du problème nº 3703

Horizontalement

Verticalement

Béer. - 6, En. Editeur. Te. - 7. Rå. Ers. IS. Ria. - 8. Fi! Ebènes. -

I. Matriarcat. Etal. - il. Abo.

gueur et se faire en court.

MOTS CROISÉS-PARIS EN VISITES

« La Conciergerie recontée aux

· L'Hôtel de Sully ». 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M= Bonquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée Gustave-Moreau », 14 h 30, 14, rue de La Rochafoucauld (Appro-che de l'art).

ches (M= Hager). «Chaussée d'Antin», 14 h 30, 65, rue Chumartin (Paris pittoresque et inso-

musical de Parsifal. — VI. Néga-tion. — VII. Doctrine de l'Immacu-lée Conception. — VIII. Le potard la vend, mais n'accepte pas qu'on se paie la sienne. — IX. Pour des rai-sons opposées, on n'apprécie pas plus celle d'un Noir que celle d'une blonde. — X. Dans le Vercora, les combattants de l'ombre y furent

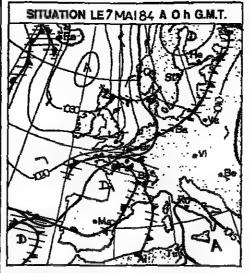
JOURNÉES PORTES OUVERTES. - Le Centre Trudaine de formetion commerciale et administrative organise les premières lournées «portes ouvertes» sur les formations et débouchés assurés par le Centre dans les métiers de la bursautique, de l'informatique, du commerce international, des langues et du secrétariet, les ven-dredi 11 mai (de 14 heures à 17 heures) et samedi 12 mai (de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 17 heures), au Centre, 39, avenue Trudaine, 75009 Paris (280-23-23).

TABLEAU DE BORD MIDI-PYRÉNÉES. – Le tableau de bord de l'environnement de la région Midi-Pyrénées est paru. Il fait le point de l'ensemble des thèmes de la région dans ce domaine : milieux, eaux, pollutions, nuisances, fauna et flore, cadre de vie, dyna mique et économie. Premier édité, ce tableau de bord sera prochainement suivi de ceux des régions Rhône-Alpes, Limousin et Lor-



6 BOARS Iços • compléxementa 5 BOARS Iços

13. Te. Tec. Eta. R.F. - 14. Atteler. Grenade. - 15. Use. Scie. Aise. PUT NEW 1 10 522 GUY BROUTY.



Evolution probable du temps en France entre le imidi 7 mai à 0 heure et le marti S così è 24 become.

Les hautes pressions au large de l'Irlande dirigent sur la France des vents de nord à nord-est, très frais et humides. En bordure d'une dépression complexe de Méditerranée, une perturbation stagnera sur la France.

la plus grande partie du pays. Quelques éclaireies uniquement près de la Méditerranée. Une large banda pluvieuse s'étirera des Charentes et de l'Aquitaine au Massif Central, aux Alpes et au Jura. Au lever du jour, 3 à 4 degrés sur la moitié nord, avec localement dans l'intérieur des gelées blanches. Sur la moitié aud, 7 à 10 degrés.

An cours de la journée, la phue se décalera vers le Sud-Est, s'étendant des Pyrénées au bassin méditerranéen et

MERCREDI 9 MAI

jeunes », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, Mª Colin.

«Le village d'Auteuil et son église». 15 heures, devant l'église, Mª Bache-

« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Académia).

«L'Opéra», 13 houres, sur les mar-

lite). «Les salons de l'Hôtel de Ville».

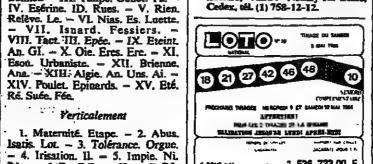
14 h 30, entrée, sur la place (Paris et son histoire). «Montmartre», 15 houres, métro

EN BREF

FORMATION

ENVIRONNEMENT

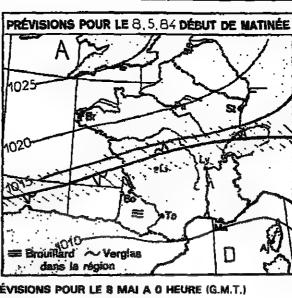
* Secrétariat d'Etat à l'environ-nement, 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Nenilly-sur-Seine, Cedex, sêl. (1) 758-12-12



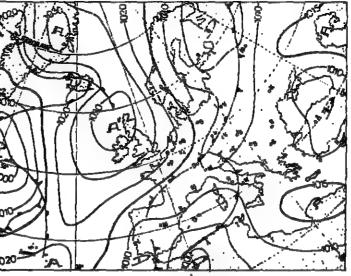
4 · 1 536 723,00 F 109 765,00 I 6 217,00 F 115,00 F 4 50HS Nos 9,00 F 3 BOMS Non 7 eys see

9. Abeille. Aran. Pu. - 10. Ton-deuse. Ennuie. - 11. Ne. Vespa-sienne. - 12. Entretien. Sa. -

JOURNAL OFFICIEL | MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 8 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



aux Alpen. Sur toutes les autres régions. beaucoup de nuages. Quelques éclair-cles se développeront tout de même sur le quart nord-est.

Le vent de nord-est continuera de souffler assez fort sur la moitié nord du pays. Au meilleur moment de l'après-midi, il fera de 10 à 14 degrés sur la moltié nord et de 16 à 20 degrés sur la monté nud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 8 heures, le 7 mal, de 1014,6 millibars, soit 761 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré su cours de la journée du 6 mai; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 mai) : Ajaccio, 20 et 10 degrés; Biarritz, 17 et 8; Bordeaux, 15 et 7; Bourges, 18 et 8; Brest, 11 et 8; Caen, 12 et 8; Cherters, 10 et 6; Cherters de la chiffre de la constant de present de la constant de la con bourg, 9 et 6; Clermont-Ferrand, 15 et 10; Dijon, 18 et 11; Grenoble-St-M.-H., 23 et 10: Grenoble-St-Geoirs, 19 et 10:

Marignane, 21 et 11; Nancy. 19 et 11; Nancs, 14 et 10; Nice-Côte d'Azur, 17 et 11: Paris-Montsouris, 18 et 7: Paris-Orly, 16 et 7; Pau. 13 et 7; Perpignan, 19 et 12; Rennes, 16 et 8; Strasbourg, 20 et 11; Tours, 14 et 9; Toulouse, 16 et 8: Pointe-A-Pitre, 28 et 25.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 25 et 12 degres; Amsterdam, 11 et 4; Athènes, 22 et 18; Berlin, 14 et 6; Bonn, 14 et 5; Bruxelles, 11 et 5; Le Caire, 31 et 16; Iles Cansries, 23 et 15; Copenhague, 14 et 3; Dakar, 25 et 21; Djerba, 28 et 16; Genève, 21 et 9; Jérusalem, 23 et 13; Londres, 13 et 4; Luxembourg, 19 et 5; Madrid, 18 et 5; Moscou, 25 et 11; New-York, 20 et 15; Palma-de-Majorque, 22 et 8; Rome, 20 et 9; Stockholm, 14 et 0; Tozeur, 29 et 21; Tunis, 28 et 15. (Document établi

avec le support technique spécial de la Mézéorologie nationale.

Toutes les applications des fechniques du bâtiment



Salon Méditerranéen des Energies, des Techniques et du Bâtiment

5° Salon International de l'Energie Solaire et des Energies Nouvelles

35° Congrès des Ingénieurs

des villes de France

du 22 au 26 mai 1984 Parc Chanot - Marseille

Présentation de Matériels Colloques et Conférences

Connaître le futur, les techniques en développement dans les domaines du bâtiment, des énergies, de la sécurité .. c'est indispensable pour les décideurs : Architectes, ingénieurs de bureau d'études, chefs d'entreprise, responsables de budgets nationaux, décentralisés ou communaux. Venez faire le point, trouver le contact utile, actualiser votre

fichier fournisseurs. Venez vous informer en participant aux nombreuses conférences-débats

Renseignements sur le programme des conférences : SAFIM - S.A. Foire Internationale de Marseille Tel (91) 76 16 00

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66.42
AUTOMOBILES	56,00	66.42
AGENDA	56.00	66.42
PROP. COMM. CAPITAUX	164.00	194,50

LES NATIONS UNIES

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES :		to perfect T.T.C.	•
OFFRES D'EMPLOI		55,74	:
DEMANDES D'EMPLOI		10,00-	
IMMOBILIER	36,00	42,70	
AUTOMOBILES		42,70	
AGENDA		42,70	
* Dágrassis selon surface-ou nombre de	perutions		



emploir internationaux iet depuriements d'Outre Mer!

Cherchent des candidats qualifiés pour son secrétariat. La plus grande priorité sera donnée aux candidats des pays non représentés ou sousreprésentés parmi le personnel de l'Organisation (voir liste ci-dessous). es femmes seront encouragées à poser leur candidature.

SPÉCIALISTE DES QUESTIONS SOCIALES (P5) à Vienne (réf. Nº 84-015). Centre pour le développement social et les affaires humanitaires - Conférence mondiale pour la femme.

Est responsable de la planification de la documentation de la Conférence, des séances préparatoires et des activités aux niveaux interégional, régional et national; as-pects interorganisationnels des préparatifs pour la planification administrative et financière de la conférence et des activités complémentaires.

Qualifications : Diplôme d'études universitaires supérieures en sciences sociales, économie ou gestion avec spécialisation des questions relatives aux femmes ; treize années d'expérience dans ce domaine : expérience dans les pays en développement souhaitable; très bonne conn de l'anglais ou du français ; connaissance de l'autre lanque et de l'espagnol souhaitables.

Selon les qualifications et le nombre de personnes à charge, le traitement de base net minimum per année est de 30 776 S des États-Unis, auquel s'ajoute une indemnité de poste minimum de 14 726 \$.

Date limite de dépôt des candidatures : 24 mai 1984.
CHEF DU GROUPE DES ACQUISITIONS (P 3) à la Bibliothèque de Genève (réf. Nº 84-104).

Est chargé de la planification, l'organisation et la direction des opérations du groupe pour l'acquisition de la documentation pour la bibliothèque, pour divers bureaux des Nations unies à Genève et pour certains projets des bureaux extérieurs. Le chef, entre autres, entreprend des recherches bibliographiques, surveille l'achat des opérations, dirige un programme d'échange et de donation et accroît les collections espagnoles et latino-

Qualifications : Diplôme de bibliothécaire ; cinq années d'expérience dans une bibliothèque de recherche ou internationale; expérience dans un poste de supervision : très bonne connaissance de l'anglais ou du français, connaissance de l'autre langue et de l'espagnot souhaitat

Salon les qualifications et le nombre de personnes à Traitement : charge, le traitement de base net minimum par année est de 21 600 \$ des Etat-Unis, auquel s'ajoute une indemnité de poste minimum de 15 407 S.

CHEF DU GROUPE DES COMPARAISONS INTERNATIO-NALES (P5) à New-York (réf. Nº 84-106), bureau de statistique.

> Est responsable, pour le développement et la promotion, d'un programme de travail intégré et coordonné des statistiques des prix tant sur le plan national qu'international et pour le projet de comparaison internationale (PCI) qui a pour but la mise en place d'un système mondial de comparaisons annuelles des produits nationaux et des pouvoirs d'achat.

Qualifications : Diplôme d'études supérieures de statistique économique d'économie ; treize années d'expérience dans un bureau national de statistique, un institut de recherche ou de planification ou une organisation internationale, de préférence dans les domaines de comptabilité nationale ou préférence dans les domaines de comptabilité nationale ou des prix ; très bonne connaissance de l'anglais ou du français avec aptitude à rédiger ; connaissance de l'autre langue et de l'espagnol souhaitables.

Selon les qualifications et le nombre de personnes à Traitement : charge, le traitement de base net minimum par année est de 30 776 \$ des Etats-Unis, auquel s'ajoute une indemnité de poste minimum de 14 726 \$.

Date limite de dépôt des candidatures : 24 mai 1984.

ÉCONOMISTE (P4) à Genève (réf. Nº 84-103). Conférence des Nations unies sur la commerce et le développement, division des articles ma-Coordonne l'opération de la base de données de la Fonctions :

CNUCED sur des mesures commerciales ; conçoit, prépare et coordonne des rapports analytiques de la politique générale sur les mesures tarifaires et non tarifaires ; fart des recommandations pour une action nationale et internationale dans le domaine du commerce et des obstacles au commerce ; représente le secrétariat lors des consultations sur la base de données. Qualifications : Diplôme d'études supérieures en économie avec spécia-

lisation en économie internationale ; huit années d'expérience de la recherche et de l'analyse quantitative du commerce et des mesures commerciales ; connaissance de l'anglais ou du français ; connaissance de l'autre lan-

Traitement : Selon les qualifications et le nombre de personnes à charge, le traitement de base net minimum per année est de 25 671 \$ des Etats-Unis, auquel s'ajoute une indemnité de poste minimum de 18 277 \$. Date limite de dépôt des candidatures : 24 mai 1984.

Envoyer c.v. détaillé à l'adresse suivante :Service de recrutement des administrateurs Secrétariat des Nations unies New-York. NY 10017, USA.

Albanie, Alternagne (République fédérale), Antigua-et-Barbuda, Arabie Saoudite, Behrein, Bhoutan, Cap-Vert, Dji-bouti, Dominique, Ernrats arabes unis, Gabon, Guinée-Bissau, Guinée-Equatonale, Res Selomon, Israël, Italie, Japon, Koweit, Luxembourg, Maldivest, Mongole, Mozambique, Norvige, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, République démo-cratique allemande, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Samoa, Sao-Torné-et-Principe, Seychalles, Suriname, Swazi-land, Tchécoelovaque, RSS d'Ukraine, Vanuatu.

TECHNICIEN ÉLECTRONIQUE

B.T.S. OU D.U.T. OU EXPÉRIENCE ÉQUIVALENTE Tete radar et interf. rad Bon niveau anglais pour assistance technique. Golf Persique. Salaire intéressant. Logement, véhicule société. Deux voyages par an en Europe.

Curriculum Vitae avec photo à : NTS. Post Office Box 6711, ABU DHABI, U.A.E. Téléphone : 971 D1-2-332 148.

diverses

Les possibilités d'emplois l'ETRANGER sont nombresses et vanées. Demandez une documentation sur la ravue pocialisée MIGRATIONS (LMI) B.P. 402 - 09 PARIS.

stables, bien rémumérés à toutes et à tous avec u sans diplôme. Demendez ne documentation sur notre us spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 18) B.P. 402 -09 PARIS.

RECHERCHE INVESTISSEURS



emploir regionaux

emplois régionaux :

La médecine et Hewlett-Packard, un langage commun pour progresser

Hewlett-Packard France, 2400 personnes, 3^{colo} exportateur de matériel informatique se distingue également en instrumentation de mesure; le groupe médical occupe une position de leader mondial dans le domaine des systèmes de monitoring. L'avance technologique et la haute fiabilité de nos produits dans les domaines de l'échographie de la surveillance cardiaque adulte néonatale et loetale expliquent noire consegue. Aujourd'hui, nous recherchons pour notre agence de Rennes un

Jeune Ingénieur Commercial

Véntable partenaire de nos clients (médecins) pour le secteur Ouest de la France, il feur propose des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques et contribue ainsi à la qualité du diagnostic et des soins. Une large autonomie de négociation à un haut niveau permetira à l'ingénieur (si possible électronicien) que nous souhaitons rencontrer de mettre à profit sa première expérience commerciale. Une lormation spécifique dans nos unités européennes complètera ses connaissances techniques. Aussi une bonne pratique de l'anglais derrieure un préalable. La rémuneration, attractive, valorisera ses performances. Une voiture de lonction lui sera lourne.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous rél. V 03/1M à Didier Gabin, Service du Recrutement, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac,





VIDEOCOLOR

à Lyon, filiale du groupe THOMSON GRAND PUBLIC.

INGÉNIEUR **ÉQUIPEMENT**

A 30 ans au moins, ingénieur diplômé (A et M, ECL, INSA Génie Mécanique), vons avez l'expérience de la production en série et connaissez mécanique et auto-

Chez nous, vous orchestrez les projets d'automatisation, de robotisation et suivez la sous-traitance. Vous parlez anglais. Votre réussite vous ouvre la porte d'une belle carrière industrielle dans un groupe de taille internationale

Notre consultant, M. PERROT, vous remercie de lui écrire (réf. 961 LM) chez ALEXANDRE TIC S.A.



SOCIÉTÉ NATIONALE

recherche poer sen
Centre de gestion informaties (Mini 6)
de BORDEAUX

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

D.E.C.S. + MATTRISE DE SCIENCES BOO. OU BOUTVALENT

3 ans d'expérience minimum. Connaissance: mormatiques indispensables Les candidats masculins doivent être libérés du S.N.

Envoyer C.V., photo et poitentions sons nº 287.919 M., Régie Presse, 7, rue de Monttessay, Paris 7º

IMPTE STÉ NETTOYAGE INDUSTRIEL ET PETROLIER RÉGION DE MARSEILLE CHEF BUREAU D'ÉTUDES
Organisation et méthods, formation ARTS & MÉTIERS ou
équivalent Env. c.v. + prétent,
a et 95.622 à HAYAS,
34083 MONTPELLER Cadez,

Borine Nº 22.979 & HAVAS, Bolta Postale 67, 34200 SETE.



Secteur Industriel

7, rue Servient - 69003 LYON.

Franche Comté

Directeur Logistique/Distribution 220 000 F +

Notre société, 550 MF de CA, 1400 personnes, leader de son morché, labrique et commercialise des produits de consommation industrielle. 70% de notre chilire est réalisé au sein de notre division produits standards, lesquets sont gérés à partir d'un stock central (55 MF, 5000 références). Nous créons la fonction de Directeur Logistique et Distribution pour optimiser la gestion de cet ensemble. Rottoché au Directeur de Division, vous serez responsable de toules les opérations, depuis le tratement des commandes jusqu'à la distribution finale, en relation étroite avec le Directeur des Ventes. Au total, 190 personnes à encadrer, à dominante féminine.

De formation supérieure (type HEC, ESC ou Ecole d'ingénieur), 35 ans minimum, vous êtes un homme d'expérience, parfoltement rôdé aux problèmes logistiques, à la plantification, l'expédition et la gestion informatisée de volumes importants. Vos qualités de manager et votre bon sens commercial sont reconnus.

Dans notre Groupe, vous pourrez exprimer votre potentiel avec une réelle délégation de pouvoir.

Notre Conseil Algoe examinera confidentiellement votre candidature. Merci de l'adresser sous réf. 850 M à Poscale Gehin.



9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

recherche sa directour formation delucateur formation delucateur pour important E.M.P./E.M. Pro et petite enfance (100 enfants et adolescents), région parlaierasa, Convention 1966.

OFFRES D'EMPLOIS

agirc recherche pour PARIS AUDIT :

pour compléter l'équipe chargée du

contrôle de l'ensemble du fonction-nament des caisses de retraite des cadres. Nous souhaitons rencontrer .. un candidat d'environ 30/35 ans, titulaire du DECS ayant si possible poursuivi des études de droit ou science Eco. Quelques années d'expérience d'Audit en cabinet ou en entreprise sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo (qui vous sera retournée) à Hervé Lamoine AGIPIC 4, rue Leroux 75116 PARIS

Notie groupe de con et de promotion RESP. COMMERCIAL

ACOT. SUMMERUIA.

(adjoint au chaf
de services des vertes),
sérieux, dynamique, ayant le
goût de la vente, en vue de
prendre le responsabilité du
secteur Queet de la région pari-sienne afin de commercialier
plusieurs programmes
d'appartements neufs.
Heute rémunération et aven-lages sociaux réelle pour homme ou femme ayant réelle-ment l'étoffe de très bon
vendeur et organisaseur.
Téléphoner our écrire à *CLIS.,
g.m. Natignon, 78008 Paris,
Téléphone: 225-03-82.

secrétaires

SECRÉTAIRE 90ur petite équipe Energie + inform. C.V. à RE-SOURCES see J.-B. Cément, PARS

LABORATOIRES recrutent pour leur uoité située en benlieue NORD de PARIS UN AIDE YÉTÉRINAIRE

ent prendre en comp gestion complète des animaleries. Il serait souhamble que les condicions aient déjè une expérience similaire. Envoyer C.V. + photo à C.G.P. Réf. U. 4), 14, r. Jean-Mermoz. 75008 PARIS qui transmettra: Département du Val-de Marre

auf titres, pour son Service des Espaces verts, un NIGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE, titulaire d'un diplôme d'Ingénieur, op-tions souhsitées : horticulture,

Transmettre les cerididatures eccompagnées d'un c.v., evant le l'éjuin 1984 :
M. le Président de Conseil général du Vel-de-Marje, Hôtel de Département, 84011 CRETEL.
T. 207-25-00, poete 24-74.

MENT AND A STATE OF THE STATE O

Tal. 4 - - -16 2 Page

ROLL III THE BUILDING

Spirit Mer 14 ***

Patrick Commencer

2000

21-24 21-25

Park you

THE SHALL SHALL THE PARTY.

Mir développe

1997 St. April The same The second second second e forespring distant Committee of the commit ي بينايي شهادان در and a thomas day for Tag

And the second

Jeune frau futur n=2

The wifeth #E-014 BARRELLE SE LE LEGISLATION DE LEGISLATION DE LE LEGISLATION DE LEGISLATION DE LE LEGISLATION DE LEGISLATION DE LE LEGISLATION DE LEGISLATION DE LE LEGISLATI THE PARTY OF THE PROPERTY OF

ALL THE PROPERTY OF THE PARTY O The second secon All Sangrapes and Mark The state of the s

The state of the s Samuel Annual 1 Parcoun



MANUFACTION WITH

30 70

giongux

NIT

Bridge Allendary

Market of the

精神发 [18]。

🍎 🚧 sa sa sa

Andria Control

State Charles PRODUCTION TO S Printer - -

使性を きょしゅ

TE NATIONALE

ESPONSAPILE

THE ET COMPLE

电影电影电影中的 (1956)

Marie Marie Carlos Company (1997)

B BIST MANN

ES D'EMPLOS

AUDIT

在 法被制 大湖南76°

Marie San I

Marie Comment

Report Control Street Control of the Brisk brage 1,

Married Section

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-TITN

recrute pour son département TEMPS REEL

INGENIEURS LOGICIEL

Profils recherchés : (Control de la control de la control

teurs et micro-processeurs 8 et 16 bits, logiciel d'application temps réel. Connaissance langage C souhaitée.

Postes à pourvoir :

étude et développement de projets dans les domaines du contrôle-commande de processus rapides, communication graphique, traitement de l'image et de la

Prière d'adresser C.V., lettre, photo et prétentions s / rét. T à

THOMSON-CSF Mre Ariane CHARTIER - THOMSON-TITN 5, rue Gustave Effel - 91420 MORANGIS

CAISSE NATIONALE DE CREDITAGRICOLE

recherche pour le Secteur Contentieux du Département Juridique et Fiscal, situé à St Quentin en Yvelines

un Juriste Confirmé

ayant une parfaite maîtrise des procédures de prévention des difficultés, et de ement judiciaire des Sociétés.

Une expérience de plusieurs années dans ce domaine particulier du Contentieux Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous réf. MAF 401 à ONCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

SCIENCES ET VIE MICRO

Première revue française de micro-informatique agrandit son équipe et recherche

2 JOURNALISTES TECHNIQUES

Le premier supervisera et assurera la rédaction finale des bancs d'essai de micro-ordinateurs et de logiciels réalisés par des spécialistes en informatique. Bonne expérience de la micro-informatique familiale ou professionnelle et du journalisme scientifique ou technique misés.

Le second réalisers les reportages et des enquêtes sur les accteurs de pointe de l'industrie informatique et l'atllisation des ordinates;

Bonno connaissance des milieux industriels et bonne expérience technique souhaitée,

PLUSIEURS EXPERTS EN MICRO-INFORMATIQUE

bases d'essai de micro-ordina tupervision d'un journaliste. Très bonne pratique des micro-ordinateurs familieux et professionnels souhaitée ainsi que des logiciels

Nous exigeous un travail intense, le goût de la vulgarisation et le souel de l'exactitude.

Noss offront une activité pessionnente au sein d'une équipe jeune et d'un secteur en pleine explosion.

Adresser C.V. lettre manascrite et, pour les journalisses, dossiers d'articles à :

MacCUSTODIO, EXCELSIOR PUBLICATION,
3, rus de la Beaume, 75008 PARIS.

LECT. CORRECTEUR

pour préparation de copie, relecture d'épreuves et mise en page. Ince dans le domaine de

Clinique BIZET
23, rue Georges-Bizet,
75116 Paris. Urgent rech
MANIPULATEUR RADIO Diplômé. Expér. souhsitable. P. R.V. : 723-78-28 p. 3037.

Le Centre d'informations Financières organise des etiges à Paris et Verselles pour recruter des CONSEILLERS CONSEILLERS

de premoter. Tél. 500-24-03, poete 42.

Clinique BIZET
23, rus Georges-Bizet
78116 Paris. URGENT rech.
MANIPULATEUR RADIO
Dipitimă. Expăr. souhainable
Pr R.V. 723-78-26, p. 3037.

Tél. pour R.V. : 266-41-41 + 4, rue de l'Arcacie, Paris-S' Mr Madeleine ETT...

UNIVERSEL SECRÉTARIAT recrute urgt pour poste stable

ques house, après-mid, à per-ques house, après-mid, à per-tir de 15 h, de préférence ar-sien charifeur de troi retraini. Téléphoner pour rendez-vous au (1):883-10-63 et/ou (1):727-82-03. CHEF DE SROUPE

Simmons

Recherche

DES JEUNES CADRES DE GESTION ADMINISTRATIVE

Souhaitant un développement de carrière dans le domaine de la gestion administrative : • ayant le goût du management d'une équipe ou d'un projet,

• motivés par l'utilisation de systèmes informatisés de gestion.

Ils devront posseder 2 à 5 ans d'expérience professionnelle en entreprise commerciale, de préférence dans des activités de gestion administrative.

Les candidats doivent être diplômés d'une Ecole de Commerce ou de Gestion (HEC -

ESSEC - ESCP - ESCAE - IEP PARIS) ou titulaires d'un doctorat de 3º cycle de gestion.

Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en anglais et l'acceptation du principe de la mobilité géographique.

Nos postes sont à pourvoir à Paris et en

Adresser lettre de candidature et C.V. à IBM France - Département Recrutement 2, rue de Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence DASO - M - 8/5

Jeune diplômé, vous avez choisi un secteur d'activité dynamique de pointe: l'informatique. Pourquoi pas vous réaliser dans une SSII?

Des postes formateurs et évolutifs vous y attendent.

SG2, groupe puissant de 4500 personnes, poursuit sa rapide expansion et vous propose d'acquerir son savoir-faire dans les domaines de pointe suivants: Conception et réalisation de systèmes de gestion -Plan informatique, - Méthodologie d'analyse et de gestion de projets, - Architecture de systèmes, - Génle logiciel, - Conception et utilisation de réseaux, - Réseaux locaux, - Bases de données répartles, Monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourres ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, aux structures souples, à la hiérarchie courte, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer la responsabilité de votre évolution personnelle. Les postes sont à pourvoir à Paris.

Ingénieurs et universitaires option informatique,

SG2 et votre enthousiasme: une évolution certaine.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf. YR 23 M, à SG2: 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2: L'informatique des idées et des hommes.

Un chef de projet pour développer notre informatique

Nous sommes la filiale française d'un groupe américain parmi les 50 premiers mondiaux, leader dans l'équipement de la maison. Notre bonne santé financière, la progression de nos parts de marché, nous amènent à consolider nos positions en développant-notre informatique par la mise en place au siège et dans

En llaison étroite avec notre Directeur Financier, vous définirez le plan informatique à long terme, planifierez les projets de développement, assurerez la conversion IBM 34/36 et la mise en œuvre de nouveaux systèmes de gestion, en particulier pour la production.

Vous avez su moins la trentaine, une formation de type ingénieur ou Miage et une expérience sur IMB 34/36, dont 2 ans en qualité de Chef de Projet avec la mise en application de MAPICS.

Votre capacité à former et à animer une équipe, la qualité des relations que vous saurez établir avec les utilisateurs et de bonnes connaissances de l'anglais, feront le reste. Le développement de l'entreprise et de son informatique rendent le poste très évolutif. Vous voudrez bien adresser votre candidature (lettre, CV, photo et salaire actuel) qui sera étudiée en toute

confidențialité à : SIMMONS, 6/10 Qual de Saîne, 93206 Saint Denis Cedex 1.



telesystemes

Ingénieurs Commerciaux : l'information et la micro vous intéressent!

Partie Andrews Control

Enrichissez vous et complétez vos compétences

- Ingénierie de l'information
- Progiciels clés en mains Réseaux locaux de bureautique

Envoyez CV + photo & Elie A. DILOUYA 40, rue du Cherche Midi - 75006 PARIS.

Nous sommes une P.M.E. d'un militier de personnes dans le domaine A la suite d'une réorganisation, notre directeur recherche un

Jeune financier futur n°2 **Paris**

Nous your confierons la responsabilité des prévisions économiques, de la politique et des plans de financement, du contrôle budgétaire. ainsi que la gestion de la tresorerie, en l'iaison étroite avec les banques. Ce poste conviendrait à de jeunes professionnels de la finance, rompus aux techniques de gestion et de financement et aux relations efficaces avec les banques depuis au moins cinq années. Une formation commerciale supérieure vous permettra de devenir rapidement le bras droit de notre directeur général. Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre+CV+ photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence B312/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

A COMPTER DU 2 MAI 1984

· LES ANNONCES CLASSÉES

Le Monde

seront reçues par téléphone de 9 h à 18 h du lundi au vendredi

au 555-91-82.

DEMANDES D'EMPLOIS

ESPAGNE

H. Universitaire, Quadrilingue, Excellent gestionnaire et commercial, th. situation en Espagne dans tourisme, hôtellene, P.M.E. Ecr., s/m 6.619 le Monde Pub., sen/ice ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme secrétaire de di-rection spécialisée informati-que, cherche emplo Paris-Nord ou banisee 60-95-93 cause déménagement. Libre rapidement a nécessaire. 7 ans d'ex-périence. Sérieuses références. TELL SE LA LES DESTRUCTIONS. Tél. 16 (4) 421-48-20.

Jeune homme, D.E.A. Droit des affaires et Droit économique (Sorbonne) ch. 1° amploi.

Socio-économiste, exper, en-seign, recherche 8 ans au Bré-sit, cherche emploi ou mission. Etr s/m 3.304 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES.

infirmière D.E. 73, 10 ans d'exp., rech. poste temps plein Paris qu proche banieue dans ber, banque ou entreprise. Ecrire sous n° T 045.505 M Régie-Presse 7, rue de Monttessuy, 75007 Pans.

GÉOLOGUE, DOCT. 3º cycle pétro, Etud. ttes prop. France, étrang. Ecr. J.-M. Belin, 3 bis, rue Mizzery, 038000 GANNAT.

à domicile

Secretare traductince trançais,

Les préretraités ont subi une perte de pouvoir d'achat

catégorie s'est développée depuis quelques années : celle des préretraités, gonflée ou freinée au gré des mesures spécifiques - garantie de ressources, licenciement puis démission, contrats de solidarité et conventions du Fonds national de l'emploi - qui sont venues apporter depuis maintenant quatorze ans une solution au chômage des salariés âgés, ou ont permis leur départ pour favoriser l'embauche de jeunes.

Que des dispositions fonctionnent encore, comme les conventions FNE, dont le nombre s'accroît au rythme des suppressions d'emploi, ou qu'elles soient en voie d'extinction naturelle (comme les contrats de solidarité ou les garanties de ressources, dont l'accès a été fermé). elles représentent, du point de vue du statut des bénéficiaires, un bien curieux cas, à mi-chemin entre le régime de retraite aux règles éta-blies et la position du salarié ou même du chômeau.

Or, dans ce no man's land, on trouve près de huit cent mille personnes àgées de cinquante à soixante-cinq ans (1). Elles sont éparpillées en sous-catégories selon le dispositif particulier dont elles relèvent, voire sont totalement émiettées en fouction de leur âge et de leur date d'entrée dans l'un ou

C'est ainsi que les préretraités qui nité de garantie de ressources ont vu leur salaire de référence relevé de 4% au 1" avril, comme les chômeurs indemnisés par l'UNEDIC, qui dépendent comme eux du régime d'assurance, en attendant la prochaine revalorisation, qui dolt intervenir au l'octobre prochain.

« Inégalités entre préretraites »

Dans le même temps, les bénéficiaires des contrats de solidarité et des conventions FNE, qui dépendent de l'Etat depuis la mise en place du nouveau régime d'assurance-

chômage, attendent de savoir quel sera le montant de la revalorisation à la même date du la avril, et nourrissent quelques craintes. La CGT s'oppose d'ailleurs au projet du gou-vernement de ne consentir que 1.80 % et a stigmatisé, dans un com-muniqué publié le 26 avril, la créa-tion d'= inégalités eure les préretraités - si le projet de décret soumis à la commission supérieure de l'emploi n'était pas modifié. La CFDT a fait de même, le 3 mai, en soulignant que ces salariés avaient accepté de partir « pour permettre l'emploi des jeunes -.

L'inquiétude des centrales syndicales rejoint, en cela, celle de sénateurs centristes, MM. Ceccaldi-Pavard et Machet, qui, la semaine passée, interrogeaient M. Jack Ralite aur la baisse du pouvoir d'achat constatée par les préretraités et avançaient même perte de 20 %. De fait, si le chiffre paraît excessif, il peut correspondre à un cas de figure où le préretraité aurait subi l'addition de toutes les mesures restrictives intervenues depuis le décret de novembre 1982, qui avait pour objectif de limiter les dépenses de l'UNEDIC.

La liste est longue de ces économies qui ont en effet frappé les préretraités à des titres divers.

Il y a d'abord eu, pour certains, la revalorisation décidée pour 4,60 %, qui ne sut finalement que de 1,6 % un raison des contraintes (inancières de l'époque. Puis il y eut les revalorisations au titre de l'année 1983, qui s'élevèrent à 8,16 % quand la hausse des prix était sensiblement plus forte. Enfin, il y eut, au nom de la solidarité, l'augmentation de 3,5 % de la cotisation d'assurance-maladie. ainsi portée à 5.5% pour les préretraités dont le revenu est supérieur au SMIC. A cela, il convient d'ajouter la modification du mode de calcui de la rémunération de substitution, qui passait de 70 % du salaire de référence à 65 % de ce salaire pour la partie inférieure au plafond de la Sécurité Sociale (8 110 F) et à 50 % pour la partie supérieure.

De plus, l'application au 1 avril et au 1 novembre de la revalorisation pour les personnes intégrées dans le dispositif depuis six mois au minimum a pu entraîner jusqu'à onze mois de blocage de la rémunération pour les « entrants » les moins

Au total, observait M. Oswald Calvetti, secrétaire confédéral de la CGT, au cours d'une conférence de presse le 25 avril, « la chute du pouvoir d'achat a été générale mais différente selon les cas ». Il faisait sinsi écho aux protestations des mateurs centristes, devant lesquels M. Ralite, au nom du gouvernement, exprima ses - réserves - sur la réalité du préjudice subi, mais n'en souligna pes moins qu' = un inspec-teur général des affaires sociales a été chargé du dossier des prêre-

« Les engagements ne sont pas respectés »

sur cette question ».

traites » alin « de faire la lumière

Quoi qu'il en soit, la CGT se montre, pour sa part, déterminée à exploiter ce dossier. Le statut si particulier des préretraités a pour conséquence, à ses yeux, que « les engagements pris (...) ne sont pas respectés », et que, victimes de l'atomisation des situations, ils doivent renouer avec l'action syndicale. A ce sujet, la CGT ne manque pas d'observer que des associations sont nées pour défendre les intérêts des préretraités, qui dirigent l'essentiel de leurs critiques à l'encontre du gouvernement, ignorent la responsa-bilité du patronat et, comme l'UNAPA, le 4 mai, contestent le

montant de la revalorisation. « Ce sont pourtant le CNPF et la CGPME qui, en dénonçant l'accord sur l'UNEDIC en 1982, ont créé de telles conditions », note M. Calvetti, en rappeiant que les salariés agés ont souvent pris leur décision après avoir obtenu des assurances précises sur le niveau de rémunération et la qualité des protections garanties. Les préretraités doivent se retour- 35 000.

ner contre leurs employeurs, pour suit M. Calvetti, et ce d'autant plus que leur situation s'apparente à celle d'un travailleur licencie soumis à une allocation révisable. » De toute cette affaire, la CGT

tire argument pour réaffirmer sa revendication d'une préretraite à cinquante-cinq ans - pleine et entière - accordée aux salariés exercant des travaux pénibles, tandis que, sans conteste, nombre de préretraités regrettent maintenant leur choix et font connaître leur rancœur. L'UNAPA met d'ailleurs en garde les actifs désirant partir en prére-

Comment en est-on arrivé là? L'existence de deux systèmes d'indemnisation aboutit à une incohérence. Tandis que les chômeurs de moins de cinquante-cinq ans et les préretraités en garantie de ressources de plus de soixante ans, pris en charge par l'UNEDIC, se voient attribuer une revalorisation uni-forme de 4 %, les préretraités âgés de cinquante-cinq à soixante ans, maintenant à la charge de l'Etat, se voient appliquer le même relève ment que celui accordé aux retraités, sans qu'il soit tenu compte des efforts consentis, de la rupture ainsi provoquée dans la chaîne des indemnisations, ni de l'antériorité des mesures qui les touchent. Est-ce vraiment une bonne solution ?

ALAIN LEBAUBE

(1) Les bénéficiaires de la garantie de ressources, agés de soixante à soixante-cinq ans, sont 428 300, et il n'y a plus de nouveaux entrants depuis l'abrogation, le 5 juillet 1983, du dispo-sitif. Les bénéficiaires des contrats de solidarité, âgés de cinquante-cinq à soixante ans, sont 180 000, auxques s'ajoutent les 21 000 cessations anticipées d'activité de la fonction pubique. pece d'activité de la renction puriod Le système sous cette forme est abrogé depuis le 1st janvier 1984. Les bénériciaires des conventions FNE, âgés de cinquante-cinq à soixante ans, sont 89 000, et les allocataires de la convention de la sidérurgie, âgés de cinquante soixante ans, sont actuellement

LE BILAN DU CNPF

Autocritique, satisfecit et mise en garde

A l'occasion de la journée travail, on cherche toutes les d'études sur «les retraites de mesures pour éviter les licenciedemain» organisée le jendi 3 mai par le cabinet Eurosearch, M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, a dressé un bilan des préretraites après douze ans de fonctionnement : un bilan qui a été à la fois une autocritique, un satisfecit et une mise en garde pour l'avenir.

Autocritique : née d'un «accord Boulin-Ceyrac en réponse à la com-pagne syndicale pour la retraite à soixante ans», la préretraite a créé, dès le départ, parce qu'elle était réservée (sous la forme garantie de ressources-licenciement) à ceux qui perdajent leur emploi, une «équivoque- durable entre la retraite et l'assurance-chômage. Cette confu-sion va heureusement disparaître, du moins M. Chotard l'espère, avec la mise en place de la «structure financière» chargé de payer les préretraites au-delà de soixante ans et donc d'abord de « liquider le passé» avant de soutenir les régimes complémentaires de retraites.

Cette équivoque a peut-être été l'une des raisons du «succès inci-tendu» de la formule auprès des salariés. En tout ces, a recons M. Chotard, celle-ci a été aussi- très appréciée» des employeurs.
 Elle leur a permis d'adopter une nouvelle politique de gestion du personnel», de rajeunir celui-ci, parfois d'-adopter de nouvelles stratégles», et souvent d'améliorer la polyvalence et élever les qualifica-zions». Outre cette «souplesse», le tions. Outre cette - soup système a «accru la mobilité du personnel, ce qui est appréciable dans un pays où elle est si peu de mise-. Même si la préretraite a été - particulièrement intéressante pour les grosses masses », l'ensemble des entreprises y ont trouvé des avan-

Satisfecit donc. Mais la formule. selon M. Chotard, comporte un risque, qui s'est révélé et accusé avec le temps : c'est « la tendance à géné raitser les préretraites dans les entreprises en difficulté ». « Pour dégager les effectifs, aujourd'hui, avant même l'intervention des syn-dicats, du préfet, de l'inspecteur du pourra contrôler».

ments - et l'on recourt systematiquement aux préretraites - à partir de cinquante-cinq ans maintenant, Une évolution que M. Chotard juge dangereuse pour les retraites, parce qu'elle peut, - si nous n'y prenous garde, déséquilibrer à nouveau le rapport entre actifs et inactifs et mettre en cause le droit au travail après cinquante-cinq ans », "

La mise en garde, au-delà da public de la journée d'études, com-posé en majorité de responsables du personnel, valait aussi pour les sala-riés en général. En effet, M. Chotard a rappelé ensuite les exigences du CNPF en matière de protection sociale : - Tant que l'on n'aura pos procedé à des réformes profon sur les charges des entreprises, nous n'accepterons aucune charge sup-plémentaire. » Si l'on doit choisir entre l'effort de formation et an effort pour la retraite anticipée, pas question non plus de - sacrifler - la formation... Après tout, - dans un pays industrialist, les retraités ne peuvent être à l'abri des à-coups économiques, pas plus que les sala-

Même si cette prise de position était adoucie par l'affirmation d'un devoir de justice - à l'égard des retraités, il est clair qu'après l'assurance-chômage le patronat juge encore sécessaire d'autres mises à jour de la protection

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

T. Back

Late Sign in the sign of the

-20-25-21

4

amendam i dec 🔅

The Same of States &

The second second

Salar Salar Salar

10.00

1000 1000 1000 1000 1000

 $v_{i,j} = v_{i,j} + \delta_{ij}$

- Sayahara

o « Ultimatem » des éleveum de porcs du Finistère aux pomoirs pa-biles. — Les responsables de la section porcine de la FDSEA et du CDJA du Finistère out lancé un nouvel ultimatum aux pouvoirs pu-blics face à la dégradation des cours du marché du porc, afin d'obtenir un tombés en dessons de 10 F. Le communiqué est essorti d'une mise en garde contre - des actions de désespoir - que le -syndiculisme ne

OFFRES D'EMPLOIS

- OFFRES D'EMPLOIS -

GRACE

Excellente opportunité dans l'Audit informatique

Le groupe WR GRACE (82 000 personnes dans 40 pays), occupe une place de premier plan en Europe avec une expansion soutenue de ses activités liées à la chimie (700 M\$, 7500 personnes). Nous avons su allier l'expérience et la technologie d'un grand groupe à la souplesse d'une entreprise autonome. Dans le cadre d'une décentralisation progressive du système de traitement de l'information de nos deux divisions E.T.D.D., E.D.D. et pour mieux répondre à nos objectifs de développement, le Directeur of Information Systems, E.T.D.D., crée le poste d'Auditeur informatique.

Il aura comme tâche d'assurer l'efficacité et la fiabilité du développement informatique présent et futur de nos filiales avec mission de garantir le respect des normes et procédures de contrôle, principalement au niveau :

des objectifs du plan d'ensemble,

 de la cohérence et la rentabilité des applications existantes. de la méthodologie de développeme

Le candidat que nous retiendrons auto nécessairement des qualités de gestionnaire confirmées par une formation supérieure (CA, CPA, Grandes Ecoles françaises de Gestion) et acquises pendant 4/5 ans, de préférence au sein d'une cabinet d'audit international. Il sera déjà familiarisé avec les techniques d'audit informatique La fonction nécessitant des contacts avec tous les niveaux, il aura une parfaite maîtrise de l'anglais,

Basé à Paris, il effectuera des déplacements courts mais fréquents. La rémunération tiendra compte du niveau d'expérience et de la qualité des candidats.

Merci d'adresser lettre de candidature. CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 31004 à Rudolph von Raesfeldt - TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 Paris

division de SYSTEMA

Gronb Executive automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

LANCIA PRISMA

Comme aux U.S.A., voulez-vous utiliser des techniques d'avant-garde en matière de recrutement?

• tests génétiques • thème astral • vidéo et autres...

Avec le cancours de spécialistes, Jean-Pierre GALLAND les applique avec succès et les adapte à votre type de recrutement, pour un coût inférieur aux techniques traditionnelles. Pour prendre contact avec Jean-Pierre GALLAND ou participer à une présentation, sans engagement de voire part, écrivez à :

Joan-Pierre GALLAND, 1 rue de Cheillet 75016 PARIS.

Nous prions les lécteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de voujoir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'immobilier. REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

3° arrdt **76. RUE ARCHIVES**

LOT. EXCEPTIONNEL pe jour et demain, 10/19 h. 804-61-63 - 887-66-00.

5° arrdt Vds très besu studio, 38 m² uis., s. de bris. 5° étage, asc., ue sur Arènes de Lunbon. Permit état. 480.000 F. Téléphone : 707-57-84,

7º arrdt 130 m² CARACTÈRE.

RUE DE LILLE S/BIBLE COUR INTERIOURE CALME PARFAIT

JOLIE DÉCORATION Bellimm, anders 1,700,000 F. SAINT-PIERRE, 563-11-55, 9º arrdt SAINT-LAZARE

2 P., ASC. BAINS

16° arrdt DIVERS 16

18° arrdt

de 12 à 16 C.V. VENDS COUPÉ MERCEDES 250 C.E. ETAT EXCEPTIONNEL. Téléphane: 434-47-23 ou 009-39-45.

boxes - parking INVESTISSEUR

le bon choix exceptionnel REVISIONS GRATUITES 1An ou 25 000km PARIS 14° (1) 539.57.33

20 EXCEPTIONNEL SELLE RÉMOVATION LOFT TERRASSE 8.000 F is m²

DUPLEX A RENOVER
3/4 P., ASC. 7.000 F. is m²
os jour et demain, 10/19 h.
40, rus BELLEVILLE
Téléphone: \$36-46-64,

Hauts-de-Seine SAINT-CLOUD, proche métro, bus, train, 3 p., cuis., s. de bris, stdg, poss. box. Px 590,000 F. 602-67-79 et 820-84-49 (nip.).

NEUILLY TERRASSE

Seine-Saint-Denis Porte de La Villette, métro di-rect Opére, 3 pièces, cuiene équipée, salle de beine, w.c., cheuffage central, terrasse, ac-leil, cave. Petires charges. 280.000 F. 7dl. 348-34-71 sprès 18 heures.

Province LAMORLAYE LELYS-CHANTILY appres neuts, 2-3-4 pièces, gd living, haut standing en construction. 6.500 F 4c m². TTC. Visits aur R.V. Tél. (4) rel. 300.000 F. 503-12-13. construction. 6.500 F 4e m². TTC. Visite sur R.V. Tél. (4) 421-54-79 - (4) 421-59-27.

10 minutes de Strasbourg. Appartement de rapport. Standing 105 m², 5 pièces cave, garage, 550.000 F Téléphone: (88) 20-55-26. Dans Immeuble pierre de taille. Propriétaire vend 2/3 pièces LIBRES, 2, 3, 4, 5 pièces OC-CUPÉES et dernier érage à arnénager. RCI – 758-12-21.

18" EXCEPTIONNE 2 P. ASC., TERRASSE

19° arrdt 7.000 F LE m2 Mª Pte des illes, imm. récent, ti cit. 6º ét. s/jard., soleil, studio, antrée, cuisine, baine 41, BD SERURIER, samedi dimanche, 14 à 17 h.

20° arrdt 70 m². 510.000 F. appartements achats Recherche 1 à 3 P. PARIS préfére rive gauche évec ou sans travaux PAIE CPT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

ST-PIERRE. 563-11-88 RECH. TRES BEAUX APPYS gdes surfaces ou Hôtels Part. PARIS ET OUEST 28. r. Washington, 75008 Paris.

non meublees offres

Paris LOGEMENTS A L'OUER Nombreusse LOCATIONS

locations non meublees demandes

Paris Pour logar cadres supérieurs et employée mutés. MPOSTAWT GROUPE SANCAIRE rech. DES APPTS 2 à 8 P., même loyar élevé ou villes Paris benisses. 504-60-00, p. 12.

(Région parisienne) Pour Stés européennes cherche villes, pevillons pour CADRES 889-89-66. Tél.: 283-57-02.

locations , meublées offres

Paris poes, tost confort, tél. Prox. métro Vanves, vis. s/pl Ag. s'abstenir. 830-45-82.

bureaux Locations : VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitutions de Sociétée Constitutions de Souve-Démarches et tous services offichonique 355-17-50.

CRÉATEURS d'entreprise SIÈGES SOCIAUX CONSTITUTIONS STÉS

ASPAC 293.60.50+ VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F.

pavillons

Sentieue Est, 800 m gara, bus. RER, tous comm., écoles. Maison Indiv. Esta impaccible. Gde cuis., séj-asi, en L. 3 ch., sale de b., sale d'eu., 2 w.c. joulat., che vitrage, cellier, garage, jardin terresse sens vira-vis. 430,000 f. à débatte. Téléphone: 029-28-04.

viagers Etude LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XP. 76L 355-61-58. Spécialiste viagara. Expérience, discrétion, conseils.

CNOF **tatisfecit**

garde Property of the second Personal des productions of the second The second of th makes according to the state of Mary Conference of the State of the same of said and Mark and the second sec Control of the second of the s The state of the s Particular of the State of Sta The same of the sa Mind the same of the same

METERS 4 141 22 14 51 Mark all -6

Before a Subsection . Property of the Control of the Contr

- 1 To 1 To 2 CAR III (機能療物) かっこう A William Street

Control of the state of the sta

Manual or a replace PRINCIPAL CONTRACTOR OF THE PRINCIPAL CONTRACTOR OF T NOTE OF THE PARTY OF

🖷 a 🖟 frome ar amie e des ejege deter the Postations are payed

200

PA REPORTER STORY INT

- M. Pierre Vanlerenberghe, secré-taire général de l'Union confédérale des ingémeurs et cadres UCC-CFDT, vient d'estimer, à propos du «contrat de confiance» des cadres présenté par M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, au conseil des ministres du is avril, que c'est sur le rôle des cadres que « le gouvernement innove le plus ». « Les cadres sont reconnus . le plus », « Les cadres sont reconnus pour ce qu'ils sont, les agents essentiels du changement économique, social et technique dans la mesure où ils prennent des risques. Un ensemble de mesures confortent ce discours. Resie à le faire passer dans la pratique quotidienne des mbissières et de la gauche en général. » Plus concrètement, l'UCC-CFDT considère que le contrat de confiance comporte « peu d'actes et de mesures spectaculaires », mais « beaucoup de grain à moudre ».

FO DÉCIDE DE QUITTER

L'INTERSYNDICALE

DE LORRAINE

Force ouvrière a décidé de quit-ter, comme elle l'avait déjà laissé

entendre, l'intersyndicale interpro-

fessionnelle de Lorraine, M. Marcel

Metz, secrétaire régional de FO, a

expliqué, le 5 mai, cette décision en

ces termes 1. «. La politisation de la

manifestation du 13 avril à Paris

par la CGT et le Parti communiste

et maintenant la nomination de M. Chérèque comme préfet délégué au redéploiement industriel, posent

des problèmes à ceux qui veulent

Dans l'use des fédérations FO, celle de Mosaile. La décision de retrait n's toutefois été acquise.

samedi en congrès, qu'au terme d'un

« débat houleux », selon son secré-taire, M. Jean-Marie Ravenel.

Les quatre autres organisations de

l'intersyndicale de Lorraine (CGT, CFDT, CFTC, CGC) et la FEN de

LE «CONTRAT DE CONFIANCE» DES CADRES

L'UCC-CFDT réclame un allégement

de la « surtaxe progressive »

Regrettant « l'absence d'un second volet » sur la réduction des prélèvements obligatoires, M. Van-lerenberghe a réclamé, pour les cadres, une modération fiscale passant « par un allègement de la surtaxe progressive; voire ta suppres-sion», l'évolution de la fiscalité et de la paraliscalité depuis trois ans ayant été vêcue « comme d'autant plus lourde que son utilisé réelle n'est pas perçue » « C'est une condi-tion indispensable, a-t-il ajouté, pour que soit entendu l'appel fait aux cadres de reprendre l'initiative. C'est à ce prix que le débat sur la solidarité pourra être repris ulté-rieurement sur des bases plus roines.

L'UCC-CFDT refuse - par avance toute mesure qui consisterait à introduire des conditions de ressources pour le paiement des allo-cations familiales ».

DES PATRONS DU SNPMI DÉMÉNAGENT UNE ENTREPRISE

PRÈS DE ROUBAIX

[De notre-correspondant.] Lille. — Une cinquantaine de militaris du Syndicat national du patronat moderne indépendant patronat moderne independant (SNPMI) sont intervenus samedi dans une entreprise en liquidation de biens à Hem, près de Roubaix, dans le Nord, pour déménager trente tonnes de matériel que le personnel entendait maintenir dans l'usine. Spécialisée dans la fabrication de matériel de boulangerie. Pentreprise l'ude qui avait déposé l'entreprise Jyde, qui avait déposé son bilan le 10 octobre 1983, était mise en liquidation de biens per le tribunal de commerce, qui pronon-çait en même temps le licenciement économique des vingt-sept sa-lariés à compier du 30 avril. Le 19 mars dernier, constatant que des machines avaient été déménagées, une partie du personnel déci-dait l'occupation des locaux.

Deux cadres auraient décidé de reprendre l'activité avec onze anun communiqué, à Metz « leur
volonté de persister dans l'action
unitaire pour aboutir à la révision
du plan acter et à une véritable
diversification s'appayant sur les
industries de base existantes ».

LES RÉSULTATS DÉFICITAIRES DE THOMSON

La mauvaise surprise du secteur «grand public»

«L'exercice 1984 sera encore déficitaire pour le groupe Thomson, mais l'objectif du retour aux béné-ficas en 1985 se confirme », a indi-qué M. Alain Gomez, PDG du groupe, à l'occasion de la présenta-tion des comptes 1983 de la maison mère Thomson SA et de sa princi-pale filiale, Thomson-CSF. Même si l'on attend pour cette dernière un nouveau déficit global pour 1984, le compte d'exploitation de Thomson-CSF devrait retrouver son équilibre dans le courant du second semestre.

An total, les comptes consolidés de 1983, qui ne seront pas arrêtés avant juin, ferent ressortir une perte de 1 200 à 1 300 millions de francs, contre 2 207 millions de déficit en 1982 (le Monde du 4 mai).

Rendus encore plus complexes par les profondes modifications de structures intervenues l'année dernière (filialisation, cession on acquiaition d'activités) et la mise en conformité des comptes aux règles des andits internationaux, les résultats de 1983 de Thomson permettent cependant de dégager quelques grandes orientations

Par type d'activité, si la branche militaire gagne toujours bien sa vie, la communication, le médical et les composants out encore perdu de l'argent en 1983. Pour la communication, dont la CGE a désormais la section, les pertes viennent surtout de la société LTT. Les composants ont connu une amélioration en raison de l'angmentation sensible de la demande, de même que le médical où « la remise en ordre de la gestion et le démarage de la production industrielle des scanners out fait sentir loure effets ». sentir laurs effets ».

Chez Thomson SA, les pertes pro-viennent surtout des moins-values de cession de Thomson Jeumont Cibles (300 millions de francs) et du défi-cit de plus de 100 millions de la SODETEG, la société d'ingénierie du groupe, du notamment aux mau-vaises conditions d'un contrat à l'étranger. La surprise désagréable vient en fait du grand public. Cette branche a emegistré, pour la première fois depuis bien longtemps, un déficit d'une centaine de millions de francs. Le marché français en est, selon les dirigeants du groupe, le principal responsable en raison de l'atonie de la demande des consom-mateurs et du blocage des veutes de

magnétoscopes consécutif à Poitiers. En revanche, sur les autres marchés curopéens, notamment en RFA, le groupe a été bénéficiaire.

Le danger

des demi-mesures Le bilan plus que nerroyé, les frais généraux comprimés (1), les nouvelles structures définies, les rectifications de frontières effectuées, le contrat saoudien Shahine 2 obtenu. l'horizon du groupe Thomson est apparemment déblayé. Si un bon bout de chemin a été fait, la partie est loin cependant d'être encore gagnée. Le groupe Thomson, les pouront-ils faire face aux besoins financiers de la branche composants qui se chiffrent en milliards de francs? Rien ne serait pire en ce domaine que les demi-mesures, l'argent injecté l'étant alors en pure

perte et se révélant insuffisant pour rattraper le retard. Mais c'est peut-être de la branche grand public que dépend le plus l'avenir du groupe. Ordinateurs domestiques, magnétoscopes, vidéo-disques, nouvelle génération de téléviscurs, etc., Thomson se doit d'être présent dans tous ces domaines grands consommateurs de capitaux et où les erreurs ne pardonnent

guère. Si M. Gomez s'est montré fort discret sur les négociations en cours avec Philips pour le développement en commun de certains de ses pro-duits, il n'a pas caché qu'une coupration européenne serait facilitée par une protection douanière tempo-raire du marché de la CEE. Ainsi les constructeurs européens viennent-ils officiellement de demander à la Commission européenne de plaider pour un relèvement des droits de donnes pour les tubes de TV, la hi-fi et les magnétoscopes afin de donner le ballon d'oxygène nécessaire aux industriels du Vieux Continent des les leurs leurs contra les grantes dans leur lutte contre les groupes japonais. - Sans une telle protec-tion, ajoute M. Gomez, la logique et l'intérêt des firmes seraient alors de conclure des alliances hors de l'Europe. » Bref. pour la PDG de Thomson, Bruxelles et les gouverne-ments des Dix doivent apporter leur pierre à l'édifice européen, sinon... J.-M. QUATREPOINT.

. (1) Les coupes claires effectaées au siège social et dans les frais généraux se servient traduites par une économie de 200 millious de francs en 1983.

M. DELORS AU KOWEIT

Paris cherche à attirer les capitaux de l'émirat

Delors, est depuis dimanche au Kowett. Sa visite, qui doit durer jasqu'à mardi, a notamment pour but d'accroître les investissements kowetiens dans les entreprises françaises (1).

Répondant à l'invitation du ministre du petrole et des finances, Sheikh Ali Al Khalifa Al Sabah, M. Delors doit participer pendant son séjour à la commission mixte de coopération économique. Une convention fiscale doit être

signée (2). Des négociations sont engagées depuis un an entre les deux pays pour obtenir de l'émirat un très fort développement de ses investissements linanciers en France notamment dans les secteurs des industries de pointe et la pétrochimie.

Paris sonhaîte ouvertement que l'Etat pétrolier, qui joue un rôle important d'investisseur internatio-nal, augmente sensiblement ses par-ticipations financières en France, comme il l'a fait en RFA (Volkswagen, Hoechst, Daimler-Benz...) ou en Grande-Bretagne.

Jusqu'à présent, le Kowelt a limité ses interventions dans deux sociétés de placement françaises, l'une axée sur la région Rhône-Alpes, la Siparex et l'autre à vocation nationale, la Sofinova. Le Koweit a créé avec le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) une société, la Sidem.

Les plus importants investisse-ments du Koweit ont été faits dans l'immobilier (Palais de la Méditerranée à Nice, immeubles du Lido, à Paris...). Au total, le portesenille figancier koweltien est d'environ 5 millions de dollars en France contre 8 milliards de dollars en RFA ou 1,5 milliard en Grande-Bretagne.

Le Koweit semble surtout intéressé par les petites ou moyennes entreprises de secteurs de pointe : électronique, bureautique, télécom-munications ou chimie, notamment.

De son côté, le Kbwelt a également marqué son désir de racheter ou de constituer un réseau de distribution pétrolière en France ainsi que d'y acquérir une participation dans le raffinage. Des contacts auraient été pris avec les groupes français Elf-Aquitaine et Total.

Le ministre français de l'écono-mie et des finances, M. Jacques si les compagnies pétrolières dont les activités de raffinerie sont déficitaires seraient favorables à y associer des capitaux kowettiens, elles seraient nettement plus réticentes à l'arrivée de la Koweit Oil Company dans le secteur de la distribution.

(1) Voir dens le Monde du

14 février l'article de M. Maurus. (2) En fait un avenant à la convention fiscale de 1981 doit tenir compte de l'impôt sur la fortune et éviter ainsi les désinventissemente de l'impôt désinvestissements de Koweitis, Misi-dents (en France), notamment dans

LE CHOMAGE N'ÉPARGNE PAS LE JAPON

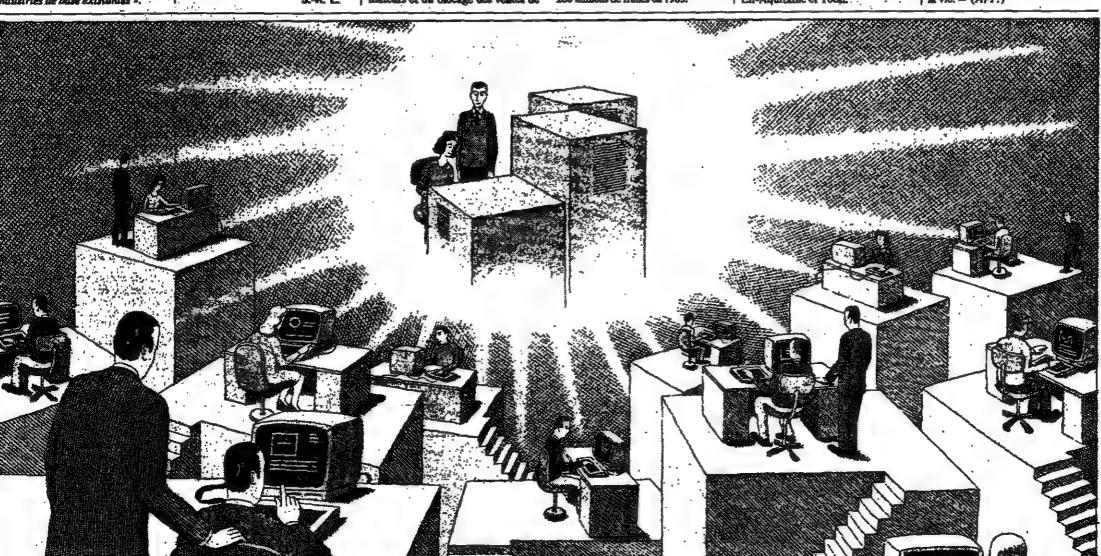
Le nombre des chômeurs au Japon, en 1983, a atteint 1570000 personnes (+ 9,8 % par rapport à 1982), représentant 2,7 % de la population active. Ce taux est le plus élevé enregistré depuis 1953, année où furent établies les pre-

mières statistiques. M. Ichiro Nakanishi, directeur de cabinet du premier ministre, a attribué cette augmentation à l'instabilité de l'emploi dans le commerce de gros, de détail, dans les services, ainsi qu'à la part croissante de femmes - notamment de femmes au foyer - recherchant un emploi à temps partiel.

La population active du Japon a augmenté de 1,3 %. Elle atteignait 57,3 millions de personnes à la fin du mois de mars, selon les chiffres officials.

ITALIE

o Ralentissement de l'Infiation. - Les prix à la consommation ont augmenté de 0,7 % en avril. Pour la première fois depuis décembre 1978, le taux annuel d'inflation est descendu sous la barre des 12 % au mois d'avril, se situant à 11,7 % contre 16,6 % en avril 1983. Le gouvernement, qui s'est donné pour objectif de ramener l'inflation à 10 % en 1984, s'efforce de contenir les hausses des tarifs publics et de faire approuver au Parlement un décretloi ralentissant les mécanismes d'indexation des salaires sur le coût de la vic. -(AFP.)



INFOSERVICE DE CISI. L'INFOCENTRE OPERATIONNEL

INFOSERVICE, la solution infocentre de CISI, est le moyen efficace et opérationnel pour décentraliser l'informatique dans l'entreprise, et mettre l'information factuelle ou textuelle directement à la disposition des

L'INFOSERVICE, c'est un ensemble cohérent de progiciels: ATHESA pour l'accès aux données, PRIAM pour

la modélisation, CISIGRAPHE pour la représentation gra-

phique, CISTEXTÉ pour le traitement de texte et SPI-RIT pour la recherche documentaire,

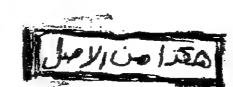
L'INFOSERVICE CISI s'installe sur les systèmes BULL CISI propose une méthode unique de mise en place de l'INFOSERVICE : le banc d'essai sur le réseau CISI-NET, qui permet de valider une application concrète

avant de prendre la décision d'installation chez soi.

Bien'sur, CISI garantit la formation du personnel et la maintenance des produits INFOSERVICE, tous utilisa-



Pour en savoir plus si Direction du Marketi	ur TENFOSERVICE CISI, adressezvious à : CISI ng 35, bd Brune - 75680 PARIS CEDEX 14
	Perom
Société	Fonction
Adresse	
Couls anded	Tel



VENTE a saisie immobilière le M. RDi 15 MAI 1984, à 13 b 30 UN PAVILLON élevé s./s-sol d'un rez-de-ch. et 1 &t. à DRANCY (93) 54 et 56, rue Danton

M. à P. : 60 000 F S'adr. M' B. LEOPOLD-COUTURIER. av., 14, r. d'Anjou. Paris-8, 265-92-75. Tous av. pr. trib. gde inst. Paris, Bebigny, Nanterre, Créteil. S/lieux pour vis. Palais de Justice d'EVRY (91) le Mardi 15 Mai 1984 à 14 house **UN APPARTEMENT**

de 3 pièces princ. av. cava, situé 12, avenue des Sabions, à GRIGNY II (91)

Mise à prix : 50 000 F. s. préalable indispensable p enchérir. Renseignements ; Mª AKOUN & TRUXILLO, Avts 288., 4, Bld de l'Europe à EVRY (079-39-45)

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au PALAIS de JUSTICE de PARIS le JEUDI 17 MAI 1984 à 14 heures, EN 12 LOTS à PARIS 11°, Rue de la Folie-Méricourt H° 44

1 LOGEMENT de 3 Pièces Cuisine 2 LOGEMENTS de 1 Pièce Mise à Prix : 30 000 F Mise à Prix : 10 000 F Ch. 9 CHAMBRES - Mises à Prix de 5 000 à 8 000 F Mr E. INBONA, avocat, 3, rue Danton à PARIS (61). Tél. 325-55-12

VENTE SUR SURENCHERE au PALAIS de JUSTICE d'EVRY (Essonne) le MARDI 15 MAI 1984 à 14 benne

STEC CATE UN APPARTEMENT SIS A GRIGHY et parking

(Easonne) 13, ros Lefèvre

Bât. Y 2, 3º étage gauche — MISE A PRIX : 225 560 frames

Renseignements : M= TRUXILLO & AKOUN, avocats à EVRY (91), 4 Bd de

l'Europs (079-39-45) — Mº COHEN, avocat à LONGJUMEAU (448-28-28)

M° DU CHALARD, avocat à EVRY (077-15-57) — Mº VIALA, avocat

à CORBEIL-ESSONNES (496-24-68)

net de Maître Arnauld BERNARD, avocat, 13, avenue de la Républiq 94100 Saint-Maur-des-Fossés. Vente au trib. de Gr. Inst. de Créseil le jeudi 24 mai 1984 à 9 h 30 EN UN SEUL LOT

PAVILLON à Saint-Maur-des-fossés (Val-de-Marne)

30, avenue Gabriel-Péri et 2, avenue Pierre-Bri MISE A PRIX: 220 000 F S'adr. pour is rens. à : 1) Cab. de Mª Arnauld BERNARD, tél. : 283-90-16.
2) Au greffe du Trib. de Gr. Inst. de Créteil. 3) Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Nantarra ie mercredi 23 mai 1984, à 14 heures — Un lot :

UNE MAISON D'HABITATION A SÈVRES (92)

2 bis, route du Pavé des Gardes - Rue des Contures sans n°
S/sol, rez-de-ch., l« étage, grenier - Terrain 535 m²

MSZ A PRIX: 500 UNI F.

S'adresser : M® Bality, Gmillet, Delmiss, avocats essociés à Paris (1*)
18, rue Duphot, tél.: 260-39-13 - Tous avocats près Tribunal Grande Instance de Paris, Bobigny, Nauterre, Créteil.

S/lieux pour visiter les 10 et 17 mai 1984, de 14 à 17 h 30

Vente après liquidation de biens au Palais de justice de NANTERRE, le Mercredi 16 mai, à 14 houres — En an setti lot

UNE PROPRIÉTÉ A CAMBRAI (59) compren: UNE MAISON D'HABITAT., BATIMENT à asage de fabrique, terrain, le tout d'une contenance de 1 291 m², cad. sect. BV nº 191 pr 12 à 77 ca rue Saint-Ladre, numéro 67

LOUÉE - MISE A PRIX : 100 000 FRANCS

S'adresser à M' Monique GUILBERTEAU, avi au barreau des Hauts-de-Seine, Nanterre, - Le Vallons - 38, square de la Brèche-aux-Loups, tél. 260-20-49.— M' Patrick OUIZILLE, Syndic, 72, av. Georges-Clemenceau, à Nanterre (92000). Au greffe des Criées du T.G.I. de NANTERRE, où le cahier des charges est déposé. - Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur Conversion de saisie en vente volontaire an Palais de Justice de PARIS, le hadi 14 mai 1984, à 14 heures. En un seul lot **UN APPARTEMENT A PARIS (17º)**

au 4' étage comportant salle à manger, 3 ch., s. d. bains, s. d'eau, W.C., cais., placards, dégagt, entrée, loggia, accès par échelle et les 171/1000 du sol et des parties communes générales, dans un immeuble cadastré section 1702 BC, n° 15, pour 1 are 95 centiares. Lot n° 7 du règit de copro.

rue de Tocqueville, n° 119

MISE A PRIX: 500 000 FRANCS

S'ad. à M' LYONNET DU MOUTIER, avt. 182, r. de Rivoli, à PARIS (1=), tél. : 260-20-49; M' Rémy BOISSEL, avt. 14, r. Sainte-Anne, à PARIS (1=), tél. : 261-01-09; M' Bernard MEILLE, syndic, 79, r. du Temple, à PARIS (3*). Au Greffe des Criées du T.G.I. de PARIS, boulevard du Palais, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

ÉTRANGER

BONNES PERFORMANCES DE L'ÉCONOMIE CHINOISE EN 1983 |

Croissance: + 10 %

L'économie chinoise a de nouveau. l'an dernier, enregistré une croissance remarquable, de l'ordre de 10 %, atteignant les principaux objectifs qu'elle s'était fixés pour objectifs qu'elle s cian au 1985, c'est-à-dire avec deux ans

Les statistiques définitives pour l'année écoulée, rendues publiques dimanche 29 avril par le bureau national des statistiques, laissent toutefois apparaître un certain désé-quilibre dans le développement économique chinois, en raison notamment d'une croissance de l'industrie lourde de 12,4 %, nettement pius rapide que prévu.

Le communiqué du bureau des statistiques indique, pour sa part, que les «principaux problèmes» rencontrès l'an passé ont été les «difficultés d'approvisionnement dans le domaine de l'énergie et de certaines matières premières, ainsi que les insuffisances en matière de (rensports ».

Des chiffres encourageants

Mais, dans l'ensemble, les chiffres paraissent très encourageants. Le produit national brut a atteint 1 105 milliards de yuans (552 milliards de dollars) l'an dernier, avec une production agricole évaluée à 312 milliards de yuans, soit 9,5 % de plus qu'en 1982.

Ce chiffre a pu être obtenu grâce une nouvelle récolte céréalière record de 387 millions de tonnes, soit 9,2 % de plus que l'année précé-

La production industrielle a, pour sa part, atteint 608 milliards de yuans (304 milliards de dollars), avec une croissance de 10,5 %, se répartissant en 8,7 % pour l'indus-trie légère et 12,4 % pour l'industrie

En 1982, le taux de croissance de l'industrie lourde était de 9,9 %, un chiffre déjà jugé excessif par les autorités. L'excédent commercial, qui était encore de 5,66 milliards de 1982, a fortement diminué en 1983

BRESIL

 Excédent des échanges éxtérieurs. - La balance co brésilienne a enregistré un excédent record de 1 061 millions de dollars en avril. Ce résultat, après le solde positif de 3 521 millions dégagé au premier trimestre, devrait permettre d'atteindre l'objectif fixé par le gou-vernement d'un excédent de 9 milliards de dollars pour l'ensemble de 1984. Les exportations brésiliennes ont représenté, en avril, 2 134 millions de dollars et les importations 1073 millions, contre, respectivement, 1805 millions et 1239 millions en avril 1983. En un an, les ventes ont augmenté de 18,3 %, et les achats ont diminué de 13,4 %. – (AFP.1

• Accord de coopération nucléaire entre la Turquie et la RFA. – La Turquie et la RFA out conclu le 2 mai à Ankara un important « accord-cadre » de coopération dans les domaines de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Cet accord prévoit la coopération des deux pays, qui sont signataires du traité de non-prolifération des armes nucléaires, pour l'utilisation de l'atome dans les domaines de l'électricité, de la médecine, de l'industrie et de l'agriculture. Il prévoit que la RFA procurera à la Turquie la technologie et le matériel nécessaires et que les deux pays échangeront informations et personnels qualifiés. C'est le premier accord de coopéra-tion nucléaire signé par la Turquie.

Bordeaux (56) 44.70.91/

Lyon (7) 842.51.71/ Marseille (91) 90.70.32/ Naicy (8) 336.56.97/ Nantes (40) 48.41.96.

Paris 297.55.55/

Lille (20) 55.68.20/

HINIS LES PRODUITS

PASSE-PARTOUT

LES AGENTS DE CHANGE

Ils accroissent votre marge de sécurité.

yi, pour vos placements, Jes Agents de change ne

duits passe partout.

uvez les rencontrer...

e Change - 4, place de la

Bourse, Paris 2*. Ouvert du hordi **au vendred**i

de 10 h à 18 h 30. Nous pouvez aussi écrire ou Rééphoner:

our vous en assurer, vous

reau d'Accueil des Agents

contentent pas de

pour ne plus atteindre que 1,65 mil-liard de yuans (825 millions de dolon notamment d'une lars), en rais forte reprise des importations, qui se sont élevées à 42,18 milliards de ynans (21,09 milliards de dollars) l'an dernier, soit 17,9 % de plus que l'année précédente.

Les exportations ont pour leur part atteint 43,83 milliards de yuans (21,9 milliards de dollars), soit seu-lement 5,8 % de plus qu'en 1982.

Si le charbon a atteint un chiffre record de production (715 millions de tonnes contre 666 millions de tonnes en 1982), la production pétrolière ne s'est accrue que de 3,9 %, atteignant 106 millions de

Dans son communiqué, le bureau national des statistiques a, d'autre part, également pour la première fois donné des indications détaillées sur l'augmentation du coût de la vie l'an dernier en Chine. C'est ainsi que l'augmentation des prix de détail a été évaluée à 1,5 %, mais avec des hausses pouvant atteindre 12,7 % pour les légumes et même 14,7 % pour les fruits.

Enfin, les statistiques relèvent que la Chine a absorbé 1,96 milliard de dollars de fonds étrangers l'an dernier, dont 1,05 milliard de dollars sous forme de prêts et le reste sous forme d'unvestissements directs.

Sur ces investissements, 290 millions de dollars sont allés à l'exploi-tation des réserves pétrollères off-shore, 300 millions dans les sociétés à capitaux mixtes installées en Chine et 200 millions à l'achat d'équipements à l'étranger par l'intermédiaire du comm compensation. - (AFP.)

ÉNERGIE

CONJONCTURE

L'OPEP LA FRANCE A PEU EMPRUNTÉ DÉCIDE LE MAINTIEN CHÉS INTERNATIONAUX DES QUOTAS DE PRODUCTION ET DES PRIX DU PÉTROLE

Vienne, (AFP). - L'OPEP, malgré la hausse attendue prochaine-ment de la demande de pétrole, doit respecter scrupuleusement son prix de référence de 29 dollars le baril de brut et son plafond de production de 17,5 millions de barils par jour, a recommandé le comité de l'OPEP de surveillance du marché; réuni dimanche 6 mai à Vienne.

An cours des quatre premiers mois de l'année, les treize pays de l'OPEP out fait preuve de «retenue» dans leur production, selon les conclusions du comité (composé des ministres du pétrole, de l'Algérie, du Venezuela, de l'Indonésie et des Emirats arabes unis) présentées à la presse par le ministre des Emirats, M. Manah Saïd Al Oteiba, qui présidait les travaux.

Cependant, une augmentation de la demande de pétrole est attendue dans les pays occidentaux au cours du deuxième semestre, la demande de brut de l'OPEP pourrait ainsi atteindre en moyenne entre 19,2 et 19,5 millions de barils par jour pendant cette période, et monter jusqu'à 20 millions à la fin de l'année 1984.

Cette hausse, attendue par la majorité des experts, avait ravivé les appétits - de plusieurs pays de roper qui avaient indiqué, avant la réunion de dimanche à Vienne, qu'ils espéraient un quota plus élevé. Le prix du pétrole, quant à lui, devrait, en tout état de cause, être maintenu inchangé jusqu'à la fin de 1985, laissant d'ici là à l'OPEP le temps de définir sa stratégie à long terme, a souligné M. Oteiba.

EN AVRIL SUR LES MAR-

La France a nettement raienti ses emprunts internationaux en avril, ne livrant que 65,1 millions de dollars contre 1 milliard en mars et 1,46 milliard en février. Après le début de l'année, c'est-à-dire en quatre mois, les emprunts internationaux de la France s'élèvent à 3,2 milliards de dollars contre 4,5 milliards pendant la période cor-respondante de 1983.

Ce moindre appel aux empruats internationaux s'explique par l'amé-lioration de la balance des paiements de la France.

accélération de l'infla-TION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

L'inflation dans les pays en développement non pétroliers a atteint 54,1 % l'an dernier, contre 34,3 % en 1982, tandis que, au contraire, l'inflation dans les pays développés tombait à 5 %, contre 7,5 % en 1982, indiquent des statistiques publiées par le FMI (Fonds monétaire international).

Le numéro de mai des statistiques financières internationales montre notamment que l'inflation dans les pays en développement non producteurs de pétrole s'est accélérée en cours d'année : le rythme moyen au dernier trimestre 1983 était ainsi de 63,5 %.

Cette aggravation a été particulièrement sensible dans les pays latino américains, souligne le Fonds moné twire international.

MONNAIES

FORTE HAUSSE DU DOLLAR : 8,45 FRANCS

Le dollar a fortement progressé lumli 7 mais sur les marchés européens. A Paris, où les banques out fermé leurs portes à midi, le séance officielle ayant été supprimée (les marchés financiers et commerciaux serout clos en France mardi 8 mai à l'occasion de la fête de la Victoire), la moanaia américaine a boudi à 3,4575 F en fin de matinée, coutre 3,3125 F le vendradi précédent en séance officielle. Le dentachemark, lai, a reculé à 3,0693 F, contre 3,0725 F précédemenent, en rainon des laquiétudes que sancite la skiuntion

2,7560/7570 DM & Francfort, cont. 2,7170/7190 DM vendredi après-midi. et à 2,2700/2710 FS à Zurich, com 2,2420/2435 FS. Cette hausse du doi-2,2420/2435 FS. Cette hausse du doi-le est d'actement liet à la fermeit des taux d'intérêt américains (10 1/8 % à 10 1/4 % sur les fonds fédéraux), alors que M. Henry Kaufman, l'un des émi-nents spécialistes des marchés finan-ciers, escompte une hausse speciacilaire de ces taux vers la fin de l'an roire an Albert de 1985.

ALGÉRIE...

...avec COREADIS?

TOUT L'OUTILLAGE ... TOUTES LES PIÈCES... DISPONIBLES

Chez COREADIS

BJP. 72 PARIS 75022 CEDEX 01

COUS CONTRE REMBOURSEMENT

à 2,30 millions de dollars Selan Phehdomadaire Business réelle de 9 %, la bansse des prix ayant été l'an dernier aux Etats-Uni

Week, vingt-cinq presidentsdirecteurs généraux d'entreprise des États-Unis ont gagné chacun l'an dernier plus de 2,30 millions de dol-lars, l'équivalent de 19,20 millions de francs (1). Celui qui vient en de francs (1). Celui qui vient en tête de ce classement par la rémuné-ration est M. John Anderson, le pré-sident de la société d'informatique NCR : il a perçu en un an 13,220 millions de dollars (110 mil-lions de francs). Puis viennent M. Philip Caldwell, de Ford-Motors : 7,29 millions de dollars (60 millions de francs); M. David

Vingt-cinq PDG de sociétés américaines

ont un salaire supérieur

Tender, vice-président de Phibrom-Salomon : 6,92 millions de dollars (57,70 millions de francs). Figurent en quatrième et cin-quième position deux dirigeants du groupe Capital-Citics, MM. Thomas Smurphy, directeur, et Daniel
B. Burke, président, avec 6,08 millions de dollars (50,70 millions de
francs) pour M. Murphy et
4,34 millions de dollars (36,20 millions de francs) pour M. Burke.

Lion presie importante de cet

Une partie importante de ces rémunérations a été accordée il est vrai sons la forme de revenus additionnels, c'est-à-dire de primes et surtout d'options d'achat d'actions de l'entreprise. Ainsi le «cham-pion», M. Andersen du groupe NCR, n'a-t-il perçu sur ces 13,229 millions de dollars de rému-nération annuels que 8 % comme

salaire proprement dit. Une facon non déguisée pour les sociétés de s'attacher leurs dirigeants. Plus généralement, les deux cent soixante-neuf plus importantes entreprises des Etats-Unis ont aug-menté les rémunérations de Jeurs

de 3.8 %

Ce sont les assemblées générales des actionnaires des sociétés (ellesse tiennest traditionselleme avril) qui ont révélé aux América ébahis que la crise économique était vraiment terminée au moins pour les responsables de sociétés

Les augmentations de salaires unt provoqué des protestations vigoureuses tant des syndicats cuvriers que de l'équipe de la Maison-Blanche. Les ouvriers de l'automobile qui doivent renouveler en août prohain leur convention collective outdéclaré qu'ils ne se contenterent pas cette fois de déclarations sur la nécessité de maintenir les colits non faire face à la concerrence interna-

Des responsables gouvernementank out dit - plus ou moins ouvertement - leur surprise devant les rémunérations, et plus précisé celles versées aux responsables des constructeurs d'automobiles. Ces derniers n'avaient-ils pes obtens que scient appliqués des quotas pour limiter les importations de voitures japonaises aux Etats-Unis.

Les dirigeants font remarquer d'une part que leurs rémunérations avaient fortunent diminué en 1981 et en 1982 (durant la crise) et que ces salaires reflètent les très bons résultats des firmes dont ils out la charge et aussi l'augmentation des dividendes aux actionnaires,

(1) Nous avons calculé les équiva-lences sur la base d'un doiler valent 8,35 F. hauts dirigeants de 13 % en

TRANSPORTS

AIR FRANCE RECOIT SON PREMIER AIRBUS A-310 Air France: a pris livraison, le

4 mai, à l'aéroport Charlesavions Airbus A-310 qu'elle a commandés, L'A-310 équipé de réacteurs General Electric peut parcou-rir des étapes de 3750 kilomètres avec deux cent quarante-six passa sers à son bord. M. Charles Fiterman, ministre

des transports, qui assistait à la céré-monie organisée à l'occasion de cette hvraison, a estimé que l'A-310 serait · un atout supplémentaire pour Air France ·, car cot appareil · est ce qui se fait de mieux » actuellement dans la construction aéronautique.

Le dernier-né du consorthim curopéen Airbus, qui se situera entre le-gros porteur Airbus A-300 (deux cent quatre-vingt donze places) et le Boeing-727 (cent cinquante-six places), a encore indiqué M. Fiterman, «a été conçu en concertation étroite avec les compagnies aériennes. Air France a été la première compagnie à avoir commandé l'Airbus A-300 dès 1971, et la première à le mettre en service en 1974 Elle a aussi commandé vingt-cinq A-320 qui remplaceront à partir de 1988 les Boeing-727 et pris vingtcinq options sur ce modèle d'appareil

Trois Airbus A-310 seront livres à Air France on 1984 et deux autres => en 1985. La compagnie nationale, en 1985. La compagnie nationale, qui exploite actuellement dix-huit.

A-300, dispose en outre d'options sur dix A-310 supplémentaires. Le premier Airbus A-310 de la compagnie nationale sera mis en ligne le 12 mai prochain sur Paris-Milan.

. TGV Paris - Bruxelles - Cologne: décision prochaine. — Le mi-nistre français des transports, M. Charles Fiterman, attend des - décisions concrètes - avant la fin de l'année sur la mise en service d'un TGV (train à grande vitesse) entre Paris et Cologne via Bruxelles. Dans une interview au mensuel du syndicat des chemmots de RFA, il précise que l'étude sur la construction d'une voie spéciale de train à grande vitesse entre la capitale francaise et la métropole rhénane sera » prochainement » achevée et sou-mise aux autorités des pays intéressés. - (APP.)

- Credit was

The strong of the

THE RESERVE

では、のは特別を

S YOUR OUTS &

the property of the party of the

The state of the s

The Carlo State of the Carlo

Planter pour cum

Party and the property of the second

commun. - Amener un plus grand nombre de citadins à utiliser les transports en commun tout en se défendant de vouloir déclarer la guerre à l'automobile, tel est l'objectif que se proposent les pouvoirs publics en organisant le 12 mai une journée nationale des transports urbains. Cette journée sera marquée par de multi-ples manifestations locales de relations publiques en faveur des trans-ports collectifs. Elle aura lieu, désormais, chaque année le premier samedi de chaque printemps. Le ministère des transports, l'Union des transports publics (UTP) et le GART (Groupement des autorités responsables de transports) figurent parmi les principaux animateurs de





Pour s'attaquer avec succès à un nouveau marché étranger, l'entreprise doit disposer du maximum d'in-

se américaine

Périeur dollars

> formations. Le Crédit Lyonnais, 5° banque mondiale, avec ses 20000 collaborateurs installés dans plus de 65 pays étrangers, connaît bien les marchés extérieurs et leur réglementation.

Il met à votre disposition toutes les informations qui vous sont utiles.

Il vous fournit une assistance commerciale pour trouver des débouchés, des représentants, des partenaires.

Il vous aide à former votre personnel et à vous organiser pour mieux maîtriser l'exportation.

Exporter pour gagner: le mieux, c'est d'en parler avec un lion.

UNE BROCHURE "EXPORTER POUR GAGNER"

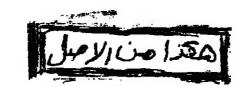
Le Crédit Lyonnais présente dans cette brochure tous les moyens, financements et services, qui vous sont nécessaires pour réussir votre percée sur les marchés étrangers.

Pour l'obtenir,

- de Paris et région parisienne, appelez le 722.22.22.
- de province, appelez g<u>ratuitement</u> le 16 (05) 22.22.22.
- ou demandez-la à votre agence du Crédit Lyonnais.



PARLEZ-EN AVEC UN LION.



DANS LE MONDE 1" EXPORTATEUR FRANÇAIS DE PAPIERS

EN FRANCE

LE GROUPE ARJOMARI I" DISTRIBUTEUR FRANÇAIS DE PAPIERS ARTS GRAPHIQUES

_CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ 1983 : __ 3.4 Milliards de Francs

Augmente son capital par émission de 261 697 actions de F 75 nominal.

Prix d'émission : F.280 Jouissance: 1^{et} Janvier 1984

Droit préférentiel de souscription : UNE action nouvelle pour CINQ anciennes.

> Délais de souscription : du 30 Avril au 1"Juin 1984

Une note d'information qui a obtenu le soa n' (dat) en date du ARJOMARI-PRIOUX 10 avril 1934 de la 1 ommission des liverations de liveras est mars

10 anni 1984 de la 1 commission de l'Iperations de Brance es mus 3, que du Pont de Lodi, gratuitement à la disposition du public du Faire Social de la 75261 Paris CEDEX 06 Societ et augres des calerissements charges des subsections manyes des calerissements charges des subscriptions 75261 Paris CEDEX 06

JAPACIC (SICAV)

Cette nouvelle SICAV qui vient d'être créée, avec un capital initial de 210 millions de francs environ, sera spé-cialisée dans la gestion d'un portefeuille cialisée dans la gestion d'un portefeuille investi à hauteur de 50 % en valeurs japonaises et de la 2000 du Pacifique.

Le Président est Jacques Desazars de Montgailhard. Les vice-présidents sont la Banque de l'Union européenne représentée par M. René Ehrmann et le Crédit industriel et commercial représenté par

M. Olivier Moulin-Rous La direction générale est assurée par M. Robert Alaniou, directeur de la Ban-que de l'Union européenne, assisté de M. Claude Villeroy de Galhau.

uistra tic s'est tenu le 2 mai 1984; il est compo

des administrateurs et censeurs sui-Administrateurs :

CANCAVA. – Caisse autonome nationale de compensation de l'assu-rance vieillesse artisanale, représentée par M. Victor de Cadenet:

CIAL - Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, représenté par M. Lucien Feuerbach;

COGEPA. – Compagnie générale de participation et d'assistance, représen-tée par M. Jean Gonot;

Devoir et prévoyance, représentée par M. René de Labrusse; GAN. - Groupe des assurances nationales, représenté par M. Claude

La Mondiale, représentée par

M= Martine Perret; Société lyonnaise de banque, repré sentée par M. Bernard Milhaud;

SMABIP. - Société mutuelle d'assurances du bâtiment et des travaux publics, représentée par M. Cyrille Mareschal.

SNVB. - Société pancéienne de Crédit industriel et Varin-Bernier, représen tée par M. Alain Villeroy de Galhau. Collège des censeurs :

CNBF. - Caisse nationale des barreaux français, représentée par M' Henri Boerner;

FRAMATOME, représentée par M. Jacques Fettu; Lloyd Continental, représentée par M. Charles Verspieren;

MAAF. - Mutuelle assurance artisanale de France, représentée par M. Henri Pichot;

MATMUT. – Mutuelle assurance des travailleurs mutualistes, représentée par M. Michel Moinecourt.

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration de Monecic, réuni le jeudi 3 mai 1984, sous la présidence de M. Renaud Segalen, a ap-

prouvé les comptes de son deuxière exercice, clos le 30 mars 1984. Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 6 523,70 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 169,80 F, soit un dividende global de 6 693,50 F représenté par le

coupon nº 2. Au 30 mars 1984, avec un nombre de 43 238 actions en circulation, le mon-tant de l'actif net s'établissait à 2 451.92 millions de francs et la valeur liquidative par action ressortait à 56 707.44 F.

Note de la Sicav

LAFFITTE-EXPANSION

LAFFTITE-RENDEMENT

Valeurs de rendement

LAFFTITE-TOKYO

LAFFTITE-FRANCE Actions frençaises

LAFFTITE-OBLIGATIONS

LAFFITTE COURT TERME

Obligations françaises

Obligations à court et moyen terme

Valeurs japonai

Valeurs diversifiées

FROMAGERIES PAUL-RENARD

Au cours de sa réunion du 26 avril, le conseil d'administration a arrêté comptes de l'exercice 1983.

Après une dotation aux amortissements de 7,77 millions (7,60 millions en 1982), le bénéfice d'exploitation s'élève à 9,34 millions contre 4,02 millions de

Le résultat net s'établit à 7,43 millions contre une perte de 0,29 million pour l'exercice précédent.

Au niveau consolidé le résultat d'exploitation s'élève à 8,03 millions, le résultat net à 4,76 millions et la marge

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 20 juin 1984, la distribution d'un dividende de l'impôt déjà payé au Trésor.

Actif not an 30-3-1984

657,16 MF

285.97 MF

1 698,10 MP

281.87 MF

98.30 MF

772,38 MF

BANQUE DE FRANCE

LETTRE DE M. RENAUD DE LA GENIÈRE, GOUVERNEUR, A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

1. – L'année dernière, le Parlement a adopté, sur la proposition du gouvernement, une nouvelle loi organisant la profession bancaire. Le précèdent statut légal remoutair à 1941-1945. La nouvelle loi, tout en maintenant la structure générale existante, modernise les institutions chargées, en la matière, des fonctions de concernisant par la matière, des fonctions de concernisant. tation, de réglementation et de contrôle, et étend leur compétence à tous les organismes dont l'activité principale est d'emprunter et de prêter des sommes d'argent.

Pour ce qui la concerne, la Banque de France a été confirmée dans sa mission de veiller sur la monnaie, sur le crédit et sur le bon fonctionnement du système bancaire, ainsi qu'il résulte de la loi du 3 janvier 1973. De même, la nouvelle loi bancaire maintient la place qui lui était jusqu'à présent réservée dans ses relations avec le ministère des finances et avec les établissements de crédit.

C'est donc avec la même autorité que je puis à nouveau, au nom de son conseil général, vous rendre compte des opérations de la Banque de France en 1983.

2. - L'évolution de la situation monétaire témoigne du chemin parcouru dans la voie de la restauration des équilibres internes et externes de notre pays, et de l'effort qu'il reste à accomplir pour achever le redressement et le rendre durable. A cet égard, le rajustement des parités intervenu le 21 mars 1983 dans le système monétaire européen et les mesures de politique économique qui l'ont accompagné dans notre pays marquent une étape importante.

A l'automne 1982, l'objectif d'expansion de la masse monémire avait été fixé à 10% coutre 12,5% à 13,5% en 1982. Au mois de mars, alors que le gouvernement 10% courte 12,5% à 15,5% en 1962. Au mois de mars, alors que le gouvernement renforçait la rigueur de sa politique dans les domaines du budget, des salaires et des prix, l'objectif monétaire a été ramené à 9%, soit 1 à 2 points de moins que l'expansion attendue du produit intérieur brut (PIB) en valeur. En fait, l'expansion de la masse monétaire a été en 1983 d'environ 10%, ce qui représente un rajentissement d'à peu près 2 points par rapport au résultat de 1982. Aussi, bien que l'objectif que nous nous étions assigné ait été dépassé, nous avons avons dans la direction voulue.

L'augmentation de la maste monétaire est demeurée élevée si l'on considère que la progression du PIB en volume n'aurait pas dépassé 1 % en 1983. Il n'est donc pas surprenant que, conformément à l'expérience française des années passées, l'essentiel de la différence se soit retrouvé dans la hausse des prix. C'est ainsi que la 2 points de moins que l'année précédente, mais 4 à 5 points de plus que dans les autres peys industrialisés. hausse des prix à le consommation a atteint 9,6 % en moyenne annuelle, soit environ

L'effort doit donc être poursuivi dans la même ligne. 3. – L'examen des contreparties de la masse monétaire témoigne de l'améliore-tion de l'équilibre externe de notre économie. En 1982, pour une progression de la masse monétaire de 12 points, l'équivalent de 16 points est lié à l'augmentation du crédit intérieur, et les relations avec l'extérieur ont, au contraire, exercé un effet restrictif de 4 points. En 1983, la masse monétaire a augmenté de 10 poin 12 points imputables au crédit intérieur, les relations extérieures réduisant sion monétaire de 2 points. Le freinage de la destruction monétaire par l'extérieur répond à la réduction du déficit de la balance des paiements courants (de 79 à 29 milliards de francs). En outre, l'essentiel de ce déficit a été constitué au premier trimestre, ce qui veut dire que depuis le rajustement monétaire du 21 mers 1983 la balance des paiements courants a été pratiquement équilibrée.

Ce redressement doit être consolidé. Pour cela, il n'est pas d'autre moyen que de rendre excédentaire la belance des paiements courants, ce qui est, au surplus, conforme à la vocation d'un pays développé.

4. - L'écart d'inflation et le déséquilibre extérieur, persistant bien qu'atténué,

La première est qu'un nouveau rajustement monétaire au sein du sys La premiere est qu'un nouveau rajustement monetaire au sein du système monétaire européen a dû intervenir au printemps. Vis-à-vis du mark, la dépréciation du franc a été de 7% dans l'année, mais, à cause de la hausse générale du dollar (24% contre le franc), elle a été de 11% vis-à-vis de l'ensemble pondéré des monaies de nos dix-huit principaux partenaires commercialex. Cette évolution, qui a certes contribué au rééquilibrage de la balance commerciale, a eu, en ce qui concerne la désinflation dans notre pays, un impact négatif, heureusement tempéré par la stabilité, ou même la baisse, des cours exprimés en dollars du pétrole.

La seconde conséquence concerne le niveau des réserves de change, nettes eneagements en devises, de la Banque de France et du Fonds de stabilisation des elles ces réserves nettes ont fortement changes. Après deux anners qui un requeues des resses légèrement accrues diminué, elles ont pu être tont d'abord stabilisées, puis même légèrement accrues (l'encaisse-or est demeurée intacte, et elle est restée indemne de tout engagement). La nécessité de poursuivre la reconstitution des réserves et de les porte au niveau plus en rapport avec l'importance des transactions extérieures de notre pays est, avec celle de réduire nos dettes extérieures, un puissant argument pour le retour à un excédent structurel de la balance extérieure courante.

5. - La réduction du déficit des opérations courantes (et notamment celui de la balance commerciale) est due à la combinaison de la reprise qui s'est manifestée avec force aux Etats-Unis, avec plus d'hésitation en Allemague et en Angleterre, et de la modération de la demande intérieure dans notre pays-

Il reste à préparer les conditions d'une reprise qui, à l'image de ce qu'elle est présentement en Europe, ne soit génératrice ni d'inflation ni de délicit emérieur. La condition en est que les entreprises puissent reconstituer leurs marges, amenuisées ces dernières années, et qu'elles les affectent, pour l'essentiel, à réaliser des investissements productifs. L'augmentation des profits distribués et des salaires doit donc les constituers de le constituer le constituer de la constitue de la

La même rigueur doit s'appliquer aux finances publiques. Or, en France comme à l'étranger, l'expansion des dépenses de l'Etrat, de la Sécurité sociale et des collectivités locales continue à être plus rapide que celle du PIB en valeur, par rapport auquel elles représentent maintenant 49% contre 36,6% il y a dix ans. Il n'en peut résulter qu'un accroissement des charges qui pèsent sur les entreprises et n'en peut résulter qu'un accroissement des charges qui pèsent sur les entreprises et les ménages, quel que soit le mode de linancement de ces dépenses : la pression liscale et parafiscale a, en effet, augmenté ces dernières aunées d'environ I point supplémentaire chaque année, Pourtant, le déficit, dont la couverture est faite d'emprunts de toutes natures, n'en a pas moins continué à progresser : le déficit constaté de la gestion 1983 a excédé, tout à la fois, celui de la gestion 1982 et les prévisions des lois de finances, évolution qui n'est pas étrangère au dépassement de l'objectif monétaire. Le besoin de financement des administrations, très faible il y a quelques années, s'est maintenant rapproché de celui des entreprises. Si cette situation persistait, un effet d'éviction au détriment de ces dernières pourrait se produire. Pour profiter réellement à l'économie, l'allégement des prélèvements obligatoires doit accompagner une décroissance du rapport entre les dépenses publiques et la PIB ainsi que du déficit budgétaire.

Où que le déficit se loge, il effaiblit la compéniivité de soure écondre le déficit extérieur.

engendre le déficit extérieur.

6. — La réduction du système de l'expansion monétaire et celle de la destruction monétaire par l'extérieur ont conduit à modérer davantage enceré la création de monétaire par l'extérieur ont conduit à modérer davantage en celle de la création de manule par le crédit intérieur. Cels a été rendu possible par le développement du marché financier, le soutien des taux d'intérêt et l'encadrement du crédit.

Les émissions d'obligations, nettes des amortissements, out poursuivi leur progression à un système supérieur à 20 %, soit nettement plus vite que l'expansion monétaire. Cette progression résulte de plusieurs facteurs. D'abord, le niveau élevé des taux d'intérêt sur le marché financier, qui, bien que raments de 16 % fin 1982 à 14 % fin 1983, sont encore en termes réels voisins de 5 %. Ensuire, le réinventissement spontané d'une partie des intérêts perçus par les épargnants, qui forment maintenant une masse en rapide expansion. Enfin, un certain relais du système bancaire par le marché financier a été favorisé par l'apparition de paoduits nouveaux; tels que les SICAV et fonds communs de trésorerie. par le marche imanere a ser de trésorerie. les SICAV et fonds communs de trésorerie.

Quant aux taux d'intérêt du marché monétaire, bien qu'en repli de 0,5 point es l'année, ils sont demeurés eux aussi tout à la fois positifs en termes réch et dans l'année, ils sont demeurés eux aussi tout à la fois positifs eu inférieurs aux taux longs, co qui est favorable aux platements stables.

Le structure de ce dispositif des tanx d'intérêt est satisfaisante. Son ocientation se dépend du rythme de la désinflation en France et de l'évolution des tau d'intérêt à l'étranger. Sons ce dernier rapport, l'aumée 1983 n'a guère apporté d'apaisements : les taux américains demeurent toujours élevés en termes manissur, et en termes réels, ce qui oblige not surres partenance à soutenir leurs propres taux, bien des contraits de la contrait de demeure contraits de la contrait de demeure contraits de la contrait de la contrait de demeure contraits de la contrait de la contrait de demeure contraits de la contrait qu'à un niveau moindre, alors que la reprise demeure excore s

pays.

En France, le statut juridique des taux d'intérêt continue à les priver d'une pertie de leur efficacité dans leur fonction de régulation et d'orientation de l'épargne et du crédit. Il en est ainsi, tout d'abord, de la rémunération de l'épargne, ensertée dans un réseau fiscal et réglementaire qui, trop souvent, favorise l'endettement au détriment des fonds propres, et mêres parfois certains placements l'endettement au détriment des fonds propres, et mêres parfois certains placements. Plus longs, et qui multiplie les régimes spéciaux. Quant aux aides à l'investissement, elles résqueut à la longue de favoriser des équipements moins reutables, et, par conséquent, de détendre en définitive les ressorts de la crois-

- L'affaiblissement de l'efficacité pratique du rôle du prix de l'épurgue et du crédit dans le réglage de l'offre et de la demande de monnaie nous a amezés, pour conserver le comrôle de la masse monétaire, à instituer puis à renforcer peu à peu l'encadrement du crédit.

Si l'on tient compte du fait que l'encadrement est devenu plus sélectif et que les besoins de financement du Trésor pèsent davantage sur le création monétaire, on peut estimer que, en 1983, la progression des encours bancaires e résulté, pour près de la moitié, de choix plus ou moins directement orientés par l'administration.

Malgré ces défauts, les résultats obtenus dans la conduite de la politique montaire ont commitué à l'amélioration constatée dans les équilibres internes et externe Aussi les autorités monétaires sont-elles convenues de prelonger, es 1984, l'action

Pour une progression estimée de 7,7% pour le PIB (deut 1% en volume). l'objectif monétaire quantitatif a été fixé sous la forme d'une fourchette de 5,5% à 6,5%, niveau qui renforce la crédibilité de la désinfiation recherchée par le gouver-

Un autre objectif de la politique économique est de retrouver ansei vite que possible un excédent de la balance des paiements courants. Nous avons donc admis que la progression du crédit intérieur serait désormais du même ordre de grandeur que celle de la masse monétaire, ce qui devrait remener la destruction monétaire per attérieur à moins de 1 point de masse monétaire.

Dans ce cadre restrictif, les crédits orientés augmenterest à nouveau plus vite que la masse monétaire, du fait notamment des pouveaux circuits financiers mis en place à l'occasion de la création des comptes pour le développement industriel. C'est pourquoi il est devenu important de renverser cette évolution pour éviter que la part des mécanismes du marché dans notre système financier s'ameunise encure.

9. — Les progrès réalisés et ceux qui restent à accomplir sont, et doivent rester, le fair d'une politique appuyée sur des taux de change aussi stables que possible. A défaut, la dépréciation monétaire extérieure rehucerait l'inflation, processus qui induirait rapidement un affaiblissement de l'activité par le détérioration des marges des entreprises et de l'équilibre extérieur. A cet égard, notre régime de change relève, d'une part, du SME, d'autre part, de l'évolution de doiler.

Pour le SME, le dernier rajustement général des parités a marqué le début d'une période mieux équilibrée. Or, le SME, contrairement aux perspectives ouvertes par ses promoteurs, en est resté depuis cinq aux à sa première étape. Les services qu'il vient de rendre en encadrant les évolutions divergentes de ses membres, puis en contribuant à les réduire, justifient que soient envisagées des ures qui amélioreraient le statut de l'ECU comme monte

Pour ce qui est du dollar, principale monnaie du système monétaire interna-tional, sa hausse de plus de 15 % en un an contre le mark a freiné la désinflation en

Enfin, les relations bancaires internationales, après les crises de 1982, sont rées en 1983 dans la voie d'une normalisation. Les échéances les plus difficiles des dettes extérieures de certains pays ont pu être aménagées. Les progression des crédits a retrouvé un rythme plus modéré. Des programmes d'ajustement out été mis en œuvre avec le concours du Fonds monétaire international. Les problèmes du développement n'en sont pas pour autant résolus. Il faut profiner du répit obtems pour faire progresser les sointions financières à long terme.

10. — Un pays comme le nôtre, ouvert par nécessité et par vocation sur l'exténeur, doit avoir une politique économique coordonnée avec celle de ses principanx partenaires. Ainsi acceptons-nous avec eux les disciplines du marché. Assumer notre part des contraintes communes nous met en position d'attendre la même rigueur de nos partenaires et de participer à l'orientation monétaire du monde occidental.

Je vous prie de croire, monsieur le président de la République, à l'expression de respectueux sentiments.

R. DE LA GENIÈRE.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société MMB s'est tenne le 26 avril 1984.

Elle a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice qui s'est ter-mine le 31 octobre 1983, se soldant par un bénéfice de F 7 862 586,22,

Les Sicav de L'Européenne de Banque

20.00 F

25.00 F

10,55 F

14,18 F

14 392,30 F

Une gamme de SICAV adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

642,72 F

199.93 P

982,20 F

197,59 P

140,40 F

122 076,40 F

conforme à ce qui avait été prévu. Afin de renforcer les possibilités le sien.

Les Assemblées générales ordinaires des actionnaires réunies sur deuxième convocation, le marcredi 18 avril 1984, ont décidé la mise en paiament le 26 avril 1984 des dividendes suivants :

Crédit d'impôt

2.02 F

0,74 F

1.55 F

1,60 P

1,02 F

550,17 F

d'investissement de la société, elle a décidé d'affecter ce résultat à la réserve extraordinaire et au report à

Le président Raymond Abeca a répondu à de nombreuses ques-tions concernant la stratégie de la société dans le domaine des médias et de la communication qui demeure

Dividende global

22,02 F

15.54 F

26,85 F

12.15F

15.20 F

14 942,47 F

HOLOPHANE

Lors de sa dernière réunion du 26 avril 1984, le conseil d'administra-tion 2 arrêté les comptes de l'exercice 1983. Le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 330,322 millions de francs hors taxes, contre 313,537 millions de francs no 1922 an automomentin de \$2.5%. en 1982, en augmentation de 5,3 %.

Le bénéfice d'exploitation s'élève i 16,718 millions de francs après 7,681 millions de francs d'amortissements, en diminution de 32,5 % sur celui de l'exercice 1982 qui s'était élevé à 24,800 millions de francs après 6,518 millions de francs d'amortissements.

Le bénéfice net-comptable ressort à 13,700 millions de france contre 10,849 millions de francs en 1982, en augmentation de 26,2 %.

Le conseil proposera à l'assemblée gé-nérale qui se tiendra le 29 juin prochain de lixer le dividende à 10 F augmenté, le cas échéant, de 5 F d'impôt déjà payé au Trésor, soit, au total, 15 F, contre 21,75 F l'année précédente, et de mettre ce dividende en paiement le 2 juilles

LES DOCKS DES PÉTROLES D'AMBÈS

Le conseil d'administration réuni le 26 avril a arrêté les comptes de l'exer-cice 1983, faisant ressortir un bénéfice net de 309 637 F après amortissements

Les chiffres correspondants de l'exercice 1982 s'élevaient à 562 787 F et 3 499 900 F.

gouvernementales, le dividende proposé à l'assemblée générale ordinaire sera de 3 F par action (soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global de 4,50 F).

CAISSE CENTRALE **DES BANQUES POPULAIRES**

L'assemblée générale ordinaire des sociétaires de la Caisse centrale des banques populaires s'est tenne, sous la prési-dence de M. Jean Martineau, le 3 mai 1984, à Paris.

Le bilan, arrêté an 31 décembre 1983, totalise 58,3 milliards de francs contre 44,2 milliards de francs à la fin de l'exercice précédent, soit une aug-mentation de 32 %.

Le bénéfice net, après dotation aux amortissements (26 710 469.98 F) et constitution de différentes provisions, s'élève à 39 083 626,61 F contre 35 107 535 F pour l'année 1982 et 26 435 096 F pour 1981. Compte tenu du momant des em-

prunts obligataires et des affectations décidées par l'assemblée générale, les capitaux permanents dont dispose la société s'élèvent à 9,84 milliards de francs; les fonds propres stricto sensu s'établissent à 557 millions de francs.

L'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice; l'intérêt, qui sera mis en paiement le 1° juillet 1984, a été fixé à 6.30 F par part aociale (contre 6 F en 1982), ce qui détermine, compte tenn de l'impôt payé an Trésor, un mon-tant global de 9,45 F.

L'assemblée générale a pris acte de l'accession, de droit, de M. Jean Martinean à la présidence de la société, a ratifié la nomination en quainé d'administrateur de MM. Jean Steiner et Jean Valentin et renouvelé le mandat d'administrateur de MM. Georges Debent, Brano Decionandes. Jean Desparante Brano Desjonquères, Jean Desvergnes et Philippe Neuhoff.

Enfin, l'assemblée a autorisé le conseil d'administration à procéder à l'émission d'emprants obligataires (maximum 10 milliards de francs) et, sous réserve de l'accord de l'autorité de tutelle, de titres participatifs (maxi-mum 5 milliards de francs).

THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON NAMED IN PARTY AND ADDRESS OF THE Mary N. and .

MARCHES

.. .5 , z 🗫

The last of the

*

377

-77.53

31.2

2375

6550

1842 - 8

7-17-65

200 × 4

44-

- 227

(#11 Unit 18

新江山湖 医口语

Buchte, I'm

GRAN.

116216 51 - 71 - 11 2/3

Japan Stermin Stern Co. SERVICE SELECTION personal contraction 21.912Set 5 6

tgatigation is Richard - -~ 64

- 11

Z':

1. 李俊传音

and the second Activity of the second . WELL THE PARTY

NA WE WAR لمجيرها يعير POSS ADD NOT THE THAT --AND THE THE WARREN ALPHA Sales De Con

245 52 5000 Mar of Page for to the state of the state of State State States and the state of the stat THE COLUMN TWO IS NOT THE OWNER.

- 1 - Di Irenia ~£ rog. Los Los Los de la ga MARKET TO ME

The state of the s 13 1.46 13 1.46 14 1.4



Section 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		
A SECOND STATE OF THE SECO		
A SECOND STATE OF THE SECO	1	
AND PROLICUTE STATE OF THE PR		
AND PROLICUTE STATE OF THE PR	EIF	٠,
Activities of the second of th	7	
Activities of the second of th		
Activities of the second of th	LAMPINIO	- (
Activities of the second of th	STATE OF THE PARTY	
And the second s		· .
Section 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	The state of the s	.1) O
Section 19 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	All the second second second	doc
AND SECURE SECUR	by Miles Contract on the Contract of the Contr	Dia
Control of the state of the sta	T TOTAL SECTION OF THE PARTY OF	. EC
Control of the state of the sta	What we see	2) CR
A Secretary of the Control of the Co	The state of the s	Cor 3) Cf
Section of the control of the contro		D'O
The state of the s	Self-self and the self-self-self-self-self-self-self-self-	dor Eff 4) OR
Here was a second of the secon	Market Services	RÉ FEI
TARREST STATE OF THE PROPERTY	See Comment of the Co	5) 07
TANGERS AND TANGER	The first sea and	41 -
ACCOMMENT OF THE PROPERTY OF T		2) C
ACCOMMENT OF THE PROPERTY OF T	ments on a control of the	3) CO SO
Comments of the comments of th	The same of the sa	AG
Construction of the constr	The second secon	der
Construction of the constr	The state of the s	. PQ
Services of the services of th	State of the state	ST RE
Constitution of the consti	Company of the second	7) C/
Constitution of the consti	The same of the sa	8) DA
Social lions tributed the social lions to social lions tributed trib	and the second s	
ilons trims identification partification par	Control of the contro	. C
press rate parel p	The second of the second of the second	socié lions trime
Course Co		identi perci
Sables La barriera Vales Vales Vales COU	Market State and Control of the Cont	dien . gus s
Sables La barriera Vales Vales Vales COU	THE CONTRACT OF THE CONTRACT O	Come
Sables La barriera Vales Vales Vales COU	A Company of the Comp	dans i le pét
Augustina Valentina Valent	THE THE PARTY OF T	sables La
William State of the Country of the	\$650 variety (1990)	la b
Valent Va	Market A. (1) of the first of t	
TA Elles COU	•	\$2_F_
TA Elles COU	Region Color Page 1	Vales
TA Elles COU	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	_
COU	AND THE RESIDENCE	TA
	grant place to the second second second	COL
T dell	Market and the second of the s	1 değ

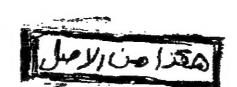
and the Ref.

distribution (see a constraint of the constraint

CLESS CENTRAL CONTROL OF THE CONTROL

MARCHES	FINANCIERS	BOU	RS	E	DE PA	RI	S_	Con	pt	an	t			4	M	A
BILAN HEBDOMADAIRE	LES INDICES HEBDOMADAIRES	VALEURS	% Ou morn.	contron 2 de	VALEURS	Cours pric.	Oneile Cours	VALEURS	Cours prés.	Domer Court	VALEURS	Court préc.	Dermer tours	VALEURS	Cours prác.	Des
DE LA BANQUE DE FRANCE	DE LA BOURSE DE PARIS	3%	26.75 39.80	1779 1284	Delman-Voljant , Dáv. Rác. P.d.C (Li) .	721 126	725 126	Recourts Indust Révision	65 459 80	65 459 80	Not Nederlandan Noranda	756 175	775 175	Dauphin O.T.A Guy Degrenne	1650 815	1650 830
	DESTRUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE	3 % amort, 45-54 Emp. 7 % 1973		2 279	Dieter-Bottin	615 440	535	Ricolis Zan	128 43 20	12B	Olivetti	27 20 203	25 50 211	Mesin Immobilier Mésalus, Minière .	1770 183 90	1745
Principieux postos sejeta à variation inn milione de frança)	ET DES ETIMES ECONOMIQUES)	Emp. 8,80 % 77	9690 11731	8 367	Grag, Tone, Pals Due-Lacrotha	249 10 155	259 10	Rochelorgine S.A Rochette-Carps	107 10 24 90	110	Petrolina Canada Plase lot	363	380 10	NOVOSEI S.LE.H.	301 1653	30
COLUMNIA DE CARA	30 and 4mm	9,80 % 78/93 8,80 % 78/86	92 60	7 979 3 486	Ency Same, Vichy Base, Victor	1010	1020 \$80	Rosacio (Fig.)	153 10 54	147 56 10	Phoenia Agraphyta Pinelli	66 11 30		Own. Gest. Fin	259 430	26 43
ACTF An 26-4-1984	Valoure franç, à resseus surfație 14802 15062	10,80 % 79/94 13,25 % 80/90	93 06 101 20	7.200	Scott	2755 486	2775 500	Rougier at Fils Rougier at Fils	804 53 80	784	Proctor Gamble Ricoh Cv Ltd	510 49	506 48	Perroligaz	566 470	54 47
OR of CRÉANCES SUR ETRANGER	**************************************	13,80 % 80/87	102.80	7 816 4 185	Electro-Benque	290	290	Salar	3 39	3 26	Robero	217 50 221 80		S.C.G.P.M	247	25
done:	Base 100: 29 dicombre 1972 Valenta frança i revenu versible 213,6 217.2	16,75 % 81/87	110.30	10 892	Electro Frants	165	479	SAFAA Suite-Alcam	82 258 50	88 60 d 268 90	Rodeman	448 91	448	Sodezho	3440 205	344
Or	Ocet univers industrialise	16,20 % \$2/90 16 % juin 82	111 25 111 20	5 002 14 470	Et.M. Lablanc	810 134	830 133 50	SAFT	232	240 20	S.K.F. Akouholog Sperry Rand	276 425	250 414	Sovac	578	57
g0r	Base 100 : 31 dicembre 1981	EDF. 7,8 % 81 EDF. 14,5 % 80-82	138 50 101 80	4 277 12 194	Entrepôts Pede Epargos (6)	263 1270	270	Seine du Midi	96 90 295	98 40 298	Steel Cy of Can Stäforden	198 151 50	155		1239	1
Avences su Fonds de sea-	Indice des valuent (rançaises 3 rev. var. Same 100 as 31-12-1981) 185,6 198,7	Ch. France 3 %	122 102 20	4 580	Epargos de France Epada-BF	323 1200	1210	Santa-Fé	174 52	173 49 90	Sud Allumettes	316 450	****	Hors	-cote)
bilisation des changes	Perole-Energia	CHE Paribes	102 30	4 580 4 580	Europom	413 619	419 530	Severimente (M)	80 159 40	80 153 o	Thom SMI	99 310	99 90	Alger	176 20 37	
RÉANCES SUR LE TRÉSOR . 14 023	Michigan 94.1 97.7 Chimin 208.8 211.4	CM1 jam. 82			Europ. Accumul Eternit	30 90 370	31 60 370	Selier Lablanc Secreto Maubaugo	265 192	199 70	Toray moust, ac	22 650	21 50 520	C. Sabl. Seine	116	1:
oncours au Trésor public	Bittim, met, constr., trev. publics 12£4 127,3 Constructions releasinguist 127,9 125,7	<u> </u>	-		Feight. Victor (Ly)	1180	1175	SEP. (M)	170 \$0 44 55	170 50 41 50	Wagers-Lits West Rand	365	365	Coparex	590 4 50	5
CRÉANCES PROVENANT POPERATIONS DE REFL	Manifriel électrique	VALEURS	Cours préc.	Cours	Finalists	100	100 114 60	Sei	35 20 263	35 10 269				F.B.M. (Li)	70 58	J.,
ANCEMENT 223 870	badastr. de consteu. non silva 294,6 300,1	Obligations	canuni	rtiblee	Franc (Chille tou)	300 1000	295 1000	Sental Senta-Alcette Sevim	520 158 10	520 164 40	SECOND	MAR	CHE	Pronuptis	135 670	6
ont : Note secomptée	Distribution			CIDIOS	Foncière (Cia)	200 120	118	Sph (Plant. Having) SMAC Acersid	254	250 182 a	AGP-RD.	1585	1575	Sabi. Morillon Carv S.K.F.(Applic. mic.) .	129 60]::
R ET AUTRES ACTIFS DE	Transports	B.S.N. 10,50 % 77 Carratour 8,75 % 77	355	354	Foncillymonium	1800 172 30	170	Social financière	452 230	455 240	C.D.M.E C. Equip. Elect	249	560 246	S.P.R. Total C.F.M.	122 10 55 20	٥
COM 76 725	Assurances 158,7 161,4 158,7 161,4 219,6 222,3	Loterbeil (atil. conv.) . Lotergo 6 % 72	258 374	258 375	Forges Stranhourg	14 55		Sofio	469 90 50	487 70 90 S0	Oades	343 90	343 10	(Ufinex	274 50	1
Total	Immobilier et fermier	Martel 8,75 % 70 Michelin 5,50 % 70 .	2020 840	1990	Former	1180	1180	Sofngi	825 235	830 234 80		4	Death or		ē	
	Name 100: 25 dicumbre 1980 Valence francisco à revenu fina	Mode-Hernas 8% 77 Pér. (Fas)7,50 % 79	1965 270	1995 272	France (La)	114 883	110 889	Social Autog	77 610	76 610	VALEURS	Franciscon Franciscon	Rachet	VALEURS	Emission Frais incl.	L
PASSE	Empress d'Eset :	Paugett 6% 70-75 . Sanoti 10,25% 77 .	366	••••	Frankl	195	190 890	Sovebal	194 50 151	196 20				V 4/5		
LLETS EN CROULATION . 189 497 COMPTES CRÉDITEURS	Beclisis 105,8 106,8	SCRES	195	189	From. Peul Renard GAN	465 671	470 671	Speichen	343	145 343 50	Actions France	231 58 271 94	259 51	Laffine-Expression	109159 71 672 31	
CTEREURS	Buss 100 : 31 décembre 1972 Empreuts germeis et archailés	ThomCSF 8,9% 77	394	****	Gaurmonk	632	620 1395	Spie Bangnalies	177 245	177 250	Actions affectives Additional	340 02 348 61	324 80 332 96	Lating-France	207 09 134 02	
HAPTE COURANT DU TRÉ- NY PUBLIC	Societies 100,4 100,8	Actions au	ı comn	tant	Gervetin	110 24 65	25 85	Synthelebo	355 798	350 798	AGF, 5000	267 18 396 14	255 06 378 18	Lating-Placements Lating-Rend	101834 63 194 BA	3 101
MAPTES CRÉDITEURS DES GENTS ÉCONOMIQUES	COMPAGNE DES AGRICIS DE CHANGE Base 100 : 31 décembre 1961	Acies Paugras		50 50	Gerinaci (Ly) Gérmica	740 250 20	740	Testus-Acquitus Thann or Mult	552 52 30	603 54 40 d	A.G.F. Interference	383.74 216.87	365 34 208 08	Latime-Tokyo	1001 72 11682 89	2
FRANCERS 102 445	India giniral	A.G.F. (St. Cont.) A.G.P. Vio	346	345 4550	Gr. Fin. Curear	215 79 50	218	Tour Estel	340 195	350 195	ALTO.	175 47	188 47	Longius	51134 14	50
ent; omness courants des éta-	Construction 125.9 127.4	Agr. inc. Maring Alicitroga	B1 340	94 350	Gde Moul. Paris Groupe Victore	313 740	311 770	Ugmo	234 570	233 575	Amérique Gestion Assoc. St-Honoré	495 20 11297 25		Larre portefeuille Montfele Investment.	492 19 350 14	4
issements extremts à la	Many de tonetas derables 182,1 184,7	André Routière Applic. Hydraul		145	G. Transp. Ind.	179 27 70	186 20	Unidet	93 10 550	93 10 550	Association	22804 35 297 91	22824 35 284 40	Moneco:	57407 25 455 53	3
cu a Livrer au Fecom 75 298	Mong de coustes, elementaires 269 260,7	Artiel	35 10	38 50 542	Hydro-Energie Hydroc St-Denis	239 48 10	232	Union Bressaries Union Habro	56 275	67 275 90	Bred Associations Capital Plus	2110 42 1293 99		Mutpalle Utae Sil Harin - Assoc	104 90 23763 42	
ESERVE DE RÉÉVALUATION	Constitution of the contract o	At Ca Luice		14-80	Immindo S.A		213 70	Un. lepm. France Un. leul. Crédit	284 351	282 50 350	Cohumbia les W.1.)	674 64 302 05	844 05 t	NatioEpingne	11930 23 962 43	
ES AVOIRS PUBLICS EN OR 303 915 APITAL ET FONDS DE	Sociétés de la zone franc exploitant. principalement à l'étranger	Reac C. Minner	80 50	24.50	karnobai konobanosa	338		Usinty	2 08 220	2 37	Cortect	1022 20 406 46		Natio - Chilgraions Natio - Pincessoris	444 62 68389 79	4
SERVE	Valuate industrialine	Banqua Hypoth. Eur.	456 290	476 30 292	Imracio Micaelle Irranice		2420 429	Vicat Virat	238	242 52 05	Cross length	382 82	385 48	Natio Volume	506 59	
WERS 9 593	BOURSES REGIONALES Base 100 : 31 décembre 1961	Blanzy-Ounts B.M.P. Intercomin	302 50 177	303 50 180	industrielle Cie	858 779	830 750	Watermen S.A Brass, du Marce	245 145	247	Dringter	11834 87 320 77	306 22 6	Obies	1064 27 162 01	t
Total	Inflooginiral	Bénidictine Bar-Merchi	1685 115.20	1699 119 80	Jacob	28 10		Brase, Ouest-Air.		36	Drouge-Investies	763 70 196 87		Pacifique St Honori	434 62 11721 97	1
LA VIE DES	SOCIÉTÉS	Brass Glacs list.	295 870	296 570	Lastice-Rail Lambort Friess	331 58 40	****	Étran	aères		Droum-Schection Energia	258 65	246 92	Parine Gestion	548 24 1193 62	
	1	Carif	485 245	484 245	Lampes	124 80 89 60	125 93		_		Epergra Associations .	(089 67 22148 38	9074 48 22090 64	Phone Phonesis	252 98 458 39	
ANADIEN PACIFIQUE La té a réalisé un bénéfice pet de 33 mil-	En avril dernier, CP Air (compagne aérieone appartenant au groupe) a annoncé	CAME	102 187 20	102 190	Labon Cie	750 320 559	414	AEG.	312 20	310	Epergra-Capital	5854 28 1364 17	5499 27 1302 31	Province Investor.	54727 41 276 56	
de dollars canadient pour le premier estre de l'année, montant sensiblement	son intention de se porter acquéreur d'Eas- tern Provincial Airways, un transporteur	Carbona-Lorraine	330	330 70	Locateal frameb Loca-Expansion	197	585 200	Alcan Alum	1249	318 1235	Epagre Indexis Epagre Inter	431 30 562 03	411 74 632 01	Rendert St-Honoré Sécus Nobrés	(2019 73 385 93	Z Z
ique à cetri euregistré en 1983 à île époque (32,2 millions de dollars).	canadien régional des provinces atlantiques. CARREFOUR. – Le bénéfice net réa-	Carraud S.A	166 4D 874	170	Locatinencièm	291 379 70	294 354 90	Am, Pelmina Arbed Asturieme Mines	596 306 121	****	Epargra-Qbig	170 95 874 71	163 20 835 05	Silicourt terme	11105 02 336	
revenu net tiré des entreprises Cana-	lisé per le groupe en France a diminue de	CESRID	260 20	270 40 29	Lordex (Ny)	118 90 464 60	464 90	Banco Central Boo Poo Espenol	107	112	Epergno-Valent	345 27	330 57	Sélection-Rendem	189 16	
Pacifique (propriété de CP à 70,1 %) gmenté de 27,9 millions de dollars au	plus du tiers en 1983, mais les résultats à l'étranger sont en très forte hausse et out	Centre Blassy	761 113	761 113	Machines Bull	296 33 30	298 34	B. Rigi. Internet Barlow Rand	32250 108	32050	Eurocic	1144 24 2986 18	1141 96 8550 80	Seact, Val. Franc Sicar-Association	203 20 1097 12	2
du premier trimestre. net redressement s'explique par	permis de compenser ce recul. Le résultat net consolidé du deuxième	Carabeti	60 30 260	60 30	Magazina Lisiptis Magazint S.A	64 90 70	62 30 67 20	Bryvoor	144 20	143 20 43 80	Europe Investme	417 95 1068 48	399 1918 12	S.F.I. fr. at intr	468 85 514 01	1
élioration des résultats de la société	groupe commercial français (derrière les centres Leclere) a progressé de 1,5 % en	CFS.	790 132 70	800	Mariemes Parl	148 35 50	35 10	British Petroleum Br. Lambert	75 445	74 420 50	Foncier Investme	649 28 147 79	619 82 4 141 09	Seav 5000	222 94 363 01	
la pinpart de ses socieurs, notamment trole, le gaz naturel, les minerais, les	1983, pour atteindre 461 millions de francs.	C.G.V	135	140 410	Mácel Dánloyé	331 20 100	325 99 80	Catand Holdings Catadian-Pacific	110 359	340 10	France-Garantia	267 73 438 53	252 48 418 844	Swamma	322 10 208 16	
s, ic for et l'acion, estimont les respon-		Chambourty (M.) Champex (Ny)	1041	1083	More	291 20	301 298	Commerciani	415 671		FrObl. Issued	-391 12 250 72		Signal	- 354 77 575 76	4
principale baisse a été enregistrée par ranche ferroviaire de l'entreprise	pet des magesins et filiales à pettement diminué, revenant de 438 millions de francs	Chim, Gda Perciese . C.I. Maritime	73 421	76 421	Negeri S.A	130	92 129 90	Darr. and Kraft De Beens (port.) Dow Chemical	750 79 50	760	inctdor	221 87 444 31	211 81 424 16	SIR	788 72 1038 14	4
Rail), dont les frais d'exploitation ont	à 270 millions. L'exercice écoulé a été mar- qué par une « cossure » dans la progression	Citrem (B)	127 20		Navig (Nat. de) Nicoles Nodes-Goughs	340	80 50	Dreedner Bank	343 655 67	655	Frustier	80753 97	80602 45	Spiriment	.447 13	3
enté et, de ce fait, pesé sur les profits.	du pouvoir d'achet, et une réduction des	Cochery	510 45	41 20 s	Nodet-Gougis OPB Peribes	104	103	Finoustaner	248	336	Fructi-Associations	1018 50 60217 14	80066 37	Sogenier	337 42 880 87	7
INDICES QUOTIDIENS	marges pratiquées par Carrefour, a précisé le président Defforey.	Coltadel (Ly) Cogifi	414 246 90	425 247	Optory	110	128 107	Geno	342 575 129	120	Gestion Associations Gestion Mobilities	114 16 572 18	111 35 c	Solel Invesion	1129 79 453 23	
(INSEE, hant 106 : 36 dic. 1983) 3 mai 4 mai	Mais à l'étranger, les bénéfices ont été plus que décuplés pour attendre 191 mil-	Compton	823 182 10	835 184 90	Parie France	298 90 60	297	Goodyeer	284 415	427 90	Gest. Renderment	471 64 389 41	450 25 371 75	Technica	1676 09 338 99	9
rs françaises 117,6 116,9 rs étrangères 160,7 99,6	ions de francs. Carrefour est notamment	Comp. Lyon-Alem	263 293	263 50 300	Peris-Origins Pers, Firs, Gest, Irrs. ,	165 80	160 290	Grand Metropolitan .	53 145 90	53 06 147 50	Haessman Oblig	1304 33 595 34			106 95 270 53	4
DES AGENTS DE CHANGE	présent en Argentine, au Brésil et en Espa- gne.	CMLP	- 18 · 50	16 70 51 d	Pathi-Chéren Pathi-Karcoti	290 298 132	262 300 132	Honeywell Inc.	865 580	880 578	LMSL	375 72	358 68	Unioner	691 91	1
(Base 200 : 31 dic. 1981) , 3 mai 4 mai	En France, dans les quatres années qui viennent. Carrefour a l'intention de créer un	Crisis (C.F.B.) Crisis Gán, text	220 50 460	221 478	Piles Wooder Page-Heidelich	125 375	124 90	Hoogoven	176	480	Indo-Suz Valent Ind. françaist	522 43 12153 10	594 27 11914 80	Unigention	556 70 1275 31	t i
NUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		Cr. Universal (Cin) Créditel	520 136 50	625 136 50	PLML	98 10 190	195	Int. Mis. Chem Johnnesturg	458 390 1310	400	Interrible:	10895 \$2 301 05	287 40	Linewice	1516 43 1704 45	1
n privis du 7 mai	1985, deux à trois magazins par an en Espa-	Debiny S.A Denty Act. d. p	250 800	807	Profile Tubes Est Proprogram-Lain.R.	455	76 50	Kubota	14 SD 240 550	238	Intervalent Indust Identificant	433 67 10961 99	414 20 10930 13	(Janes ,	135 90 1104 BS	1
URS DU DOLLAR A TOKYO	gne et un ou deux au Brésil. Des études sont en cours sur d'éventuelles implantations	De Districh	388 50 151	375 155	Providence S.A	432 1360	444 1350	Marks-Spencer Michael Bank Plc	39 35 56 50	39 70 55 20	invest. Obligataira	12779 85 855 39	12754 34 816 59	Valory	389 42 1140 51	1
Ber (en yeas) 266,83	anx Etata-Unis et en Extrême-Orient.	Degramust Delalende S.A	546	568	Redi, Stad. R.	135		Mineral-Response.	97 50	93 50	Invest. Placements Invest. St-Hagei	887 94		Vaired		

1 degas	r (en yess)		266,83		l am		Cips et en ex		Otherit		Deliziondo S.A 546 568 Reff. Strad. R 135 135 Mineral-Response 97 50 93										93 50	13 50 Invest. St-Hazori 887 94 666 74 Voline							123492.74
Dans le gustrième colonne, figurent les varie- tions en pourcentages, des cours de la sience du jour par repport à asux de la reille.										gl														: • : droit détaché; undé; • : prix précédent.					
Compan-	VALEURS	Cours priodd	Premier conce	Dentier costs	*-	Compen- settes	VALEURS	Cours précié.	Promise COADS	Cours.	% +-	Comput- sessor	VALEURS	Cause précéd.	Pressint cours	Dernier toxes	% +-	Compen-	VALEURS			lenzier Churs		Campen- sation	VALEURS	Cours priorid.	Protein COURS	Demier cours	% +-
719 280 435 300 1470 1880 705 2580 1810 1030 610 405 88 446 6	4.5 % 1973 C.H.E. 3 % Accor Agence Heres Air Ligalde Als. Supern. AL.S.P.J. Alstrom-All. Astrom-All. A	1916 3480 255 577 86 20 227 70 325 586 528 528 528 528 528 528 528 528 528 528	242 846 5771 5771 5771 573 229 590 590 590 590 590 590 156 50 287 748 158 50 158 50 15	360	+ 633 + 157 + 157 + 038 + 038 + 038 + 038 + 038 + 038 + 038 + 038 + 157 - 018 -	730 tsio 775 tsi 775 t	Euromerché Europe n° 1 Facon F	172 787 386 20 2005 1380 319 654 806 251 1155 111 50	779 749 749 749 749 749 749 749 749 749	779 748 889 720 953 951 953 951 953 955 1877 955 955 955 955 955 955 955 955 955 9	- 144 - 113 + 068 + 068 + 068 + 068 + 077 - 077	540 735 240 55 240 55 90 230 48 48 410 128 360 1850 1920 108 1190 200 108 1190 1090 1190 1190 1190 1190 119	Purhote Purhote Premod-Ricard Placete Particles (Pas) — (nordic.) Particles (Pas) — (nordic.) Particles R.P. Peugent S.A. Pocinia Profest Premony P.M. Labinat Prestue California Sic. Principal Pri	587 810 278 67 30 105 243 423 132 373 1725 943 238 50 187 1855 319 110 1188 1545 412 546 259 24 850 104 85 50 104 85 77 45 85 96 77 85 85 86 86 86 86 86 86 86 86 86 86 86 86 86	102 49 248 80 45 437 131 50 363 1714 949 187 233 50 100 70 1300 1140 1515 1425 472 550 310 10	251 45 70 436 131 364 50 1700 948 235 50 167 1849 315	- 1807 - 1190 - 1190 - 1290 - 1290	194 1250 615 615 615 615 615 615 480 76 1444 380 490 490 490 490 490 490 490 490 490 49	Angold Annet. C. Angold B. Ottomene BASF (Akt.) B. Ottomene BASF (Akt.) Bayer (Akt.) Bayer (Akt.) Bayer (Akt.) Buyer (Bayer) Buffelsiont. Chare Marin. Charles (Bayer) Charles	1284 870 6642 664 6654 6654 6654 6654 6654 779 655 1430 779 655 1430 143 50 335 50 335 50 335 50 335 50 336 31 159 90 434 436 336 435 248 50 248 50 248 50 248 50 248 50 248 50 35 50 36 5	220 12 288 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	30 c	0 22 0 15 1 07 0 13 1 77 1 81 2 05 1 81 2 05 2 4 02 8 04 1 81 2 05 2 05 2 1 81 2 1 81 3 2 81 3 3 81 3 3 81 3 5 81 3 61 3 7 7 7 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	385 85 8 8970 728 310 8 23880 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	to-Yokado TT Mataputhita March	90 944 795 313 25490 842 1426 674 163 10 488 10 578 11355 93 50 378 50 542 92 95 1567 70 270 270 270 270 270 270 270 270 270 2	90 40 932 785 310 25300 845 1444 156 80 471 578 1140 11527 1140 11527 11527 1307 165 377 530 377 530 377 530 377 530 546 647 1682 1682 1786 1882	83 90 376 10 932 785 10 932 785 310 25300 848 435 435 435 576 1144 527 525 94 1542 1542 1542 1542 1542 1542 1542 154	- 1 15 - 1 82 - 1 27 - 1 26 - 0 70 + 0 43 + 1 48 + 2 28 + 0 16 - 0 57 - 3 319 - 0 44 - 1 468 - 1 468 - 2 47 - 1 13
270 1290 920 118	Ciments frame C.L.T., Alcusei Chip Ministers Codetel	274 90 1401 926 118 90	270 1386 926 119	270 1386 919 119	- 178 - 114 - 075 + 008	960 1450 840 1450	Metra Metra Michelia Michelia	1520	1520 252	1520 850 1638	- 1 62 - 0 86	445 315 146	Silc	456 304 141 40	488 305	458 305	+ 263 + 032 + 014		TE DES	CHA	NGES I cours	AUX	DES BE	15	MARC		Len		OR COURS
220 270 195 385 640 230 630 37 118 1493 930 630 720 720 245 245 240 2540 550	Colorus Colorus Colorus Compt. Entrapt. Compt. Med. Cond. Funciar Condict Fe. Constant. Constant	226 20 295 168 387 608 247 678 32 10 1773 1775 1775 1775 1775 1775 1775 1775	223 \$0 296 188 \$0 369 - \$66 \$242 \$76 \$2.50 110 \$0 1745 \$90 \$82 115 \$0 745 \$92 253 255	223 50 295	+ 135 2234 + 105 2234 + 105 1233 + 105 1233	720 130 63 1510 415 108 625 245 247 236 32 575 255 840 154 2380 78 675 255	History Rais S.A. History Rais (1984) H.M. Panestrove Holgi Hennesay Mos. Leroy-S. Houser Hensis Misses Houser Hensis Misses Houser Hou	133 50 630 1670 454 90 103 30 827 288 8 70 8 70 395 107 325 325 325 325 325 325 325 325 325 325	104 FO 625 288 70 51 305 107 646 330 865 173 2571 83 656	251 136 65 1659 436 50 104 625 268 8 80 51 105 50 541 335 172 2545 172 2545 83 665	+ 121 + 1817 + 1817 + 1950 - 4067 + 1957 - 1932 - 1932 - 1932 - 1932 - 243 + 307 - 243 + 307 - 211 + 1967 + 356 + 356	7380 510 480 809 545 450 315 2250 390 280 275 280 280 290 275 280 280 280 280 280 280 280 280 280 280	Skin Rosegnol Skrinton Skrinton Skrinton Storan Souran Souran Souran Fariat Tales Lusman Täll Bett Thomssan LS.F. T.R.T. U.F.B. U.I.S. Valion Valion Valion File Sabon Aruss Inc.	1425 525 535 545 450 1790 345 2146 2390 280 280 852 1030 852 1030 851 171	967 1098 251	1413 516 5311 527 650 454 1762 310 390 536 68 68 687 1090 261 322 50 170 10	- 084 - 074 - 174 - 125 + 078 - 186 - 1014 + 101 - 357 - 142 - 262 - 263 + 522 - 173	Prate-Un Allerhag Belgique Pays Ber Darseria Horvège Grèce (1) Halle (1) Susse (1) Sus	CHÉ OFFICIEL is (5 1) is (5 1) is (5 1) is (7 100 Pi) is (100 Pi)	744c. 8 388 308 780 15 067 272 460 83 850 108 130 7 797 4 952 371 510 104 390 43 875 5 467 6 Q20 8 470 3 890	4/5 83 307 2 150 272 7. 837 107 8 370 8 104 1 43 7. 54 8 60 8 4	Achas 12 8 1 50 293 65 14 2 281 99 79 99 42 8 75 99 42 8 65 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	30 1 33:00 19:288 8 10:00 10:0	13 15 300 17 77 12 150 8 850 5 200 12	MONNAIES E Or fin lialo en timo Or fin lialo en timo Or fin lan lingual Palco strançaise (2) Palco strançaise (20 fi Palco sussos (20 fi Palco sussos (20 fi Souverair	(1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1)	5 pr	76c. 101850 10185	4/5 101100750 611 518 581 736 4400 2120 3885 616



UN JOUR

IDÉES

Claude Matuchans

4. AMÉRIQUES

« Club de la presse » ;

7. OUTRE-MER

G. PROCHE-ORIENT

ESPAGNE : M. Felipe Gonzale

LiBAN : échec de la « marche de la

- LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE

POLITIOUE

Le débat, à gauche, sur la rigueur et l'austérité.

10. L'Unicef espère diminuer de moitié la

11. Le Muséum national d'histoire natu-

12. FOOTBALL: Metz et Monaco en

LE MONDE

13. « La contribution britannique au bud-

méthode de calcul », par Pierre Uri. 15. Les chances d'avenir de l'industrie

16. Notes de lectures par Alfred Sauvy.

CULTURE

17. THÉATRE : Bataille navale, de Jean

COMMUNICATION : la publicité sur les radios privées locales.

ECONOMIE

24-25. SOCIAL : controverse sur les pré-

25. AFFAIRES: les résultats de Thorn-

son.

26. ÉTRANGER: bonnes performances de l'économie chinoise en 1983.

RADIO-TÉLÉVISION (20)

INFORMATIONS

- SERVICES - (21):

« Troisième âge » ; Météoro-logie ; Mois croisés ; « Journal

des spectacles (18 19);

Annonces classées (22 à 24); Marchés financiers (29),

Nouvelle étape pour « la Voix de la

France à l'étranger ». Radio-France Internationale émet, depuis ce lundi

7 mai, vingt-quatre heures sur vingt-

quatre, Pour M. Fouad Benhalla, di-

recteur général de RFI depuis le

18 août 1983, il s'agit de « créer l'ir-

réversible », c'est-à-dire de franchir

le sauil à partir duquel il n'est plus

possible de revenir en arrière sur la

politique de développement impulsé

par M. Hervé Bourges avec son

plan quinquennal ». RFI rattrape

donc lentement son retard aur la

BBC, la Voix de l'Amérique, la

Deutchwelle et d'autres radios à des-

tination de l'étranger, puisqu'elle est

passée de la vingt-huitième place en 1982 à la vingtième en 1983, espé-

rant remonter encore la course pour

arriver seizième à la fin de l'an-

Depuis l'arrivée de M. Benhalle, on

a assisté au lancement des émissions

en russe et en roumain, à l'augmen-

Carnet (20); Program

officiel . Lto.

get communautaire: une mauvaise

française des circuits intégrés sus-

pendues à des négociations budgé-

DE L'ÉCONOMIE

finale de la Coupe de France.

SPORTS

relle risque de perdre sa spécificité.

mortalité des enfants dans le tiers-

SOCIÉTÉ

MAYOTTE : un entretien avec M. Abdallah, président des Comores.

5-6. EUROPE

DANS LE MONDE

2. « informations et commentaires », par

ÉTRANGER

LU: La tzarine, de Denise Bubois

3. LE VOYAGE BU PAPE EN ASIE

CI

The state of the state of

The first of the bridge state THE RELEASE THE PROPERTY. The section was true and PART NOW AND ARREST

the house and were IN PARTY PROPERTY. And the second second

7.417 BER 10

San Street Control of Street The second second A. A. I. - A. A. Ball & To A Townson Person The same of the sa -The second second

The same and the same

Charles and San Per

THE REAL PROPERTY OF

The state of the s The same of the sa See the second

-The same The Court of the C

· 20 - 20 Tel 1 1 · 1 478

3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 B

avictoire de

. 144 **(1984**

State of the second AND BURNESS Turke American Name of the state of State of the state Branch of Steeler of Victoria The same of the same THE STATE OF THE PARTY OF The second of th With the Contract of the Contr

THE CHARLES AND THE COLOR

The real part of the same of the same A CONTRACT OF THE STATE OF THE PARTY OF Boylet Barrie The state of the s the to Ve at White No chapter that dee

The same of the same of the same of And the part of the part and th The state of the s ALC: LAS SE DESCRIPTION Sale Charles

The same of the sa A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The state of the s A STATE OF THE REAL PROPERTY. The same of the same of The state of the later than The same of the same

A hand to be the season of the Secretary &

UNE MESURE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE Les Britanniques ne pourront plus entrer en France sans document officiel d'identité

Le gouvernement français a notifié, samedi 5 mai, aux autorités du Royaume-Uni sa décision de mettre un terme à un accord qui permettait any Britanniques de faire de brèves excursions en France sans passeport (la carte d'identité n'existe pas en Grande-Bretagne). Cette mesure vise, en fait, l'immigration clandestine de ressortissants des pays du Common wealth qui sont devenus indépendants. Londres a fait connaître dimanche

A partir du 8 juillet, les ressortissants britanniques ne pourront plus entrer en France sur simple présentation d'une carte délivrée par les agences de voyage. Ce document appele identity card ou pass - était une sorte de carte d'excursion permetrant aux Britanniques et aux ressortissants des pays du Commonwealth de séjourner en France lorsque la durée de leurs voyages n'excédait pas soixante heures.

Cette possibilité d'entrer sur le territoire national avait été autorisée après un accord franco-britannique signé le 24 mars 1960. Au ministère des relations extérieures, on fait valoir que la décision française n'est pas une entorse au règlement communautaire des Dix, mais vise au contraire à aligner cette réglementation particulière sur celle des autres pays europeens. Et l'on ajoute que cette mesure, unilatérale, résulte de · l'absence en Grande-Bretagne d'une carte d'identité nationale » et de la nécessité pour la France - d'améliorer les contrôles à l'entrée de toutes ses frontières » de

manière à empêcher - en particulier l'immigration clandestine ». Paris et Londres négociaient depuis août 1983 afin de parvenir à une mise à jour de l'accord de 1960. Les points d'accord n'ont cependant pas été assez nombreux entre les deux pays. D'où la résolution française de mettre un terme, le 8 juillet, à l'accord franco-britannique. - La France, déclare-t-on au ministère des relations extérieures, souhaite mettre à profit ce délai pour recher-cher avec le Royaume-Uni la possi-

bilité d'aboutir à un nouvel arrange

ment satisfaisant. » Le contentieux entre Londres et Paris à propos de ce dossier est apparu au cours de l'été 1983. Le gouvernement de M. Mauroy réfléchissait alors à sa politique en matière d'immigration clandestine. En juillet, M. Max Gallo, porteparole du gouvernement, avait annoncé des mesures à l'encontre des immigrés en situation irrégulière. Un conseil interministériel s'était réuni le 2 août, et le 31, M. Mitterrand déclarait au cours du conseil des ministres : « Il faut ren-

voyer les clandestins. = Les services de police, dans ce contexte, veillèrent à refouler les ressortissants des pays du Commonwealth, arrivant par bateau de Grande-Bretagne, susceptibles de prolonger au-delà des soixante heures autorisées leur séjour en France. Des Jamaïquains et des Nigérians furent ainsi refoulés à Calais et à Boulogne-sur-Mer par la police de l'air et des frontières (le Monde du 5 août 1983). Ces incidents conduisirent Londres à protester, et la presse anglaise alla jusqu'à parler de « racisme », puisque la plupart des personnes concernées

étaient noires. Des élus britanniques de couleur s'étaient rendus quelque temps après à Calais, accompagnés de journalistes. Cette manifestation de protestation contre les contrôles et la politique française avait partielnent échoué dans la mesure où la police avait laissé entrer ces personnes en France.

«Regrets» à Londres mais pas de «riposte»

De notre correspondant

a fait, lundi matin 7 mai, la « une » des journaux britanniques. C'est, en effet, un coup dur pour les sujets de Sa Majesté qui, chaque week-end, se ruent par autocars entiers vers les supermarchés du continent. Ils sont si nombreux que, dans les « grandes surfaces - de Calais et de Boulogne, le parcours est fléché à leur intention dans la langue de Shakespeare

et des caisses leur sont spécialement Cette invasion est, désormais, très organisée et elle est essentiellement due au fait que la livre sterling a retrouvé, ces dernières années, toute

sa vigueur par rapport à un franc

affaibli et permet aux Anglais des

achats intéressants, notamment de

l'Asie, c'est-à-dire une grande partie

de la Chine, la périnsule Indochi-noise, une partie du Japon et même

Maigré ce développement assez

spectaculaire - qui suit à quelques

variantes près le plan quinquennal, -

la situation est assez tendue au sein

de RFI, où l'on parle de conflits pos-

sibles. L'embauche (une trentaine de

journalistes en 1983, une quinzaine

de journalistes et onze techniciens

début 1984) ne permet pas, selon

certains, de suivre le rythme, et une

que de « fuite en avant » de

M. Fouad Benhalla. Les perspectives

budgétaires difficiles pour 1985 ris-

D'après des sondages effectués en 1983 dans quelques grandes villes africaines, Radio-France Internationale

estime qu'elle arrive partout en tête pour les émissions diffusées par les chaînes étrangères en Afrique franço-

phone, ce qui n'est pas encore le cas pour l'Afrique anglophone.

· Le sort des militants de

l'ANC. - M. Alfred Nzo, secrétaire

général de l'ANC (Congrès national africaia, organisation anti-apartheid), a accusé, samedi 5 mai à Lusaka, les autorités du Swaziland

d'avoir remis quatre militants de son

mouvement au gouvernement sud-africain. Les quatre membres concernés de l'ANC étaient empri-

sonnés à Bhunya (ouest du Swazi-

land). D'autre part, des représen-tants du HCR (Haut-Commissariat

pour les réfugiés des Nations unies)

se sont entretenus, samedi et diman-

che à Nhabane, du sort des refugiés

de l'ANC avec le ministre swazi de

l'intérieur. (AFP. Reuter.)

quent d'aggraver cette tension.

la presqu'île Arabique.

Radio-France Internationale 24 heures sur 24

Londres. - La décision française bière et de whisky, produits, dit-on, maintenant devenus nettement moins chers en France, alors qu'ils sont de plus en plus lourdement taxés en Grande-Bretagne par le gouvernement de Me Thatcher. Ainsi est rentabilisé un voyage-éclair (souvent dans la journée) qui est, de toute manière, bon marché car les organisateurs d'excursions n'ont pas tardé à se livrer à une concurrence farouche pour occuper ce nouveau « créneau ».

> Ces aller et retour sont d'autant moins coûteux que, jusqu'à présent, il n'était pas nécessaire de posséder un passeport. Près d'un million de Britanniques ont voyagé, en 1983, sans ce document, la plupart d'entre eux pour se rendre en France. Pour un séjour de moins de soixante heures, un simple formulaire délivré par une agence de voyages suffit. Or voilà que le gouvernement français a décidé d'exiger, à partir du 8 juillet, un titre officiel (passe-

> port ou carte d'identité nationale). La mesure, en principe, ne vise pas seulement les Britanniques, mais ceux-ci auront du mal à comprendre qu'ils représentent un cas particulier puisque, avec un sens aigu de leurs libertés individuelles, ils continuent de refuser de se laisser imposer par Etat une carte d'identité. Parmi les dix pays de la Communauté européenne, le Royaume-Uni est le seul à n'en pas délivrer. Pendant dix mois, des négociations ont été menées entre Paris et Londres pour trouver un compromis, mais elles n'ont pas abouti. Les ressortisants des pays du Commonwealth pouvaient utiliser le formulaire, et c'est ce que n'admettait plus le gouvernement français.

Le gouvernement de Londres était prêt, semble-t-il, à tenir compte des exigences françaises, c'est-à-dire à trouver un moyen de limiter l'usage du titre de voyage aux seuls citoyens britanniques, mais il n'était pas décidé, pour autant, à le rendre « officiel », ce qui aurait créé un précédent, un pas vers la création d'une carte d'identité et, donc, un débat difficile au Parlement.

Le Foreign Office a annoncé, diamnche, la nouvelle mesure fran-çaise avec » beaucoup de regret ». Il a précisé qu'il essaierait de poursuivre les discussions jusqu'à la date fixée en espérant un arrangement de dernière heure. Il a laissé entendre qu'il n'y aurait, du côté britannique, pas de - riposte - et que les Français pourront continuer d'entrer en Brande-bretagne comme précédemmeat.

FRANCIS CORNU.

LE GÉNÉRAL PINOCHET S'INSTALLE...

Au Chili

La rumeur courait depuis quelque temps à Santiego; cette fois, c'est officiel : la général Pinochet s'installe. Au pouvoir depuis près de onze ans, le « tombeur » de Salvador Allende s estimé qu'il avait bien mérité la issance de la patrie. Celle-ci a donc été priée de faire un patit effort - ou, plutôt, elle a fait un petit effort sans qu'on l'en prie. L'Etat - c'est-à-dire lui, a exproprié des terrains à une trentaine de kilomètres de Sanriego, dans une jolie gorge baptisée Maipo. Puis un collaborateur du général Pinochet, le colonal Castro, a racheté ledit terrain à l'Etat pour un peu moins de 10% de ce que l'Etat - c'està-dire les Chiliens — l'avaient payé. Enfin, le citoyen Pinochet s'est fait rétrocéder le terrain, moyennent une commission à son fidèle collaborateur (l'équiva-

lent de 80 000 F). Sur cette percelle, et sur quelques autres achetées elemtour pour arrondir le domaine, le chef de l'Etat s'est fait construire une idence privée, gracieusement baptisée « la Pêche » (Melocoton), dont les rares visiteurs ont vanté l'opulance, sinon toujours le bon goût.

L'affaire a fini per faire jaser, dans ce pays que la crise économique atteint de plein fouet et où la faim s'est installée dans les bidonvilles. Une vingtaine d'avocats, représentant les diverses familles de l'opposition au régime militaire, ont décidé de porter l'affaire devant la Cour suprême : calle-ci n'a lamais brillé par son courage, mais elle sent, elle aussi, que les temps changent. Alors... A l'appui de leur requête, les avocats ont joint vingt documents officiels certifient les transferts divers de titres de propriété. Selon ces personnalités, il

L'affaire est importante, car c'est la première fois que le général Pinochet est impliqué dans une présomption de corruption. Elle démontre, en tout cas, que, un an après le début des « journées de protestation nationale », le chef de l'Etat n'est plus intou-

L'intéressé a menacé de pour mivre en justice les avocsts.

J.-P. C. DEUX ARMES ONT SERVI A L'ASSASSINAT

DU PRINCE DE LOBKOWICZ

Edouard-Xavier de Lobkowicz,

agé de vingt-trois ans, fils aîné du prince Edouard de Lobkowicz et de la princesse, née Françoise de Bourbon de Parme, a été assassiné dans des circonstances qui restalent mys-térieuses, ce lundi 7 mai, au regard des enquêteurs. Interrogée, la bri-gade criminelle, chargée de l'affaire, déclarait ne disposer d'aucune piste sérieuse, et la famille, jointe au téléphone, se retranchait derrière l'information judiciaire, ouverte par le parquet de Paris et confiée à M. Gilles Boulouque, juge d'instruc-C'est seulement durant le week-

end dernier - samedi matin encore. la famille parlait de - décès accidentel » – que la certitude de l'assassi-nat a été établie, après l'autopsie pratiquée à l'Institut médico-légal. Le prince Edouard-Xavier a été atteint d'une décharge de fusil de chasse à la gorge et d'une balle dans l'omoplate gauche. Son corps avait été, en outre, lesté à la ceinture d'un lourd parpaing.

En effet, c'est dans la Seine, à Ivry (Val-de-Marne), que le cada-vre d'Edouard-Xavier de Lobkowicz été repêché le 27 avril dernier. Mais le jeune prince n'a pu être identillé que huit jours plus tard. Sa famille était sans nouvelles de lui depuis le 4 avril. Ce mercredi-là, il avait quinté le

domicile parisien, avenue Mar-ceau (8°), indiquant, sans plus de précisions à ses proches, qu'il avait « un rendez-vous ». La police, aler-tée quarante-huit heures après, retrouvait sa voiture, vers la mi-avril, sur un parking de la gare de Lyon. La famille croyait alors à un Etant donné le mutisme des auto-

rités et des parents d'Édouard-Xavier de Lobkowicz, toutes le hypothèses peuvent être envisagées. Du crime politique – la famille aide des organisations charitables chrétiennes au Liban - à une affaire d'ordre privé, en passant par d'autres mobiles : le prince Edouard de Lobkowicz est un homme d'affaitet lié aux milieux de la haute finance internationale, et plusieurs membres de la famille des Bourbog de Parme sont négociants en armes.

-Sur le vif

Féminin singulier L'autre jour, je me suis interro-

gée devant vous sur l'opportu-nité de féminiser les titres. Faut-il dire Mar le maire, Mar la maire ou Mª la mairesse ? Et je vous ai demandé ce que voués en pensiez, parce que moi, je n'en pense rien, ou pas grand-chose. L'important à mes yeux, pour une femme, ce n'est pas de savoir si elle sera une ou un ministre. L'important, c'est de pouvoir l'être, ministre. Je croyais que vous, ce serait pareil Pas du tout, vous avez réagi au quart de tour. Vous m'avez écrit de partout. Je croule sous les lettres. Je ne sais plus où donner de la tête. Impossible de vous répondre autrement qu'ici et

D'abord pour vous remercier. Ensuite pour vous féliciter. Je suis soufflée par l'étendue de vos connaissances sur la question. Je vous le dit tout de suite, vous êtes contre à 70 %. Et pour de solides raisons, souvent d'allleurs empruntées au Grévisse. Je les cite pêle-mêle. Le ganre ne dépend pes du saxe : un soldat est une vigile; un acteur, une vedette. Va-t-on dire à une avocate: chère maîtresse? Va-t-on perier d'une cheftesse d'État. Un pays qui s'est donné un nom éminin, la France, un pays qui a inscrit au fronton de ses institu tions une devise, liberté, égalité, fraternité, au féminin, n'a pas besoin de bousculer la grammaire pour se donner une boone conscience à bon compte.

Un ieune correspondant me signale que, à l'armée, sa générale taxait à être appelée mon général — vous vous sentez volontiers valorisées per un titre d'homme. Une secrétaire genérale craindrait d'être prise pour le chef d'un pool de decorlos. Et si elle était attachée, un attaché de préfecture aurait l'impression de sortir d'Histoire d'O....

Vous êtes nombreux à suggérer des exceptions que l'usage, petit à petit, rendre conform le règle le prof. le prof. Ou encore la suppression pure et simple de ce « Madame », formefiste et désuet. On ne dit per M^{**} is reine. Vous ne voulez plus donner le titre de leur écoux aux femmes d'ambassadeur, de préfet ou d'amirei. Elles n'y ont aucun drois. Et ca éviterait les

Entre parenthèses. le décret annonçant au Journal officiel la composition de la commission de terminologie réunie per Yvette Roudy désigne tous ses membres - ce sont en majorité des factores — su masculin : un orisident, un réprésentant de tel ministère ou de talle académie. Comme quoi le vigience féministe est fecilement prise en défaut ! Même au pius haut

CLAUDE SARRAUTE.

M. Hernu juge « importante » la reconnaissance par la Libye de sa présence dans le nord du Tchad

M. Charles Hernu juge « Important - que le colonel Kadhafi ait récemment admis une « présence libyenne - au Tchad (le Monde du 3 mai). « Je crois que le colonel Kadhaft a, peut-être, compris que les Français avaient acquis le notion du temps », a ajouté le ministre de la défense, dans un entretien publié par le Journal du dimanche du 6 mai, alors qu'il se trouvait en visite officielle au Gabon. M. Herru a réaffirmé, à Libreville, que les militaires français quitteraient le Tchad « le plus vite possible » dès l'intervention d'un règlement du conflit.

 Mais je préférerais, a-t-il précisé, que ce soit quelques minutes après les troupes libyennes. Sur le plan politique, un coilaborateur de M. Gonkonni Oueddel a réaffirmé, dimanche, que le GUNT

(gouvernement rebelle installé dans le Tibesti) était prêt à participer à

une « conférence de réconciliation »

• Fin de l'opération de démons

tisation au Nigeria. L'opération de démonétisation ordonnée le 25 avril nar les militaires pour essainir l'économie s'est achevée, dimanche 6 mai, dans un calme étonnant après des débuts plutôt chaotiques. De source bancaire, on estime que pas moins de trois milliards de nairas (quatre milliards de dollars an taux officiel) ont changé de mains. Toutefois, les directeurs de banque s'attendent à une nouvelle ruée mardi, uand les possesseurs de plus de 200 nairas (265 dollars) viendront réclamer les nouveaux billets sur présentation d'un reçu. (Reuter.)

entre Tchadiens, probablement à Brazzaville. M. Adoum Yaccoub, de passage à Paris, a rappelé qu'elle de-vrait se tenir sons l'égide de l'Organisation de l'unité africaine. Depuis plusieurs semaines, à la demande de N'Djamena, les autorités congolaises tentent d'organiser une « table

démarches n'out pas encore abouti. LE PREMIER MENISTRE SUD-AFRICAIN M. PIETER BOTHA

EN FRANCE?

Deux bebdomadaires dominicanx

sud-africains, le Sunday Times de Johannesburg et le Sunday Tribune de Durban, out affirmé que M. Pie-ter Bothe, premier ministre sudafricain, pourrait se rendre en France à l'occasion d'une tournée européenne qui doit notamment le conduire à Londres, le 2 juin, à l'invitation de M= Thatcher (le Monde daté 6-7 mai). A Paris, de source informée, on se dément ni ne confirme cette information. « La question se pose mais elle n'a pos ncore été tranchée -, indiquait-ou, de même source, lundi matin. Entre-temps, face aux réactions

hostiles de parlementaires de l'opposition, M= Thatcher a justifié son invitation au premier ministre sud-africain en déclarant que Pretoria avait été - extrêmement utile - dans la négociation du conflit rhodésien et que son gouvernement continuerait de « condamner l'apartheid ». M. Pieter Botha doit également se rendre à Rome, à Berne et à Lis-

la nouvelle un produit de BAUME & MERCIER Montre pour dame, extra-plate, à quartz, traité noir mat et FF 3'200. Ig Saint-Honoré Palais des Congrès, Porte Maillot

tation des émissions en polonais (qui sont passées d'une demi-heure par jour à une heure), en portugais et en anolais à destination de l'Afrique, en anglais à destination du Proche-Orient, au lancement d'émission d'une heure et demie vers l'Asie du Sud-Est (la réception est très mau-vaise, paraît-il). M. Benhalle parle à ce sujet d'un projet ambitieux avec les Allemands : participer à la construction d'un centre émetteur avec la Deutschweile à Sri-Lanka, Ce projet, qui coûterait à la France 60 millions de francs sur trois ans, permettrait de couvrir l'ensemble de Le numéro du « Monde » daté 6-7 mai 1984 a été tiré à 404 106 exemplaires

ABCDEFG

née (1).